

VENANT DE MOSCOU

Le vice-président irakien fait une visite à Cuba

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Abonnement, 1,20 par semaine, 1,80 par mois, 5,40 par trimestre, 12,00 par semestre, 24,00 par an. Les abonnements sont payés à l'avance. Les abonnements en espèces sont payés en francs français. Les abonnements en chèques de banque sont payés en francs français. Les abonnements en chèques de banque sont payés en francs français. Les abonnements en chèques de banque sont payés en francs français.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Stabilité relative en Corée du Sud

Les élections générales qui ont eu lieu mardi 12 décembre en Corée du Sud ont été marquées par un recul du parti gouvernemental, le parti républicain démocrate (P.R.D.). Cependant le président Park Chung-hee conserve le contrôle du Parlement. Cent cinquante-quatre sièges étaient à pourvoir. Le P.R.D. n'en obtint que soixante-huit. Le principal mouvement d'opposition, le Nouveau Parti démocrate, obtint soixante et un sièges, le parti pour l'unification, trentesix, et vingt-deux personnalités indépendantes — la plupart favorables au pouvoir — sont élues.

La chambre d'accusation d'Algérie se déclare opposée à l'arrestation de l'ambassadeur britannique James B.

La chambre d'accusation de la Cour d'Appel d'Alger a déclaré son opposition à l'arrestation de l'ambassadeur britannique James B. ...

CONFLITS ET CRISES AU PROCHE-ORIENT

M. Vance n'a pas persuadé M. Begin d'accepter les propositions du Caire

A moins d'un revirement spectaculaire, le traité de paix égypto-israélien ne pourra être conclu dimanche 17 décembre. Israël a, en effet, pratiquement opposé une fin de non-recevoir aux propositions égyptiennes qui lui ont été transmises mercredi par le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance. Avant de quitter Jérusalem pour Le Caire, ce dernier a eu, dans la matinée de jeudi, un dernier entretien avec M. Menahem Begin.

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est l'impassable. M. Cyrus Vance n'a apparemment pas réussi à convaincre le gouvernement de M. Begin de faire les concessions qui auraient permis la conclusion des négociations sur le traité de paix avant dimanche. Les événements s'étaient succédés, et au fur et à mesure précipités dans la soirée de mercredi, d'une manière dramatique. Après cinq heures d'entretiens avec M. Begin et les principaux ministres israéliens réunis en cabinet secret à Jérusalem, M. Vance a annoncé avec un embarras manifeste que des « divergences de vues » subsistaient entre Israël et les Etats-Unis. C'était déjà un signe inquiétant, mais soudain, trois heures plus tard, M. George Sherman, porte-parole du département d'Etat pour les questions du Proche-Orient, annonçait que M. Vance, à la suite d'un entretien téléphonique d'un quart d'heure avec le président Carter, était amené à décider son retour à Washington, après une brève escale au Caire, jeudi en fin de journée. M. Sherman indiquait de manière laconique que la décision avait été prise alors que le secrétaire d'Etat avait le sentiment d'avoir « fait tout ce qu'il était possible de faire ».

Le chah poursuit ses efforts pour former un cabinet civil

Réaffirmé mardi soir avec force, l'appui du président Carter au chah d'Iran a été suivi mercredi 13 décembre d'une tentative de « reprise en main » par le gouvernement militaire de certaines villes de province. Selon le radio iranienne, des manifestations en faveur du régime ont eu lieu mercredi dans plusieurs quartiers de Téhéran et dans les villes d'Arak, Abadan, Chirvan, Fariman, Sabzevar et Ispahan, où, ainsi que l'indique notre envoyé spécial, l'armée, encadrant les « contre-manifestants », fait régner la terreur.

Le chah poursuit ses tentatives en vue de mettre sur pied un gouvernement civil. Il s'est entretenu mercredi soir, pendant une heure, avec M. Karim Sandjabi, président du Front national. Selon un communiqué publié par cette formation, M. Sandjabi a indiqué de nouveau au chah que le Front ne participera dans les circonstances actuelles à aucune combinaison gouvernementale qui maintiendrait le régime illégal actuel.

Terreur à Ispahan

De notre envoyé spécial

Ispahan. — L'armée fait régner la terreur à Ispahan. Les morts se comptent par dizaines et les blessés par centaines. Nous les avons vus. Les violences dont nous avons été les témoins mardi soir 12 décembre à l'occasion d'une manifestation organisée en faveur du chah (le Monde du 14 décembre) n'étaient que le prélude à une répétition générale destinée à mettre en condition la population pour le grand défilé du mercredi, qui n'a pourtant réuni que quelques milliers de personnes sur les six cent mille que compte l'ancienne capitale de la Perse, devenue la deuxième ville d'Iran. Mercredi, dès la fin du couvre-feu, à 8 heures du matin, les militaires ont mis leur dispositif en place. Ils ont installé des barreaux de surveillance à tous les carrefours et le long de l'avenue Charagh-Abbassi, la plus belle artère de la ville. A 8 heures, la cité, si animée en temps normal, était pratiquement déserte et tous les magasins étaient fermés. Armés de fusils et de gourdins, les militaires arrêtèrent toutes les voitures qui n'ont pas leurs phares allumés en signe de soutien au souverain et

L'aide aux familles

Au-dessus de deux enfants les prestations progresseront plus rapidement

annonce

M. Giscard d'Estaing

Le président de la République a prononcé, jeudi matin 14 décembre, un discours sur la famille et les orientations de la politique familiale lors de l'inauguration des nouveaux locaux de la Caisse nationale d'allocations familiales à Paris. Il a lancé un avertissement sur les dangers de venir de la natalité et annoncé que la « priorité reconnue aux familles » serait maintenue. En particulier, l'aide aux familles d'un moins trois enfants sera accrue, pour progresser plus vite que la moyenne. La promesse d'un revenu minimum familial de 3 500 francs par mois pour les familles ayant été formulée le 7 janvier dans le discours-programme de Blois.

L'homme malade de l'Orient

par ANDRÉ FONTAINE

Cause, il y a trente ans, de la première bataille de la guerre froide, l'Iran sera-t-il le détonneur de son rebondissement ? Partout on se pose la question. A première vue, en effet, l'I.R.S.S. tirerait d'énormes avantages du passage dans sa sphère d'influence de cette position-clé du monde occidental. Enumérons les principaux : 1) De tous ses adversaires, l'hiver demeure le principal. En disposant enfin de ports en mer chaude, elle atteindrait un objectif séculaire des tsars et des commissaires ; 2) Aujourd'hui première productrice et exportatrice d'hydrocarbures de l'univers, elle manque des capitaux nécessaires pour amener l'exploitation des énormes réserves de pétrole du Grand Nord au niveau de ses besoins de la prochaine décennie. Mettre la main sur celles de l'Iran, qui fournit actuellement le dixième de la consommation mondiale, soulagerait considérablement son économie ; 3) A la suite de la réduction massive de la présence britannique

AU JOUR LE JOUR Agents doubles

L'inspection générale de l'administration nous apprend donc que neuf mille sept cents policiers en tenue, soit plus de 15% des effectifs, sont détournés des tâches de sécurité publique pour être employés comme chauffeurs, huissiers, jardiniers, valets de pied ou concierges. C'est sans doute un phénomène inquiétant pour la bonne marche d'une administration et qui révèle peut-être une

UN DOSSIER DU « MONDE DES LIVRES »

Peut-on être romantique aujourd'hui ?

Il se fait ce temps-ci une rumeur confuse autour du mot « romantisme » que certains écrivains brandissent comme un étendard. Des livres paraissent ou vont paraître : c'est l'essai de Gonzague Saint-Bris, le Romantisme absolu, qui présente en page 17 du « Monde des livres » Bertrand Poirot-Dulpeix ; c'est le Manifeste romantique de Michel Le Bris qu'on annonce chez Grasset pour février prochain ou encore les Mille ans de ceinture que promet Jean-Edem Hallier. Mais déjà ces trois ouvrages de la prétendue résurgence d'une sensibilité et d'une attitude vieilles de près de deux cents ans se tirent dans les jambes et prennent leur distance les uns avec les autres. D'un côté le Parisien, Saint-Bris, de l'autre, les Bretons, de souche ou d'élection, Le Bris et Jean-Edem Hallier. Ceux-ci prétendent innover au nom d'un régionalisme que bérail l'unité européenne en voie de formation. L'histoire de leurs escarmouches s'inscrit pour l'instant dans une bataille de dossiers et de déclarations dans les périodiques ou les quotidiens (le Magazine littéraire de

TOME 2

Françoise Dolto

LORSQUE L'ENFANT PARAÎT

Françoise Dolto répond aux parents en difficulté en insistant sur de nouveaux thèmes : la sexualité, l'ordre et le désordre, psychothérapie et rééducation, l'adolescence, le mythe du développement "normal"...

L'index des questions renvoie aux tomes 1 et 2
T. 1 : 192 pages 35 F - T. 2 : 224 pages 39 F

SEUIL

La réforme de la Sécurité sociale

UNE SOLIDARITÉ A SENS UNIQUE

(Lire page 40 l'article de JEAN-PIERRE DUMONT.)

مكتبة الأصيل

A Rome

M. Andreotti s'efforcent de résoudre une crise immédiate

Le chef de l'Etat conserve donc la situation bien en main, d'autant que l'opposition demeure peu vindicative, son principal chef, M. Kim Dae-jung, étant toujours en prison. En revanche, le président s'inquiète d'un certain refroidissement des relations avec le Japon, qui est, avec les Etats-Unis, le principal soutien de son régime.

L'arrivée au pouvoir à Tokyo de M. Ohira ne lui permet pas en effet d'espérer conserver le soutien inconditionnel que lui soutient l'ancien chef du gouvernement nippon, M. Fukuda, qui dirige un clan aux liens très étroits avec Séoul. Une rencontre était prévue l'an prochain entre le président coréen et le premier ministre japonais, que M. Ohira vient d'annuler. Le nouveau chef de gouvernement de Tokyo ne se rendra pas à Séoul le 27 décembre pour l'inauguration du nouveau mandat du général Park. M. Ohira fut certes, en 1965, l'artisan de la normalisation des relations nippo-sud-coréennes, et il aida au règlement en 1973 de la gênante affaire de l'envolement au Japon de M. Kim Dae-jung. Mais il est aujourd'hui désireux de prendre ses distances vis-à-vis de Séoul et a promis d'intervenir en faveur des détenus politiques sud-coréens.

RIVES

صكازمان الأصل

idées

JEUNESSES

Chômage subi, chômage choisi

par HENRI LEPAGE (*)

On a tendance à croire que le problème des jeunes est essentiellement un problème d'accès au « premier emploi », et que l'accroissement continu (depuis plus de dix ans) du nombre de jeunes de moins de vingt-cinq ans figurant dans la population à la recherche d'un emploi (37 % de cette population en 1963, 46 % aujourd'hui) refléterait d'abord et avant tout une difficulté croissante d'entrée sur le marché du travail.

Le véritable problème rappelle-t-il y a deux ans, le rapport du comité travail et emploi du VII^e Plan — que selon les études de l'INSEE vient de « la forte progression chez les jeunes travailleurs du chômage de mobilité qui fait ressortir qu'ils jouent un rôle de plus en plus important dans les ajustements du marché du travail » Chômage de mobilité reflété, par exemple, par le simple fait que sur cent jeunes demandeurs d'emploi placés par l'Agence nationale pour l'emploi, plus de trente perdent ou quittent leur

nouvel emploi au bout de trois mois. Que cette mobilité soit pour une large part un phénomène « subi », lié au ralentissement de la croissance et aux mouvements qui affectent les structures industrielles, est incontestable. On est cependant en droit de se demander si une certaine partie de cet accroissement de mobilité n'est pas d'un type différent.

Prenons, par exemple, le problème de la durée du chômage des jeunes. On peut certainement expliquer une partie de son accroissement, tout simplement par le fait qu'avec la hausse du niveau de vie des familles françaises depuis trente ans les jeunes — ou tout au moins un nombre croissant d'entre eux — ont aujourd'hui plus de liberté que leurs parents pour allonger « volontairement » leurs périodes de recherche d'un emploi lorsqu'ils considèrent que les emplois qu'on leur offre ne correspondent pas assez ce à quoi ils aspirent.

qualité de l'environnement dans le travail, ayant été élevés dans un climat plus libéral que celui de leurs parents, les jeunes d'aujourd'hui admettent plus difficilement les contraintes du monde moderne du travail. Cela se traduit par des problèmes d'absence (principalement d'ailleurs en prenant des congés) et de la nôtre en particulier. Elle oppose cette maladie de jeunesse à la vigueur des étudiants « tiers-mondistes » et voyait un intolérable mal de vivre en notre nouvelle génération, dont le seul but serait de copier les adultes (principalement d'ailleurs en prenant des congés) et de la nôtre en particulier. Elle terminait en espérant par ses propos « démythifier (...) l'affreux chemin où s'engagent les jeunes (...) qui n'est somme toute qu'un écouvart lieu commun de bourgeoisie, de courtoisie et de laideur ».

Il importe, tout d'abord, de ne pas mélanger la jeunesse et les étudiants. Si le manque de motivation ou une certaine désillusion atteignent les cercles universitaires (ce qui reste encore à discuter), il est peu probable qu'il en soit de même dans les milieux de jeunes ouvriers, aux- quels, d'ailleurs, personne ne semble demander leur avis. Un virus qui sévit uniquement sur les campus ne concerne qu'une faible partie de la population. Généraliser à « tous la jeunesse des pays industrialisés » est abusif.

Une seconde remarque porte sur la comparaison avec les étudiants tiers-mondistes. Nos pays ont atteint des niveaux de développement différents. La proportion de jeunes poursuivant des études supérieures chez eux est nettement inférieure à celle que nous connaissons en France. Le pourcentage en population d'électeurs « motivés » est-il plus élevé chez eux que chez nous ? Cela est loin d'être évident. Nous possédons un enseignement plus « démocratique », plus ouvert, drainant une part non négligeable des classes d'âge. Plus nombreux, nous sommes peut-être dans l'ensemble moins enthousiastes. Mais « la volonté, la foi et l'endurance » dont ils font preuve résisteraient-elles, en gé-

RÉPLIQUE... A DENISE BLANQUET

Ni déçus, ni désabusés

par FRANÇOIS COMET (*)

L'ARTICLE de Denise Blanquet intitulé « Sémilite », paru dans le Monde du 3 novembre, m'a étonné par sa virulence extrême. Une étudiante y parlait du pessimisme de toute la jeunesse des pays industrialisés et de la nôtre en particulier. Elle opposait cette maladie de jeunesse à la vigueur des étudiants « tiers-mondistes » et voyait un intolérable mal de vivre en notre nouvelle génération, dont le seul but serait de copier les adultes (principalement d'ailleurs en prenant des congés) et de la nôtre en particulier. Elle terminait en espérant par ses propos « démythifier (...) l'affreux chemin où s'engagent les jeunes (...) qui n'est somme toute qu'un écouvart lieu commun de bourgeoisie, de courtoisie et de laideur ».

Il importe, tout d'abord, de ne pas mélanger la jeunesse et les étudiants. Si le manque de motivation ou une certaine désillusion atteignent les cercles universitaires (ce qui reste encore à discuter), il est peu probable qu'il en soit de même dans les milieux de jeunes ouvriers, aux- quels, d'ailleurs, personne ne semble demander leur avis. Un virus qui sévit uniquement sur les campus ne concerne qu'une faible partie de la population. Généraliser à « tous la jeunesse des pays industrialisés » est abusif.

Une seconde remarque porte sur la comparaison avec les étudiants tiers-mondistes. Nos pays ont atteint des niveaux de développement différents. La proportion de jeunes poursuivant des études supérieures chez eux est nettement inférieure à celle que nous connaissons en France. Le pourcentage en population d'électeurs « motivés » est-il plus élevé chez eux que chez nous ? Cela est loin d'être évident. Nous possédons un enseignement plus « démocratique », plus ouvert, drainant une part non négligeable des classes d'âge. Plus nombreux, nous sommes peut-être dans l'ensemble moins enthousiastes. Mais « la volonté, la foi et l'endurance » dont ils font preuve résisteraient-elles, en gé-

néral, à une importante augmentation de leurs effectifs ? J'aimerais maintenant revenir sur les deux principaux reproches que cet article faisait à la jeunesse étudiante : la non-motivation et la désillusion. Proclamer que les facultés sont des voies de garage où l'on passe quelques années, faute de mieux, et qu'il vaut mieux pointer aux œuvres universitaires qu'à un chômage, relève de la vieille rengaine. Le manque de motivation est un problème ancien. Il est réel dans certaines branches, notamment littéraires. Mais n'allez pas demander aux étudiants en médecine s'ils sont motivés. On a ceux des universités de technologie. Ils riraient de vous. Les enseignements qui ne débouchent pas sur un métier précis et qui, de nos jours, finissent par déboucher sur le néant (sociologie, psychologie, dans une moindre mesure histoire...) attirent nombre de jeunes qui, à dix-huit ans, n'ont pas encore un but précis mais qui, par contre, savent parfaitement ce qu'ils ne veulent pas devenir (médecin, informaticien, avocat...). Ils ne se définissent encore qu'en négatif et espèrent profiter de quelques années d'études pour y voir plus clair. Il n'y a pas là matière à se lamenter. Sans compter que la faculté peut aussi servir à une sorte de promotion intime, résoudre des problèmes ou des ambitions strictement personnelles, sans rapport avec une profession future. Cette fonction de l'université a le défaut de ne pas se mettre facilement en statistiques et courbes redondantes. Elle est néanmoins primordiale. Le lamentable serait plutôt l'engrenage qu'offre le système actuel qui ne laisse pas que l'on s'arrête pour réfléchir un moment à autre chose qu'à la rentabilité. Le doux rêveur qui n'a pas au départ de but précis est piégé. Malheur à lui s'il ne s'est pas aussitôt lancé dans la course aux diplômes valables. Il n'est pas de travail pour les sociologues.

Sommes-nous redevenus des loups ?

Notre jeunesse est désillusionnée, répète-t-on à toute oreille complaisante. Mais de quoi ? Il n'y a plus dans les lycées d'affiches politiques. La Sorbonne est calme. Les grandes mobilisations des années passées qui virent étudiants et lycéens s'élever contre des lois pour le moins équivoques, ne sont plus pour l'instant que souvenirs colorés. Est-il à cette preuve de vitalité dont l'absence aujourd'hui signifierait que l'on a choisi « la philosophie de se tailler son petit bonheur tranquille » ?

(*) Étudiant.

Frustrations

Pour eux, le « coût individuel relatif » de la recherche d'un meilleur emploi est en moyenne plus faible que pour les autres catégories de la population, ou qu'il n'était pour leurs aînés. Et cela d'autant plus que l'allongement des cycles de scolarité a nourri chez eux des anticipations de revenus supérieures ou de promotion sociale qui les incitent à persévérer malgré tout dans la recherche d'un emploi plus proche de leurs espérances. (L'allongement de la scolarité, en nourrissant des espoirs de gains plus élevés, conduit l'individu à dévaluer les coûts présents du chômage par rapport aux gains actualisés futurs qu'il réalisera s'il trouve effectivement le travail qui correspond à ses espoirs de rémunération ou d'intégration sociale.)

Revenons sur le problème de la mobilité. On parle beaucoup du phénomène de déqualification qui touche les jeunes (surtout ceux qui ont fait les études les plus longues) à leur entrée dans la vie active : l'appareil industriel ne leur propose pas suffisamment d'emplois correspondant aux espérances accumulées pendant leurs années d'école ou d'université. Cette « déqualification », conséquence de l'élevation du niveau moyen d'éducation de la population française, est source d'une double frustration : frustration « monétaire » (les diplômes n'apportent pas les rémunérations que les jeunes anticipaient par référence à l'univers qui était celui de leurs parents) ; frustration « psychologique » (les jeunes se trouvent rejetés vers des emplois d'une

catégorie inférieure à celle qu'ils espéraient, et contraints de se satisfaire de conditions de travail auxquelles ils comptaient bien échapper par leur promotion scolaire ou universitaire.)

Cette double « frustration » entraîne deux phénomènes. D'abord une tendance naturelle à l'augmentation de la mobilité de la main-d'œuvre jeune, indépendante des conditions économiques et industrielles. Parce qu'ils ne trouvent pas dans le travail qui leur est proposé les conditions de réalisation de leurs aspirations personnelles, et parce que l'évaluation de leur niveau d'éducation a eu précédemment pour effet de relever le contenu de leurs exigences ou de leurs aspirations, un nombre croissant de jeunes d'aujourd'hui sont conduits à adopter un comportement en moyenne plus instable que leurs prédécesseurs. Et ils sont d'autant plus en mesure d'être plus instables que, d'une part, l'amélioration de la couverture sociale des risques de chômage, d'autre part, la hausse du niveau de vie réel des familles (du moins pour ceux qui vivent encore dans leur famille ou gardent des liens étroits avec leurs parents) abaissent le « coût relatif » individuel du non-emploi.

Ensuite, un changement d'attitude vis-à-vis du travail qui introduit une rupture par rapport au comportement des générations précédentes. Plus sensibles à la

(*) Chargé de mission à l'Institut de l'entreprise, Coauteur de « Pour une nouvelle approche de l'emploi », publié sous la direction de Michel Drancourt et Georges Rogues. (Institut de l'entreprise, Entreprise moderne et d'édition.)

UN LIVRE D'ANNICK PERCHERON

Les limbes de la politique

Il y a belle lurette qu'on ne se fait plus d'illusion sur l'importance politique des enfants. Comme leurs parents, ceux-ci réagissent de manière structurée, cohérente à l'énorme flot de connaissances et d'opinions qui leur viennent de l'école, de la famille et de la télévision.

En publiant en 1974 sa thèse sur « l'univers politique des enfants » (1), Annick Percheron avait surpris ceux qui imaginaient le vert paradis de l'enfance à l'abri des querelles de la société civile.

Le livre qu'Annick Percheron publie aujourd'hui sur les Dix-seize ans et la politique approfondit ce thème et a, comme le précédent, le mérite de combler un vide de la sociologie française.

Cette exploration des limbes de la politique, la conduit à un rapprochement très révélateur entre sexualité et politique. Lorsque Annick Percheron et son équipe voulurent soumettre aux trois mille élèves, qui constituaient l'échantillon de leur étude, un questionnaire sur la politique, ils provoquèrent une véritable levée de boucliers. Dans certains cas, l'éducation nationale leur interdit l'entrée des établissements scolaires. Dans d'autres, elle revint sur son autorisation. Une fois même, familles et professeurs décidèrent de brûler des questionnaires déjà remplis.

Ce livre ne se contente pas de rappeler que tout, depuis le berceau

ou presque, est politique. Il montre aussi que la division droite-gauche, à quel se résume la vie politique française « adulte » ne rend pas compte des contours subtils de l'univers politique des préadolescents.

Il existe, bien sûr, des enfants franchement de droite et d'autres nettement de gauche. Mais ils ne représentent respectivement que 9 % et 11,3 % de l'ensemble. A droite, ceux qui acceptent de se plier à l'autorité et sont hostiles aux affrontements partisans. A gauche, ceux qui refusent de se soumettre aux exigences des adultes, policiers, professeurs ou parents, et font preuve, à la différence des précédents, d'un réel intérêt pour la politique.

A ces deux premiers groupes s'en ajoutent deux autres, l'un de droite (26,2 %), l'autre de gauche (8,3 %) qui ne manifestent pas d'opinions très tranchées, mais qui, plus jeunes que les précédents et ayant déjà, de manière latente, choisi leur camp, forme ce que l'on pourrait appeler la pré-gauche et la pré-droite. Même s'ils ne font preuve que d'une connaissance médiocre des notions et des mécanismes politiques, ces deux groupes se différencient d'une sorte de « marais » — 31,2 % d'individus — qu'en raison de leurs opinions et de leurs attitudes, moyennes en tout, on ne peut classer nettement ni à gauche ni à droite, mais qui pencheraient plutôt à droite. Si l'on ajoute à ce « marais », ceux qui, à des degrés divers, sont proches de la droite,

on observe que celle-ci est, à cet âge — influence directe de l'idéologie dominante ? — massivement représentée.

Plus surprenant est l'existence d'un groupe de 13,7 % de préadolescents refusant la droite et la gauche et que l'auteur rapproche de étudiants contestataires américains des années 60, très au fait de la politique, mais rejetant « toute identification aux démocrates et aux républicains ». Faut-il voir dans ces préadolescents, l'embryon de ce « front du refus » dont les voix se portaient aux lendemains de mai 68 sur les candidats d'extrême gauche et bénéficiaient aujourd'hui aux écologistes ?

Le regard des enfants sur la société varie, on s'en doute, selon leur origine sociale. Les enfants des milieux défavorisés, des familles, ouvrières notamment, ont une vision extrêmement pessimiste — et lucide ? — de la politique. Pour eux, les gouvernés sont dominés par un pouvoir lointain et puissant avec lequel ils n'ont aucun point commun. Rien ni personne ne les fera, plus tard, changer d'avis. On retrouve là des traces de la « culture du pauvre » décrite par Richard Hoggart il y a quelques années.

La vision des enfants de la bourgeoisie est évidemment tout autre. Au départ tout au moins. Car ceux d'entre eux qui réussissent le mieux dans leurs études ont tendance à être plus à gauche que ne l'est leur milieu d'origine. Ce « lâchage » politique conduit les auteurs à nuan-

parvient pas à vaincre l'inertie. Déçu, battu, le monde étudiant se détourne. Vous n'avez plus, dira-t-on, cet élan vers l'idéal, cette générosité magnanime, ces vertueux discours, cette âme exaltée qui ont caractérisés vos aînés. Mais alors, comment expliquer l'adhésion croissante des jeunes à des organisations à but humanitaire, défendant notamment les prisonniers politiques (Amnesty International, par exemple).

Les droits de l'homme ne sont pas uniquement une mode. Ils correspondent à un besoin de justice. Ils permettent à la jeunesse d'utiliser une fougue ailleurs inemployée. Ni cyniques ni désespérés, les étudiants tirent les leçons des ans passés. Ils sont peut-être déçus, désabusés. N'y a-t-il pas de quoi ? Mais ce n'est pas là sémilite ou « fallacieux attrait du morbide et du Thanatos ». Il n'y a là ni courtoisie ni bassesse, mais simplement réflexion.

De quoi sera fait demain ? Quel sera mon job ? Dans ce domaine, la peur est justifiée. Nous n'avons pas les mêmes problèmes que le tiers-monde. Ils n'en sont pas négligeables pour autant. A nous de les résoudre. Si le monde étudiant est anxieux, il ne baisse pas les bras. Mais le chômage ou la crise internationale, qu'on rend responsables de bon nombre de nos maux, ce n'est pas à eux de les résoudre. La jeunesse ne doute pas d'elle-même, mais des adultes, des dirigeants. Ce n'est pas à avoir « un esprit répété dans un corps obtus ».

Quant à ce petit bonheur tranquille qui serait la seule aspiration des générations actuelles, et pour lequel tout serait sacrificable, qu'on me permette de rire. Il empêche, dit-on, de faire de la politique. Mais il n'est pas besoin de briguer un siège à la Chambre pour s'occuper de politique. Il y a dans de larges masses prise de conscience du fait que seules certaines décisions politiques peuvent contribuer à notre bonheur. Il faut lutter pour les obtenir. De même qu'on ne combat pas le chômage en maugissant pour obtenir son petit poste, de même on ne peut, sans amputation grave, tirer son épingle individuellement du jeu de la société.

Cela semble bien perçu. Le niveau de développement de notre pays nous permet d'être individualistes. Ce n'est pas à abdication devant le pouvoir, incoercible comme tout-puissant et inaccessible à l'individu, mais, au contraire, exigence plus forte de liberté, d'autonomie par rapport à lui. On ne peut acquiescer cela en luttant seul, nous le savons. Oui, nous le voulons notre petit bonheur tranquille. Pas à n'importe quel prix !

(*) Étudiant.

SEUIL

JEAN LACOUTURE

Survive le peuple cambodgien !

Olivier Todd / L'Express
"Un ouvrage exemplaire, sur lequel doit réfléchir quiconque n'oublie pas la misère du tiers-monde."

Frédéric de Towarnicki / Le Figaro
"Un document majeur, chef-d'œuvre d'honnêteté."

Lionel Jospin / Le Matin
"Un réflexe d'honnêteté politique auquel on ne peut se dérober."

Jean-Paul Franceschini / Le Monde
"Jean Lacouture appelle, dans son petit livre vibrant d'indignation et d'angoisse, à une lucidité salubre et difficile."

Collection Intervention 144 pages 29 F

UN LIVRE D'ANNICK PERCHERON

Les limbes de la politique

Il y a belle lurette qu'on ne se fait plus d'illusion sur l'importance politique des enfants. Comme leurs parents, ceux-ci réagissent de manière structurée, cohérente à l'énorme flot de connaissances et d'opinions qui leur viennent de l'école, de la famille et de la télévision.

En publiant en 1974 sa thèse sur « l'univers politique des enfants » (1), Annick Percheron avait surpris ceux qui imaginaient le vert paradis de l'enfance à l'abri des querelles de la société civile.

Le livre qu'Annick Percheron publie aujourd'hui sur les Dix-seize ans et la politique approfondit ce thème et a, comme le précédent, le mérite de combler un vide de la sociologie française.

Cette exploration des limbes de la politique, la conduit à un rapprochement très révélateur entre sexualité et politique. Lorsque Annick Percheron et son équipe voulurent soumettre aux trois mille élèves, qui constituaient l'échantillon de leur étude, un questionnaire sur la politique, ils provoquèrent une véritable levée de boucliers. Dans certains cas, l'éducation nationale leur interdit l'entrée des établissements scolaires. Dans d'autres, elle revint sur son autorisation. Une fois même, familles et professeurs décidèrent de brûler des questionnaires déjà remplis.

Ce livre ne se contente pas de rappeler que tout, depuis le berceau ou presque, est politique. Il montre aussi que la division droite-gauche, à quel se résume la vie politique française « adulte » ne rend pas compte des contours subtils de l'univers politique des préadolescents.

Il existe, bien sûr, des enfants franchement de droite et d'autres nettement de gauche. Mais ils ne représentent respectivement que 9 % et 11,3 % de l'ensemble. A droite, ceux qui acceptent de se plier à l'autorité et sont hostiles aux affrontements partisans. A gauche, ceux qui refusent de se soumettre aux exigences des adultes, policiers, professeurs ou parents, et font preuve, à la différence des précédents, d'un réel intérêt pour la politique.

A ces deux premiers groupes s'en ajoutent deux autres, l'un de droite (26,2 %), l'autre de gauche (8,3 %) qui ne manifestent pas d'opinions très tranchées, mais qui, plus jeunes que les précédents et ayant déjà, de manière latente, choisi leur camp, forme ce que l'on pourrait appeler la pré-gauche et la pré-droite. Même s'ils ne font preuve que d'une connaissance médiocre des notions et des mécanismes politiques, ces deux groupes se différencient d'une sorte de « marais » — 31,2 % d'individus — qu'en raison de leurs opinions et de leurs attitudes, moyennes en tout, on ne peut classer nettement ni à gauche ni à droite, mais qui pencheraient plutôt à droite. Si l'on ajoute à ce « marais », ceux qui, à des degrés divers, sont proches de la droite,

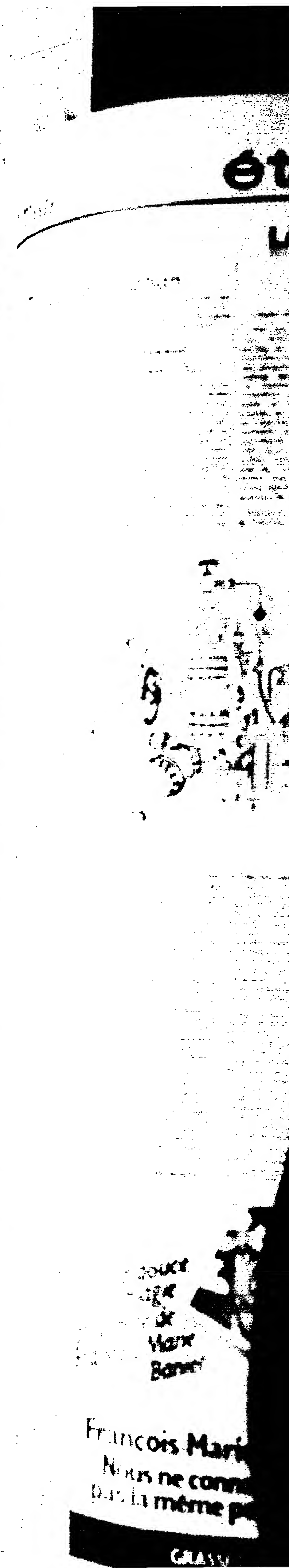
on observe que celle-ci est, à cet âge — influence directe de l'idéologie dominante ? — massivement représentée.

Plus surprenant est l'existence d'un groupe de 13,7 % de préadolescents refusant la droite et la gauche et que l'auteur rapproche de étudiants contestataires américains des années 60, très au fait de la politique, mais rejetant « toute identification aux démocrates et aux républicains ». Faut-il voir dans ces préadolescents, l'embryon de ce « front du refus » dont les voix se portaient aux lendemains de mai 68 sur les candidats d'extrême gauche et bénéficiaient aujourd'hui aux écologistes ?

Le regard des enfants sur la société varie, on s'en doute, selon leur origine sociale. Les enfants des milieux défavorisés, des familles, ouvrières notamment, ont une vision extrêmement pessimiste — et lucide ? — de la politique. Pour eux, les gouvernés sont dominés par un pouvoir lointain et puissant avec lequel ils n'ont aucun point commun. Rien ni personne ne les fera, plus tard, changer d'avis. On retrouve là des traces de la « culture du pauvre » décrite par Richard Hoggart il y a quelques années.

La vision des enfants de la bourgeoisie est évidemment tout autre. Au départ tout au moins. Car ceux d'entre eux qui réussissent le mieux dans leurs études ont tendance à être plus à gauche que ne l'est leur milieu d'origine. Ce « lâchage » politique conduit les auteurs à nuan-

(1) Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.



LA CRISE EN IRAN

L'homme malade de l'Orient

monopole de l'arme nucléaire, donnent à plusieurs reprises du poing sur la table.

La crise iranienne devait rebondir, en 1951, avec l'arrivée au pouvoir du docteur Mossadegh qui, en nationalisant les pétroles, provoqua une épreuve de force majeure avec la Grande-Bretagne. L'U.R.S.S. crut-elle tenir sa revanche de son échec de 1946?

Mossadegh avait fini par entrer en conflit ouvert avec le chah, et il dépendait de plus en plus du Toudéh, autrement dit des communistes. Malenkov, alors chef du gouvernement soviétique, crut pouvoir annoncer, le 8 août 1953, « l'ouverture de négociations avec l'Iran pour le règlement de certains problèmes de frontières et de diverses contestations financières mutuelles ».

Bientôt le chah s'enfuit à Rome. Mais un complot mis au point par sa sœur jumelle, la princesse Ashraf, et par la C.I.A., réussit à le remettre en place. Mossadegh est arrêté.

4) Enfin et surtout il est fort possible que l'Etat iranien, devenu, comme jadis la Turquie pour l'Europe, l'homme malade de l'Orient, continue de se décomposer.

Dès à présent, la vie économique est compromise, le pompage et l'acheminement du pétrole, article quasi unique d'exportation, ne sont assurés que par intermittence. Une série de contrats faiblesses, passés avec les industries occidentales, sont remis en question. Il s'y ajoute que l'unité nationale est loin d'être achevée dans un pays où existent de très importantes minorités et où fleurissent, à côté du chiisme, toutes sortes de reli-

Le miracle tourne au cauchemar

En 1945-1946, l'U.R.S.S. s'était engagée à fond. En 1951-1953, elle a manifesté une extrême prudence. Quelle ligne choisit-elle, à présent que le trône du pacha se trouve ébranlé comme il ne l'a jamais été? En tout état de cause, on ne saurait, sans mauvaise foi, lui imputer la responsabilité de la crise présente, laquelle appartient d'abord au chah et à son entourage, qui ont eu la tête littéralement tournée par le pétrole pétrolier, croyant qu'il leur permettrait de tout acheter, des hommes aux machines, et à la manière de s'en servir, et de faire ainsi accéder l'Iran au rang de puissance mondiale.

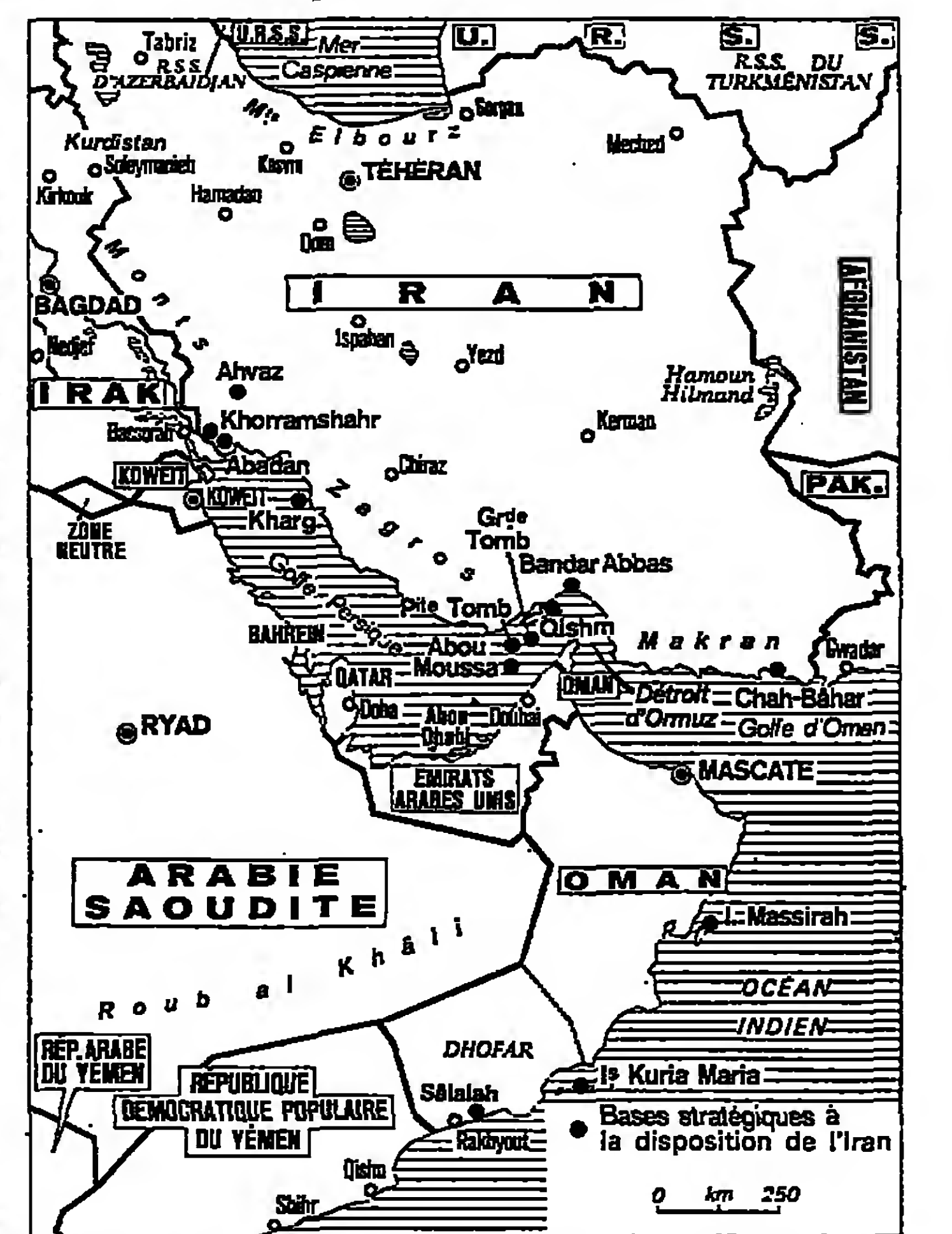
Les choses se seraient sans doute passées autrement et ne s'étaient pas développées autour du chah, rebaptisé Aryamehr (« lumière des Aryens »), un climat de flagornerie incroyable qui l'avait conduit à se croire proprement infallible, tranchant de tout, y compris des derniers techniques les plus délicates, au milieu des cris d'admiration des courtisans. Persuadé, puisqu'on ne cessait de le lui répéter, qu'il faisait le bonheur de son peuple, il ne voulait voir dans les opposants qu'une minorité infime de traîtres et se désintéressait, en toute tranquillité d'âme, de ce que l'infâme SAVAK pouvait bien faire de eux.

Une religion contestataire

Le peuple iranien a toujours été remuant. Sa religion y pose dans la mesure où, à la différence de la branche sunnite, l'islam chiite, assoiffé de justice, se veut politique, pour ne pas dire contestataire. Le clergé, fort de ses 180 000 mollahs, entend contrôler le pouvoir en attendant l'avènement du mytique « imam caché », dont personne ne saurait, dans l'attente, prétendre occuper la place. Le despotisme plus ou moins éclairé du chah prenait à contre-courant le clergé, aux privilèges duquel il s'attaquait ouvertement, comme les commerçants du Bazar et les intellectuels très attachés à leurs traditions et à leurs libertés. Les revers économiques aidant, c'est la masse du peuple des villes qui s'est jetée à corps perdu dans le mouvement.

Tout le monde assure se reconnaître dans l'ayatollah Khomeiny. Il a soixante-dix-huit ans. Son autorité est d'autant plus grande qu'il se garde bien de donner la moindre précision sur ce qu'il compte faire au cas où il prendrait la tête d'une république islamique d'Iran. Chassons les Pahlavi et les Américains, tout le reste nous sera donné par surcroît. C'est à quoi, à peu près, se résume son discours. Lorsqu'on lui rend visite, dans son archi-

Une position stratégique



on arrête le président du Front national, un jour on lui propose d'entrer dans le gouvernement. Un jour la troupe tire sur les manifestants, un jour elle laisse envahir les rues par centaines de milliers.

Devant l'ampleur et la bonne organisation des démonstrations populaires, on ne peut éviter de s'interroger sur leur degré de spontanéité. C'est un fait que le parti communiste Toudéh, qui dispose d'un émetteur de radio... à Berlin-Est, a repris ces temps derniers une certaine activité. Que la presse soviétique, depuis quelque temps, s'intéresse davantage à l'Iran. Et que Brejnev, rompant un long silence, a lancé un très net avertissement aux Etats-Unis contre toute idée d'intervention en Iran. De là à supposer, comme certains s'empressent de le faire, que la main de Moscou est derrière les événements de ces jours-ci, il y a tout de même une marge, et rien, pour le moment, n'autorise à la franchir. Les Soviétiques ont de fortes raisons, en effet, de ne pas donner la pichenette qui, en faisant s'écrouler le trône impérial, effacerait l'échec majeur qui leur a été

ANDRÉ FOITAINÉ.

Terreur à Ispahan

(Suite de la première page.)

- La SAVAK, explique un médecin, vient récupérer les morts. Alors nous les cachons pour pouvoir les rendre aux familles. Médecins et infirmiers réclament parfois de l'argent pour dériver le permis d'inhumer. « Il est arrivé, ajoutent-ils, que les policiers aient l'argent mais ne rendent quand même pas les corps. »

A l'hôpital d'Etat Soraya, les médecins, qui ont reçu en vingt-quatre heures plus de cent vingt blessés et opéré une cinquantaine grièvement atteints, sont bouleversés. Trois chirurgiens font une déclaration à la presse en présence d'une centaine de leurs assistants. « Je pratique depuis vingt ans, dit le docteur Ibrahim Ficharki. Mes mains n'ont jamais tremblé et je n'ai jamais pleuré. Cela n'est arrivé hier pour la première fois. » Un autre ajoute : « L'armée tire indistinctement sur les enfants, les femmes, les hommes. C'est la loi de la jungle... Il s'arrête, au bord des larmes. »

Les médecins nous amènent voir les blessés. L'un d'eux, les yeux glauques — on lui a roulé une partie du poumon droit, — demande à nous parler : « J'ai vingt-sept ans, je suis professeur et fils unique d'une famille de paysans. Je m'appelle Mohamad Ali Souzianeh. J'ai été enrôlé par la SAVAK pendant trois ans et torturé pendant un an parce que j'avais lu des livres interdits. Hier, je suis allé voir le statue de Reza Chah, déboulonnée. Les militaires ont défilé ma voiture. J'ai essayé de m'enfuir, ils ont tiré. Je ne sais pas ce que sont devenus mes deux amis. J'étais en prison pour que mon pays devienne libre. Maintenant, je vais mourir. Je suis fier d'avoir suivi la voie tracée par Khomeiny, car ceux qui sont tués pour défendre l'Islam et le peuple ne meurent pas vraiment... Si je réussis à survivre, je reprendrai la lutte. »

Blessés par balles

Un infirmier vient nous chercher précipitamment : « Venez vite au service des urgences, on amène des blessés. » Nous en verrons arriver cinq en moins d'une heure. Tous atteints par des balles. Les médecins, révoltés, racontent que, la veille, les militaires ont tiré sur les gens qui venaient donner leur sang et qu'ils ont poursuivi, jusque dans la salle des urgences, les personnes qui transportaient des blessés. A Naghsabad, ville distante d'une soixantaine de kilomètres, des militaires ont incendié la maison du docteur Abouourayy parce qu'il opérât les blessés, ainsi que la pharmacie du docteur Izani.

Nous nous rendons chez des professeurs de l'université. Ils expliquent que, au cours des deux derniers jours du grand deuil chiite, une foule, qu'ils évaluent à un million de personnes — mais qui plus probablement, et en y incluant les fidèles venus des alentours, a pu être de l'ordre de quatre cent mille à cinq cent mille personnes, — a manifesté pacifiquement. Elle s'était réunie auparavant à la mosquée de Mousalla, au sud de la ville : les croyants étaient si nombreux que les ayatollahs ont donné l'ordre d'abattre des pans de mur d'enceinte — ce qui fut fait — pour leur permettre de sortir sans bousculade.

C'est dans la soirée de lundi que les statues du chah et de son père ont été déboulonnées. Selon les universitaires, ce serait l'œuvre de provocateurs qui voulaient donner à l'armée un prétexte pour intervenir. Cela n'est cependant pas prouvé. De même des banquets et des cinémas ont été attaqués ou incendiés. En outre, les manifestants ont débaptisé la place Pahlavi, à laquelle ils ont donné le nom de « place des Martyrs », tandis que les places et les avenues Chah et Chah-Reza recevaient les noms d'Ali-Charaf et des ayatollahs Khomeiny et Taleghani.

En outre, c'est parce qu'un agent de la SAVAK aurait tué un homme qui affichait le portrait de Khomeiny que la foule aurait attaqué le siège de la police politique d'Ispahan. L'armée ayant pratiquement abandonné la ville dimanche et lundi, les agents de la SAVAK, assiégés et effrayés, ont lancé une grenade qui a fait six morts et douze blessés. C'est alors que l'émeute aurait éclaté.

Lundi soir le gouverneur militaire, le général Nadji, qui était en poste à Abadan lors de l'incendie du cinéma Rex l'été dernier, adressait un avertissement télévisé à la population, et lui demandait de ne pas sortir mardi matin. Les militaires ont alors commencé à reprendre la situation en main et à préparer les manifestations en faveur du chah. Dans l'après-midi de mardi, des hommes armés de fous, de chaînes et de gourdins attaquaient des universitaires qui venaient de tenir une

réunion, et qui n'avaient pas sur leurs voitures la photo du souverain. Ces scènes devaient se reproduire dans la soirée et mercredi matin.

Comment

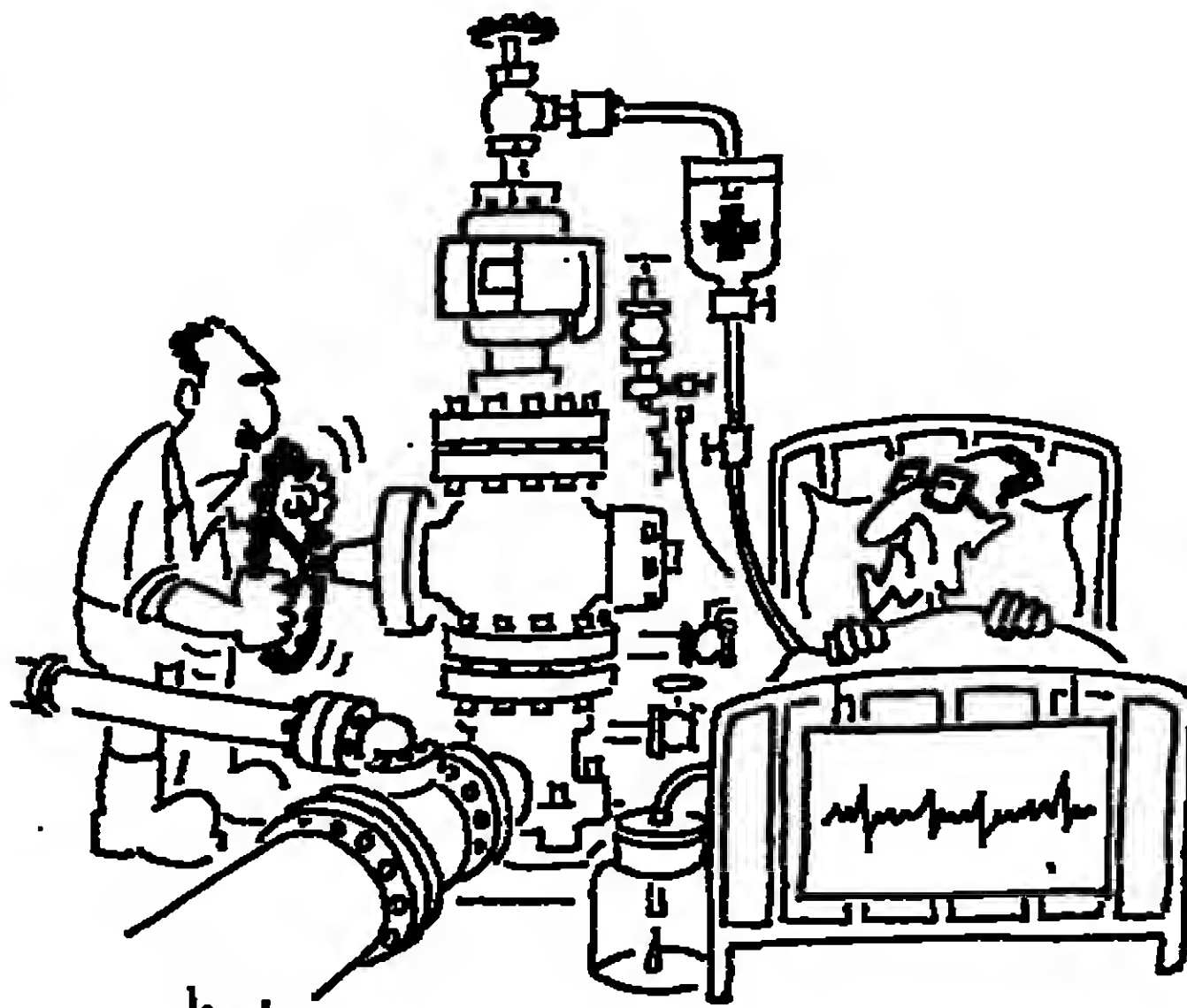
Cartier peut-il ?

La population est également émue du fait que l'ayatollah Taheri, arrêté peu avant que la loi martiale ne soit décrétée en septembre, est toujours en prison à Téhéran, et que la maison de l'ayatollah Khomeini, chef de la communauté religieuse locale, est encadrée en permanence par l'armée. Ce dernier vient d'ailleurs de faire savoir au premier ministre, le général Azhari, que si l'armée continuait à se comporter comme elle le fait, il se verrait obligé d'intervenir. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu mercredi à midi la manifestation gouvernementale, qui a réuni environ

(Suite de la première page.)

Dix ans plus tard, la révolution d'Octobre dénonçait sans perdre de temps un traité aussi manifestement contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais on était à l'époque où Lénine et ses camarades croyaient que le communisme allait se répandre comme une traînée de poudre. Les Bolcheviks de l'Azerbaïdjan russe, après avoir renversé un éphémère régime menchevik, traversèrent la frontière pour déloger les derniers soldats blancs qui s'étaient réfugiés de l'autre côté et en profitèrent pour proclamer une non moins éphémère République communiste de la Caspienne.

Pendant ce temps, les dirigeants de Téhéran achevèrent de s'associer



(Dessin de KONE.)

vingt mille personnes. Le défilé a été ouvert par le gouverneur militaire, en voiture. Derrière venait un groupe d'une centaine de personnes brandissant de gros gourdins, puis quelque deux cents autos et cars remplis de militaires, et des camions dans lesquels on avait entassé des paysans et des gens simples, dont les slogans étaient : « Vive le chah ! » et : « Le Chah est notre père ! »

Tandis que l'armée prenait sa revanche, médecins et universitaires exprimaient leur indignation à la suite des dernières déclarations du président des Etats-Unis, écoutées le matin même à la radio. « Comment Carter, disent-ils, peut-il s'offusquer lorsqu'on arrête deux dissidents à Moscou et se taire quand on assassine des milliers d'Iraniens ? Il dit que les Etats-Unis ne veulent pas interférer dans les affaires de l'Iran, mais, oubliant qu'il s'est présenté en défenseur des droits de l'homme et de la démocratie, il ne cesse d'affirmer son soutien au chah. Il leur chercher dans ce soutien l'explication à ce qui vient de se passer ici. Aujourd'hui, les roses d'Ispahan fleurissent sur le cœur des justifiés. »

PAUL BALTA.

à l'impérialisme britannique. Mais le Majlis, le Parlement, entend les appels enflammés du Kremlin, et il refuse de ratifier le traité de protectorat. Un officier de grand prestige, Reza Khan, se voulant l'imitateur de Kemal Atatürk, marcha sur la capitale et s'empara du pouvoir. L'un de ses premiers gestes sera la signature d'un traité d'amitié avec l'U.R.S.S., lui reconnaissant le droit d'intervenir en Iran au cas où ses intérêts seraient menacés.

Reza Khan, devenu chah à son corps défendant, essaya en vain de secouer la tutelle britannique. Sans doute est-ce son échec qui le poussa à se rapprocher de l'Axe. Toujours est-il qu'il refusa de laisser les Alliés, en 1941, utiliser son pays pour ravitailler l'U.R.S.S. en guerre contre l'Allemagne. Ils l'obligèrent à abdiquer en faveur de son fils, l'actuel chah, et les troupes soviétiques et britanniques occupèrent les uns le nord du pays, les autres le sud.

Il était entendu qu'elles se retireraient dans les six mois qui suivraient la fin de la guerre. Mais Staline, quand l'échéance fut

Advertisement for François-Marie Banier. Text: 'la douce magie entêtante de François-Marie Banier. Nous ne connaissons pas la même personne. GRASSET'.

A DENISE BLANQUET déçus, ni désabusés

Text column on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

Text column on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

de la politique

Text column on the left side of the page, partially obscured and difficult to read.

Handwritten text at the bottom of the page: 'صك: من الأصل'.

PROCHE-ORIENT

M. Vance n'a pas persuadé M. Begin

(Suite de la première page.)

Plusieurs groupes extrémistes israéliens composés surtout de militants du Goush Emounim (Bloc de la foi) ont organisé au cours de la soirée de mercredi plusieurs manifestations anti-américaines devant le consulat général des Etats-Unis, et tout au long de la nuit devant l'hôtel King David, où séjourne M. Vance. Une partie des membres du Goush Emounim ont d'autre part annoncé qu'ils allaient incessamment occuper de nouvelles colonies dans la « terre d'Israël » en Cisjordanie. L'armée a dû prendre d'importantes mesures de sécurité pour tenter d'éviter ce genre de manifestation, qui avait déjà eu lieu après le sommet de Camp David.

Avant même l'arrivée de M. Vance à Jérusalem, la journée de mercredi avait commencé dans de bien mauvaises conditions. La presse israélienne se montrait dans son ensemble très sceptique quant à la possibilité de parvenir à un accord avant le dimanche 17 décembre. Les journaux faisaient état du pessimisme régnant dans les milieux politiques de Jérusalem. La machine diplomatique américaine souffrait de craintes et provoquait l'agacement. Le climat d'inquiétude en Israël tranchait nettement sur l'optimisme affiché dans l'entourage de M. Vance, attitude américaine qui était d'ailleurs considérée par les observateurs israéliens comme une façon de forcer la main à M. Begin et de tenter de faire des concessions. On parlait même de guerre « psychologique » soigneusement menée par Washington. Alors que la première séance de travail entre MM. Vance, Begin, Dayan et Weizman n'était que ouverte, plusieurs personnalités proches du gouvernement laissent entendre que les dernières propositions égyptiennes, remises par le président américain, seraient vraisemblablement rejetées, même si certaines d'entre elles étaient considérées par M. Vance comme une bonne base de compromis. Un

haut fonctionnaire israélien avait déjà déclaré que le secrétaire d'Etat n'aurait fort de rentrer à Washington « les mains vides ». Plusieurs ministres étaient décidés à recommander à M. Begin la plus grande fermeté, tandis que M. Dayan et Weizman, fidèles à la ligne de conduite qu'ils ont suivie depuis le sommet de Camp David en tant que négociateurs, ont tenu à préciser qu'ils n'ont pas l'intention de céder sur certains points.

La mise en garde du sénateur Byrd

Il semble bien que les dernières déclarations du président Carter ont vivement indisposé le gouvernement israélien. L'ambassadeur américain par les Etats-Unis pour achever la négociation avant le 17 décembre a été jugé beaucoup trop pressant, notamment à l'égard d'Israël. Les déclarations faites mardi soir par le président Carter ont été mal interprétées à Jérusalem. Le chef d'Etat américain avait indiqué que le président Sadate venait de faire de nouvelles concessions, et il avait ajouté qu'il espérait bien qu'Israël suivrait cet exemple.

D'autre part, les déclarations faites mardi à Washington par M. Robert Byrd, chef de file du parti démocrate au Sénat, ont agacé considérablement l'administration israélienne. Le sénateur, de retour d'une tournée au Proche-Orient comme chargé de mission du président Carter, a affirmé que le Congrès américain pourrait s'opposer aux dernières demandes d'aide économique et militaire présentées par le gouvernement israélien si celui-ci n'était pas disposé à accorder une « certaine autonomie » aux habitants de Gaza et s'il continuait à vouloir étendre les colonies dans ces territoires. Cette mise en garde, coïncidant avec l'arrivée de M. Vance et les appels du président Carter, a provoqué un tollé général en Israël.

Le département d'Etat a démenti, mercredi soir, que le gouvernement américain puisse

établir un lien entre la question de l'aide à Israël et celle des implantations, mais cette mise au point n'a pas dissipé la colère à Jérusalem. Les Israéliens restent convaincus que le sénateur a exprimé ce que le président Carter n'ose déclarer lui-même, et font remarquer que le démenti — tardif — ne porte que sur la position de l'exécutif, alors que M. Byrd a exprimé les résolutions du Congrès. Toutes tendances confondues, les parlementaires israéliens ont dénoncé la signification de cet incident. Pourtant connu pour sa « modération », M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères (travailliste) a sévèrement condamné les propos du sénateur américain, en déclarant : « Je n'ai jamais entendu de menaces aussi vulgaires. » Mais il a reconnu qu'il fallait voir là l'expression des vues d'une grande partie du Parlement américain.

La question de l'aide des Etats-Unis pour le financement du retrait israélien du Sinaï et la création de nouvelles lignes de défense dans le Neguev est, depuis le sommet de Camp David, un grave sujet de préoccupation pour le gouvernement israélien. Ce dernier n'a encore pu obtenir d'engagements précis de la part de Washington. En dépit des démentis officiels dans la capitale américaine, les dirigeants israéliens craignent que la Maison Blanche n'établisse une relation entre la fixation définitive de cette aide et la signature du traité ainsi que son application, ce qui serait encore un moyen de pression. Connaissant depuis longtemps les résolutions du Congrès devant ces nouvelles dépenses, Israël vient de réduire sa requête de près de 300 millions de dollars. Le montant s'élevait initialement à 3,3 milliards de dollars. Il convient de rappeler que cette aide exceptionnelle doit s'ajouter à l'aide régulière fournie à Israël par les Etats-Unis, et qui s'élève à près de 2 milliards chaque année.

Effervescence en Cisjordanie

Le mauvais climat dans lequel ont eu lieu les pourparlers de M. Vance à Jérusalem a encore été aggravé par l'effervescence qui régnait mercredi en Cisjordanie, après de nouvelles mesures prises par l'administration militaire israélienne. Celle-ci a en effet réquisitionné et fait cloîtrer un terrain où vivent vingt-cinq familles arabes à proximité de Hébron. Le maire de la ville a dénoncé cette mesure en déclarant qu'il s'agissait là vraisemblablement de l'extension du nouveau quartier de Kfar Arba, créé dans les faubourgs de Hébron au début de l'occupation israélienne. Cette décision survenait moins de vingt-quatre heures après la publication d'un décret plaçant sous le contrôle de l'armée des terres d'une superficie de 1200 dunams, aux abords de Beit-Saïour, près de Bethléem, où vivent actuellement un millier de familles. Là encore, les élus locaux ont déclaré qu'il s'agissait d'un premier pas vers la création d'une nouvelle implantation. Et ils ont adressé un message de protestation à ce sujet à M. Vance.

FRANCIS CORNU.

ASIE

Chine

La chasse aux partisans de la « bande des quatre » toucherait à son terme

Pékin. — La campagne d'épuration qui sévit dans le personnel politique chinois depuis plus de deux ans toucherait à son terme. La commission militaire du comité central vient d'annoncer que le travail d'enquête entrepris dans l'armée pour y dépecer les partisans de la « bande des quatre » pourrait être considéré comme terminé à la fin de l'année dans la grande majorité des unités, et le journal de l'A.P.L. déclare, dans un communiqué, que la campagne se termine « en tant que mouvement de masse de grande envergure ».

Bien entendu, il ne s'agit pas de tourner purement et simplement la page sur le passé. Les unités de l'armée se voient d'ailleurs proposer cinq critères pour apprécier le travail accompli. L'idée générale est cependant que les problèmes encore en suspens pourront désormais être réglés « dans le cadre des affaires courantes » et que l'« effort principal » doit se tourner dans une direction nouvelle, celle de la modernisation de la défense comme de l'économie nationale.

Cette décision ne concerne pas seulement l'armée. Le concierge Hua Ku-feng lui-même a déjà déclaré, plusieurs fois, que « les enquêtes sur les personnes impliquées dans les activités conspiratrices de la « bande des quatre » peuvent être considérées comme « pratiquement terminées ». C'est notamment ce qu'il avait affirmé, le 26 février 1978, dans son rapport à l'Assemblée nationale populaire — pour être démenti dans les mois qui suivirent non seulement par des appels répétés à un « approfondissement » de la campagne, mais aussi par la destitution de personnalités de premier plan, dont une demi-douzaine de premiers secrétaires du parti dans les provinces et les principales villes du pays. Une autre tête vient d'ailleurs de tomber avec le remplacement du premier secrétaire du Shensi, M. Li Jui-shan, l'un des derniers survivants parmi les dirigeants provinciaux mis en place pendant la révolution culturelle et dont la position paraissait très menacée depuis plusieurs mois.

Deux raisons inclinent pourtant à penser que le principe d'un moratoire est, cette fois, plus fermement établi. La première est cette caution donnée par l'armée et la commission du comité central à l'idée que la « chasse aux sorcières » doit maintenant toucher à son terme, dans l'intérêt même des tâches de modernisation auxquelles doit se consacrer le pays. La seconde, suggérée de source chinoise, réside dans une analyse des événements récents. Le président Hua, observé-t-on, est resté en retrait bien qu'on eschote déjà qu'il a prononcé le 22 ou le 23 novembre l'exposé principal qui a servi de base aux propos tenus plus tard par M. Ten Hsiang-ping, et qui ont bénéficié depuis d'une large publicité.

De notre correspondant

Pourquoi cette répartition des rôles ? Parce que, répond-on, le président Hua parle depuis longtemps de « stabilité et d'unité », et qu'en chargeant le vice-premier ministre de diffuser lui-même ce mot d'ordre, on démontre qu'il s'engageait personnellement à le suivre. Autrement dit, pour parler clair, à ne pas remettre en question dans quelques semaines, suivant une tactique qui lui est familière, le consensus auquel s'est ralliée la majorité.

Ce qui suppose que soit tolérée la présence dans les organes dirigeants — au bureau politique, mais aussi dans les départements du comité central et l'appareil régional du parti — de personnalités appartenant à des familles politiques différentes, sous la seule réserve qu'ils consacrent toute leur énergie, avec l'efficacité voulue, à la réalisation des « quatre modernisations ».

Il y a peu de doute que ce schéma ne corresponde aux vœux non seulement d'une majorité de dirigeants, que menacerait une nouvelle vague d'épuration, mais aussi d'une large partie de l'opinion. On perçoit dans les conversations une lassitude des querelles intestines, des règlements de comptes autour de personnalités mortes et enterrées depuis des années, et un désir de voir le régime se consacrer davantage aux tâches du présent et de l'avenir.

Il n'en demeure pas moins, au point où en sont les choses, que ce « compromis sur un compromis » est encore fragile. D'une part, la fin des enquêtes ne signifie pas que celles-ci sont closes définitivement. Des faits nouveaux peuvent venir au jour qui justifieraient la réouverture de tel ou tel dossier, et cela réserve toutes sortes de possibilités tactiques. Des signes subsistent d'autre part de divergences internes. A la différence d'autres publications, ni le *Drapéau rouge* ni le *Quotidien du peuple*, encore du comité central, ne se sont encore exprimés par voie d'éditorial sur les thèmes récemment mis à l'honneur, qu'il s'agisse du débat sur le « critère de la vérité » ou du mot d'ordre de stabilité et d'unité. Enfin, des forces contrastées continuent de s'exprimer, parfois avec beaucoup de vigueur, dans les journaux locaux. S'agit-il de marginaux ou d'une avant-garde que des personnalités plus importants utilisent ? Autant d'incertitudes qui laissent l'impression

que toutes les cartes n'ont pas encore été jouées dans cette longue partie.

Manifestations de « jeunes instruits » à Changhaï

Des manifestations de jeunes gens ont eu lieu au début de la semaine à Changhaï, indiquent des informations concordantes recueillies à Pékin. Les sources ne précisent pas le nombre de manifestants mais ceux-ci étaient assez nombreux pour défiler le 12 décembre par rangs de quinze et plus devant le siège du comité révolutionnaire de la municipalité. Pour une part, ces manifestations sont le prolongement de celles qui ont eu lieu fin novembre à Pékin. De nombreux drapeaux sont également signalés à Tien-Tsin. Les manifestants de Changhaï semblaient cependant avoir eu des revendications plus précises, réclamant des autorités qu'elles prennent en considération le sort des jeunes gens « envoyés à la campagne » au lendemain de la révolution culturelle et qui attendent depuis bientôt dix ans de pouvoir légalement reprendre une vie civile. L'amertume de ces jeunes gens est d'autant plus vive que la réforme du système des examens d'entrée dans les universités intervenue depuis la chute de la « bande des quatre » ne leur laisse que de minces espoirs d'accéder eux-mêmes à un enseignement supérieur et les voue au sort de « génération perdue » dans la jeunesse chinoise.

De récents articles de presse ont annoncé qu'un nombre de plus en plus réduit de « jeunes instruits » seraient envoyés dans les campagnes à la fin de leurs études secondaires, beaucoup d'entre eux pouvant désormais entrer directement à l'université ou trouver des postes dans l'industrie, les services ou l'administration. Un effort a d'autre part été accompli dans certaines localités pour donner des emplois à ceux qui avaient regagné sans autorisation leur ville d'origine et y vivaient d'expédients. Rien n'a encore été fait en revanche pour ceux qui n'ont pas pris ce risque et résident encore, en principe, dans les villages plus ou moins lointains où ils ont été envoyés. Il y a plusieurs années et ne parviennent pas à s'acclimater.

ALAIN JACOB.

Vietnam

Des bonzes sont condamnés pour s'être « opposés à la révolution »

Hanoï (A.F.P.). — Des bonzes ont été jugés pour s'être « opposés à la révolution ». Le tribunal populaire de Ho-Chi-Minh-Ville le 9 décembre. Thich Nhat Thien a été condamné à sept ans de détention, Thich Thong Hue à deux ans, Thich Thuyen Quang et Thich Thuyen An à deux ans avec sursis. Deux autres accusés, Thich Quang Do et Thich Thanh The, ont été relaxés.

Le Conseil révolutionnaire d'informations, il était reproché à ces hommes d'avoir « utilisé abusivement la religion pour saboter l'unité nationale, troubler

l'ordre et la sécurité publiques », d'avoir « abusé de leur organisation religieuse pour mener des activités contre la révolution », « ils ont fait abus de l'Institut pour la propagation de la foi bouddhique de la secte An Quang, société des bouddhistes à s'opposer à l'administration et à déformer la politique de liberté de croyance du pouvoir révolutionnaire ».

Plus concrètement, Thich Nhat Thien est accusé d'être « un ancien policier du régime colonialiste français » et d'avoir, en 1975, demandé l'évacuation vers l'étranger des enfants de l'orphelinat Quach Thi Trang (une centaine d'entre eux ont été tués lorsque l'avion qui les emportait s'est écrasé). Enfin et surtout, ces bonzes auraient « comploté » pour occuper illégalement l'orphelinat qui devait être transféré à l'administration et le 3 mars 1977, ils auraient provoqué des troubles lorsque les cadres révolutionnaires sont venus prendre l'établissement en charge. « Ils ont été accusés de s'être opposés au verdict, le bonze Thich Tri Tu, directeur de l'Institut de la foi bouddhique a, toujours d'après l'AVI, « remercié le parti et l'Etat de leur politique de clémence à l'égard des incultes » et a appelé les bouddhistes à « coopérer plus étroitement avec le pouvoir révolutionnaire ».

Après le procès, opposants catholiques de l'église de Vinh-Son, à Ho-Chi-Minh-Ville, ce procès est le second qui touche, au sud du Vietnam, les milieux religieux. La secte bouddhiste An Quang a, très rapidement après la fin de la guerre, manifesté son opposition à l'ancien régime. Ses principaux dirigeants avaient été arrêtés en avril 1977 à la suite d'incidents survenus le mois précédent, au cours desquels une bombe avait été lancée. A cette occasion, la pagode An Quang avait rédigé un mémorandum appelant « les bonzes à être prêts à se sacrifier pour sauvegarder la dignité et la doctrine, et le pouvoir cherché à humilier la secte » (« Le Monde » des 24 et 25 avril 1977).

Les condamnations prononcées le 9 décembre ne témoignent guère de la politique de « concorde nationale » et de « réconciliation » dont se réclame Hanoï. Elles illustrent plutôt le durcissement politique, idéologique et policier qui prévaut au Vietnam depuis un an.

APRÈS SON SÉJOUR À MOSCOU

Le vice-président irakien fait une visite imprévue à Cuba

Venant de Moscou, M. Saddam Hussein, vice-président du conseil du Commandement de la révolution irakienne, est arrivé mercredi soir 13 décembre à La Havane pour une visite qui n'était pas annoncée à l'avance. Il a été accueilli à l'aéroport par le président Castro.

Les discussions porteront, entre autres, sur le Proche-Orient et l'Erythrée. L'Irak entretient des relations étroites avec les mouvements sécessionnistes érythréens en lutte contre les forces gouvernementales éthiopiennes soutenues par les Cubains.

De notre correspondant

Moscou. — Le communiqué publié le mercredi 13 décembre à l'issue de la « visite officielle d'amitié » de M. Saddam Hussein, numéro deux irakien, à Moscou, réitère la condamnation des accords de Camp David,

mais laisse nettement entendre que l'U.R.S.S. et l'Irak n'ont pas de la même façon le règlement « juste et global » du conflit du Proche-Orient qu'ils déclarent appeler de leurs vœux. Si les deux parties exigent la libération totale de tous les territoires arabes occupés, il manque la précision « occupés en 1967 » que mentionnent d'habitude les textes soviétiques. Le communiqué ne fait pas non plus état de la garantie de la sécurité qui devrait être, selon Moscou, accordée à tous les Etats de la région, sous-entendu « y compris Israël ».

L'Union soviétique s'engage à « renforcer la capacité défensive de l'Irak » comme elle l'avait fait au mois d'octobre pour la Syrie. « Des décisions ont été prises dans ce sens », précisait alors le communiqué publié à l'issue de la visite officielle du président Assad à Moscou. Mais c'est au moment d'appliquer cette disposition que les relations entre l'U.R.S.S. et la Syrie se sont détériorées. Toutefois, il semble que les irakiens aient pris leur décision, puisque leur ministre de la défense, le général Khelr Allah, est venu négocier avec le maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense, trois semaines avant la visite officielle de M. Saddam Hussein. Le général Khelr Allah se trouvait à Moscou en même temps que le général Hlmet Chéhab, chef d'état-major de l'armée syrienne, qui n'aurait eu droit, contrairement à son collègue irakien, à aucun entretien avec le maréchal Oustinov. En interrompant brusquement sa visite en U.R.S.S., le général Chéhab avait révélé au grand jour le différend soviéto-syrien.

Le communiqué soviéto-irakien ne fait aucune allusion à ce problème ni au rôle de médiateur entre Damas et Moscou qu'aurait pu éventuellement jouer M. Saddam Hussein. D'autre part, l'Union soviétique et l'Irak se déclarent « résolus à renforcer leurs liens d'amitié, conquête historique des deux Etats, surtout à un moment où l'impérialisme et le sionisme cherchent à diviser les pays arabes ». Cette phrase peut être considérée comme la seule référence — lointaine — à la tension apparue au printemps dernier entre les deux pays.

DANIEL VERNET.

AMÉRIQUES

CORRESPONDANCE

L'ancienneté du P.C. brésilien

A la suite d'une correspondance sur le Brésil (Le Monde du 11 novembre), nous avons reçu la mise au point suivante de M. Vargas Netto.

M. Malinik affirme que ce n'est qu'en 1946 que naquirent les premiers partis politiques au Brésil. En réalité, il méconnaît l'existence du plus ancien parti politique national existant au Brésil, le parti communiste brésilien (P.C.B.). Fondé en 1922, il a toujours participé depuis sa fondation comme « véritable » parti politique. Ferséculé et interdits de toute sorte l'ont contraint à la clandestinité, mais n'ont pas réussi à lui faire perdre sa qualité de parti organisé agissant avec une certaine influence dans le prolétariat, les couches populaires et chez les intellectuels brésiliens.

En 1927, deux de ses candidats, présentés par le Bloc ouvrier-paysan, ont été les deux premiers élus communistes d'Amérique latine. En 1935, il a aidé la construction de l'Alliance nationale de libération, sorte de front populaire et anti-fasciste au Brésil et a participé à l'insurrection écrasée dans le sang par le gouvernement.

Aux élections législatives de 1946, il apparaît déjà comme le quatrième parti brésilien, avec un groupe parlementaire de quatre élus, après le P.S.D., l'U.D.N. et le P.T.B. de Vargas. En 1946, son candidat présidentiel, M. João Pinza, a eu 10 % des voix (environ 500 000 voix), en troisième position après le général Dutra (55 %) et le commandant E. Gomes (33 %).

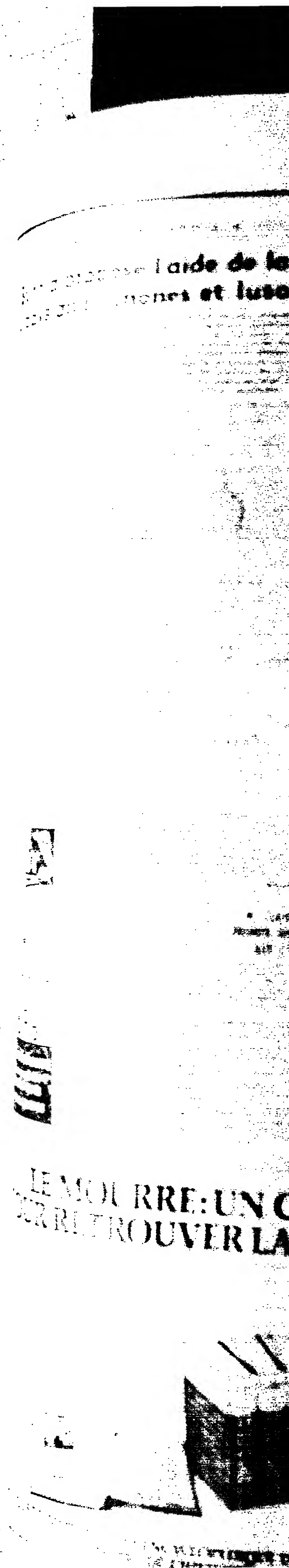
«Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré»

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

Don Stéphano
78, Avenue des Champs Elysées
PASSAGE DU LIDO
DISPARAIT LIQUIDE
par autorisation préfectorale (loi du 30/12/1968)
Ses Collections de Prêt à Porter de Luxe pour Hommes
ORAVERES, Articles de CHEMISERIE, PULLS, BLOUSONS, VESTES, PANTALONS COSTUMES PARDESSUS, SPORTSWEAR, Articles CUIR et PEAU, Etc.
OUVERT DE 9 HEURES 30 A 19 HEURES 30

Afghanistan
LE CONSEIL RÉVOLUTIONNAIRE ANNONCE UNE RÉFORME AGRAIRE

Le Conseil révolutionnaire afghan vient d'adopter un projet de réforme agraire. Ce texte fixe une superficie maximale de propriété terrienne par famille, qui varie de 6 hectares pour la très bonne terre à 60 hectares pour les terres peu cultivables. Toutes les terres dépassant ce plafond seront réquisitionnées sans compensation et distribuées aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles, qui les cultiveront jusqu'à présent pour les propriétaires. Le texte ne fait aucune allusion à une collectivisation, qui serait sans doute mal acceptée, mais évoque la mise en place de coopératives de production. Des « comités populaires spécialisés » seront chargés d'appliquer la réforme au niveau des provinces et des districts, à partir d'une date qui n'a pas encore été fixée. Les propriétaires fonciers qui tentent de se soustraire à ces mesures risquent la confiscation de toutes leurs terres et des peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans. La réforme agraire touchera principalement l'ancienne classe aristocratique, et notamment la famille royale, dont les propriétés sont confisquées. L'objectif de la réforme est d'établir les relations sociales et de construire une société « libre de l'exploitation de l'homme par l'homme ». (A.F.P.)



DIPLOMATIE

AU COURS DE SA VISITE EN AFRIQUE OCCIDENTALE

M. Stirn a proposé l'aide de la France aux pays anglophones et lusophones

Praia. — A bien des égards, la visite que le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn, a accomplie dans cinq pays anglophones et lusophones d'Afrique occidentale, le Libéria, la Sierra-Leone, la Guinée-Bissau, la Gambie et les îles du Cap-Vert, du 4 au 12 décembre, était sans précédent. Plus d'un de ces Etats n'avaient jamais reçu un ministre français depuis leur indépendance et

se sentaient un peu délaissés par Paris, d'autant plus que leur situation géographique les conduisait à entretenir des relations très étroites avec leurs voisins francophones, notamment la Guinée et le Sénégal, comme en témoignent déjà la création de la C.E.D.E.A.O. (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) qui regroupe seize Etats francophones, anglophones et lusophones.

Le secrétaire d'Etat qui était accompagné de M. Georgy, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, apportait aux différents chefs d'Etat qu'il a rencontrés des messages personnels du président Giscard d'Estaing rédigés sur le thème du dialogue et de l'amitié. Les Français coopèrent, a répété en substance M. Stirn, en parlant de la conviction que l'histoire de l'Afrique occidentale entre dans une phase nouvelle, et la colonisation appartient au passé.

Le secrétaire d'Etat a également insisté sur le sens du voyage du président Giscard d'Estaing du 20 au 22 décembre prochain en Guinée. Paris souhaite une réconciliation avec Conakry et espère que cette réconciliation sera bénéfique, non seulement pour elle-même et pour la Guinée, mais aussi pour tous les pays africains voisins.

M. Stirn a félicité le Libéria de ses efforts pour réconcilier le Sénégal, la Côte-d'Ivoire et la Guinée et aussi pour tenter une médiation entre la Tanzanie et l'Ouganda. Dans cet esprit de coopération entre la France et tous les pays d'Afrique occidentale et entre ces pays eux-mêmes, le ministre a annoncé à Monrovia, le 6 décembre, qu'il avait demandé au gouvernement libérien s'il pourrait déléguer un observateur à la conférence franco-africaine de Eghali (Rwanda), à laquelle vingt-deux Etats francophones participent ainsi que la Guinée-Bissau et les îles du Cap-Vert. Le Libéria serait le premier pays anglophone à participer à ces assises. Le gouvernement de Monrovia a fait savoir peu après le

secrétaire d'Etat ont pu mesurer l'intérêt du Libéria pour les perspectives de coopération avec la France et les pays francophones d'Afrique.

Il a été décidé lors de la visite de M. Stirn que, au début de 1979, deux missions économiques et une mission d'industriels français se rendront au Libéria, où le ministre a inauguré un pont construit au centre de la capitale par une société française. Un autre est en cours d'achèvement.

En Sierra-Leone, traditionnellement « non aligné », à la différence du Libéria pro-occidental, M. Stirn a reçu un accueil également chaleureux. Une commission mixte de coopération économique, prévue par un accord passé en 1964 entre les deux pays et qui ne s'était jamais réunie, sera convoquée au cours du premier trimestre 1979 à Paris. Une mission française de haut niveau préparera cet échange de vues en se rendant auparavant à Freetown.

En Guinée-Bissau, le ministre a trouvé également, comme il l'a déclaré lui-même, des dirigeants animés d'une volonté de développement et de coopération étendue en dépit de l'orientation du régime vers l'Est. De même qu'aux îles du Cap-Vert, l'aide culturelle de la France y sera la bienvenue.

En Gambie, c'est la visite du président Giscard d'Estaing en



Nations unies

L'ASSEMBLÉE ADOPTE DEUX RÉOLUTIONS D'INSPIRATIONS RIVALES SUR LE SAHARA

New-York (A.P. Reuter). — L'Assemblée des Nations unies a adopté mercredi 13 décembre deux résolutions sur le Sahara occidental. L'une était appuyée par l'Algérie et les sympathisants du Polisario, l'autre par la Mauritanie et le Maroc (Déjà, le 10 décembre 1975, l'Assemblée avait adopté deux résolutions inspirées l'une par l'Algérie, l'autre par le Maroc).

La première réaffirme « le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple du Sahara occidental », ainsi que la responsabilité de l'O.N.U. dans la décolonisation de ce territoire. Elle a été adoptée par 30 voix contre 10 et 39 abstentions.

La seconde invite l'Organisation de l'Unité africaine à trouver une solution équitable à la question saharienne et demande à tous les Etats de s'abstenir de toute initiative pouvant entraver les efforts de l'O.U.A. La France, qui avait voté deux fois pour en 1975, s'est abstenue dans les deux cas.

L'Assemblée a également adopté par 33 voix contre 14 et 34 abstentions une résolution condamnant la France, le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Italie et Israël pour « collusion » avec l'Afrique du Sud. L'Assemblée a condamné en outre « la collusion de la France de la R.F.A., d'Israël et des Etats-Unis avec le gouvernement de Pretoria dans le domaine nucléaire ».

L'Assemblée a adopté par 124 voix contre 0 et 15 abstentions une résolution recommandant l'aggravation des sanctions contre la Rhodésie ; une autre résolution adoptée par 130 voix contre 0 et 11 abstentions condamne l'Afrique du Sud et d'autres pays pour leur soutien à la Rhodésie.

Enfin, une résolution adoptée par 58 voix contre 31 et 44 abstentions réaffirme le droit du peuple de l'Indonésie (territoires annexés par l'Indonésie) à l'autodétermination et à l'indépendance.

M. WALDHEIM SE RENDRA AU CAMBODGE AU DÉBUT DE 1979

Nations unies (Reuter). — M. Kurt Waldheim visitera le Cambodge et plusieurs autres pays d'Asie du Sud-Est dont l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande — au début de l'année prochaine, a-t-on appris de source informée. Le secrétaire général des Nations unies étudie également la possibilité de se rendre au Vietnam.

M. Waldheim avait été invité en octobre dernier par M. Ieng Sary, vice-premier ministre khmer chargé des affaires étrangères, à se rendre à Phnom-Penh. Cette démarche a été appuyée par plusieurs pays de la région, inquiets de la détérioration de la situation à la frontière entre le Vietnam et le Cambodge et de l'éventualité de l'installation à Phnom-Penh d'un régime favorable à Hanoi. D'autres pays souhaiteraient que le secrétaire général de l'ONU fasse part aux dirigeants khmers de leur préoccupation devant la situation des droits de l'homme au Cambodge.

M. CLAUDE COPIN PREMIER AMBASSADEUR AUX COMORES

Le Journal officiel du vendredi 15 décembre annoncera la nomination de M. Claude Copin en tant que premier ambassadeur de France auprès de la République des Comores, indépendante depuis 1975.

Né en 1922, ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Copin a servi outre-mer de 1948 à 1955 puis a été mis à la disposition de l'ambassade à Saigon (1955-1958), intégré en 1958 aux affaires étrangères, il a été successivement en poste à Phnom-Penh (1958-1960), à Sihanouville (consul, 1960-1961), à l'administration centrale, aux affaires économiques (1961-1962), à Meknès (consul adjoint, 1962-1964), à Kenia (consul, 1964-1968), à Nouakchott (1968-1971) puis de nouveau à l'administration centrale, au service des Nations unies (1971-1976). Depuis 1976, il était consul général à Abidjan.

SPECIAL ORIENT

POUR LES FETES

50

TAPIS D'ORIENT

prix exceptionnels

remise jusqu'à

25 %

Les Lisses de France

98 bd haussmann Paris 8^e

tél. 522 88 25 / 88 68

VELIZY 2 tél. 946 28 36

LE MOURRE: UN CADEAU POUR RETROUVER LA MEMOIRE.

Le Mourre, Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, ne se limite pas aux hommes et aux événements célèbres. Il prend également en compte les aspects économiques, sociaux, politiques, idéologiques du fait historique.

Le Mourre, 6 000 illustrations, 384 pages en couleurs (parution des 8 volumes achevée en janvier 1979).

Pour Noël, offrez 20 000 ans d'histoire.

LE MOURRE: DICTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE D'HISTOIRE. LA MEMOIRE DE L'HISTOIRE.

Bordas

vos cadeaux de fin d'année

Fayard

Jacques Bremner

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

Ismail Kadaré

Le Grand Hive

79 F broché
99 F relié

Michel Crespy

Les voyages de l'épicier

69 F

Régine Deforges

Le Cahier volé

35 F

Vladimir Nabokov

Regarde, regarde

Arlequins!

Dominique Bromberger

Litinaire de Parhan

au château et au delà

45 F

Michel Dansel

Camet de bord d'un espion

45 F

Roman

chez votre libraire

Fayard

صكنا من الأهل



EUROPE

EUROPE

صكنا من الأصل

Grande-Bretagne

MIS EN MINORITÉ AUX COMMUNES

M. Callaghan pose la question de confiance

De notre correspondant

Londres. — A la veille des vacances parlementaires de Noël, les Communes ont, mercredi soir 13 décembre, mis deux fois en minorité le gouvernement travailliste. Elles ont condamné la politique gouvernementale des salaires, qui avait été rejetée en septembre par les syndicats, puis en octobre par le parti travailliste. Après ce nouvel échec, M. Callaghan a décidé de poser jeudi la question de confiance.

Le premier ministre, apparemment exécuté, a déclaré aux Communes que si le gouvernement était battu dans le scrutin de confiance, il demanderait l'arbitrage du pays. En fait, cette menace d'élections générales anticipées devrait permettre au gouvernement travailliste minoritaire de rallier, ou en tout cas de pousser à l'abstention, les petits partis nationalistes (écossais gallois et unionistes d'Ulster) et d'avoir la majorité. Néanmoins, de l'avis même de M. Callaghan, la politique des salaires subit « une sérieuse défaite ». Elle devra sans doute être reconsidérée, tout au moins partiellement, compte tenu de l'opposition déclarée des partis et des syndicats aux sanc-

Abstentions travaillistes

Dans le premier vote sur l'amendement qui condamnait l'application des sanctions, le gouvernement a été battu par 8 voix (285 contre 179). Il a été battu une seconde fois par 2 voix (285 contre 283). L'amendement conservateur ayant été repris sous forme de motion.

La double défaite du gouvernement a été assurée par la coalition des partis d'opposition et l'abstention de quatre députés de la gauche travailliste. Dans l'après-midi, M. Callaghan était parvenu à dissuader une trentaine de députés de la gauche du Labour de se réfugier dans l'abstention.

Les milieux politiques estiment que quel que soit le résultat du scrutin de jeudi, M. Callaghan

devra envisager des élections plus tôt qu'il ne le souhaitait. Après l'échec de sa politique des salaires, qu'il a toujours considérée comme essentielle dans la lutte contre l'inflation, le premier ministre peut difficilement « vivre à la petite semaine, à la faveur de minorités de rencontre », ou continuer à subir des défaites qui affectent son autorité. Dans ce contexte, M. Callaghan pourrait se résigner à demander des élections générales, soit le 25 janvier, soit, plus vraisemblablement, le 18 février, immédiatement après la mise à jour des listes électorales.

Les derniers jours de la session parlementaire de 1978 s'achèvent ainsi dans un climat politique passablement assombri pour le gouvernement et le parti travailliste. Le dernier travail publié par le Daily Telegraph, donne en effet une avance de 55 points aux conservateurs sur les travaillistes. Le même sondage, en novembre, leur avait donné une avance de 5 points leurs concurrents conservateurs.

HENRI PIERRE.

APRÈS SON RENVOI DEVANT UNE JURIDICTION CRIMINELLE

M. Jeremy Thorpe déclare qu'il plaidera non coupable

De notre correspondant

Londres. — Le tribunal de Minehead (Somerset) a décidé, mercredi 13 décembre, de renvoyer M. Jeremy Thorpe, ancien leader du parti libéral, et ses trois coaccusés, devant une juridiction criminelle, où ils auront à répondre d'un « complot » pour tenter d'assassiner M. Norman Scott, un ancien mannequin avec lequel M. Thorpe aurait eu des relations homosexuelles. M. Thorpe répondra, en outre, d'un chef d'accusation supplémentaire : celui d'incitation au meurtre pour avoir, selon l'accusation, invité un de ses amis, M. Holmes, à faire assassiner M. Scott.

Immédiatement après la décision du tribunal, les quatre accusés ont déclaré, M. Thorpe a déclaré : « Je plaiderai non coupable et me défendrai vigoureusement ». M. Thorpe n'a cependant pas participé au vote des Communes, mercredi soir. Les accusés, mis en liberté sous caution, comparaitront devant le tribunal d'Old Bailey à Londres, considéré comme plus pratique et plus neutre.

Les magistrats de Minehead avaient

seulement à apprécier si les témoignages réunis par l'accusation étaient suffisants pour faire passer en jugement M. Thorpe et ses trois coaccusés. Leur décision, prise après seize jours d'audiences, marque seulement la fin de la procédure d'instruction et ne préjuge en rien celle du tribunal d'Old Bailey.

Néanmoins, la publicité exceptionnelle donnée à cet avant-procès rendra difficile la sélection des jurés, dont la loi exige qu'ils ne soient pas au courant du cas soumis à leur jugement.

Les Communes ont approuvé, mercredi soir, en première lecture, un projet de réforme de la procédure d'instruction qui maintiendrait totalement les restrictions à la publicité des débats, même si les accusés en demandent la levée, comme cela a été le cas dans l'affaire Thorpe. En effet, on ne peut exclure qu'un des accusés cède aux pressions, souvent subtiles d'avantages financiers substantiels, des entreprises de

presse, pour demander la publicité des débats.

D'autre part, l'avant-procès Thorpe a mis en lumière certains aspects sordides de ce qu'on appelle ici « le journalisme du carnet de chèques ». Ainsi, il a été révélé que les principaux témoins à charge avaient signé avec diverses publications des contrats représentant un total de 250 000 livres. Une « prime » supplémentaire aurait même été promise si M. Thorpe était effectivement renvoyé devant la juridiction criminelle. Les avocats ont pu également souligner cette anomalie : deux journalistes, MM. Pencoort et Courtour, auteurs du livre à succès *Percours 1976*, qui retracent dans tous ses détails le procès, ont été reprochés aux accusés, ont pu assister à l'interrogatoire, par la police, de M. Bessell, le principal témoin à charge, qui avait fait de leur présence la condition de son témoignage.

Apparemment, les arguments des avocats de la défense n'ont pas équilibré les témoignages accablants de M. Bessell, ancien parlementaire et ami de M. Thorpe, Nenson, tueur à gages recruté par M. Holmes, et Scott, la victime désignée de la tentative d'assassinat. La défense avait, en fait, cédé du terrain en admettant qu'il n'y avait pas eu de « complot », mais une simple discussion entre les accusés, visant à « effrayer » et non à tuer Scott. Néanmoins, les « preuves » produites par l'accusation apparaissent relativement minces. Elles reposent essentiellement sur les dépositions de trois témoins, dont la défense a sérieusement douté, en tout cas, de leur propre avis, des menteurs inventés. — H. P.

République démocratique allemande

UN JEUNE ÉCRIVAIN CONTESTAIRE EST EXPULSÉ VERS L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — Le jeune écrivain est-allemand Frank Schöne, qui avait été condamné il y a quelques jours à deux ans et demi de prison pour « activités hostiles à l'État », a été expulsé mardi 12 décembre vers la République fédérale d'Allemagne, à l'annonce de son arrivée à Berlin-Ouest. Il avait été arrêté le 5 juin dernier.

Né en 1953 en Pologne, d'un père allemand et d'une mère juive polonaise, Frank Schöne avait fait un premier séjour en prison en 1974. Il vivait ces dernières années, dans un petit village de la R.D.A. situé près de la frontière tchécoslovaque. Ses difficultés avec les autorités allemandes avaient été aggravées par l'arrivée à Berlin, en novembre 1976, en raison de la solidarité qu'il avait exprimée au poète banni. Il s'était vu notamment opposer, sans succès, la demande d'émigration qu'il avait déposée un mois plus tôt. En tant qu'écrivain, Frank Schöne était surtout connu en R.D.A. pour ses traductions de poésies polonaises. — M. L.

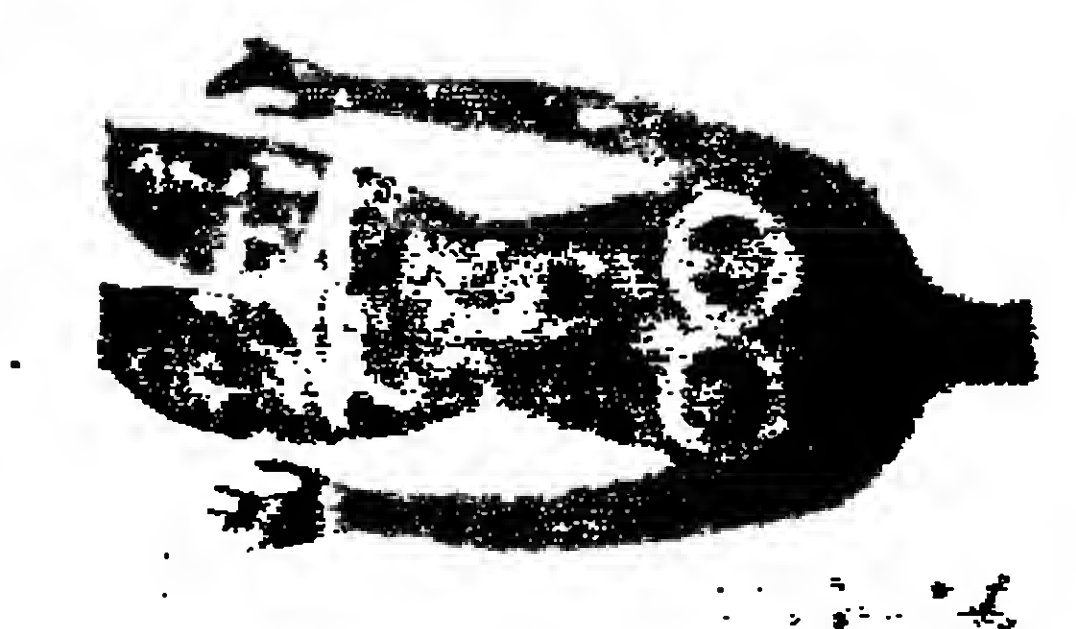
Pologne

NOMBREUSES PROTESTATIONS A PARIS CONTRE L'ARRESTATION D'UN JOURNALISTE FRANÇAIS

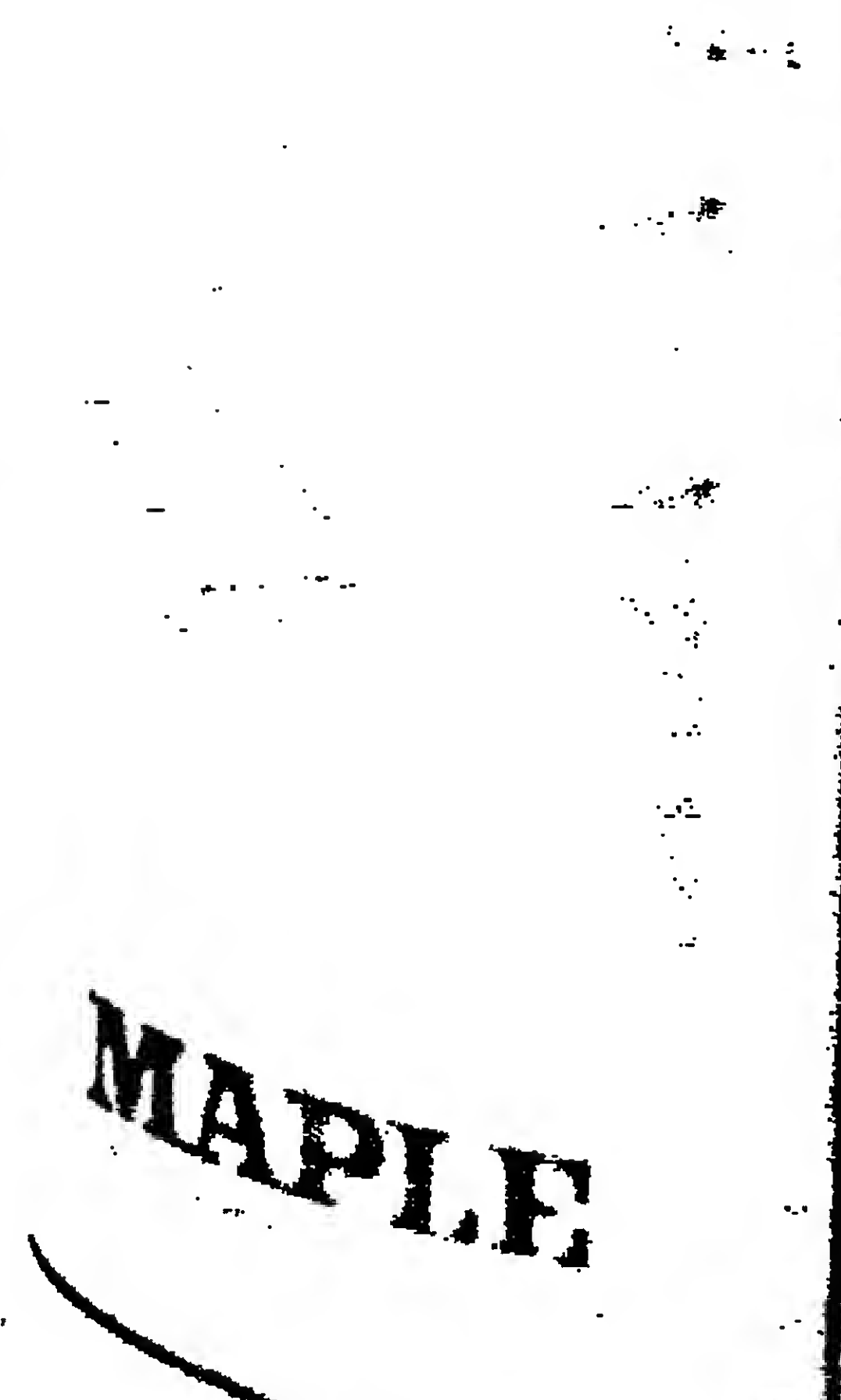
Pour « exiger la libération immédiate de Philippe Ries détenu en Pologne », une manifestation est organisée à Paris par l'Organisation communiste internationale — dont Philippe Ries est membre — le jeudi 14 décembre, à 18 h 30, devant l'ambassade de Pologne (rassemblement devant la gare des Invalides). L'Alliance des jeunes pour le socialisme s'est jointe à cette manifestation.

Le journaliste français d'informations ouvrières avait été arrêté le mercredi 6 décembre à Ewinouville, port situé près de Szczecin. Mme Adella Ries, arrivée mardi en Pologne, pourra voir son mari vendredi à Gdanst, où il est détenu ; elle sera accompagnée par le consul de France à Varsovie, officiellement autorisé à rencontrer le journaliste. Peu après son arrivée, elle a été retenue par quatre policiers en civil et relâchée après trois heures d'interrogatoire, alors qu'elle s'appretait à tenir une conférence de presse pour les journalistes occidentaux à Varsovie, dans l'appartement de M. Jacek Kuron, l'un des principaux animateurs du KOR (Comité d'autodéfense sociale).

À Paris, une délégation de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T. et F.O.) s'est rendue mercredi à l'ambassade de Pologne à Paris pour protester contre cette « atteinte intolérable aux droits de l'homme ».



Il...



La Belgique retourne aux urnes

II. — Des lendemains difficiles

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOLEUX

Les électeurs belges, qui doivent désigner dimanche 17 décembre une nouvelle Chambre et un nouveau Sénat, vont aux urnes, sans enthousiasme, pour la seconde fois en un an et demi. Dans un premier article (« Le Monde » du 14 décembre), notre envoyé spécial a analysé, malgré la morosité de la campagne électorale et la désaffection de nombreux Belges à l'égard de la classe politique, l'enjeu du scrutin de dimanche et les enjeux politiques qui s'en suivent.

Bruxelles. — Si les électeurs belges ne passent pas un bon dimanche 17 décembre, c'est aussi parce qu'ils ont l'impression que le scrutin ne modifiera guère la répartition des sièges entre les différentes formations politiques. Le verdict des urnes pourrait surtout confirmer la spécificité croissante de chacune des trois régions.

En Flandre, le parti social-chrétien (C.V.P.) avait obtenu l'an dernier quelque 44 % des suffrages. Cette fois, il pourrait, en croisant les derniers sondages, frôler la barre des 50 %. Qu'il l'atteigne ou non, il est en toute hypothèse, l'emprise du parti de M. Tindemans restera considérable dans la partie nord du pays.

une filiale du grand groupe luxembourgeois Arbed. En Wallonie, l'importance de l'intervention de l'Etat fait passer les travaux de « nationalisation déguisée ». D'autres, notamment les milieux patronaux flamands et bruxellois, redoutent que, demain, un pouvoir régional wallon ne soit tenté de recourir à de véritables nationalisations des filiales de leurs entreprises, en particulier si ce pouvoir était dominé par un parti socialiste qui l'amploie dans une crise de la sidérurgie conduit à durcir ses revendications sociales.

À Bruxelles, enfin, si le P.S.C. peut espérer conquérir un siège grâce à la présence de M. Vanden Boeynants, il doit attendre en effet d'une excellente cote personnelle, même dans les milieux non sociaux-chrétiens de la capitale.

Le Front démocratique des francophones wallons ne peut voir son implantation locale renforcée par le scrutin. Sans doute certains de ses électeurs ont-ils été déçus par la modification du libéralisme des programmes, comme la Volksunie, elle a accédé aux responsabilités gouvernementales. Mais l'importance prise par la question bilingue proprement dite dans les problèmes communautaires — et aussi le fait qu'aucun autre parti n'exerce sur les francophones la même attraction que le C.V.P. — l'Etat devrait épargner au P.S.C. les mécomptes prévisibles des nationalistes flamands.

Les chrétiens-sociaux semblent donc promis à demeurer l'axe de tout « nouveau » gouvernement. Il d'ailleurs, une nouvelle majorité ? La révision constitutionnelle à laquelle le Parlement, élu le 17 décembre, devra procéder imposera de toute façon, la recherche d'une assise particulièrement large, voire d'une véritable union nationale, incluant les libéraux, les socialistes, la coalition de 1977. L'attitude du C.V.P. sera déterminante dans le

dosage de cette coalition, ce qui ne soulève pas de difficulté majeure a priori ; mais elle sera aussi dans le choix du premier ministre. Il pourrait y avoir là de sérieux problèmes, s'agissant de la politique politique à plus que des grandes options en cause.

Il va bien falloir, en effet, régler au lendemain du scrutin ce qui est devenu, ces derniers mois, le « cas Tindemans ». La personnalité du précédent premier ministre a fini par provoquer une véritable réaction de rejet de la part des dirigeants de tous les partis sauf le sien. « Et encore ! », chuchotent certains à Bruxelles. Ces dirigeants lui reprochent à la fois de n'avoir pas su prendre des décisions urgentes (surtout lorsque celles-ci comportaient un risque d'impopularité), d'avoir joué double jeu à propos de l'application du pacte d'Egmont, et d'avoir exagérément sacrifié à certain culte de la personnalité.

De fait, M. Tindemans, fidèlement servi par une poignée de collaborateurs dévoués et compétents, excelle à mettre en valeur ses propres initiatives. « Passant » adroitement de la télévision, à la radio, à l'ancien premier ministre a su canaliser à son profit la lassitude d'un grand nombre d'électeurs belges vis-à-vis de la classe politique en général. Les termes dans lesquels il a critiqué — le mot est faible — les formations de sa propre majorité en donnant sa démission, le 17 décembre, ont soulevé une certaine émotion en Belgique, un certain ton gaullien pourrait bien ne pas déplaire à des électeurs qui comprennent souvent leur vie politique dans le cadre de la « République Quant à Tindemans, c'est, après tout, un héros belge.

Les ambitions de M. Tindemans

pacité — à M. Jos Chabert, ministre des communications, dont la réputation au sein du C.V.P. comme parmi les autres pour l'instant, le plus important est fort bonne. Mais pour les mêmes raisons que pour M. Martens, on imagine mal comment un autre dirigeant social-chrétien que M. Tindemans pourrait recevoir l'appui de son parti pour briguer la direction du gouvernement.

M. Vanden Boeynants, lui-même, n'est pas en mauvaise posture. Il est populaire parmi la classe politique, et son image de marque demeure bonne. Il a pour lui, en outre, d'être le social-chrétien francophone le plus acceptable pour les néerlandophones (il est d'ailleurs parfaitement bilingue, ce qui est loin d'être le cas de tous les dirigeants politiques non flamands). Mais là encore, il semble que le C.V.P. ne soit guère disposé à laisser le poste de premier ministre à une autre formation, fût-elle aussi voisine idéologiquement que le « parti frère » F.S.C.

En outre, M. Tindemans n'avait pas caché, lorsque le président du C.V.P., M. Martens, avait été présenté par le roi pour constituer un gouvernement de transition, qu'il n'était pas question qu'un autre dirigeant du parti qui lui-même puisse occuper cette fonction. On peut également des ambitions — et des ca-

pacité — à M. Jos Chabert, ministre des communications, dont la réputation au sein du C.V.P. comme parmi les autres pour l'instant, le plus important est fort bonne. Mais pour les mêmes raisons que pour M. Martens, on imagine mal comment un autre dirigeant social-chrétien que M. Tindemans pourrait recevoir l'appui de son parti pour briguer la direction du gouvernement.

M. Vanden Boeynants, lui-même, n'est pas en mauvaise posture. Il est populaire parmi la classe politique, et son image de marque demeure bonne. Il a pour lui, en outre, d'être le social-chrétien francophone le plus acceptable pour les néerlandophones (il est d'ailleurs parfaitement bilingue, ce qui est loin d'être le cas de tous les dirigeants politiques non flamands). Mais là encore, il semble que le C.V.P. ne soit guère disposé à laisser le poste de premier ministre à une autre formation, fût-elle aussi voisine idéologiquement que le « parti frère » F.S.C.

Révision constitutionnelle et problèmes économiques

Ces difficultés immédiates ne constitueront qu'un prélude à l'essentiel : la révision de la Constitution. Celle-ci se fera dans un contexte particulièrement difficile. La première raison en est que les problèmes économiques et sociaux, dont l'urgence a longtemps été masquée par la question régionale, obligent les nouveaux gouvernements à des choix

Les retombées de la crise en Wallonie

En Wallonie, le parti socialiste devrait enregistrer quelques succès. La session qui est récemment intervenue entre socialistes francophones et néerlandophones (le Monde du 20 octobre), a eu pour conséquence — et peut-être d'ailleurs pour objet — de délivrer chacune des deux branches régionales du P.S. d'une solidarité devenue encombrante. Il n'est pas sûr que les socialistes flamands en retirent beaucoup d'avantages électoraux : la prospérité persistante de la Flandre tire celle-ci de plus en plus à droite. En Wallonie, en revanche, les retombées de la crise économique et le durcissement communautaire du P.S. peuvent lui valoir un certain succès. Encore sa participation au gouvernement de M. Tindemans et Vanden Boeynants risque-t-elle de le priver de certains arguments.

En outre, il est concurrencé sur sa droite par les libéraux et par le parti social-chrétien, même si un front commun francophone s'est constitué avec le concours du Rassemblement wallon. Le P.S.C. reste d'une remarquable vitalité, en particulier en milieu ouvrier. La Confédération des syndicats chrétiens semble d'ailleurs, depuis quelque temps, en

dorothee bis
10, rue Tronchet
SOLDE
Galeries Lafayette
33, rue de Sévres
à partir du 15 décembre

FIN

EUROPE

Grèce

Athènes attend d'Ankara plus qu'une bonne volonté verbale

Le premier ministre turc, M. Bülent Ecevit, accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Cevdet Okcu, est arrivé à Oïo le 13 décembre, pour une visite de trois jours, au cours de laquelle il examinera les bases d'une coopération économique et militaire avec la Grèce, définies voilà quinze jours lors d'un séjour à Ankara du ministre norvégien de la défense, M. Rol Hansen. La Norvège favorise un système de contrôle électronique des Dardanelles et de communications. La Turquie demande en outre une aide économique de 60 millions de dollars.

D'Oïo, M. Ecevit se rendra à Bruxelles en visite privée, puis à Stockholm et Helsinki.

De son côté, le ministre chypriote des affaires étrangères, M. Nicos Rolandis, est à New-York pour y rencontrer M. Waldheim et le secrétaire d'Etat adjoint, M. Warren Christopher, afin d'examiner les moyens de reprendre les négociations intercommunautaires.

Le nouveau cabinet de «l'Etat fédéré turc de Chypre» a été approuvé par M. Basij Demkiah, leader de la Communauté turque. Il est présidé par M. Mustafa Chaghatay, et le ministre des affaires étrangères, également chargé de la défense, est M. Kenan Atakol. L'ancien premier ministre, M. Osman Orel, a démissionné du Parti de l'union nationale, formation au pouvoir, dont il était l'un des fondateurs, à la suite de la constitution du nouveau cabinet. — (U.F.I., A.F.P.)

De notre correspondant

Athènes. — M. Ecevit vient de souligner que les relations entre la Grèce et la Turquie évoluent de façon encourageante et qu'il existe des possibilités de les améliorer encore plus nettement. Les milieux gouvernementaux grecs enregistrent avec satisfaction les déclarations du premier ministre turc. Ils remarquent qu'effectivement le dialogue amorcé par M. Caramanlis et M. Ecevit, lors de leur rencontre à Montreux en mars dernier, se déroule dans un climat plus détendu et plus confiant.

Cependant, il appartient aux dirigeants d'Ankara de mieux concrétiser la bonne volonté sans cesse réaffirmée dans leurs déclarations officielles. Une nouvelle rencontre au sommet, dans la conjoncture actuelle, serait prématurée. Ce n'est qu'à l'issue des discussions qu'auront à Vienne le 9 janvier prochain les ministres des affaires étrangères de Grèce et de Turquie, que les intérêts de l'alliance atlantique, de juger si elle est souhaitable ou non.

La question du plateau de la mer Egée.

À Vienne, les deux ministres des affaires étrangères examineront le complexe du plateau continental en mer Egée. La presse grecque fait état de la possibilité de voir se préciser une formule qui, tout en donnant relativement satisfaction à la Turquie, ne remettrait pas en cause les droits légitimes et intangibles de la Grèce. Selon cette formule, certaines zones à partir des côtes

turques s'intercaleraient entre les îles de l'archipel grec et s'étendraient jusqu'aux eaux internationales de la mer Egée. Les zones grecques et turques ainsi définies s'articuleraient donc comme les doigts des deux mains qui se joindraient. Dans le cas où, à Vienne, cette formule ou une autre permettrait de faire progresser la question du plateau continental, celle de l'espace aérien, délaissée par les experts, pourrait être rapidement réglée par une décision politique prise au plus haut niveau.

La Turquie pourrait alors cesser de faire obstruction au retour de la Grèce à l'OTAN. Athènes spécifie à ce propos qu'il ne saurait être question de discuter avec Ankara de cette éventualité, car la Turquie est tenue pour responsable, par son intervention militaire à Chypre, de la situation actuelle, si peu conforme aux intérêts de l'Alliance atlantique.

L'opposition ne manque pas de relever les difficultés rencontrées à Bruxelles par la diplomatie grecque tant en ce qui concerne l'adhésion à la CEE que les rapports avec l'OTAN. Les adversaires de l'adhésion et ceux qui ne pensent pas que «la Grèce appartienne à l'Occident» se montrent critiques à l'égard du gouvernement Caramanlis, mais sans excès. Pour ce qui est des rapports avec la Turquie, l'opposition est unanime à estimer qu'aucun dialogue n'aura de sens tant que les dirigeants d'Ankara ne reconnaîtront pas de façon formelle et définitive les actuelles frontières avec la Grèce.

MARC MARCEAU.



L'ETE PASSE L'HIVER AU. BYBLOS
phone: (94)9700.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

Typically English...
...à deux pas de l'Opéra



Barquette-téléphone en acajou et bois de placage. Siège et tablette coulissants. Prix: 1050 Frs.

MAPLE
Le spécialiste anglais du meuble anglais

-5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 Paris - Tél. 742.53.32
- Centre commercial régional Créteil-Soleil - Tél. 898.03.23.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LE PRÉSIDENT NETO a annoncé mercredi 13 décembre que son pays «souhaitait établir des relations diplomatiques avec les Etats-Unis». Le sénateur McGovern, qui achevait à Luanda une tournée dans huit pays africains, a souligné de son côté que la présence en Angola de 25 000 Cubains était «un obstacle majeur» à cette normalisation. — (U.F.I.)

Cambodge

«LA VOIX DU CAMBODGE LIBRE», organe de réfugiés khmères en France, a publié, mercredi 13 décembre, un communiqué affirmant que le FUNK, Front uni de salut national, créé au début du mois (le Monde du 5 décembre) — constitue actuellement la force capable de «renverser rapidement le régime Pol Pot-Teng Sary». Certes, écrit la revue, il y a derrière le Front uni de salut national «la main du Vietnam», mais «le choix actuel n'est pas entre le Vietnam et le Cambodge. Il est, en fait, entre la mort et la vie, dans un communiqué daté du 11 décembre, l'Association générale des Khmères à l'étranger dénonce l'attaque du Cambodge par «les troupes du Nord-Vietnam» et lance un appel à tous les Cambodgiens pour qu'ils se réunissent et «nécrotent pas la propagande de ceux qui n'ont pas hésité à décimer même leurs frères de Vietnam». — (N.L. du Sud-Vietnam.)

Canada

JACQUES ET LOUISE COSETTE-FRUEDEL, anciens militants du Front de libération du Québec, accusés d'avoir participé à l'enlèvement, en octobre 1970, du diplomate britannique James Cross, ont été arrêtés mercredi 13 décembre à leur arrivée à l'aéroport de Montréal. Le couple, qui a vécu en exil à Cuba puis en France, a été arrêté de rentrer volontairement au Québec. — (Reuters.)

Chili

L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE DISPARUS au Chili indique dans un communiqué que, après la découverte d'un charnier près de Santiago (le Monde du 9 décembre), les recherches effectuées «présentent l'existence de nouveaux cimetières avec des centaines de cadavres». L'association demande que la lumière soit faite sur ces «actes monstrueux», et appelle à un rassemblement vendredi 15 décembre, à 13 h. 30, à Valparaiso devant l'ambassade du Chili.

* J. r. Montmartre, 75001 Paris.

Espagne

DEUX NOUVEAUX ATTENTATS ont été commis mercredi 13 décembre à Pays basque espagnol. M. Juan Jimenez, chef de la police municipale de Pasajes, près de Saint-Sébastien, et M. Saturnino Sola Argente, député à Victoria, capitale de la province d'Alava, ont été assassinés par des inconnus masqués. — (A.F.P.)

Guinée

M. ABOUBACAR SOMPARE, ambassadeur de Guinée à Paris, a déclaré, mardi 12 décembre, que «l'aspect positif» du voyage à Paris de M. Giscard d'Estaing en Guinée, du 20 au 22 décembre, «est des plus fondamentaux». «L'aspect politique et le retour de relations amicales de coopération dans tous les domaines avec la France, a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse, sont ce qui intéressent le plus le gouvernement guinéen». «Au retour de Conakry, a ajouté l'ambassadeur, nous aurons une rencontre avec des représentants du patronat français et des financiers». — (A.F.P.)

Maroc

LE ROI HASSAN II souffre d'un antrax qui l'a contraint de reporter le voyage privé qu'il projetait de faire en France à partir du 13 décembre, a-t-on annoncé officiellement mercredi 13 décembre (le Monde du 14 décembre). Le souverain marocain devait être reçu à leur arrivée à L'Elysée par M. Giscard d'Estaing. — (A.F.P.)

Nicaragua

LES GUERRILLEROS du Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) du Nicaragua ont rompu avec le Front chargé d'opposition (F.A.O.) a-t-on appris, mercredi 13 décembre, à San-José (Costa-Rica). D'autre part, la Chambre basse du Parlement nicaraguayen a approuvé, mercredi à l'unanimité, un projet de loi sur l'amnistie des prisonniers politiques et des personnes en exil. Enfin, les cadavres de dix

personnes que l'on croyait détenues par la garde nationale, ont été découverts, a-t-on appris mercredi à Managua. — (A.F.P., A.P.)

Union soviétique

L'AGENCE TASS dénonce comme une «nouvelle affabulation calomnieuse» de Pékin l'information de l'agence Chine nouvelle selon laquelle des troubles auraient éclaté à Doushambé, capitale de la République soviétique du Tadjikistan, située à la frontière de la Chine et de l'Afghanistan. Selon Chine nouvelle, treize mille personnes auraient participé en septembre dernier à des manifestations contre «l'exploitation de leur économie, qui fournit des matières premières au reste de l'U.R.S.S., et contre l'oppression» des Tadjiks. Selon Tass, ces informations «provoquées» sont si «grossièrement contées» qu'elles ne vaudraient pas la peine d'être relevées si certains journaux occidentaux ne s'empressent de s'emparer de ces élocubrations. — (Corresp.)

REMISES EXCEPTIONNELLES au petit GRAND MAGASIN le plus "Rue de la Paix"



Toutes les grandes marques de PARFUMS ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE PRODUITS DE BEAUTE • CHEMISES LACOSTE Porcelaines • Cadeaux

MICHEL SWISS
16, RUE DE LA PAIX - PARIS
Té. : 261.71.71 - 3^e étage (Accès) MEMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AUX TOURISTES ETRANGERS!

AUCHAN Casser les prix, c'est notre métier.

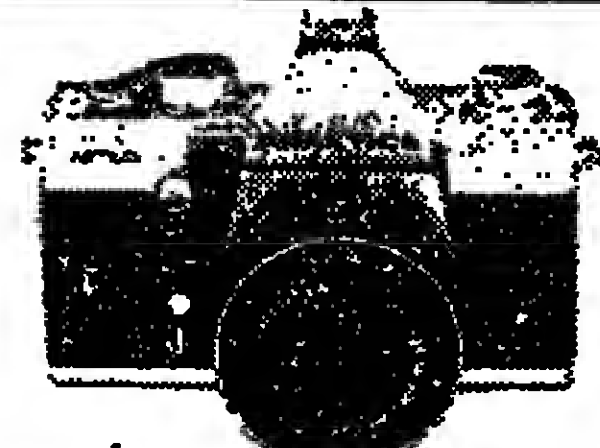
ENSEMBLE 4.490 F



- Ampli AKAI AM 2200 2x20 watts platine AKAI AP 100 semi automatique Enceintes WHARFEDALE DENTON 2 voies - 25 watts 1 990,00 F
- Ampli AKAI AM 2200 2x20 watts platine TECHNICS SL 210 manuelle. Enceintes SCOTT S. 176 2 voies - 30 watts 2 290,00 F
- Ampli tuner PIONEER SX 450 2x24 watts PO/GO/FM platine AKAI AP 100 semi automatique. Enceintes WHARFEDALE LINTON 3 voies - 30 watts 2 790,00 F
- Ampli AKAI AM 2400 2x40 watts Platine manuelle TECHNICS SL 2000 Enceintes 3A APOGEE 2 voies - 50 w. 3 260,00 F
- Ampli AKAI AM 2600 2x60 watts Platine TECHNICS semi auto. SL 220. Enceintes 3A ALLEGRETTO 3 voies - 50 watts 4 490,00 F
- Radio K7 Stéréo HI FI VOX RKS 1000 PO/GO/FM..... 890,00 F

PHOTO-GINE

L'APPAREIL 750 F



- Reflex PRAKTIKA MTL 3 avec obj. 2,8/50 tessar et sac 750,00 F
- Reflex NIKON FE boîtier chromé 2 335,00 F
- Projecteur diapo PREXTINOX AFT 635,00 F
- Projecteur sonore EUMIG S 905 1 399,00 F

Ces appareils sont garantis un an pièces et main-d'œuvre.

FONTENAY/BOIS
AVENUE DU MAL JOFFRE - TEL 878.47.95
RER VAL de FONTENAY
ouvert du mardi au samedi de 9h à 20h - le dimanche de 10h à 20h

صكزا من الاصل

Face aux amis de M. Mitterrand les autres dirigeants de la majorité du P.S. vont se concerter

A l'issue de trois séances de discussion et de près de sept heures de débat, mercredi 13 décembre, les dirigeants socialistes appartenant à la majorité de cette formation ont décidé, à la suite d'une proposition de M. Mauroy, de poursuivre leurs travaux mercredi prochain 20 décembre. D'ici là, les responsables du P.S. qui n'ont pas signé — ou soutenu comme M. Popperin — la contribution publiée au mois de juin par les amis de M. Mitterrand vont tenter d'harmoniser leurs positions. MM. Pierre Mauroy et Michel Rocard, mais aussi MM. Mariné, Tadié, Le Penne, vont se rencontrer pour rédiger un document de travail dans lequel ils exprimeront leurs préoccupations communes. C'est ce texte qui sera confronté le 20 décembre à la contribution des partisans du premier secrétaire, dite « contribution des trente ».

Le thème de la pose en termes nouveaux le problème de l'union de la gauche. Sans rouvrir le débat idéologique entre P.C.F. et P.S., ils souhaitent que le P.S. se montre plus offensif et ne se limite pas à discuter avec les communistes d'un simple programme commun.

Le premier secrétaire, Le député de Seine-et-Marne, tout en acceptant que soit prise en compte, pour le débat, la « contribution des trente », a réclamé que tous les « sous-courants » de la majorité du P.S. déposent les textes qu'ils ont élaborés. M. Michel Rocard s'est plaint des attaques dont il est victime de la part de dirigeants du P.S. et il a indiqué que, si elles se poursuivent, il demandera la constitution d'un « jury d'honneur ».

A la fin de la rencontre, et après le départ du député de Yvelines, le premier secrétaire du P.S. s'est, lui aussi, élevé contre la campagne qui, estime-t-il, est menée contre lui, notamment dans la presse. Il a remarqué que des responsables du P.S. ne se contentent pas d'un débat d'idées mais attaquent également la pratique de la direction. M. Mauroy ayant fait observer que les dérogations sont venues de divers côtés, M. Mitterrand a répliqué qu'à son avis l'offensive n'est venue que d'un seul camp. Le maire de Lille s'est, quant à lui, demandé si la volonté de synthèse existe encore au sein de la majorité du P.S. ou si certains ont déjà choisi la bataille et préparent, dans cette optique, une alliance avec le C.E.R.S. — T. P.

L'Assemblée institue une dotation particulière en faveur des villes-centres

FINANCES LOCALES

Mercredi matin, sous la présidence de M. STASI (U.D.F.), l'Assemblée nationale poursuit l'examen des articles du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales.

Elle décide d'abord, à l'initiative de M. DENVERIS (P.S.), d'étendre aux communautés urbaines le bénéfice de l'aide de démarrage aux organismes de coopération. Il s'agit de financer de réparer une omission. Sur proposition de la commission spéciale et de M. DURÉDOUT (P.S.), elle limite le bénéfice du minimum garanti par habitant aux communes ayant un potentiel fiscal réellement faible.

Elle adopte ensuite un amendement du gouvernement qui ramène de 90 à 80 francs par habitant le minimum garanti aux départements au titre de la dotation globale de fonctionnement. M. BESSON (P.S.) fait préciser que, pour les communes, le montant de la somme garantie sera diminué du tiers du revenu brut moyen des trois dernières années du patrimoine communal à l'exclusion du revenu des immeubles bâtis. Il s'agit, explique-t-il, d'éviter de pénaliser les communes dont le revenu diminue.

Mercredi matin, sous la présidence de M. STASI (U.D.F.), l'Assemblée nationale poursuit l'examen des articles du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales.

Elle décide d'abord, à l'initiative de M. DENVERIS (P.S.), d'étendre aux communautés urbaines le bénéfice de l'aide de démarrage aux organismes de coopération. Il s'agit de financer de réparer une omission. Sur proposition de la commission spéciale et de M. DURÉDOUT (P.S.), elle limite le bénéfice du minimum garanti par habitant aux communes ayant un potentiel fiscal réellement faible.

Elle adopte ensuite un amendement du gouvernement qui ramène de 90 à 80 francs par habitant le minimum garanti aux départements au titre de la dotation globale de fonctionnement. M. BESSON (P.S.) fait préciser que, pour les communes, le montant de la somme garantie sera diminué du tiers du revenu brut moyen des trois dernières années du patrimoine communal à l'exclusion du revenu des immeubles bâtis. Il s'agit, explique-t-il, d'éviter de pénaliser les communes dont le revenu diminue.

L'Assemblée repousse un amendement du gouvernement qui prévoyait, dans le cadre des concours particuliers, le versement d'incitations financières pour faciliter la coopération intercommunale. A l'initiative de M. AURILLAC (R.F.P.), président de la commission spéciale, elle adopte en revanche un article additionnel qui institue pour les villes-centres d'une unité urbaine, c'est-à-dire les villes dont la population représente au moins 10 % de la population du département, une dotation particulière afin de tenir compte des charges que leur crée l'utilisation de leurs équipements par une population périurbaine. Favorable à cette disposition, le gouvernement fait toutefois préciser qu'en 1979, cette dotation sera fixée à 15 % du

montant des concours particuliers. Au cours de la discussion, M. BONNET, ministre de l'Intérieur, s'engage également à régler, dans la prochaine loi-cadre, le cas des communes-centres rurales qui ont également des charges particulières, notamment en matière scolaire.

En ce qui concerne le comité des finances locales, l'Assemblée décide de modifier le nombre des représentants des maires, assure une meilleure représentation des petites communes (trois représentants pour celles de moins de deux mille habitants), décide que le comité sera présidé par un élu, et fixe les modalités de remplacement des membres de cet organisme.

Elle adopte ensuite une nouvelle rédaction de l'article relatif à la répartition du produit des amendes relatives à la circulation routière. Celui-ci devra financer des opérations améliorant les transports en commun et la circulation.

A l'article 8 (régime particulier de l'Ile-de-France), elle adopte un amendement communiste qui prévoit qu'une information complète sera donnée aux communes sur les critères retenus par le Fonds d'égalisation des charges pour la redistribution des fonds soumis à sa compétence.

résumé des recensements généraux ou complémentaires, majorée d'un habitant par résidence secondaire.

A l'article 15, M. FRELAUT (P.C., Hauts-de-Seine), propose de garantir aux communes, en 1979 et en 1980, une progression de 10 % de leurs ressources au titre de la dotation globale de fonctionnement. M. TISSANDIER (U.D.F.), rapporteur, indique que la commission est hostile à cet amendement qui « détruirait l'équilibre du texte ».

« Si cet amendement était adopté, nous aurions travaillé pour rien », déclare M. BONNET, car nous ne pourrions établir une plus grande égalité entre les communes. « Nous avons déjà l'assurance, constate M. VOISIN (app. R.F.P.), qu'aucune commune n'aura en 1979 moins de 10,8 % de ses ressources de 1978. »

M. AURILLAC fait remarquer que le problème que pose la péréquation concerne surtout les communes de l'Ile-de-France où existe un fonds d'égalisation des charges. M. BONNET s'engage à réexaminer le fonctionnement de ce fonds tout en observant que la répartition relève de l'autorité des communes qui y participent. M. WAGNER (R.P., Yveline) défend la proposition d'une augmentation de 10 %, pour 1979 seulement.

PARIS COTONOU et aussi ABIDJAN, ACCRA, BAMAKO, BANGUI, BRAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, DAKAR, LAGOS, LOME, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, OUAGADOUGOU. AIR AFRIQUE La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique

Une autre idée de la Haute-Fidélité Beocenter 3300 Cet appareil, composé d'un ampli-tuner AM-FM de 2 x 40 w et d'une platine tourne-disques entièrement automatique, est associé à deux enceintes UNIPHASE S 75. Bang & Olufsen EUROP HI-FI 51, rue de Miromesnil 75008 Paris. Tél.: 266.01.63.

Passez l'hiver en Méditerranée. LA MÉDITERRANÉE sous la direction de FERNAND BRAUDEL. La Méditerranée sous la direction de Fernand Braudel. La vie et le destin des civilisations méditerranéennes nous sont présentés avec édat dans ce très beau livre. Un ouvrage monumental constellé d'admirables reproductions. Tome 1 : 228 pages, 416 reproductions dont 296 en couleurs. 260 F. Tome 2 : 248 pages, 370 reproductions dont 217 en couleurs. Prix de lancement : 265 F. Arts et Métiers Graphiques Une exclusivité Flammarion.

مكتبة الأمل

L'aide aux familles

(Suite de la première page.)

Si la baisse de la fécondité se poursuivait sur une longue durée, les conséquences en seraient irréversibles. Une société qui n'est plus capable d'assurer le remplacement des générations, c'est-à-dire dont l'effectif diminue, est une société condamnée. (...) Il faut que les Français soient clairement informés de tous les aspects d'un éventuel déclin démographique et conscients des difficultés qu'il crée. La situation actuelle exige une réflexion approfondie de tous les Français, quels que soient leur âge, leur métier ou leurs opinions politiques. L'avenir démographique de notre pays est au-dessus de toutes les discussions de partis. Au sujet de la politique menée ces dernières années, le président a déclaré : « Au total, de 1977 à 1978, la masse des prestations familiales a progressé de 20 %, ce qui équivaut à une augmentation du pouvoir d'achat de 10 %, dont une part importante résulte de la création du complément familial. En essayant de traduire de façon plus concrète cette évolution, je dirais que le montant annuel des prestations perçues en moyenne par famille est passé de 7 818 francs en 1977 à 9 538 francs en 1978. S'il avait fallu financer cette progression par l'impôt sur le revenu, celui-ci aurait dû être accru de 10 %... » « Quel sera l'avenir ? » a poursuivi M. Giscard d'Estaing. Les familles continueront à bénéficier d'une priorité. Mais cette priorité sera d'autant plus affirmée que l'évolution de l'ensemble des charges sociales sera mieux maîtrisée. La priorité reconnue aux familles est garantie par les engagements importants qui ont été pris pour l'avenir, notamment sur la progression annuelle de 15 % du pouvoir d'achat des allocations familiales. Mais, en outre, je puis

vous assurer que les résultats qui seront obtenus dans le réajustement du budget social, et particulièrement dans le contrôle des dépenses de santé, bénéficieront d'abord à la famille. En trois ans, la politique de la famille a profondément changé. Sa conception est devenue globale et son exécution diversifiée. Elle a cherché à reconnaître les aspirations et les besoins essentiels des familles dans tous les domaines. Elle a voulu satisfaire par priorité les plus urgents d'entre eux (...). En tant que chef de l'Etat, je garantis la continuité de cette politique (...). Je me propose de confier une mission à une haute personnalité, pour rechercher des manières d'améliorer la contribution que les moyens d'information peuvent apporter à la politique familiale. Quelles seront les priorités de la politique familiale en 1979 ? J'en vois trois. La première consiste à accentuer l'effort entrepris en faveur des familles d'au moins trois enfants. A compter du 1^{er} juillet 1979, l'immense majorité des familles de trois enfants percevra, sans compter les majorations pour âge ni l'allocation de logement, 1 000 F de prestations par mois. Par rapport à la situation dans laquelle elle se trouvait lorsqu'elle touchait l'allocation de salaire unique, ses prestations auront ainsi progressé de 75 % depuis le 1^{er} juillet 1977, et de 45 % en l'espace de trois ans. Cette mesure constitue la première application d'une orientation générale : je souhaite qu'à l'avenir les prestations versées aux familles de trois enfants progressent plus rapidement que la moyenne des prestations familiales. Je demande qu'on entreprenne une réflexion sur ce point pour préparer l'échéance du 1^{er} juillet prochain. D'autre part, le gouvernement soumettra au Parlement au cours de l'année prochaine un projet de loi instituant un revenu minimum familial de 3 500 F par mois en faveur des familles d'au moins trois enfants. La seconde priorité concerne les mères de famille (...). En 1978, une étape décisive sera franchie pour assurer une retraite aux mères de famille. A partir de l'année prochaine, toutes les mères qui bénéficient du complément familial, et qui ne travaillent pas, seront affiliées à l'assurance vieillesse, c'est-à-dire l'immense majorité des mères de jeunes enfants ou de trois enfants. La troisième priorité intéresse une catégorie plus réduite. Il s'agit des mères nombreuses. Les progrès de la science ont accru le nombre. J'ai demandé au ministre de la Santé d'examiner, avec la Caisse d'allocations familiales et son président, les directives nécessaires pour qu'une aide supplémentaire soit accordée d'une manière automatique. Les années qui viennent, a conclu le président de la République, confirmeront, je n'ai aucun doute, l'effet bénéfique de nos efforts sur la famille. Car l'avenir de la famille est notre avenir. En préservant durablement la famille des menaces collectives et individuelles, nous construisons une France nombreuse, heureuse et paisible.

PAUVRES PRESTATIONS FAMILIALES !

Nouveaux discours, nouvelles promesses. Par vagues régulières se succèdent les grandes déclarations sur la valeur de la famille et les dangers de la dénatalité. Mais, imperturbablement, les prestations familiales régressent, représentant une part décroissante du revenu des familles.

Chiffres éloquent : en 1949, les allocations familiales versées à un enfant représentaient, en moyenne, 21 % du produit national brut par habitant ; en 1978, elles n'en atteignent plus que 9,37 % ! La base de référence qui sert de calcul au montant des allocations n'a augmenté que de 88 % de 1970 à 1978, alors que le salaire horaire moyen s'est de 146 % et celui du SMIC de 173 %.

Cette dégradation n'est d'ailleurs pas la même pour tout le monde. Certes une famille de deux enfants à faible salaire reçoit plus qu'un cadre supérieur : 5 580 F de prestations familiales, en 1977, pour une famille ouvrière de deux enfants ayant un salaire annuel de 54 130 F, contre 2 060 F pour un cadre supérieur à la rémunération de 187 280 F. Dans le même temps, le système fiscal du « quotient familial » économise à la première 1 500 F seulement d'impôt, contre 7 420 F au cadre supérieur.

Pauvres prestations familiales ! Le comble est atteint lorsqu'on sait que, depuis des années, la Caisse nationale d'allocations familiales - bien sûr - s'adresse aux autres caisses de la Sécurité sociale. Au total, 24,7 milliards de francs, prêtés sans espoir de remboursement. — J.-P. D.

Le Monde dossiers et documents

Numéro de décembre

LA MORT

L'ELEVAGE EN FRANCE

Le numéro : 3 F Abonnement un an (dix numéros) : 30 F

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ETES MINCE OU FORT JOHN RAPAL CHAUSSES TAILLÉES PRET-À-PORTER RAYON SPECIAL CADEAUX CHEMISES, CRAVATES, POLIERS, VETEMENTS PEAK ET FOURRURES

ÉDUCATION DE L'ENFANT

STAGE à l'intention des pédiatrices, du personnel médical et toute personne désirant s'initier à la psychologie de l'enfant. du 5 février 1979 au 3 avril 1979 Inscription : Université de Paris VIII, service de la Formation permanente, Route de la Courneuve, 75013 Paris cedex 12. Tél. 374-12-50 (poste 280) et 374-92-28.

LES COMMUNISTES LANCENT UNE CAMPAGNE SUR LA CONDITION DES JEUNES FEMMES

Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) vient de lancer une campagne auprès des jeunes femmes sur le thème : « Criez votre colère. Lutez pour mieux vivre, respectées et libres. » M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du mouvement, a justifié cette campagne mardi 12 décembre, au cours d'une conférence de presse par le fait que les femmes sont plus durement frappées par la crise que les hommes. Il a estimé que le gouvernement n'était pas responsable de cette situation parce qu'il était « masculin » mais parce qu'il représentait « le pouvoir d'une classe ». M. Catala a cependant reconnu que les femmes souffraient aussi des « mentalités retardatrices » enracinées jusque dans la classe ouvrière. Le M.J.C.F. compte environ 45 % de jeunes filles mais celles-ci ne sont représentées, comme le prévoient les statuts, que dans la proportion de 33 % dans les instances dirigeantes (conseil national, bureau, secrétariat). Le numéro du 12 décembre d'« Action-Clergé, l'hebdomadaire du mouvement, est paru avec un questionnaire destiné aux jeunes filles sur le « droit à la parole », les « inégalités », le « bonheur », etc., destiné à alimenter cette campagne qui sera clôturée par un rassemblement, le 4 février à Versailles, de mille cinq cents délégués et déléguées. M. Catala s'est félicité de la réunion à Vitry, les 9 et 10 décembre, de quatre cents intellectuels communistes (le Monde du 12 décembre) qui ont pu émettre des « avis à tonalité critique partiellement justifiés ». Le prochain congrès du M.J.C.F. aura lieu en novembre ou décembre 1979, malgré les statuts qui prévoient qu'il devrait se tenir au cours de l'année scolaire 1978-1979.

ÉDUCATION

Le Conseil économique et social ne rendra son avis sur les rythmes scolaires que le 15 janvier prochain

Les vacances scolaires vont-elles être réduites de quinze jours, comme le souhaite M. Antoine Lagarde, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEEP) ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer puisque le Conseil économique et social, saisi en septembre par le gouvernement pour émettre son avis sur les rythmes scolaires, a reporté la date de remise de ses conclusions du 15 décembre au 15 janvier. La section éducatrice du Conseil, qui étudie la question depuis trois mois, a achevé ses travaux le 13 décembre, mais ses recommandations ne sont pas l'avis du Conseil, et encore moins une décision gouvernementale. Dans une interview, diffusée mercredi par Europe 1, le président Lagarde a rappelé la position de sa fédération sur ce point : « L'étalement de l'année scolaire est mal fait. La FPEEP souhaite que les congés d'été soient réduits de quinze jours, afin que l'acquis de l'année scolaire ne soit pas perdu par de trop longues vacances, qui accentuent les inégalités ».

Mais M. Lagarde a précisé que, contrairement à ce qu'a pu laisser croire la présentation de son interview, il n'a obtenu aucune assurance ni aucune information sur ce point de la part de M. Beullac. Le président de la FPEEP affirme qu'il n'a jamais rencontré le ministre pour aborder cette question. « Je pense que M. Beullac est favorable à notre idée, nous a indiqué M. Lagarde, mais il ne nous en a jamais fait part ». Au ministère de l'éducation, on observe qu'aucune décision ne sera prise avant la remise au gouvernement, le 15 janvier, des conclusions du Conseil économique et social. Il est de toute façon peu probable que le ministre puisse, à quelques mois des vacances, prendre un étatement de l'année scolaire qui doit forcément prendre effet dès la rentrée des classes, puisque tous les horaires peuvent en être modifiés.

RECTIFICATIF. — Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) nous indique qu'une erreur s'est glissée dans son communiqué publié dans le Monde du 9 décembre. Nous n'aurions pas dû imprimer : « Le SNES souligne le caractère scandaleux de ces propositions (du C.N.P.F. sur la formation professionnelle) qui visent à élargir davantage une grande partie de la jeunesse et des travailleurs aux seuls intérêts du patronat, sacrifiant délibérément les besoins des jeunes et de la société à l'avenir économique du pays ». Mais « sacrifiant délibérément les besoins des jeunes et de la société à l'avenir économique du pays ».

DÉMISSION DE M. JEAN IMBERT DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

M. Jean Imbert, directeur des enseignements supérieurs au ministère des universités, vient de démissionner de ses fonctions, pour raisons de « fatigue ». Il prendra, le 1^{er} janvier prochain, la direction du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (C.N.O.U.S.). M. Imbert avait été nommé à ce poste le 21 juillet 1978 en remplacement de M. Jean-Louis Quermone. Pour sa part, M. Imbert a déclaré : « J'ai souvent eu l'honneur dans ma carrière de travailler avec Mme Saunier-Seïté, que je connais de longue date et qui était en 1970 vice-présidente du conseil de l'université Paris-Sud dont j'étais le président. Je dois dire que j'éprouve à son égard des sentiments d'admiration pour sa lucidité et son énergie, renforcés au contact des difficultés rencontrées et surmontées au cours des dernières années. » Le départ de M. Imbert devrait être annoncé officiellement au conseil des ministres du 20 décembre en même temps que le nom de son successeur. Mais celui-ci a déjà été révélé par Mme Saunier-Seïté au cours d'une réunion des recteurs. Il s'agit de M. Jacques Béguin, actuellement recteur de l'accadémie de Strasbourg.

FRANÇOIS PARTANT QUE LA CRISE S'AGGRAVE 1 vol. 184 p. 39 F éditions solim 1, rue des Rosiers, 75005 Paris Catalogue sur demande

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec explications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBCM 8, rue de Berni - 75008 Paris

Passez vos loisirs dans votre terroir. Atlas et géographie de la France moderne. Déjà parus : La Bretagne (120 F), La Normandie (150 F), La région lyonnaise (120 F), Paris et la région d'Ile-de-France (300 F les 2 tomes), L'Alsace et la Lorraine (150 F), Provence, Côte d'Azur et Corse (160 F), Les pays de la Loire (160 F), Le Midi Toulousain (125 F jusqu'à 31.1.79 - prix définitif 150 F). Autres titres à paraître dans la même collection : Champagne, Basse Bourgogne et pays de la Meuse, La région du Nord et la Picardie, Le bas Languedoc et le Roussillon, Les Alpes, Le Midi Atlantique, La Haute Bourgogne et la Franche-Comté, Le Massif Central. FLAMMARION

مكتبة الأصيل

JUSTICE

L'auteur de deux meurtres devant les assises du Nord

« Faut-il avoir peur de Serge Ferraton ? »

Dublin. — Le procès de Serge Ferraton, trente-trois ans, accusé de deux meurtres, celui de sa femme et celui d'un garçon de douze ans, a commencé, mercredi 13 décembre, devant la cour d'assises du Nord de l'Irlande. M. Henri Paul, juge qui préside plus de la moitié de sa vie dans des institutions ou hôpitaux psychiatriques, Serge Ferraton revendique la responsabilité de ses actes. Devant les neuf jurés — six hommes et trois femmes — des assises du Nord, il risque la peine de mort.

« Je suis fini. Le jeu a cessé. Mais qu'on m'écoute. » Etre reconnu, être écouté, c'est tout ce que demande Serge Ferraton, lui qui ne

l'a jamais été. Après dix-sept années passées à l'asile, le « fou » est devenu le « monstre », auteur, en 1974, de deux crimes affreux, le meurtre de sa femme puis, quelques jours plus tard, celui d'un enfant qui venait de violer. Il pourrait « sauver sa tête », comme on a coutume de dire, en se réfugiant derrière la folie. Il ne le veut pas, ne cherche pas d'excuses mais souhaite qu'on le laisse parler. « Ni la prison à vie ni la mort ne peuvent réparer le mal que j'ai fait. Cela, je le sais, je l'admets, dit-il. Que l'on me coupe la tête mais que l'on croit ce que je dis et je serai heureux. »

De notre envoyée spéciale

l'astie que de mes crimes. C'est horrible ce que je dis, mais c'est vrai.

Toute la première journée du procès a été consacrée à essayer de comprendre l'origine de l'attachement : le placement à l'I.M.P. d'Armentières. Le docteur Paul Guilbert, qui, en 1955, a décidé du premier placement de Serge Ferraton, a parlé de « une inadaptation constante à toute société dans laquelle il vit ».

« Après l'I.M.P., il aurait dû être placé dans un hôpital spécial, dit-il. Mais il n'en existe pas en France. Il a donc fini l'internat. »

Toutes les tentatives de révolte de Serge Ferraton étaient considérées comme autant de signes supplémentaires de démençe. « Vous considérez qu'une évasion, c'est des troubles mentaux, dit-il aujourd'hui. Je me suis évadé parce que j'étais ras-le-bol, être drogué, de vivre dans la démençe. Les médicaments faits pour soigner sont utilisés pour punir. »

« J'ai derrière moi dix-sept ans d'asile, dix-sept ans entre quatre murs, rien d'autre. Qui, enfant, n'a pas un four possédé un jouet ? Qui n'a pas tapé dans un ballon ? Qui ne s'est pas levé bien vite le jour de Noël pour voir ses jouets ? Ces souvenirs d'enfance ? Moi, oui, moi, je

ne les ai pas. J'ai plus de trente ans, j'ai mal, j'ai toujours mal, j'ai beau réfléchir ; de tout cela, je n'ai rien. Les souvenirs d'enfance ? Le néant, la merde. De tous côtés où je me tourne, je n'ai rien. »

Chaque fois qu'il a voulu exister, Serge Ferraton a été renvoyé à son inexistence et à son irresponsabilité. En 1963, il a décidé que « ce malade antisocial bénéficierait d'un placement pour assister à l'hôpital psychiatrique de Sarreguemines ». Serge Ferraton y est entré en 1964. C'est seulement lorsqu'il est devenu porteur de mort qu'on a cessé de le dire fou, de le vouloir fou.

Aujourd'hui, la cour d'assises veut savoir qui est Serge Ferraton et pourquoi il est devenu « avoir peur de Ferraton » comme se le demande le président. Alors les experts se succèdent. « Il n'est pas accessible à une sanction pénale », dit le docteur Guilbert. Pour le docteur Yves Roussion, au contraire, « Serge Ferraton est capable d'être accessible à une sanction pénale. »

Certes, Serge Ferraton est inquiétant. Il est devenu, on a fait de lui, dit-il, « un monstre ». Mais il n'est guère moins inquiétant d'entendre tous les médecins, forts de leur savoir, venir, avec la même tranquillité, dire certaines choses totalement contradictoires. Chaque fois que le procès va être un lieu d'affrontement entre diverses conceptions de la psychiatrie et que le contraire du contraire va encore être dit. Dans tout cela, Serge Ferraton semble parfois n'être plus qu'un enjeu. Et pour le public, toujours friand des jeux de cirque, il est le moineau dont on vient tirer le premier et les suivants fois menacé de faire évacuer la salle. Serge Ferraton lui-même « se considère », écrit-il, comme le premier et les suivants fois menacé de faire évacuer la salle. Serge Ferraton lui-même « se considère », écrit-il, comme le premier et les suivants fois menacé de faire évacuer la salle. Serge Ferraton lui-même « se considère », écrit-il, comme le premier et les suivants fois menacé de faire évacuer la salle.

FAITS DIVERS

TEMPÊTE SUR L'OUEST DE LA FRANCE

Cinq personnes au moins ont trouvé la mort au cours de la tempête qui s'est abattue, depuis mardi 12 décembre, sur l'ouest de la France. D'autre part, un cadavre de Lionnet, l'Aléon, est porté disparu avec dix marins à bord.

Échouage sur la côte de Finistère d'un dock flottant de 15 000 tonnes. Le grand dock flottant de 15 000 tonnes qui était dans le golfe de Gascogne depuis le 12 décembre s'est échoué près du port de Sali-Guénolé-Pennmarc'h (Sud-Finistère), mercredi 13 en fin d'après-midi. Le dock, qui avait rompu les amarres de dix remorqueurs qui le tiraient à destination du Pérou, a été évacué peu avant son échouage.

Un vol de voiture sur le point d'être arrêté est mort, mardi 12 décembre, au cours d'un échange de coups de feu avec des policiers de Lionnet, l'Aléon, est porté disparu avec dix marins à bord.

Le tribunal a estimé que : « S'il ne peut être reproché à Jean Cau d'avoir, avec vigueur et dans la forme par lui délibérément voulu exprimé son opinion sur un problème qui a été fait l'objet de controverses dans un passé récent, il reste que la liberté à lui reconnue aurait dû en la circonstance s'accompagner d'une claire et exacte perception du sens de sa responsabilité d'auteur. »

Le jugement ajoute que : « Faire entendre (...) que leur concours à l'œuvre de justice est mérité, était de nature, par l'autorité qu'il rattache à la chose imprimée, et dans la mesure où cette opinion polémique était exprimée et énoncée, à constituer et à constituer sur-le-champ une injure ou justification moyen à se dispenser de la défense de ses intérêts du concours d'entraide de justice aussi pour être. Cette injure, assimilable à beaucoup d'égards à un conseil de boycott, a constitué une agression injuste et sans nuance. »

La cour d'assises du Morbihan a condamné respectivement, mercredi 13 décembre, Ahmed Adda Belkour, trente ans, Farid Mary, vingt-sept ans, et Samir Larboune, trente ans, à la réclusion criminelle à perpétuité pour les deux premiers et à vingt ans de réclusion criminelle pour le troisième. Les trois condamnés étaient accusés d'homicide volontaire avec emploi de tartares et actes de barbarie sur la personne d'une jeune Noire, Wilson Josselin, dix-sept ans. L'accusé général avait requis la peine de mort contre Belkour, « dangereux et non réadaptable », déclarant : « La peine de mort, on peut en dire ce qu'on veut, c'est sa valeur éliminatoire certaine qui compte. »

Une toile de Jérôme Bosch n° 10 au musée de Saint-Germain-en-Laye. — L'Escaumoteur, centre célèbre du peintre hollandais Jérôme Bosch (1450-1516), a été dérobé, mercredi 13 décembre, au musée municipal de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), par deux hommes armés d'un pistolet à gaz lacrymogène.

Le docteur Carpentier condamné pour avoir délivré une attestation inexacte.

Pennmarc'h pour avoir, en juillet 1977, délivré une attestation médicale inexacte à un détenu en semi-liberté (le Monde du 23 novembre) le docteur Jean Carpentier a été condamné, par défaut, mardi 12 décembre, à la huitième chambre de la cour d'appel de Paris, à 3 000 F d'amende. Le 9 mai dernier, le docteur Carpentier avait été déclaré coupable de délivrance de faux certificats par le tribunal correctionnel d'Evry, mais il avait été dispensé de toute peine, jugement dont le procureur de la République avait fait appel à minima.

Pour justifier la condamnation du docteur Carpentier la cour déclare : « La gravité de son acte tient notamment à la foi que toute autorité judiciaire ou administrative prête aux attestations médicales. Ainsi le trouble causé à l'ordre public ne peut permettre une condamnation à perpétuité et il convient d'amender sur ces points le jugement entrepris. »

La condamnation du docteur Carpentier s'ajoute à celle de deux autres membres de professions. Des voix autorisées — dont celle du docteur Jacques Mouton, président de la Confédération des syndicats médicaux français, s'élevaient en effet étonnés pour prendre sa défense, arguant qu'un médecin n'agit pas toujours, il s'en faut, en tenant compte du droit strict, mais aussi de ce que lui dicte sa conscience et son jugement personnel. Bon nombre de médecins avaient ainsi pris des arrêtés, par exemple, avant que le texte du 11 janvier 1975 vienne imposer une pratique qui n'était pas toujours imposée par l'appât du gain, mais aussi par des considérations d'ordre purement humanitaire (le Monde du 11 novembre).

Cette fois, la cour mentionne « le trouble causé à l'ordre public ». Peut-être faut-il également évoquer le trouble que provoque dans l'esprit des magistrats, une pratique qui n'est jamais, par nécessité, d'essence purement formelle, à savoir la pratique médicale. — C. B.]

SCIENCES

POUR 1979

Le budget de l'Agence spatiale européenne sera d'environ 3 milliards de francs

Réuni à Paris les 12 et 13 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) était appelé à approuver les budgets de l'organisme pour 1978 et 1979. L'unanimité n'ayant pu être obtenue, le conseil a adopté des résolutions qui permettent en fait à l'Agence de poursuivre normalement ses programmes, qui devraient représenter en 1979 des dépenses de l'ordre de 3 milliards de francs.

Il y a un an, déjà, l'unanimité n'avait pu être obtenue sur le budget scientifique de l'Agence et son budget général (salaires, administration, etc.) (1). On voit donc des « douzièmes provisoires », pour que l'Agence continue à fonctionner. D'autres résolutions du conseil n'auraient pas plus de succès, et il fallut prolonger le système. Le blocage est le fait de l'Italie, qui voudrait une modification du mode de calcul des taxes de change entre les monnaies nationales et l'unité de compte dans laquelle sont exprimés les budgets. La technique utilisée par l'ESA pénaliserait les monnaies à inflation forte : l'Italie demande un réaménagement de ce système et, en attendant, refuse

toute décision de financement. Le conseil devait donc, une nouvelle fois, tenter d'obtenir un accord sur les budgets de 1978, avant de se prononcer sur les budgets scientifiques et généraux pour 1979 ainsi que sur certains budgets de programme pour 1979 non approuvés par leur conseil directeur. Les budgets de 1978 n'ont toujours pas été formellement approuvés mais une solution temporaire a été dégagée qui revient, en principe, à une approbation et va en tout cas permettre à l'exécutif de l'ESA d'apurer l'exercice 1978. Il reçoit une autorisation de crédits qui est pour le budget général de 1 207 MUC et en crédits d'engagement (l'équivalent des autorisations de programme) et de 70,3 MUC en crédits de paiement. Pour le budget scientifique, les chiffres correspondants sont de 114,6 MUC et 75 MUC. Tous budgets compris, les dépenses de l'ESA en 1978 auront atteint 877 MUC soit 3 219 millions de francs.

Pour 1979, les budgets scientifiques et généraux n'ont pas non plus été votés. Le conseil a adopté de nouveaux « douzièmes provisoires », respectivement de 14,1 MUC et de 36,8 MUC en crédits de paiement (représentant approximativement trois mois de budget).

La majorité des budgets de programme a été approuvée. C'est le cas de fusée Ariane (phase de développement) avec des crédits de développement de 142,7 MUC ; du développement du laboratoire spatial Spacelab avec 117,1 MUC ; des deux satellites météorologiques Meteosat avec 29,9 MUC. Pour les programmes de télécommunication, 34,8 MUC sont définitivement approuvés et 31,8 MUC, correspondant aux projets E.C.S. et Marots B, le sont sous réserve. Globalement, les crédits de paiement des divers budgets de l'ESA devraient totaliser 540,3 MUC en 1978 (3 055 millions de francs). Il y a, au total, stabilité d'une année sur l'autre.

Le conseil a aussi approuvé un nouveau programme, Sirio II, qui est une « européanisation » du programme italien Sirio (voir encadré) : la décision de principe avait été prise au dernier conseil, mais il restait à établir la clé de financement (la répartition des charges entre les différents pays).

MAURICE ARVONNY.

(1) Les budgets des programmes d'application sont approuvés par les conseils directeurs de chacun d'eux. (2) MUC : million d'unités de compte. Une unité de compte vaut 14,1 MUC et de 36,8 MUC en crédits de paiement (représentant approximativement trois mois de budget).

FAITS ET JUGEMENTS

M. Olivier Dassault inculpé d'usure et complicité de banqueroute.

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, a inculpé d'usure et de complicité de banqueroute, mercredi 13 décembre, M. Olivier Dassault, vingt-sept ans, ingénieur en aéronautique et petit-fils de M. Marcel Dassault.

Une expertise comptable prescrite après la mise en liquidation de biens, en décembre 1976, de la société Art International Investors, aurait démontré que M. Olivier Dassault avait prêté à celle-ci des capitaux en leur usant et participé à un trafic de « cavalerie » de plus de 1 million de francs.

Créée en 1971, l'A.I.I. avait pour objet d'assurer à ses clients des placements consistant en des œuvres de peintres modernes. M. Michau avait déjà inculpé de banqueroute et d'infraction à la loi sur les sociétés M. Joël Lechaux, trente-cinq ans, P.-D. G. de l'A.I.I. et M. Jean-Pierre Agnellet, trente-cinq ans, directeur général. Il a aussi inculpé récemment d'usure M. Georges Leveau, industriel, qui avait avancé des fonds à la société à des taux exagérés.

Le docteur Carpentier condamné pour avoir délivré une attestation inexacte.

Pennmarc'h pour avoir, en juillet 1977, délivré une attestation médicale inexacte à un détenu en semi-liberté (le Monde du 23 novembre) le docteur Jean Carpentier a été condamné, par défaut, mardi 12 décembre, à la huitième chambre de la cour d'appel de Paris, à 3 000 F d'amende. Le 9 mai dernier, le docteur Carpentier avait été déclaré coupable de délivrance de faux certificats par le tribunal correctionnel d'Evry, mais il avait été dispensé de toute peine, jugement dont le procureur de la République avait fait appel à minima.

Pour justifier la condamnation du docteur Carpentier la cour déclare : « La gravité de son acte tient notamment à la foi que toute autorité judiciaire ou administrative prête aux attestations médicales. Ainsi le trouble causé à l'ordre public ne peut permettre une condamnation à perpétuité et il convient d'amender sur ces points le jugement entrepris. »

La condamnation du docteur Carpentier s'ajoute à celle de deux autres membres de professions. Des voix autorisées — dont celle du docteur Jacques Mouton, président de la Confédération des syndicats médicaux français, s'élevaient en effet étonnés pour prendre sa défense, arguant qu'un médecin n'agit pas toujours, il s'en faut, en tenant compte du droit strict, mais aussi de ce que lui dicte sa conscience et son jugement personnel. Bon nombre de médecins avaient ainsi pris des arrêtés, par exemple, avant que le texte du 11 janvier 1975 vienne imposer une pratique qui n'était pas toujours imposée par l'appât du gain, mais aussi par des considérations d'ordre purement humanitaire (le Monde du 11 novembre).

Cette fois, la cour mentionne « le trouble causé à l'ordre public ». Peut-être faut-il également évoquer le trouble que provoque dans l'esprit des magistrats, une pratique qui n'est jamais, par nécessité, d'essence purement formelle, à savoir la pratique médicale. — C. B.]

Affaire Levasseur (Suite).

Un expert judiciaire près la cour d'appel de Dijon, M. Jean-Marie Javelle, émettait comme il est dit dans l'article paru dans le Monde du 13 décembre, sur les sociétés M. Joël Lechaux, trente-cinq ans, P.-D. G. de l'A.I.I. et M. Jean-Pierre Agnellet, trente-cinq ans, directeur général. Il a aussi inculpé récemment d'usure M. Georges Leveau, industriel, qui avait avancé des fonds à la société à des taux exagérés.

Le docteur Carpentier condamné pour avoir délivré une attestation inexacte.

Une toile de Jérôme Bosch n° 10 au musée de Saint-Germain-en-Laye. — L'Escaumoteur, centre célèbre du peintre hollandais Jérôme Bosch (1450-1516), a été dérobé, mercredi 13 décembre, au musée municipal de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), par deux hommes armés d'un pistolet à gaz lacrymogène.

MÉDECINE

RECTIFICATIF. — Le prix Santé n'a pas été attribué à M. Philippe Boegner pour son ouvrage Les Furies.

FAITS DIVERS

TEMPÊTE SUR L'OUEST DE LA FRANCE

Cinq personnes au moins ont trouvé la mort au cours de la tempête qui s'est abattue, depuis mardi 12 décembre, sur l'ouest de la France. D'autre part, un cadavre de Lionnet, l'Aléon, est porté disparu avec dix marins à bord.

Échouage sur la côte de Finistère d'un dock flottant de 15 000 tonnes. Le grand dock flottant de 15 000 tonnes qui était dans le golfe de Gascogne depuis le 12 décembre s'est échoué près du port de Sali-Guénolé-Pennmarc'h (Sud-Finistère), mercredi 13 en fin d'après-midi. Le dock, qui avait rompu les amarres de dix remorqueurs qui le tiraient à destination du Pérou, a été évacué peu avant son échouage.

Un vol de voiture sur le point d'être arrêté est mort, mardi 12 décembre, au cours d'un échange de coups de feu avec des policiers de Lionnet, l'Aléon, est porté disparu avec dix marins à bord.

Le tribunal a estimé que : « S'il ne peut être reproché à Jean Cau d'avoir, avec vigueur et dans la forme par lui délibérément voulu exprimé son opinion sur un problème qui a été fait l'objet de controverses dans un passé récent, il reste que la liberté à lui reconnue aurait dû en la circonstance s'accompagner d'une claire et exacte perception du sens de sa responsabilité d'auteur. »

Le jugement ajoute que : « Faire entendre (...) que leur concours à l'œuvre de justice est mérité, était de nature, par l'autorité qu'il rattache à la chose imprimée, et dans la mesure où cette opinion polémique était exprimée et énoncée, à constituer et à constituer sur-le-champ une injure ou justification moyen à se dispenser de la défense de ses intérêts du concours d'entraide de justice aussi pour être. Cette injure, assimilable à beaucoup d'égards à un conseil de boycott, a constitué une agression injuste et sans nuance. »

Le Monde

Service des Abonnements
75207 PARIS — CEDEX 09
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS
6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
125 F 235 F 345 F 450 F

POUR PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE AÉRIÉE
225 F 435 F 645 F 850 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
145 F 255 F 425 F 550 F

II. — SUISSE-TURQUIE
215 F 385 F 565 F 750 F

Par voie aérienne
- Tarif sur demande

Les abonnements qui paient par chèque postal (chèque suisse) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'impression.

Des données météorologiques africaines

La décision « européenne » de l'Agence spatiale européenne (ESA) de lancer un satellite météorologique africain, Sirio-II, est évaluée à 24 MUC. Le lancement lui-même sera gratuit. Sirio-II sera un satellite météorologique africain, équipé de collecteurs de données radio de haute fréquence à travers les perturbations atmosphériques. Après le lancement, il restait un « corps » de satellite qui servait aux essais et divers équipements ; l'Italie a proposé de le céder à l'ESA à charge, pour cette dernière, de fabriquer une charge utile et de lancer le satellite.

La décision « européenne » de l'Agence spatiale européenne (ESA) de lancer un satellite météorologique africain, Sirio-II, est évaluée à 24 MUC. Le lancement lui-même sera gratuit. Sirio-II sera un satellite météorologique africain, équipé de collecteurs de données radio de haute fréquence à travers les perturbations atmosphériques. Après le lancement, il restait un « corps » de satellite qui servait aux essais et divers équipements ; l'Italie a proposé de le céder à l'ESA à charge, pour cette dernière, de fabriquer une charge utile et de lancer le satellite.

Les premiers résultats de la mission américaine sur Vénus semblent bouleverser des idées admises

Il se confirme que, en une heure de temps, celle qu'il a fallu aux quatre capsules larguées par la sonde américaine Vénus-1975, pour pénétrer l'atmosphère vénusienne, nos connaissances de la planète ont été complètement renouvelées. Mais, à côté des confirmations, les résultats obtenus sur Vénus ont surpris pas. La surprise majeure est l'abondance d'un isotope de l'argon : l'argon-36 est cent fois plus abondant sur Vénus que sur Terre, dix mille fois plus abondant sur Mars. Or, contrairement à un autre isotope, l'argon-40, qui est constamment créé par la désintégration du potassium contenu dans les roches, l'argon-36 est un gaz original qui est présent depuis la formation de l'atmosphère. Gaz inerte, il ne peut se lier aux autres éléments chimiques et disparaître ainsi de l'atmosphère — comme l'a fait le gaz carbonique de l'atmosphère terrestre, qui a peu à peu disparu dans le sol en formant des carbonates. Il peut s'évaporer dans l'espace, mais cet effet est faible pour un gaz lourd comme l'argon-36, et dépend surtout de la masse de la planète : or Vénus

et la Terre ont pratiquement la même masse ; la perte d'argon-36 aurait donc dû être la même. Une hypothèse généralement retenue est que les planètes se sont formées par accretion de milliards d'années par accretion de gaz et poussières qui entouraient le Soleil. Les planètes primitives et leurs atmosphères devaient avoir une composition chimique semblable à celle de la nébuleuse primitive. Dans ces conditions, l'argon-36 témoin de cette atmosphère primitive, à peu près la même abondance sur Terre et sur Vénus. En trouvant cent fois plus sur Vénus est donc une surprise de taille.

Une autre mesure inattendue est celle de la température à haute altitude, vers 50 kilomètres. Les régions polaires sont plus chaudes que les régions équatoriales. Les capsules américaines ont d'ailleurs montré que l'atmosphère est moins épaisse d'environ 2 kilomètres dans les régions polaires. Il semblerait que, à la rotation d'ensemble de l'atmosphère, se superposent des vents reliant les régions équatoriales et polaires, ce qui a une certaine importance pour le devenir du ballon que les Français et les Soviétiques envoient dans quelques années voguer dans l'atmosphère de Vénus.

Deux des scientifiques responsables des expériences ont estimé que Vénus ressemble plus aux comètes qu'à la Terre et qu'à Mars. Portée sur ce qu'on croyait être la « jumelle » de la Terre, cette opinion montre bien que la mission Pioneer-Venus a bouleversé les idées admises et va initier un grand travail d'analyse d'où émergera peut-être une nouvelle image de l'étude du Berger. — M. A.

Baccalauréats B. C. D.
21/28 heures du 22.12
au 03/01/79. Effectif limité

E/RE
Institution d'Enseignement Privé
80 rue de Valenciennes, 75014 Paris
tél : 01 47 36 / 255 44 88

MAINTENANT AU BAC



CARNET

Bienfaisance

— Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing inaugure la quatorzième vente nationale de charité organisée par l'Association de l'orphelinat et des œuvres des médaillés militaires, le vendredi 15 décembre, à la salle des fêtes de la 11^e avenue du 20^e arrondissement de Paris. Cette vente de charité sera ouverte au public les 15, 16 et 17 décembre toute la journée.

— A l'approche de Noël, plusieurs associations ont fait à La Sallanette missionnaires de Tranquebar (Inde) rappeler qu'elles ont de grandes difficultés pour assurer le riz quotidien à tous les enfants de leur établissement; 70 francs seraient une aide efficace pour nourrir un enfant pendant un mois. Le montant sera reçu avec reconnaissance. Les amis de Tranquebar ont formé une association, FREEMAN, 87, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris; C.C.P. Paris 22 75 81 A.

Visites et conférences

VENDREDI 15 DECEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Guiller : « Manufacture des Gobelins ».

15 h., 2, rue de Sévigné : « Buelles, caves inconnues du Marais, abbaye de Saint-Martin » (A. Travers Paris).

15 h., musée du Louvre, Victoire de Samothrace : « Œuvres des peintres français » (Mme Barbier).

15 h., 12, rue Daru : « La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie » (Communication d'art et d'histoire).

15 h., place Saint-Germain, Mme Just : « Qu'est-ce que la compagnie ? » (Mme Barbier).

15 h., 24, rue Parvay : « Le Marais » (M. de La Roche).

17 h., entrée de l'exposition, Grand Palais : « Exposition Le Nain » (Visages de Paris).

CONFÉRENCES — 17 h. 45, mairie annexe, 71, avenue Henri-Martin, M. Claude Dufrenoy : « La Belle Époque ».

18 h., salle Pleyel, 252, faubourg Saint-Honoré : « Toulous d'acier et d'aujourd'hui » (Communication du 20^e).

20 h., 11 bis, rue Képler : « Librairie ou fatalité ? » (un des théologues). (Entrée libre).

Messes anniversaires

— A l'intention de Michel BOURRE, décédé le 19 décembre 1977, une messe sera célébrée le samedi 16 décembre 1978, à 18 heures, en l'église Sainte-Marie-Magdeleine, au Flies-Robinson (92).

— Pour le premier anniversaire de la mort de M. Jean PROUVOST, une messe sera célébrée à son intention, le mercredi 20 décembre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

Communications diverses

— M. D. Jacoby parlera de « La lutte pour les Droits de l'homme » le jeudi 14 décembre, au cercle Berthel-Lassare, 17, rue de la Victoire, Paris-9, à 20 h. 30.

Le bureau des élèves de Sciences Po organise samedi 16 décembre de 14 h à 20 h une grande journée de dédicaces de livres, avec de nombreuses personnalités du monde politique, économique et social. 27, rue Saint-Guilhem, Paris-7. M^o Rue du Bac et Sévres-Babyl. Entrée libre.

ISAAC SINGER PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE A LA SORBONNE

A l'occasion de la venue à Paris du prix Nobel de littérature 1978, Isaac Bashevis Singer, l'université de la Sorbonne nouvelle Paris-III, l'Institut national des langues et civilisations orientales, le Centre inter-universitaire des hautes études du judaïsme contemporain, le Conseil représentatif des institutions juives de France, le Comité pour la langue et la culture yiddish en France, l'Association des écrivains et journalistes juifs de France, organisent, sous le haut patronage de M. Robert Mallet, recteur de l'Académie et chancelier des universités, un hommage à Hébréin. Cette cérémonie se déroulera le 17 décembre à l'Amphithéâtre Richelieu, en Sorbonne, sous la présidence de M. Jean d'Ormesson.

Pour les fêtes des cadeaux au masculin

Redécouvrez MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir

SCIENCES

La mort du géographe français Pierre Deffontaines

ancien directeur de l'Institut français de Barcelone

Le géographe français Pierre Deffontaines est mort le 25 novembre dernier à Paris à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. M. Pierre MartheLOT, directeur de l'Institut français de Barcelone, nous apporte son témoignage.

Né le 21 février 1894, à Limoges, d'un père officier (et qui devait être le premier général français tué en août 1914), Pierre Deffontaines, après des études de droit à Poitiers, agrégé d'histoire et de géographie en 1922, pensionnaire de la Fondation Thiers, est devenu docteur en 1922 avec une thèse portant sur « Les hommes et leurs travaux dans les pays de la moyenne Garonne ». Très lié, comme disciple et ami, à Jean Brunhes, titulaire de la chaire de géographie humaine au Collège de France, il se trouva de ce fait durablement marginalisé, par rapport à un enseignement universitaire de la géographie, alors dominé par E. de Martonne, lui-même fortement prévenu contre toute « dissidence ».

C'est donc à l'étranger que se développe pour l'essentiel la carrière de Pierre Deffontaines, au Brésil d'abord, où l'appelle Georges Dumas, et où il fonde successivement les Instituts de géographie de Sao Paulo (1934) et de Rio-de-Janeiro. Son influence sera profonde sur la jeune école des géographes brésiliens. L'Amérique latine sera la terre d'élection de ce géographe fondateur et pionnier. Il y reviendra à plusieurs reprises après la seconde guerre mondiale, parcourant le continent en « découvreur » autant qu'en animateur d'une toute jeune école géographique. Mais c'est en Espagne, plus exactement en Catalogne, qu'il passe la plus grande partie de sa carrière universitaire.

Directeur de l'Institut français de Barcelone en 1959, il en est chassé en 1962 par le gouvernement de Vichy, qui prononce sa déchéance de la nationalité française. Rétabli dans ses fonctions après la guerre,

c'est au total vingt-cinq ans de sa vie qui sont consacrés à la direction de cet établissement et au rayonnement de la culture française en Espagne. Chargé de cours à l'université de Barcelone, il le sera aussi, pour finir, à l'université de Montpellier : toute petite répartition de l'université française, après l'oubli d'un demi-siècle !

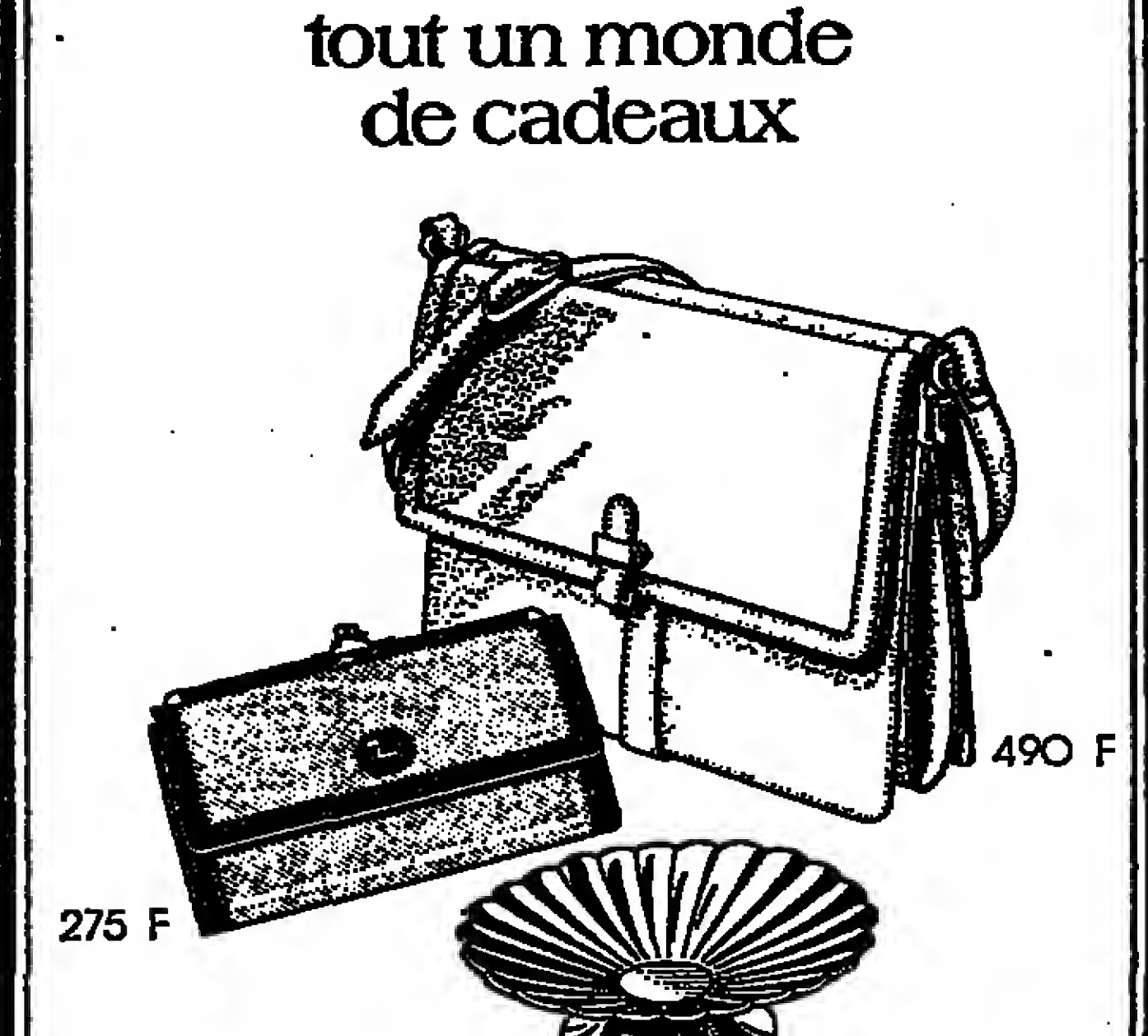
L'œuvre est considérable : outre de très nombreux articles et la rédaction, remise à jour et abrégée, en collaboration avec Mariel-Jean Brunhes-Delamaré, du *Traité de géographie humaine* de Jean Brunhes, il publie successivement quatre volumes essentiels dans la collection de *Géographie humaine* qu'il a lui-même fondée chez Gallimard : *L'Homme et la Forêt* (1933), *Géographie des religions* (1948), *L'Homme et l'Hiver au Canada français* (1957), et, plus récemment, *L'Homme et la Maison* (1972). De 1955 à 1964, paraissent les cinq volumes de *l'Atlas sériel de France*, chez Gallimard, et l'illustration, encore peu pratiquée à ce moment de la photographie aérienne, intervient comme un instrument merveilleux d'interprétation du paysage.

En même temps, maître d'œuvre et auteur infatigable, il dirige, chez Larousse, en collaboration avec Mariel-Jean Brunhes-Delamaré, la *Géographie universelle* en trois volumes (1962-1962) et chez Gallimard, avec Mariel-Jean Brunhes-Delamaré et André Jouhaux, la *Géographie générale de l'Encyclopédie de la Pléiade* et la *Géographie régionale du monde*, en deux volumes, dans la même collection (1975). Un petit volume, paru en 1975, dans la collection *Océano*, *La Méditerranée catalane* était venu rappeler que Pierre Deffontaines n'avait rien perdu de l'acuité et de l'enthousiasme qu'il mettait dans l'interprétation géographique.

L'homme était étonnant, parfois déviant dans sa spontanéité et son non-conformisme, parfois explosif. Par tempérament, mais aussi par fidélité à une vocation sociale, affaiblie par sa participation au cours de sa jeunesse aux équipes sociales, il était un passionné de l'homme, créateur de paysages. Il représentait ces paysages dans d'admirables dessins, que la Société de géographie s'honorait d'exposer, comme l'a fait à Barcelone, en 1977, la Société de géographie catalane ; il n'est pas difficile d'y retrouver à la fois l'intelligence de l'observation, la spontanéité, et finalement la faculté d'émerveillement qu'il devait garder jusqu'à la fin de sa vie.

PIERRE MARTHELOT,
directeur d'études
à l'École des hautes études
en sciences sociales.

tout un monde de cadeaux



LANCEL

Magasins Lancel : Paris • Opéra • Rond-Point Champs-Élysées
• 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot • Parly 2
• Vélizy 2 • Créteil-Soteil • Lyon • Nice • Toulouse • Ajaccio.

Décès

— Le docteur et Mme Pierre Cuche, le pasteur et Mme Eugénie Waeber, M. et Mme Jacques Fouille, Mlle Thérèse Cuche, et leurs enfants, Mlle Marguerite Becker, Les familles Cuche, Fouille, Lapp, Morch et Odier, ont la douleur de faire part du décès de **M. le pasteur Robert CUCHE**, dans sa soixante-dix-neuvième année, et de sa femme, Mme Jeanne Becker, dans sa quatre-vingt-troisième année. Les services funéraires ont eu lieu les 8 et 11 décembre à Bocher (Ardèche). « Je sais que mon Rédempteur Quand je n'aurai plus de chair, [Je verrai Dieu.] » (Job 19/23.) Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Dupasquier a la douleur de faire part du décès accidentel de son époux **André DUPASQUIER**, l'inhumation a eu lieu auprès de son père, à Arrières-sur-Oise, 88 ter, avenue Verlinguet, 95090 Arnières-sur-Oise.

— M. et Mme François Girard et leurs enfants, M. et Mme Michel Girard et leurs enfants, M. Antoine Girard, Mlle Marie-Madeleine Girard, M. et Mme Eliane Girard et leurs enfants, Mlle Marie-Cécile Girard, M. Jean-Louis Girard, ont la douleur de faire part du décès de **M. François GIRARD**, notaire honoraire, survenu le 12 décembre 1978, en son domicile, à Juvisy-sous-Andaine, à l'âge de soixante-trois ans.

— Mme Alain Laine, René Laine, son père, Michel et Marie-Louise Laine, son frère et sa belle-sœur, Les familles Laine, Hastingual, Serrel, Noël, Jabanne, Foyer, Dos, font part du décès de **M. Alain LASNE**, survenu le 10 décembre 1978. Ses proches lui ont été adieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Alain Laine, Et toute l'équipe de la S.A. Algeprint, ont fait du décès de leur président-directeur général **M. Alain LASNE**, survenu le 10 décembre 1978. Ils informent tous leurs amis, clients et fournisseurs, que Algeprint poursuit son activité dans l'esprit de son fondateur et animateur.

— M. et Mme Roger Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Roger BUREAU**, née Madeleine Pellet, rappelée à Dieu le 12 décembre 1978, dans sa soixante-troisième année. Ses obsèques religieuses ont lieu ce jeudi 14 décembre, à Toulon. L'inhumation se fera à Rives, dans le caveau familial.

— M. et Mme Michel Wierwille, Les familles Borrel-Cattesson, Wierwille, ont fait du décès de **Vincent**, inhumé au cimetière du Montparnasse, à Paris, dans l'intimité, le 14 décembre 1978. Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Le président du conseil d'administration **LOUATTE**, ont le regret de faire part du décès de leur administrateur **M. Edouard MEILLAN**, ancien élève de Polytechnique, croix de guerre 1939-1945. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le mardi 12 décembre 1978. (Le Monde du 13 décembre.)

— Le docteur et Mme N.T. Ky et leurs enfants ont la profonde douleur de faire part du décès de leur père et grand-père **docteur NGUYEN MANH DON**, comte de De Lam, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 12 décembre, dans sa soixante-huitième année. Les obsèques auront lieu le samedi 16 décembre. Réunion à 9 h. 45, à la porte principale du cimetière du Montparnasse.

— A la demande de Mme Ky, père de l'envoyé de fleurs et couronnes, mais des dons au Comité national d'entraide franco-vietnamite, franco-cambodgien, franco-laotien, 42, rue de Cambromont, 75015 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. André Durand, Mme Elisabeth Durand, regrettent vivement de ne pouvoir répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été adressées à la suite du décès, par accident en date du 24 novembre 1978, de **Mme André DUBRAND**, née Vera Knowles, et prient tous ceux et celles qui ont connu et aimé leur chère disparue de croire à leur reconnaissance émue.

— M. Pierre ROUX, professeur de mathématiques. Les obsèques ont eu lieu lundi 11 décembre 1978, à Ailly.

— M. Roger Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, Mlle Marie-Pierre Bureau, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Roger BUREAU**, née Madeleine Pellet, rappelée à Dieu le 12 décembre 1978, dans sa soixante-troisième année. Ses obsèques religieuses ont lieu ce jeudi 14 décembre, à Toulon. L'inhumation se fera à Rives, dans le caveau familial.

— M. et Mme Michel Wierwille, Les familles Borrel-Cattesson, Wierwille, ont fait du décès de **Vincent**, inhumé au cimetière du Montparnasse, à Paris, dans l'intimité, le 14 décembre 1978. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel Wierwille, Les familles Borrel-Cattesson, Wierwille, ont fait du décès de **Vincent**, inhumé au cimetière du Montparnasse, à Paris, dans l'intimité, le 14 décembre 1978. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Michel Wierwille, Les familles Borrel-Cattesson, Wierwille, ont fait du décès de **Vincent**, inhumé au cimetière du Montparnasse, à Paris, dans l'intimité, le 14 décembre 1978. Cet avis tient lieu de faire-part.

OPÉRATION SPÉCIALE

3 costumes 1000^F
(2 pièces)

3 pantalons 300^F
3 chemises 120^F

CLUB DX 131
TOUT LE PRÊT A PORTER MASCULIN

ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30

CLUB DX 131
131, rue du Fg S' Honoré 75008
M^o S' Philippe du Roule

LA BAGAGERIE®

Attaché-case en peau de porc **350 F** avec serrure à secret **450 F**

Le vide-poches en veau **139 F**

Paris : 13, rue Tronchet, 75008
41, rue du Fouc 75006
71, rue du Passy, 75016
Tour Massé-Montparnasse, 75015
Lyon : La Part-Dieu, magasin 107, niveau 1

ne vous laissez pas grossir..

Ce n'est pas si facile de maigrir. Alors, ne vous laissez pas grossir. Prenez de l'exercice, ne serai-ce qu'en marchant. A table, refusez le deuxième passage des plats et buvez Contrex. Boire Contrexéville, c'est boire utile, utile pour stimuler l'élimination. Pour éviter d'avoir un jour à mener un combat plus difficile, faites confiance à Contrex.

confiance à CONTREX

...avec un régime raisonnable

سكربت الأصيل

صكزامن الأصل

Danse

De Nancy à Angers, deux expériences

Créés sur le papier l'été dernier, le Ballet-Théâtre français de Nancy et le Centre chorégraphique de danse contemporaine d'Angers sont en activité depuis le mois de novembre.

Il s'agit là de deux opérations de décentralisation importantes subventionnées, à part égale, par les municipalités et par l'Etat. Deux autres sont en cours : l'installation d'un groupe animé par Gigi Coclicou à Rennes et celle de la compagnie de Dominique Bagouet à Montpellier.

A Nancy, le Ballet-Théâtre français (d'ailleurs transfuge d'Angers) est une troupe axée sur la représentation théâtrale, tandis que le centre d'Angers, dirigé par le chorégraphe américain Alvin Nikolais, est avant tout un lieu de formation technique et d'expérimentation de la « modern dance ».

prêté avec fougue et cranerie par Patrick Dupont et Jennifer Goubé. La danse contemporaine n'est pas délaissée par la compagnie, qui a apporté avec elle plusieurs ballets montés à Angers. Pourtant, « Autumn Fields », de Viola Farber, musique de Phil Glass, programmé le même soir, avait perdu tout son « feeling », et jamais « Cooking French », qui n'est pas un des meilleurs ballets de Louis Falco, n'avait paru aussi lourd et racoleur.

L'école américaine
A Angers, Nikolais n'a pas eu la même chance pour installer son centre de danse. Il dispose pour l'instant d'un étage au Théâtre municipal pour les locaux administratifs et le « foyer » des danseurs et d'un studio au sous-sol, assez vaste, équipé avec la vidéo et les instruments d'orchestre.

Le centre accueille pour une première session de huit mois, vingt-deux danseurs. Ils bénéficient d'un statut de stagiaires (s'tout qu'ils contestent dans la mesure où il ne leur permet pas par la suite de s'inscrire au chômage) et d'un salaire d'environ 2 400 F. L'enseignement a été minutieusement défini par Nikolais lui-même. Il est assuré soit par le maître, soit par un professeur de son école new-yorkaise, et comporte des exercices techniques, des improvisations des cours de composition et des ateliers réservés à la création collective ou individuelle.

Le Ballet-Théâtre de Nancy n'a pas de chorégraphe attitré. Jean-Albert Cartier préfère mettre sa troupe à la disposition de plusieurs créateurs et associer étroitement le chorégraphe, le compositeur et le scénariste. Il semble pour l'instant que, sans abandonner complètement la créativité, il s'oriente plutôt vers la rétrospective. Tenant compte des vœux de la municipalité, il a axé son programme sur la reconstitution d'un répertoire allié de Diaghilev aux années 50. Et comme le B.T.N. n'a pas eu le temps, en quelques mois, de former des solistes capables d'affronter ces grands rôles, il a invité des « vedettes ».

Works et le Théâtre du silence. Ils donnent, jusqu'au 23 décembre, au Théâtre municipal, des répétitions ouvertes des cours publics et des animations scolaires. Enfin, Roger Landy a pris un pari en donnant carte blanche à Dominique Boivin pour monter un spectacle.

Son « Vol d'oiseau », créé vendredi 8 décembre, ne ressemble à rien de déjà vu ; il est à l'image de Dominique Boivin, découvert à Bagnol, où il a obtenu le prix de l'humour. C'est un jeu de l'humour, un jeu de l'humour, un jeu de l'humour... Son « Vol d'oiseau », créé vendredi 8 décembre, ne ressemble à rien de déjà vu ; il est à l'image de Dominique Boivin, découvert à Bagnol, où il a obtenu le prix de l'humour.

MARCELLE MICHEL
Le Ballet-Théâtre français sera le 15 décembre à Longjumeau (centre Elsa-Triole) ; le 16 à Sérémange-Erzange ; le 20 et le 21 à Etival (partie des expositions). Il donnera trois spectacles à Nancy les 4, 5 et 6 janvier.

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS OLYMPIC ENTRE-PORT

Les rendez-vous d'ANNA
Un film de Chantal Akerman

RCA DÉCOUVRIR.
Le directeur de l'Opéra de New-York, Julius Rudel, a annoncé mercredi 13 décembre sa décision de quitter un jour prochain les fonctions qu'il exerce depuis vingt et un ans. Il sera remplacé par la soprano Beverly Sills.

Musique

Les débuts étincelants de Krystian Zimerman

C'est le phénomène pianistique de l'heure : Krystian Zimerman, après avoir enflammé la Pologne en remportant le premier prix Chopin de Varsovie en 1975 (il n'avait pas dix-neuf ans), a conquis, mercredi 13 décembre, pour le public parisien, un public qui avait déjà fait faux bond par deux fois. Les fanatiques du piano attendaient, les yeux brillants, une révélation : ils l'ont eue. On ne peut jouer techniquement mieux Chopin que cet élégant jeune homme aux yeux bleus, doux et profonds, sous une frêle apparence de jeune homme. Cette maîtrise du clavier, cette maîtrise de la polyphonie par toute une gamme de nuances délicates, et une révélation : ils l'ont eue. On ne peut jouer techniquement mieux Chopin que cet élégant jeune homme aux yeux bleus, doux et profonds, sous une frêle apparence de jeune homme.

Sur sa carrière, Warren Beatty n'est pas loquace. Il refuse le jeu de l'interview. « Une sorte de publicité pour soi-même, une sorte de mensonge, dit-il, une situation de fiction où l'on ne doit pas être assez stupide pour dire ce que l'on pense ». Il explique cependant que dans les studios, grâce aux « bureaucrates de la deuxième génération », il est « facile de passer d'une fonction à une autre si on les persuade qu'ils vont gagner de l'argent ».

Le ballet blanc du Kirov
Divines, divines : tel est le qualificatif qui peut décidément s'appliquer aux danseuses du Kirov, et l'on se demande quelle affiche extraordinaire aurait constitué le grand Ziegfeld en les produisant sur le Broadway de sa gloire.

Le Nouveau 33t. de Jules Beaucaume.
"Monteroir c'est les Galaxies"
33T 40124 - cassette FK 40124 - RCA

Cinéma

« Le ciel peut attendre », de et avec Warren Beatty

Warren Beatty est cet ange en survêtement qui, sur les affiches du Ciel peut attendre (Heaven can wait), surveille tranquillement un chronomètre. Il n'a pas d'ailes dans le film, il se contente d'être en partance pour l'éternité. Un convoyeur d'âmes s'est en effet trompé, il a enlevé Warren Beatty du monde des vivants, quelques secondes avant un mort qu'il croyait inévitable. Or ce n'était pas l'heure de partir pour Joe Pendleton, footballeur plein d'avenir.

Il est partout, Warren Beatty. Sur l'écran, dans le scénario (avec Elaine May), dans la réalisation (avec Buck Henry) et dans la production. Ainsi entouré de talents éprouvés dans la comédie, il gravite encore une étape sur un parcours qui le mènera Dieu sait où. Cela a commencé par le théâtre, puis c'est le cinéma en 1961, sous la direction d'Elia Kazan (la Fièvre dans le sang), puis la production (Bonnie and Clyde), puis l'écriture (co-scénario de Shampoo, d'Al Ashby) et, enfin, la réalisation.

Sur sa carrière, Warren Beatty n'est pas loquace. Il refuse le jeu de l'interview. « Une sorte de publicité pour soi-même, une sorte de mensonge, dit-il, une situation de fiction où l'on ne doit pas être assez stupide pour dire ce que l'on pense ». Il explique cependant que dans les studios, grâce aux « bureaucrates de la deuxième génération », il est « facile de passer d'une fonction à une autre si on les persuade qu'ils vont gagner de l'argent ».

Shampoo, en 1975, jusqu'à cette « brève expression d'optimisme pour se garder la tête hors de l'eau », qu'est Le Ciel peut attendre, Warren Beatty a fini par perdre foi dans la « politique pragmatique ». Il faut compter dans cette trajectoire un projet de film sur les derniers années de John Reed, et un autre sur Howard Hughes (« extrême gauche et extrême droite », dit Warren Beatty).

A-t-il encore envie d'être léger ? « Dans une comédie, on se sent devenir très lourd ». En dehors du cinéma, dont il parle sans grande passion, que fait-il ? « Je construis une maison, j'apprends la cuisine, je rencontre des gens ». De temps en temps, il sera uniquement acteur, ce qui lui semble plus difficile que la réalisation. Warren Beatty est quelqu'un qu'il faut attendre, il file tout droit avec une grande ambition mal définie.

CLAIRE DEVARRIEUX.
* Voir les films nouveaux.

Théâtre

La France en Autriche.

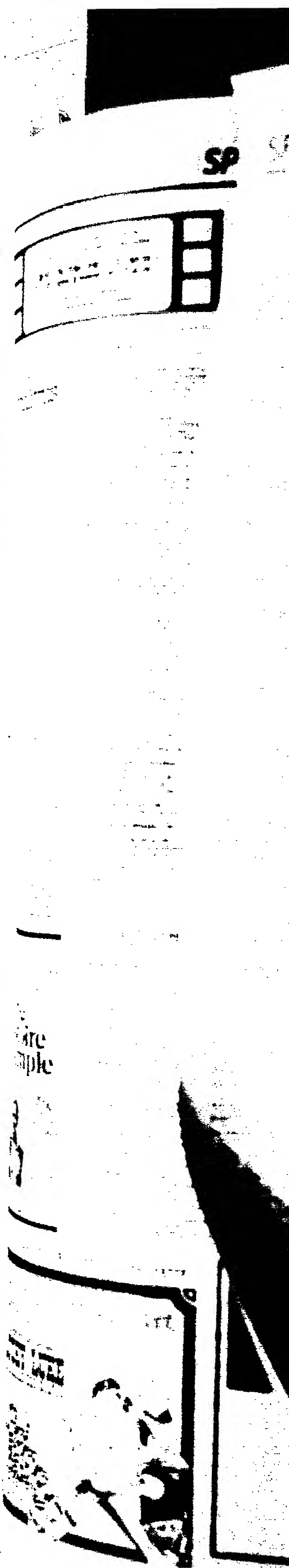
Deux ans d'efforts déployés par les autorités autrichiennes ont permis de renouer avec une tradition inaugurée au milieu du dix-huitième siècle : un théâtre de langue française vient de nouveau d'ouvrir ses portes à Vienne. Il a donné sa première représentation lundi 11 décembre avec une production de la Compagnie Renaud-Barrault. « Portrait de Dora », d'Hélène Cixous.

Pour ses débuts, le Théâtre français de Vienne était accueilli dans les locaux du Théâtre anglais, qui existe depuis plus de quinze ans dans la capitale autrichienne et dont les réalisations sont remarquables. M. Jean-Louis Barrault, sollicité pour diriger les premiers pas de cet entrepôt, a accepté d'en devenir le directeur artistique. Son vœu est de ne pas se laisser guider dans le choix du répertoire autrichien par les goûts d'une classe aisée ou d'un public international.

Les acteurs seront Français, mais si des interprètes autrichiens parlant français en expriment le souhait, ils pourront participer à un spectacle. Enfin, la Compagnie Renaud-Barrault ne prétend pas se réserver l'exclusivité des productions qui seront présentées à Vienne. D'autres troupes françaises pourront y collaborer. — (Corresp.)

2 Super-Flambeurs!
TERENCE HILL BUD SPENCER
PAIR ET IMPAIR
SERGIO CORBUCCI

PRIX SADOUL 1978
Un Film de Peter Handke
FEMME GAUCHERE



Le Monde DES LIVRES

Les Mémoires du R. P. Bruck

● Un dominicain de choc.

Ce livre du R.P. Bruckberger, je l'avais abordé sans amitié. Pour diverses raisons dont plusieurs subsistent. Avant tout à cause de la campagne furieuse, rabiquée, menée par ce personnage, dans l'*Aurora*, contre tout ce que j'ai aimé en matière de religion : Teilhard, Vatican II, Talbot, le char cardinal Marty avec son mot candide, tout récent, pathétique : « *L'Église se convertit.* »

Il y avait aussi, pour me rendre adverse, la déplorable palinodie du clerc sur la peine de mort. En octobre 1948, dans sa plaquette intitulée *Nous n'avons plus au bois*, le Révérend Père écrivait (p. 97) : « *La vie et la personne humaine sont sacrées (...). L'exécution capitale est illégitime et sacrilège.* » Collaborateur de l'*Aurora*, ce religieux n'est plus le même. Il se prononce explicitement en faveur de la peine capitale et claironne : « *Si une société balance entre la protection des innocents et la châtiement des coupables (...), c'est qu'elle tombe en pourriture.* »

Pauvre Péguy !

Au nombre encore de mes refus et de mes impossibilités concernant Bruckberger, cette déclaration, sous sa plume : « *Madiran est le seul de nos écrivains qui maintienne parmi nous la voix grave, nécessaire, obéissante, de Péguy.* » Pauvre Péguy ! Informé Péguy ! Rabaissé au niveau d'un minuscule aboyeur intolérant et « occidental » à la façon que l'on sait. Mais tout s'éclaircit quand on entend notre dominicain de choc préciser sa pensée politique : « *Je crois, écrit-il, limpide, que le régime monarchique correspond trop profondément au caractère français pour ne pas recevoir un jour dans ce pays.* » Avant de voir se réaliser le vœu du Révérend Père, il aura fallu d'abord passer sur le corps de pas mal de gens — ceux du clan auquel j'appartiens.

Tout ça, qui compte — qui compte beaucoup — n'empêche pas que, d'une part, le « Bruck », c'est incontestable, à du style et du nerf, qu'on ne s'embête pas avec lui, qu'il raconte bien, et que, d'autre part, si crispant et horripilant qu'il se fasse (et plus souvent qu'à son tour), pas moyen, dans l'ensemble, de lui résister ; il est odieux et on a quand même et en dépit de tout envie de lui serrer la main.

Je suis persuadé qu'il nous dit ici la vérité sur la fameuse affaire du 26 août 1944 : le cardinal-archevêque de Paris écarté, banni, quand de Gaulle exigea son sacre personnel et improvisé à Notre-Dame ; après la légitimité acquise par l'ovation populaire, la bénédiction divine. Bruck n'a pas joué ce rôle de matamore et d'ange-au-glaive

qu'une basse légende lui prête. Il a joué les affranchis, c'est entendu, et je l'ai vu, devant moi, en ce jour de janvier 1947, consignant dans ce numéro-là. Mais il n'y a pas une ombre, en lui, d'imposture, et ce prêtre croit à ce qu'il dit.

Il est très méchant (on aimerait savoir mieux pourquoi) contre Bresson, et pas du tout gentil pour Mauriac (là aussi, je voudrais comprendre) ; mais il parle avec bonheur de Giraudoux et comme il faut de Jean Hugo — et des œuvres « subtiles et lumineuses de ce Théocrite de la peinture moderne ». J'ai retrouvé avec émotion, dans le paragraphe que Bruck lui consacre l'atmosphère magique du mas de Fourques. Un salut, un grand sourire aux pages où s'épanouit la Marie Bell d'il y a trente ans.

Ce qu'il y a de plus précieux, à mon sens, dans ce gros volume, c'est le double stock de souvenirs dont Bernanos est le centre. Double stock, parce qu'il y a ceux de 1937-38, puis ceux de 1945-48. Encore qu'il se retienne visiblement, Bruckberger va fort et en dit plus long qu'on en a jamais dit encore sur le drôle de foyer, presque invraisemblable, que Bernanos fit à son mari. Des confidences, ici, assez terribles, et des choses vues qu'on n'oublie plus. Bruck possède quantité de lettres de Ber-

nanos et pas une seule ne figure dans la *Correspondance* en deux tomes publiée il y a sept ans. Quand les connaissons-nous, ces lettres ? Je sais le problème et la puissance des interdictions. Espérons que le délai ne sera pas démesuré.

Sur le dernier départ de Bernanos qui, une fois de plus, quitta la France, Bruckberger s'exprime brutalement : « *Ber-*



* Dessin de CAGNAT.

nanos avait peur », dit-il tout cru, « *il ne pensait qu'à fuir le camp* ». Il voyait déjà « *les chars russes dans Paris* » et prenait ses sûretés. Pas si simple. Vrai, cependant, tout à fait exact, que Bernanos s'était laissé intoxiquer par la propagande gaulliste. J'en puis porter témoignage. Le 14 décembre 1946, Bernanos, très agité, me fit part de ce que venait de lui

apprendre, le matin même, Malraux, écho sonore du général : que l'attaque russe était certaine, qu'elle aurait lieu au printemps 47 au plus tard. Insensé ! Staline n'avait aucun dessein d'agression : il était bien trop occupé à panser les plaies de son pays. Et comment lui prêter raisonnablement l'idée folle de se lancer, dans une guerre alors que l'URSS n'avait pas encore la bombe atomique, privilège exclusif des États-Unis. Mais Bernanos « marchait » et des opérateurs industriels, à la Salomon, à la Rémy (à la Bruck lui-même, non ?), n'y étaient pas pour rien.

Si bavard qu'il soit, le dominicain retentissant est mal explicité sur ce qui se passa entre Bernanos et lui, en 1947 et 1948. Il parle bien de dissentiments. Mais Albert Béguin n'a pas mâché ses mots, dans *Esprit*, en janvier 1949 : les comportements de Bruckberger scandalisaient, écartaient Bernanos. Ce fut écrit Béguin, une « *des plus cruelles épreuves* » que connut Bernanos « *à la fin de sa vie. Il en parlait à tout le monde.* »

Obscurité là ; et Bruckberger s'en donne un peu trop beau jeu quand il reproduit, glorieux et pour en faire parade, les lignes naïves que lui avait dédies Bernanos le 11 octobre 1948, dans la *Bataille* : « *Jeune moine prédestiné (...) au cœur d'enfant et de poète.* » Ce n'était plus ainsi, ah ! plus du tout, que se présentait à son sujet, dix-huit mois plus tard, la pensée de Bernanos. Tant pis !

Reste un livre complexe, vivant, instructif, et qu'on ne saurait tenir pour superficiel.

HENRI GUILLEMIN.

* TU VENDRAS SUR L'ÉCHAFAUD. — Mémoires du R. P. Bruckberger. Flammarion, 440 pages, 60 F.

LE RÊVE DU BIOGRAPHE

● La parfaite réussite d'un minuscule récit.

DERRIÈRE ses volets clos, le biographe s'est construit un espace silencieux et nocturne, un « aquarium rempli d'ombres » et troué de lumières douces. Il est bien à l'abri, tapi, calfeutré dans sa manière de papier. Autour de lui, des murailles de livres, et à port de son bras, tout le Congrès de Vienne : vingt ans de fiches. « *Car ce n'est pas avec de la littérature qu'on fait de l'histoire, n'est-ce pas ? C'est avec des fiches.* »

Pour l'instant l'historien, Marcel Bersault, suit à la trace le marquis de Saint-Anthelme qui aurait mené pour Talleyrand certaines négociations jusqu'ici res-

tées inconnues. Et voici qu'à partir d'un extrait de rapport de police signalant l'arrivée à Vienne, le 4 janvier 1815, du marquis accompagné de la comtesse de Villeterre, l'historien s'égare, dérive, rêve. Un parfum luscide s'insinue dans la masse des petits faits bruts. Le biographe se passionne pour la recherche d'un billet doux qui recèle peut-être les derniers secrets du Congrès de Vienne.

Qui est Joséphine de Villeterre, cette jeune femme née en émigration, mariée à un barbon, ambassadeur de Louis XVIII ? Le mari, l'historien l'a vu, en habit puce et cotogon, dans une galerie de portraits d'ancêtres. Mais elle, il l'imagine à travers une liasse de lettres jaunies, à travers les tableaux qu'elle préfère : il lui suppose la douceur

sensuelle de la Vénus de Giorgione et la hauteur dédaigneuse de la Belle Ferronnière. Jusqu'à ce qu'il découvre un portrait de Joséphine encore toute jeune.

C'est le moment le plus intense et le plus frémissant de ce court récit que de la découverte, dans la pénombre, de cette « féminité éblouissante ». Les épaules lactées, les mouselines, les bouclettes Empire, le cou de cygne, tout cela ferait un portrait peut-être banal si le biographe, sachant d'avance que six ans plus tard Joséphine aimera, souffrira, ne recomposait le « petit visage inachevé », débuisant telle ombre ébauchée par le peintre, pressentant tel pil au commissure des lèvres, prêtant aux traits « ryp lisses le tremblement des larmes contenues.

« *Il n'y avait plus rien à dire, n'est-ce pas ? Un peu de silence. R. e j e r m e r d o u c e m e n t.* » Cette passion trahie, meurtrie, que l'historien dans son métier d'« indiscret » est seul sans doute à avoir surprise, elle ne regarde finalement que lui. Dans son ouvrage, elle se dissimulera derrière une seule phrase dont la fiche 63 nous communique les variantes. Le biographe retourne à l'abri précaire de son rempart d'archives, à ces recherches minutieuses et ferventes qui ont provoqué dans sa propre vie comme une « déchirure ».

On ne sait trop ce qui fait de ce minuscule récit une parfaite réussite. Est-ce le charme à l'ancienne des documents et des faux mémoires presque tous imaginaires ? Est-ce le jeu habilement varié des écritures et des tons archaïques ou contemporains ? Est-ce l'enquête policière qui donne toute son intensité poétique à une cote de la Bibliothèque nationale ? Est-ce l'agencement très moderne des documents, lettres ou fragments tous numérotés ? Ou peut-être ce flamboiement silencieux qu'on devine dans les marges d'un petit livre mordoré sous son odeur de poussière et d'herbe sèche.

MONIQUE PETILLON.

* LE BIOGRAPHE, de Philippe Beaussant. Gallimard, 131 p., 25 F.

Une histoire qui n'en est pas une

● Mieux vaut ne pas figurer au palmarès de Jacques Brenner.

Où est d'abord tout content ! Une Histoire de la littérature française de 1940 à nos jours, c'est la promesse d'un fanal éclairant les ténèbres dans lesquelles nous nous débattons : des allées vont être tracées, des repères établis, des phares allumés, des notions définies.

Et nous ne possédons pas tellement de guides de ce genre. Pierre de Boisdeffre nous a donné le premier avec une *Histoire vivante de la littérature d'aujourd'hui*, refondu jusqu'en 1968, clos depuis. Il engagent sans cesse de discernement objectif ni d'engagement personnel une récolte surabondante en essa, ant de classer ce fousonnement selon la chronologie ou les genres. L'ouvrage s'échappait sur le constat implacable d'une décadence à laquelle tout contribuait : les écrivains mis dans l'impossibilité de créer par un

doute trop aigu sur leur instrument, le langage ; les médias voués au vétillosité que servent beaucoup mieux les accidents sensationnels d'une biographie que l'originalité d'une voix.

Nous avions aussi le Bordas, la *Littérature en France depuis 1945*. Il était dû à quatre universitaires, J. Bersani, M. Autrand, J. Lecarme et R. Verrier, et destiné en priorité, par ses extraits et leurs commentaires, à l'enseignement qui venait de s'ouvrir enfin à la littérature contemporaine. L'ouvrage était résolument tourné vers les formes nouvelles où il essayait de voir clair. Du moins les mettait-il en rapport avec le mouvement du siècle et des idées. Ses conclusions ne donnaient pas dans le pessimisme, si elles insistaient sur un changement radical : la littérature n'était plus le lieu privilégié d'une réflexion sur l'homme.

Jacques Brenner ne croit pas non plus à la mort de notre littérature, mais il ne prête pas une attention particulière à son évolution. Il s'installe dans une

passible permanence, grâce à une définition portable — quoique vague — de l'écrivain : c'est celui qui a le don de faire passer dans ses phrases une voix et une sensibilité ; grâce aussi à un critère qu'il établit comme souverain, le goût, sans se soucier le moins du monde des doutes sociologiques, politiques, psychanalytiques ou autres qu'on a émis sur lui. Ainsi étagé, il affirme que notre époque est aussi riche en créations que les précédentes. Les quelques cent cinquante écrivains qu'il dénombre sont d'ailleurs là pour le prouver. Objecte-t-on qu'ils ont une moindre stature que les grands de l'entre-deux guerres, il répond que, seules, les conditions faites à la littérature en sont la cause : le public s'est dilué et il n'y a plus de société littéraire où puissent se former de solides réputations. Mais le vrai amateur de lecture que Brenner se propose de guider n'a toujours, à l'entendre, que l'embarras du choix.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 25.)

«LE ROMANTISME ABSOLU»

de Gonzague Saint-Bris

L'AUBERGE ESPAGNOLE

Le romantisme nouveau est arrivé. Un mois après le beaujolais, et en attendant quelque autre périsable. Le mercantilisme où nous baignons veut cette marifolisation de la culture. La qualité littéraire ne représentant plus une valeur marchande à elle seule, les auteurs doivent au moins être passés à l'Olympia, au gouvernement, aux assises ou bien rassembler des copains sous une étiquette quelconque, afin de faire masse, débat, spectacle.

Le mot romantisme a beaucoup servi en littérature : pour ne remonter qu'à la guerre, on l'a appliqué aux « Hussards », à Gracq, Bastide, Sagan, Huguenin, Le Clézio, de Roux, Segal, Modiano, sans parler de mal 68. Certaines saisons, on a essayé de vendre l'emballage « baroque » ou « dandy ». Dans le confusionnisme actuel, cela convenait à tout jeune qui se lance et voulait dire la même chose : pas blassé, en rupture, absolu, échoué. Cela fait d'ailleurs un siècle et demi que préfaciers et profs cherchant en vain à définir le romantisme, modèle de terme fourre-tout et atrape-tout.

Du nanan pour qui veut fédérer des vague à l'âme ! Tout en parlant au nom d'une génération, en se présentant comme chef de file, et en lançant une O.P.A. sur le leadership de l'an 2000 — décidément très convoité ces temps-ci ! — Gonzague Saint-Bris profite de ce que le romantisme recouvre plus une sensibilité qu'une école et mélange volontiers les genres : pour réunir, en guise de manifeste du romantisme absolu, des articles de magazine sur Mitterrand, Yves Saint-Laurent, Charlotte Rampling, Bruxelles ou les Iles Fidji. Les professions de foi floues qui encadrent ces rééditions inavouées méritent pourtant qu'on les inventorie posément pour démêler à titre documentaire, comme le fit Musset avec Dupuis et Cottereau, ce qui se veut programme de ce qui s'avoue contenu sans contenu, tressaillement, musique.

par Bertrand Poirot-Delpech

COMME ses aînés, le « nouveau romantisme » revendique le monopole du cœur, de préférence en écharpe. Son siècle le désespère et le blesse « avant les autres ». Cette tristesse l'empêche de se « dessécher », comme l'écrivait Sand à Flaubert, et lui donne une « politesse glacée de gentleman », le goût des « riens », de ce qui va finir, des stars mortes. En amour, il voudrait l'unité impossible entre la syphilis et la catin, ou mieux : la Sainte-Vierge.

Ce qui n'exclut pas des accointances avec le christianisme. On a vu que la Vierge et Paul VI figurent aux places d'honneur. Le Christ aussi. Non parce qu'il subordonne tout à l'amour, mais parce qu'il a fondé une « esthétique de la douleur ». Qu'importe le flacon religieux pourvu qu'on ait l'ivresse de la « ferveur », d'une « certaine transcendance ». Comme le prédisait Malraux, et sans plus de précision, le « nouveau romantisme » annonce un vingt et unième siècle « spirituel ».

Sur le plan strictement littéraire, le vague s'aggrave encore. Il ne s'agit pas de tout d'une remise en cause théorique de l'écriture selon le romantisme prêté à. Tel Quel par Lacoue-Labarthe, mais d'un salmigondis très haute couture : sur le modèle du « roman désordonné » de Breton, on visera à ressusciter le fantôme d'une « unité européenne d'esthétique » en mélangeant « légendes inventées », « vertiges à la Rimbaud », « délires à la Rilke », Bachelard, les oripeaux de luxe, Apollinaire, Claudel, Bob Dylan et Jules Laforgue.

Pour qui ne verrait pas bien de quoi il retourne, Saint-Bris « précise » textuellement : « Le nouveau romantisme sera un lieu sémantique, un contenant, une quête structurale, la recherche de la zone fractale, une lutte entre la lecture heurtée de Berthelme et la structure absolue d'Abello. » En résumé, place à la « mélanolie » avec un f. C'est-à-dire ? Je cite toujours « une époque scintillante et blême, noire et carmin, le parc bleu des lendemains émerveillés, des clairons de douceur, des trompettes aux multiples silences, les blessures hideuses transparentes des casques, les serpents violets habillant les épaules des plus grands chefs décapités, des étoiles d'argent sous les sabots de l'une des cavaliers venus d'ailleurs... »

(Lire la suite page 20.)

PRIX INTERALLIE

Jean-Didier
Wolfrohm
Diane Lanster

GRASSET

سكيا من الأمل

صكنا من الأهل

Jean-Jacques Brochier

Un jeune homme bien élevé

roman

« Une ballade des années soixante »

La saison en enfance est terminée. Voici une méditation sur l'amour, qui ne s'accomplit que dans une solitude réciproque.

Max P. Foucher - V.S.D.

La Table Ronde

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

par le texte et par l'image sur la vie rurale d'autrefois.

Albert Demard

UN HOMME ET SON TERROIR

140F



ÉDITIONS JOËL CUËNOT / WEBER DIFFUSION

CHESTER HIMES

AFFAIRE DE VIOL

Un tour de force comparable avec l'esprit de système en moins et le génie romanesque en plus à celui du Sartre de "Réflexions sur la question juive".

Catherine David - Le Nouvel-Observateur

Chester Himes fait la preuve qu'il est un grand écrivain psychologique.

Accusé principal : l'amour fou.

Dominique Bourgeois - Niles Littéraires

éditions des autres

Diffusion Inter Forum

la vie littéraire

Boris Vian : un cadeau de Noël

Boris Vian, à lui seul, c'est déjà le cadeau universel. Voici Noël. Noël Arnaud. Tous les vianophiles savent ce qu'ils lui doivent. Sans lui, l'extraordinaire fortune posthume de Vian aurait certainement été moindre. Avec l'aide d'Odé et d'Ursula Kübler, la seconde femme de Vian, il nous donne aujourd'hui un album de famille composé comme une cantate pataphysique et réussit cette gageure : rassembler des documents intimes, des bribes de vie, un tas de petites choses absurdes et attendrissantes (comme le fac-similé de la carte d'adhérent de Boris Vian au Hot Club de France) sans verser tout à fait dans ce qui menace toujours ce genre d'entreprise et qui est le culte de la relique, l'hagiographie bêtée, la niaiserie néoépigraphique. Tout est affaire de ton. Après tout, quoi de plus gratifiant que de parcourir chez quelqu'un que l'on aime son album de famille, de fouiner dans ses petits papiers ? Ici, grâce à une mise en pages inventive et à des textes de liaison précis, chaleureux et presque toujours amusants, l'hémion de pénétrer dans l'intimité de Vian reste à l'abri d'une curiosité fouille-tout et platement maniaque.

Cela dit, Vian, il vaut tout de même mieux le lire et le relire. En attendant de le trouver un jour dans la Pléiade (7). Jean-Jacques Prévert nous l'offre, pas au complet, mais avec ses textes les plus connus, dans une belle grosse édition avec, en prime, une courte préface de Cavanna. — M. C.

* **IMAGES DE BORIS VIAN, CANTATE ÉPILOGUE** de Noël Arnaud, Odé, Ursula Kübler, Pierre Boray, éditeurs, album de 224 pages, 600 documents en partie inédits, couverture illustrée, 95 F.

* **ROMANS, NOUVELLES, POÈMES ET THÉÂTRE**, de Boris Vian, préface de Cavanna, Jean-Jacques Pauvert éditeur, couverture toile, 120 F.

Napoléon dans le piège espagnol

Sept années de luttes sans merci (1807-1814), tout un peuple dressé contre l'occupant, « cette malheureuse guerre d'Espagne a été une véritable plaie », constatait Napoléon à Sainte-Hélène. Ainsi étalée sous nos yeux, féroce de part et d'autre, on comprend mieux qu'elle ait été une saignée pour la France : trois cent mille soldats, qui firent cruellement défaut ensuite.

D'après des notes laissées par le grand historien de Napoléon que fut le commandant Henry Lachouque, Jean Tranié a rédigé un texte dense, les faits exposés année par année, tandis que l'iconographie, cueillie dans les musées de divers pays d'Europe par J.-C. Carmignani, accumule les inédits. Une chronologie des événements, une carte générale d'Espagne, des schémas des principales actions militaires, s'y ajoutent. La reproduction en couleurs, des drapeaux et des uniformes des armées en présence complète ce bel ensemble.

« Junot go home ! » — « Non au fantoche ! » — « L'occupant en déroute ! », tels sont les titres qu'on peut lire dans le numéro « Spécial clandestin » du *Patriote madrilène* reproduit dans le *Journal de Napoléon*. Renouvelant, avec un égal bonheur, l'opération naguère

Voltaire et Sartre

Au terme de cette année de célébration, de « réhabilitation », voire de « résurrection » de Voltaire, le patriarcat de Farnay est plus vivant que jamais. Deux cents ans après sa mort, sa présence est brillamment attestée par l'ouvrage que lui consacre « Génies et Réalités ».

On connaît la conception de ces livres : ils réunissent, d'une part, une série de textes qui sont autant d'approches différentes de l'écrivain et, d'autre part, un certain nombre de séquences illustrées variées et convaincantes.

Pierre Gaxotta présente Voltaire d'après sa correspondance ; Georges Bordonove retrace son itinéraire « engagé » dans ses combats pour la justice ; Maurice Tossca et Pierre Gasca s'intéressent à l'homme de lettres ; François Bluche à l'historien, cependant que Pierre de Boisdeffre se demande si Arvet était un philosophe. « Pour imaginer sa jeunesse, écrit-il, nous n'avons qu'à songer à quelques jeunes fous d'aujourd'hui, par exemple à un Jean-Edern Halter qui ne serait pas encore devenu Sartre... » De quoi déclencher, qui sait, le « hideux sourire » qu'évoquait Musset... — F. W.

* **FRANÇOIS-MARIE AROUET: VOLTAIRE**, collection « Génies et Réalités », Bachelard éditeur, 214 p., 227 F., 120 illustrations noires, 15 en couleurs sous jaquette couleurs, 72 F.

en bref

réussit avec son *Journal du monde*, Gérard Caillet nous restitue, dans le style journalistique d'aujourd'hui, toute la période comprise entre le rattachement de la Corse à la France et la mort de l'empereur.

Ce vaste canular où tout est vrai — trente numéros d'un quotidien imaginaire — est un jeu instructif, très plaisant si on ne craint pas d'être bousculé par l'apparent anachronisme. — G. G.-A.

* **LE JOURNAL DE NAPOLEON**, de Gérard Caillet, Denoël, 123 p., 370 documents sous couverture illustrée en couleurs, 68 F.

en poche

« L'Art de la guerre »

« L'Art de la guerre », dit Sun Tzu, est une affaire d'importance vitale pour l'Etat. C'était, d'emblée, reconnaître le caractère structurel du phénomène et en lui appliquant une analyse rationnelle, l'auteur s'inscrivait, dès les quatrième et cinquième siècles avant l'ère chrétienne à la source d'une tradition politique et militaire fondamentale.

L'auteur présumé de *L'Art de la guerre* écrivait à une époque où la Chine, à la veille d'être unifiée, venait d'insulter des armées permanentes bien organisées et entraînées. Quant à l'unité nationale, elle était considérée par Sun Tzu comme l'une des conditions essentielles d'une guerre victorieuse. Génie stratégique mis à part, la modernité du texte trouve là sa source. Ce court traité dégage les principes de la poursuite intelligente d'une guerre victorieuse. Sun Tzu accorde au tacteur moral et intellectuel la première place. La stratégie est faite d'une économie de moyens matériels fondée sur la connaissance profonde de l'ennemi, puis du terrain et de l'organisation des approvisionnements. Il s'agit, si possible de vaincre rapidement, au moindre coût en vies humaines — y compris en infligeant le minimum de pertes à l'ennemi. A cet égard, le nombre est bien moins décisif que le facteur moral, l'intelligence et l'imagination du commandement, l'extrême mobilité qui permet la surprise.

Art également basé sur la ruse : abuser l'ennemi ; le rebattre elle-même étant un moyen d'attirer l'ennemi et de créer les conditions favorables à la contre-attaque. Enfin, rôle capital de la guerre psychologique par infiltration d'agents subversifs dans le camp ennemi tant à l'échelon militaire que politique. Le choc armé n'étant plus que le coup de grâce désalant un ennemi désarmé.

Sun Tzu a exercé une influence considérable sur les traditions militaires chinoises et japonaises, et son dernier disciple apparaît Mao Tse-toung. Un livre capital sur un art bien loin de tomber en désuétude.

* **L'ART DE LA GUERRE**, de Sun Tzu. Champs, Flammarion, avant-propos de H.-E. Liddell Hart. Préface de Samuel B. Griffith. 16 francs.

* **PARTI LES REEDITIONS** : les essais de Roger Frey, *Guérir la vie* (Petite Collection Maspéro) ; Gilbert Froye, *Maîtres et Esclaves, la formation de la société bretonne* (coll. « Tel », Gallimard), et de Ferrier Elwin, *Mais des jeunes chez les Murs* (coll. « Tel », Gallimard).

* **PARMI LES NOUVEAUX COMMERCE**, publie en décembre sa collection de textes de « Les mots égyptiens », en tirage limité (36 F) ; diffusion, Nouveau quartier Latin, 73, bd Saint-Michel, 75006 Paris).

* **« L'ÉPIQUE »** est le nom d'une nouvelle collection qui propose les Editions Pédagos (17, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris). Son promoteur, Jean-Pierre Sime, veut publier des textes qui fassent sur « les voix écartées » de la littérature, elle entend publier des essais de sciences humaines et de philosophie indiquant les liens entre les pratiques nouvelles et les mythes anciens. Premier volume paru : « Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance », de Pierre-François Moreau, avec une post-face de Fernand Deligny (207 p., 32 F).

* **LE PRIX HERMES** a été attribué à Anne-France Danthelme pour « l'histoire de Jerr Walcott » (Ed. Belfond).

vient de paraître

Lettres étrangères
JIM MORRISON : *Une tribune américaine et autres textes*. — Ce volume compile *Seize ans de Nouvelle Critique*, publié chez le même éditeur. Il comprend notamment les textes des chansons écrites pour les Doors peu avant la mort de l'auteur. Traduit de l'américain par Hervé Muller. (Christian Bourgois, 230 p., 40 F.)

Poésie
JEAN-PAUL GUBBERT : *Horizons et Pièces et son Pierre*. — Deux nouveaux recueils de poèmes par l'auteur d'*Alyscamps*. (Fata Morgana, 19, rue de l'Université, 34000 Montpellier.)

Texte
SIMONE BENMUSA : *Le Traversaire de temps perdus*. — « Parcourez » adapté de textes anonymes. Préface de Viviane Forrester. (Des Femmes, 270 p., 30 F.)

Essais
GERSHOM SCHOLEM : *Fiabilité et Utopie*. — Un recueil d'essais sur le destin du judaïsme et des juifs au XX^e siècle. Préface et notes de Bernard Dupuy ; traduit par Marguerite Delmore et Bernard Dupuy. (Calmann-Lévy, 282 p., 69 F.)

Civilisation
FRANÇOIS RIBADEAU-DUMAS : *Les Mystères de Venise*. — Évocateur d'une Venise « charnelle » et mystérieuse, cité de la lumière et de la mer. (Albin Michel, 217 p., 30 F.)

Société
COURTINE : *GOURMANDIS-SIMO*. — Maximes, notations et aphorismes à propos de la bonne chère, par le chroniqueur gastronomique du *Monde* sous le pseudonyme de La Reynière. (Albin Michel, 223 p., 35 F.)

Récits
CHARLES GILBERT : *Soldats bleus dans l'ombre*. — Les exploits du commandant Maurice Guillaud et de ses gendarmes dans la Résistance. Prix littéraire de la Résistance. (Le Cercle d'or, 173 p., 32 F.)

Histoire
ANTHOLOGIE : *Le Cri des Femmes*. — Choix de textes féministes ; tome I : « Du Moyen Âge à 1848 » ; tome II : « Du Second Empire à nos jours ». (Éditions Hier et Demain, 319 p., 59 F. chaque volume.)

Vertigineux panorama

En un nombre de pages et restreint, il ne peut s'agir que d'un « concentré » d'histoire ; mais celui-ci est si clair, tirant astucieusement parti des multiples ressources de l'illustration (photos, dessins, schémas, diagrammes, etc.), qu'il force l'attention, excite la curiosité, fouette la mémoire la plus endormie.

Conçu dans une optique universelle, l'ouvrage étudie, sur une double page, chaque étape importante des grandes civilisations, réservant la même présentation sur deux feuillets au développement de certains thèmes : l'art japonais, Mahomet et l'Islam, la scholastique au treizième siècle, l'humanisme et l'explosion artistique de la Renaissance, les débuts du ballet, l'art chinois du dix-septième au vingtième siècle, l'industrialisation de 1870 à 1914, le nationalisme indien.

Les deux volumes comportent, en outre, cinquante pages de repères chronologiques commentés, concernant la politique, la religion et la philosophie, la littérature, l'art et l'architecture, la musique, les sciences et les techniques ; elles précèdent un « résumé » qui s'adresse au grand public dans un esprit didactique, et touche remarquablement son but. — G. G.-A.

* **L'HISTOIRE DES ORIGINES À NOS JOURS**. — Tome I : « Des origines à Louis XIV » ; tome II : « Du dix-huitième siècle à nos jours ». Collections « L'univers en couleurs », Larousse, 574 et 571 pages, environ 2 000 illustrations noir et couleurs, 119 F. le tome.

* **« AVEC UNE BELLE VIGUEUR »**. « Quid » se reproduit chaque année. Comment parler de lui sans se répéter ? Bien entendu, il ne cesse de croître, avec l'actualité et la connaissance ; à raison de cent pages annuelles, où ira-t-il ? A défaut de pouvoir se miniaturiser, il devient plus compact. Sur la base vaste et solide qu'il s'est construite, il se met à jour, ou plutôt à l'an. Et il s'y met bien. Encyclopédie presque portative, ordinateur presque de poche, il

répond à presque toutes les questions. Les quelque deux mille mots-clés de son index vous donnent une idée du nombre de portes que vous pouvez ouvrir. Et la couleur du temps apparaît tout de suite. Sujets des trois premiers articles de ce « Quid 1978 » : « Crise », « Salaires » et, heureusement, « Femmes ». Bonne année ! — Dominique et Michèle Fozzy. « Quid 1978 », Laffont, 1 664 pages. Format 18 x 23,5 ; relié sous couverture quadrichromie, 109 F.

* **VOYAGER EN IMAGINATION**, sur les traces de Durrell, qui a séjourné huit ans dans les îles grecques, c'est un des plaisir qu'on nous propose cet automne. « Quand vous regagnez le continent au retour des îles grecques, écrit Durrell, plutôt que du respect vous éprouvez le sentiment d'avoir été aux confins d'un mystère... » « Les îles grecques », de Lawrence Durrell. Traduit de l'anglais par Didier Coste. Illustrations noir et couleur. Albin Michel, 287 p., 30 F.

* **« LE NOUVEAU COMMERCE »**, publie en décembre sa collection de textes de « Les mots égyptiens », en tirage limité (36 F) ; diffusion, Nouveau quartier Latin, 73, bd Saint-Michel, 75006 Paris).

* **« L'ÉPIQUE »** est le nom d'une nouvelle collection qui propose les Editions Pédagos (17, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris). Son promoteur, Jean-Pierre Sime, veut publier des textes qui fassent sur « les voix écartées » de la littérature, elle entend publier des essais de sciences humaines et de philosophie indiquant les liens entre les pratiques nouvelles et les mythes anciens. Premier volume paru : « Fernand Deligny et les idéologies de l'enfance », de Pierre-François Moreau, avec une post-face de Fernand Deligny (207 p., 32 F).

* **LE PRIX HERMES** a été attribué à Anne-France Danthelme pour « l'histoire de Jerr Walcott » (Ed. Belfond).

... de l'oise au son

CHESTER HIMES

LOUIS GUILLOU

Carnet 1921-19

CALLUMARD

romans

Le jeu de l'oie au féminin

Une œuvre étonnante à deux voix.

Le point de départ n'est pas seulement le jeu de l'oie, mais un pacte, très précis. « On a juré d'écrire toutes les semaines et d'échanger les écritures le jeudi à 2 heures. Chacune garde une image photographiée de sa lettre, mais c'est l'autre qui garde la vraie, écrite à la main. » Voilà donc deux femmes, devenues « jumeaux » — de leur écriture et de leur vie — et décidées à renouveler à leur manière la vieille littérature épistolaire.

L'important n'est pas qu'elles vivent et travaillent dans un certain espace commun — enseignantes toutes deux à l'université d'Aix-en-Provence — ni qu'elles disposent d'un passé et d'un présent partagés de millantantes, l'important est d'abord ce geste « aléatoire » qui les jette au cœur de leur propre mémoire. Geste qui pourrait être inspiré par Dostoïevski aussi bien que par Mallarmé. Coup de dés plein de risque et d'inattendu. Mais qui, acceptant d'emblée la discipline des compartiments et des cases — principe même du jeu de l'oie — limite les chances d'extrême dérive ou de divagance

confession. C'est le côté atelier d'écrivain de ce texte, neuf, ne ressemblant à aucun autre, et désignant clairement son identité malgré les hasards qui l'ont conduit à s'écrire.

Le résultat concret est un très étonnant roman à deux voix. Roman ? On peut hésiter. On dirait peut-être volontiers romans, au pluriel, comme pour le livre de Georges Pérec, tant il est vrai que de multiples histoires ou virtualités d'histoires entrent dans les alvéoles de cette construction complexe. De toute façon, l'essentiel n'est pas dans une intention narrative, mais dans un certain art de jouer dans une scène, dans une situation brève, dans une image (désignée comme au jeu de l'oie) : la danseuse, le pont, le chasseur, une voiture, animal savant sur chaise avec rouge, un moment de la mémoire ou de la parole. Parole qui travaille volontiers, chez Anne, sur le mot, le son, les surprises du signifiant. Qui, chez Geneviève, débouche plutôt l'humour, la drôlerie ou les fantasmies mêlés du vécu et de l'imaginaire. Mais qui, dans les deux cas, prend toujours appui sur une conscience politique des choses vécues et dites.

Ce n'est pas un hasard si, de la guerre d'Algérie à l'affaire Baader, quelque chose court à travers ce livre qui est une interrogation intense adressée à la révolution venue ou rêvée, aux illusions et désillusions de l'histoire de notre temps, à une réalité politique dont nos deux militantes perçoivent toutes les lézardes. Car cette cause des oies est, par bien des côtés, un « désespoir de cause ». D'autant plus significatif qu'il a choisi de se révéler dans le jeu de l'oie plutôt que dans l'agressivité ou la polémique.

Sans doute est-ce ce qui rend ce « roman » vivant, gai et ouvert. Et surtout libre. Libre d'abord dans ses thèmes : une bicyclette, une pitouille, un général sont des « signes des temps » qui « chignent » aussi bien qu'une manifestation dans la rue, une réunion syndicale, une coupure de presse offerte comme un élément de collage. Libre surtout dans son langage, selon la formule heureuse de la réactivation de deux écritures l'une par l'autre. Car là est sans doute la principale originalité de la Cause des oies : un livre de la réciprocité, où deux voix se répondent, se font écho et, dans le meilleur sens du mot, jouent ensemble.

RAYMOND JEAN.

LA CAUSE DES OIES, de Geneviève Mouliaud et Anne Roche. Les Lettres nouvelles. Nadeau 285 pages, 49 F.

recits

LE CHANT SINGULIER DE MARIELLA RIGHINI

MARIELLA RIGHINI, grand reporter, spécialiste de sciences politiques, a conquis le droit d'être traitée en « égale » par l'homme occidental. Elle prend maintenant le droit de se dire. Pour être égale, faut-il donc effacer sa différence, gommer sa singularité ? Aussi convie-t-elle à un solo qui nous arrache au cœur des plieuses investissements comme aux orchestres béatifiants.

Elle constate : « La politique se fait sans moi malgré mon apparent droit de vote. L'économie reste entre les mains malgré mon droit au travail. » Encore fallait-il, ces droits de base, se les faire accorder ! Mais le dire-femme, l'écrire-femme, l'exprimer-femme ? On en est aux premiers balbutiements.

Une voix qui dit : « Nous autres femmes » rejoint les voix qui clament : « Nous autres Françaises » ou « Nous autres intellectuels ». A l'inverse, souvent, des gémissements, des accusations appellent à une guerre des sexes qu'assurément les femmes n'ont pas inaugurée.

Inverser les rôles « ne ramènerait pas le monde debout ». La décolonisation féminine ne veut être ni prise de pouvoir ni éternel rapport de forces. « Je frappe en solo », constate Mariella Righini ; et ce chant « singulier avant d'être féminin » introduit une persuasive petite musique d'auteur.

DOMINIQUE DESANTL. * ECOUTE MA DIFFÉRENCE, de Mariella Righini. Ed. Grasset, 186 pages, 29 F.

BIBLIOTHÈQUES ET DISCOTHÈQUES EN CHÊNE MASSIF Michel PANSARD en direct de son usine d'Aiglepierre - JURA Bibliothèque modulaire en chêne massif, à monter vous-même, à des prix étonnants. Très belle qualité, solidité traditionnelle, démontable et ramenable, extensible. 3 profondeurs, éléments discothèque, éléments vitrés, éléments avec portes. VENTE DIRECTE DOCUMENTATION GRATUITE MEUBLES MICHEL PANSARD PAR LE FABRICANT - B.P. 7 - 39110 SALES-LES-BAINS - TEL. (04) 73.81.51

La Société d'Histoire et d'Archéologie « Le Vieux Saint-Maur et les Amis de Créteil » vous propose : « CRÉTEIL, MON VILLAGE ! » d'André DREUX (vient de paraître) 154 pages, 67 illustrations 45 F (supplément de 5 F pour le port) « SAINT-MAUR en CARTES POSTALES ANCIENNES » (2^e édition) 150 cartes postales et photographies antérieures à 1925 éditées de René FRONTOUILLÉ et Edmond MOURER 54 FRANCS (Supplément de 5 F pour le port.) Pour ces deux ouvrages, s'adresser à Jean-François GILLON, 15, avenue de Tunis, 94100 SAINT-MAUR, (Chèques à l'ordre du « Vieux Saint-Maur », C.C.P. Paris 8-411-88)

Léon Trosky ŒUVRES le volume n° 3 est paru

autrement Cultures populaires aujourd'hui : le merveilleux et le dérisoire. L'expression immédiate des créateurs du quotidien : des graffiti aux jardins ouvriers, de la sperme aux collections dingues. Autrement n° 18 - 300 p., 100 illustrations 40 F. Diffusion Le Seuil. Vends en librairie, par abonnement 15 numéros : 135 F ou 75, rue de Turbigo - 75003 Paris.

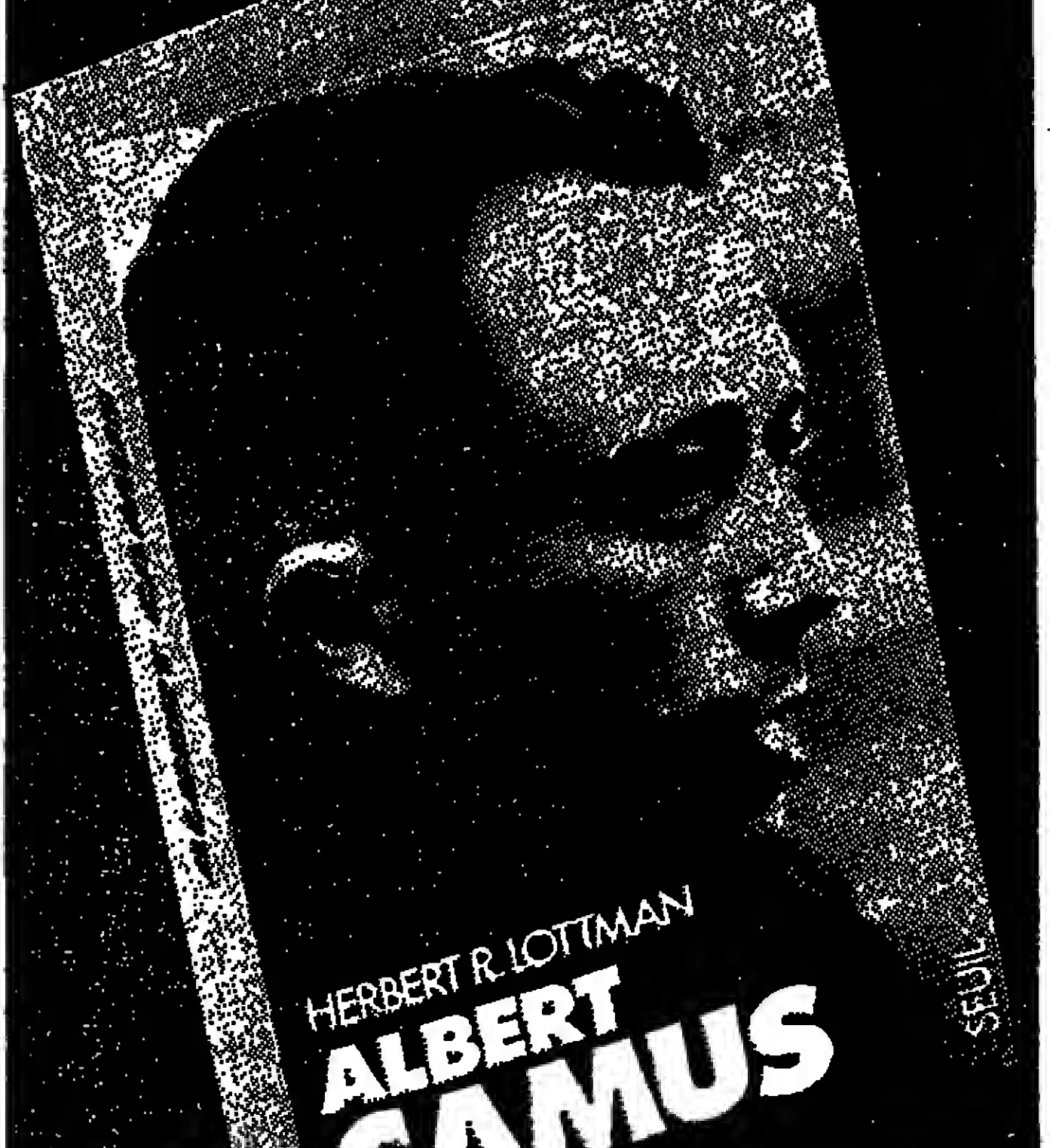
Cherchons à publier bons textes histoire régionale, œuvres littéraires ou scientifiques, thèses. Conseils et renseignem. (sans engagement) : Edit. HORVATH 42300 ROANNE - France

LOUIS GUILLOUX Carnets 1921-1944 GALLIMARD

les Celtes et leur univers Paul-Marie DUVAL Professeur au Collège de France membre de l'Institut. Tlx. 300 F En vente chez votre libraire. HATIER 8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06

SEUIL Bertrand Poirot-Delpech Le Monde La première biographie qui se veuille, et se montre, exhaustive... pas un paragraphe qui n'apporte son lot serré de précisions vérifiées. Jean Daniel Le Nouvel Observateur Un précieux livre... une biographie aussi monumentale que modeste et qui met bien chaque chose à sa place. Max Gallo / L'Express Un livre sobre et émouvant qui n'impose aucun jugement... A lire et à relire pour comprendre une vie, une démarche et le sillon qu'elles laissent dans les lettres et la pensée françaises. François Nourissier Le Figaro Magazine Un formidable dossier (...) un portrait d'un relief surprenant... Il était impossible, aujourd'hui, d'écrire un ouvrage plus honnête et, dans sa sécheresse, bouleversant. Jacques-Pierre Amette / Le Point Un style fluide, nuancé, pudique : beau-coup d'objectivité et de recul.

La première biographie ALBERT CAMUS par Herbert R. Lottman Traduit de l'américain par Marianne Véron. 696 pages 59F



ABONNEMENT GRATUIT au Bulletin d'informations des Editions du Seuil A retourner aux Editions du Seuil, 27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06 NOM ADRESSE PROFESSION Je m'intéresse à : romans essais et théorie littéraires philosophie et sciences humaines politique, économie religions santé cinéma architecture histoire éducation sciences musique

مكتبات الأصيل

Peut-on être romantique

Des écrivains

L'auberge espagnole

(Suite de la page 17.)

AVUE de métaphore, le « nouveau romantisme » porte le cœur à gauche : il condamne la civilisation mécanisée et s'enchantement des « grandes marches écologiques ». Il récupère les « Musset » de 68 et même, croit-on, les brigades rouges. Il se décrète « révolutionnaire ».

Mais le mot ne garde ici que le sens évasif donné aux leishives ou aux collants. Pour l'auteur, l'esthétique prime le politique. La pauvreté lui semble un « signe de vraie noblesse ». Il se contente d'avoir des « amitiés » de dame d'œuvre pour les « utopies socialistes ». Niant les classes comme il sied quand on est né du bon côté, il cultive la nostalgie des « gupéards » tels Montherlant ou Visconti, le passé « plus fort que le changement », et la solitude, école d'amour universel, de préférence aux révoltes collectives.

Peu lui importe, au demeurant, le contenu de ce qui l'exalte. Avec Dominique de Roux, Saint-Bris attend d'un

par Bertrand Poirot-Delpech

nouveau Baudelaire le portrait du « révolutionnaire en général » (on ne nous dit pas avec combien d'étoiles sur la manche) il se déclare à la fois tenté par le progrès et la régression, utopiste et réactionnaire. Sa rébellion individualiste suit un obscur cycle : haine pure, révolte, réconciliation, folle sainteté, quelles que soient les causes servies. Grand soir et monarchie peuvent indifféremment combler le « grand vide » et éviter le « temps du mépris ».

Comme chaque fois qu'on espère la précision manquante, l'idéologie esquissée se masque derrière le refus d'idéologie et la pirouette esthétisante. Ce qui compte, quand la brigade

de Mairaux affronte la division Das Reich, c'est... la couleur du matin dans les Ardennes. Et d'assener cet oracle de pitie : « Il n'y a pas de politique romantique parce que le jour où l'aube aura la couleur du crépuscule n'est pas encore venu ! »

TOUT cela, qu'assortissent des appels aussi indistincts que fréquents à l'« énergie », n'est évidemment pas neutre ni innocent. Il faut bien observer qu'historiquement les idéologies d'une telle imprécision vagueuse ont souvent poussé aux engagements les moins démocratiques. En tout cas, c'est pain béni pour le pouvoir, cette exaltation « apolitique » et aristocratique du passé et de l'individu, à l'exclusion des notions, seules redoutables, de justice sociale et de solidarité des humbles. On ne serait pas surpris que, sous couvert d'esthétique bien entendue, les médias proches de la majorité cajolent d'aussi gentils jeunes gens, fleurant si bon le châtaû, et qui escamotent si opportunément les vrais problèmes, les vrais dangers.

On a beaucoup dit que le romantisme naissait des révolutions ratées. Celui-ci procéderait de 1988. Plus justement, on peut se demander si le chantage au suicide et à la révolte sans cause ne traduit pas un dépit petit-bourgeois de la jeune classe intellectuelle et artistique de ne plus écrire l'histoire.

Le « mouvement » dont Saint-Bris se veut le drapeau drapé avec un sens de la pose dont, après tout, se servaient déjà les fervents d'Hernani marqueraient moins les débuts d'une tendance durable que le symptôme gamin d'un effondrement plus général : après avoir provoqué, en philosophie, un retour nietzschéen à la morale et à la danse, la faillite des théories globales de l'histoire entraînerait, en littérature, un refus fougueux de signifier, sinon on ne sait quel absolu de la douceur.

* LE ROMANTISME ABSOLU, de Gonzague Saint Bris, Stock, 362 pages, 45 francs.

Outre Michel Le Bris et Jean-Edern Hallier, qui revendiquent le romantisme à aussi haute voix que Gonzague Saint-Bris, Jean-Louis de Rambures a interrogé des romanciers. L'œuvre récente de ceux-ci, qu'elle soit onirique, fantastique ou nourrie de passions aux confins de l'amour et de la mort, semble s'inscrire dans cette sensibilité mal définie qu'est le romantisme. Leurs réponses sont contradictoires et réservées : retour à l'imagination créatrice, certes, mais du mot « romantisme » dévalorisé par cent quatre-vingts ans d'usage en tous genres, bien peu osent se prévaloir.

NICOLAS BREHAL :

... en tenant compte des techniques acquises

A peine sorti de l'adolescence, il a fait ses premières armes romanesques, cette année, avec « Les Etangs de Woodfield », où, comme dans les romans des Brontë, passent des jeunes filles altières et passionnées dans un Sud transfiguré.

OUI, je suis romantique. Mais à une condition : que l'on considère le romantisme comme un désespoir assez générale, et comme un refus de tout ce qui est là.

Ce qui complique tout, c'est qu'en 1978, le mot « romantisme » a été dénaturé à force de confusions. On en a fait une question de fond. On l'a assimilé, à tort, à l'impressionnisme, au romanesque, voire à la notion platonicienne du beau et du vrai.

Pour moi, l'état romantique n'est ni militant ni politique, mais une recherche de l'absolu. Un absolu qui n'a aucune structure et qui ne peut entraîner qu'une éternelle insatisfaction.

Si l'on parle tant, aujourd'hui, d'un renouveau du romantisme, c'est sans doute pour s'opposer à cette platitude générale qui a sévi dans le roman ces derniers temps, parce que les écrivains

refusaient de transcender le quotidien. Mais je ne suis pas sûr pour autant que l'on écrive actuellement dans une perspective romantique.

Le romantisme auquel je crois est un romantisme moderne, qui aurait digéré tous ses antécédents (romantiques ou non), et qui tiendrait compte de la progression des techniques romanesques. J'ai une passion pour le Rouge et le Noir, mais il est évident que si ce livre avait vu le jour en 1978 et non en 1830 il serait entièrement différent.

C'est en ce sens que je suis satisfait de la forme des Etangs de Woodfield, ce roman que je voulais écrire ni à la manière d'un nouveau roman, ni à l'aveuglette, mais en opérant une symbiose de toutes les techniques, y compris celles du Nouveau Roman qui ont rendu, aujourd'hui, le lecteur plus intelligent.

JEAN-EDERN HALLIER : romantiquement vôtre, je m'éloigne

Là nouvelle bataille romantique, l'Hernani culturel, c'est contre la sous-culture journalistique et universitaire qu'elle s'engage pour rendre au créateur ses droits imprescriptibles. Elle commence à peine. Pour la mener, il faut une force et une insolence léonines. Saint-Bris d'un côté, Poëti-que de l'autre, sont exemplaires de la double maîtrise actuelle. Après la nouvelle philosophie, le

A quarante ans, ses multiples actions comme fondateur de « l'Idiot International », comme anti-éditeur aux Editions Libres Hallier, son militantisme gauchiste, sa candidature à l'Académie française et ses six ouvrages, romans ou souvenirs, dont « Le Grand Ecrivain » (1967), « La Causse des peuples » (1972), « Chagrin d'amour » (1974) et « Chaque matin qui se lève... » lui ont acquis une tapageuse notoriété de dandy contestataire.

nouveau romantisme, le novelisme, vit de ce qu'il feint d'inventer, puis dénonce ce dont il vit : la même merde est tout à tour déséquilibrée puis rééquilibrée.

La sous-culture, bien sûr, saute à pieds joints dessus en cadeau de Noël, entre les parfums et les eaux de toilette. Puisse-t-elle glisser dessus.

Que mon siècle me rencontre, je crains de ne pas être au même rendez-vous. Alors, qu'on se donne au moins la peine d'étudier la hiérarchie des illusions. Préface de Chaque matin qui se lève est une leçon de courage, publiée au printemps dernier, et prologomènes à un romantisme moderne. Pour le reste, en attendant Mille Ans de cécité, à paraître d'abord en breston, romantiquement vôtre, je m'éloigne.

Offre spéciale ETRENNES 79/CREDIT GRATUIT

Réservez aujourd'hui, ne payez qu'en février.

“Le” Littre, “Le” dictionnaire

dans lequel la moindre recherche fait revivre l'aventure passionnante du français, son histoire, son sens, ses usages... Le Littre resté la référence de la langue française, mais avec lui la “leçon” est une récréation.

Lisez un seul des articles du Littre vivant, riche, documenté, critique... captivant en un mot ! et vous comprendrez comment cet homme voué à l'étude a pu devenir un “nom” consacré !

4 volumes, 215 x 285 mm, reliure ivoire, plat et tranche dorés.

OFFRE PREALABLE DE CREDIT :

Nous vous proposons la possibilité d'un crédit gratuit pour le financement d'un achat d'une collection du LITRE en 4 volumes, en 12 mensualités de 52,50 francs.

La première mensualité est fixée au 5 février, ainsi que le précise le bon de souscription ci-joint qu'il vous suffit de nous retourner complété et signé dans le cas où ces conditions vous agréent. Veuillez alors retourner ces coupons dès aujourd'hui à l'adresse suivante :

ENCYCLOPEDIA BRITANNICA
Tour Maître Mirogamessie
33, avenue du Maine
75755 Paris Cedex 15

Cette offre de crédit, valable 15 jours, est exclusivement réservée à la métropole.

BULLETIN PERSONNEL DE SOUSCRIPTION (1) : OFFRE SPECIALE “ETRENNES 79”

Où, le Littre m'intéresse :

- je vous adresse avec le présent bulletin les droits (70 francs) correspondant à la réservation d'une collection Littre que je vous prie de bien vouloir m'expédier à réception de ce bon de réservation.
- J'aurai 7 jours à compter de la date de ma commande pour renoncer à cet achat par lettre recommandée AR. Il est bien entendu que pour présent règlement de 70 francs de droits de réservation, me serait alors remboursé.
- je réglerai selon le plan de financement suivant : (cochez d'une croix la case correspondante)
 - au comptant (prix total 700 francs), mon règlement de 630 francs complémentaire aux premiers droits de réservation, vous parviendra le 5 février 1979.
 - crédit gratuit, et selon votre titre de crédit dans les conditions m'intéressant (prix total 700 francs), 12 mensualités de 52,50 francs (soit 630 francs). Je réglerai la première mensualité le 5 février 1979 (2).

Nom (1) _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Profession _____

Tel. _____ Signature obligatoire : _____

(1) Exclusivement réservé aux personnes majeures.
(2) A cocher le cas échéant : souhaitez me fournir les formulaires de prélèvement automatique (entièrement gratuits) CCP banque



aujourd'hui ?

répondent

MARC CHODOLENKO : ces classifications? Des histoires de profs

Il commence, en 1971, par des poèmes (« Parcs », « le Prince »); son premier récit est un érotique, « le Roi des fées ». Puis, à vingt-deux ans, en 1976 il obtient le prix Médicis pour son premier gros roman, « les États du désert », fulgurante interrogation sur soi, sur l'amour et sur l'écriture.

Je ne me considère pas comme un romantique. Je ne sais même pas ce que signifie ce mot. Pas les autres voient en moi un romantique, pourquoi pas? Je trouve même cela tout à fait charmant. Mais je ne sais ni pourquoi ni comment. La seule chose qui pourrait me rapprocher, à la rigueur, des romantiques, c'est le fait de me sentir très près de Hölderlin. Mais c'est-à-dire, j'ai découvert, après coup, à un moment où il était déjà dans sa nuit et n'avait sans doute jamais entendu prononcer le mot « romantisme ».

Alors, il peut bien y avoir des nouveaux romantiques, des nouveaux romantiers. Tout ce que vous osez. Les gens ont le droit, après tout, de s'appeler comme ils veulent. Mais, une fois de plus, ça ne m'intéresse pas. Les écoles, quelles qu'elles soient, me laissent indifférent.

D'ailleurs, même si vous prenez des mouvements tout proches de nous, comme le Nouveau Roman, vous vous apercevez qu'ils n'ont jamais eu de définition admise par tout le monde. N'est-ce pas Butor qui disait qu'il n'y avait pas de Nouveau Roman? Les classifications, ce sont des histoires de profs. Des étiquettes que l'on colle après coup sur les gens, parce que c'est plus pratique. Ça me fait penser au Lagarde et Michard. Qu'il y ait des gens qui soient obligés de se taper ce genre d'ou-

vrages, je veux bien le croire, ne serait-ce que pour répondre aux questions qu'on risque de leur poser. Mais tout cela n'a pas d'intérêt pour un créateur.

BERNARD DA COSTA : après la rencontre d'une ville, Berlin

Il est d'abord auteur dramatique et fondateur du « café-théâtre », dont il vient de faire l'histoire; ce n'est qu'en 1977, à trente-huit ans, qu'il s'essaye au roman. Coup sur coup, « l'Opéra de Mme Gable », et, cette année, « le Mur en toute saison », une vision onirique de Berlin, dans la lignée de Rothmann et de Chamisso.

S'AFFIRMER romantique, n'est-ce pas la négation même du romantisme? Essayez un peu d'imaginer Kletst répondant à un journaliste :

« Oui, je suis romantique, et je vais vous dire pourquoi. »

Si romantisme il y a dans mon cas (appelez cela comme vous voudrez), il est né de ma rencontre avec une ville qui, elle, est pour moi le synonyme même du romantisme : Berlin. Il n'y a là aucune théorie. Je n'y suis pour rien et je n'ai en tirer aucune fierté. C'est par le hasard d'une boucra (destinée, en principe, à me faire découvrir le théâtre berlinois) que je me suis retrouvé, un beau jour, moi qui n'avais connu jusqu'alors que cette fois de vivre qu'est l'écriture théâtrale, dans cette ville balayée par un vent glacial, pour laquelle j'ai éprouvé une aversion irrésistible. Elle a fini par s'emparer de moi. Aujourd'hui, je suis devenu incapable d'écrire ailleurs.

Ce qui est sûr, c'est que ce romantisme n'est pas une fuite devant la réalité mais, au contraire, une plongée au cœur de celle-ci. Le Wannsee, j'y vais très souvent. Il est coupé aujourd'hui par le mur. A deux pas, toutes les épreuves de Berlin viennent trainer. Si Kletst voyait cela, croyez-moi, il se tuerait une seconde fois.

Passerai-je le reste de ma vie à ausculter le mur de Berlin? C'est une autre question. Si je devais devenir un jour, disons, un Hervé Basin, cela serait inévitablement une tricherie.

Le progrès du romantisme, c'est de prospérer sur l'échec, un certain mariage, financier et social.



• Dessin de TIM.

CLAUDE DELMAS : au fond de l'Auvergne, à la rigueur

Passé la quarantaine, il a déjà publié sept romans et se mêlent rêves et aventures imaginaires. Dans l'un d'eux, « Grande Neige, Grand Soleil » (1976), intervient une rencontre fantastique avec Hölderlin. Cette année, « Des rêves sont mortes jeunes et belles » conte une étrange histoire d'amour et de mort.

AVANT de parler du romantisme, il faudrait savoir de quoi il est question. Il y a, en effet, un référent : le romantisme allemand, et il est tellement énorme que, en ce qui me concerne, je ne vois pas comment j'aurais le culot de m'en réclamer.

Que les romantiques nous soient proches, c'est autre chose. Ils le sont, d'abord, par cette sorte de douleur née de l'opposition entre leur besoin d'absolu et les exigences de la vie quotidienne. Ils le sont également en tant que sujets révoqués, confrontés à la vie tout court, c'est-à-dire à l'histoire et à la politique. Ils nous posent toujours un certain nombre de questions auxquelles il n'a jamais été, jusqu'à présent, répondu. C'est en cela qu'ils sont vivants, un peu comme une rivière souterraine qui remonte par intermittence à la surface. L'une des dernières de ces réurgences,

je la vois en Amérique, vers les années 50 : c'est le phénomène de la génération « beat ».

Mais peut-on parler, en 1978, en France, sans ironie, voire sans scandale, d'un nouveau romantisme? Qui dit « romantisme » dit isolement, susceptibilité de faire naître la nostalgie, dit espèce, sans lequel il n'y a pas d'errance. Romantique, on pourrait l'être, à la rigueur, au fond de l'Auvergne; en aucun cas, dans notre petit monde parisien. Et puis nous sommes plongés jusqu'au cou dans la société de consommation. C'est l'antithèse du romantisme.

Noublions pas que Kletst est mort du romantisme; que Lenz se tailladait la poitrine à coups de ciseaux. Nous autres, nous pétons de santé. Qu'il soit urgent de se reposer aujourd'hui les questions des plus romantiques. Certes, mais je me demande qui aura le courage de le faire.

XAVIER GRALL : vous avez dit romantique...

Nos lecteurs connaissent bien ses ardentes chroniques bretonnes. Mais on lui doit aussi des poèmes et deux romans dans les années 60. Son dernier livre, paru cet automne, « une Stèle pour Lanmeur », lui a valu des poèmes avec Henri Guillemin et son précédent, « le Cheval couché », avec Jakez Hellec.

ME voilà embarqué dans le nouveau romantisme ! Et allons-y... Il est heureux tout de même que l'on me classent dans une catégorie qui a tout du pléonasme : le romantisme breton. Cependant, Indien en terres hexagonales, ou si vous préférez Naïches en Cornouaille — à Chateaubriant ! — c'est au groupe sud-américain Hora Zero que j'adhère avec le plus de sympathie. Je demande le Pérou, quel ? L'équipe de la poésie nouvellement romantique m'est particulièrement inconnue : je n'accidémise pas chez Gonzague, je néologise pas chez Brice. Je vois Poivre en Arvor, à la télé, comme tout le monde. Jean-

Edern, bien sûr, je connais. C'est un voisin, et il se bretonnise. Pourquoi pas ? Mir-e vout tard que fomañ.

Les sœurs Brontë dans la désolation des moors, les Irlandais à la fois réalistes et enchanteurs, oui, c'est ma famille. Plus près de nous, Michel Le Bris revenu des terres glaciales du rationalisme, sur des semelles de vent, m'est proche par sa quête fiévreuse d'une liberté profonde, musicale, spirituelle. Nous voilà loin de la ridicule bataille d'Hernani et de l'épée en Lanca et costard chic.

Vous avez dit romantique ? Je dis que nous aimerions qu'on nous foute la paix, ici, en Bretagne...

MICHEL LE BRIS : une chance historique à saisir

Celui-ci vient du militantisme gauchiste et marxiste de mai 1968. Directeur du journal de la gauche prolétarienne : « la Cause du peuple ». Ses premiers livres, publiés dans la collection « La France sauvage », qu'il a dirigée avec Jean-Paul Sartre, sont des engagements aux côtés des Occidentaux, des paysans de Larzac ou des vicieux du Midi. Il semble qu'avec « l'Homme aux semelles de vent » (Grasset, 1977) il ait donné le signal d'un retour au romantisme. Il prépare un « Manifeste romantique », à paraître en février prochain.

Je suis romantique, tout simplement parce que je suis écrivain, c'est-à-dire que quel qu'un qui pense qu'il y a une vérité de la fable, en opposition au philosophe et au rationaliste pour qui celle-ci est de l'ordre du mensonge.

Il ne s'agit pas, en ce qui me concerne, d'énoncer une nouvelle théorie, une nouvelle philosophie, au moment où toutes les autres sont mortes, mais de réactiver une expérience spirituelle, ou pour employer le mot d'Antonin Artaud : « une métamorphose des conditions matérielles de l'âme ». Le matérialisme bourgeois a mis en avant une masse de clichés qui entourent le mot « romantisme ». Ne les répétons pas. Ce que peut et doit être le romantisme aujourd'hui n'est autre que ce qu'il a toujours été : la rébellion contre cette entreprise d'assèchement du sujet qu'est le monde moderne. L'affirmation, contre tous les systèmes, d'une conception esthétique et morale du monde.

Né au bord de la mer de Bretagne, j'avais découvert, à quinze ans, à travers « l'Amour romantique et le rêve », d'Albert Beguin, ces grands frères que sont les romantiques allemands. Mais il y eut la brisure de Mai 68, « la Cause du peuple », les huit mois passés à la prison c'est-à-dire la Santé. C'est avec l'homme aux semelles de vent que les morceaux se sont recollés.

Je ne crois pas que notre époque soit spécialement romantique. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu d'époque romantique. Puisque ce mouvement est une rébellion contre la société. Mais il y a aujourd'hui une chance historique qu'il faut saisir. Alors que les romantiques du dix-neuvième siècle ont fini par être écrasés par la Révolution marxiste, deuxième version, après 1789, de l'accouplement monstrueux de l'Etat et de la Révolution, nous vivons, nous, au milieu de l'effondrement de toutes les idéologies. Profitions-en pour réaffirmer la puissance de l'esprit.

JOEL SCHMIDT : j'avais un grand-père qui venait de Cologne

Fils d'Albert-Marie Schmidt, sa première vocation est l'histoire du monde antique (les Antoinettes, Cléopâtre, la psychologie grecque et romaine); mai 68 l'en détache pour l'aligner vers le roman : « le Fleuve des morts » (1975), et, cette année, « Casino des brumes », variation wagnérienne et onirique sur une ville dominée par un musicien.

DOIS-JE me considérer comme romantique? Sans doute, puisqu'on me le dit de tous côtés. Les lecteurs comme les critiques me comparent à Hoffmann, à Wagner, à Edgar Poe. En tout cas, il ne s'agit pas chez moi d'une prise de position littéraire consciente. Ce romantisme qu'on m'attribue et que je ne refuse pas, peut-être le dois-je à mes origines germaniques. Parisien de naissance, j'avais un grand-père qui venait de Cologne et ressemblait à Hindenburg.

Pour moi, être romantique en 1978, c'est aimer la poésie, l'évasion, la fiction, et donner une grande importance à l'imagi-

naire. Il ne s'agit pas de rejoindre les écrivains du dix-neuvième siècle, mais de refuser de se laisser posséder par l'actualité.

Etre romantique, c'est être fondamentalement contre la mode, parce que la mode c'est les autres, et que la littérature qu'on nous « sert » aujourd'hui est primaire, démagogique et donc postérieurement réactionnaire.

Nous autres, qu'on dit « romantiques », nous sommes les écrivains d'une littérature du silence, en marge, loin du succès, hors concours et tout l'instinct est de témoigner que l'invention, l'ailleurs, ne sont pas morts.

Le fond de l'air est jaune

ON nous a fait le coup des « nouveaux » philosophes ; une dizaine de jeunes gens vinrent proclamer d'un ton péremptoire et devant une gerbe de micros soudainement tendus que Marx veillait en personne au mirador du goulag.

La nouvelle étonne encore. On a tenté devant nos yeux toujours éblouis de mettre sur orbite une poignée de « nouveaux » économistes : las ! la gauche n'était pas au rendez-vous de l'histoire.

Voilà que, depuis peu, des écrivains experts en marketing, et affectés de cette sensibilité fébrile qui, une fois imprimée, assure de beaux tirages, tentent de pousser sur la scène des médias un « nouveau » romantisme.

A priori, cette tentative ne devrait guère changer la face du monde. Certes, pendant un temps, verrons-nous ces jeunes gens occuper à la télé l'essentiel des émissions culturelles et donner leur opinion — évidemment informée — sur la « bande des quatre » et les vertus supposées des grosses cylindrées.

Mais n'est-il pas vrai qu'il y a un renouveau du romantisme ? Qu'il parait une floraison d'ouvrages consacrés à ce moment ?

Le romantisme est à la fois mouvement littéraire du dix-neuvième siècle et constante de la pensée occidentale et il ne paraît pas (pas encore) plus de livres sur ce sujet que les autres années. Mais si l'opération réussit, dans la cacophonie à venir, les ouvrages de qualité risqueront fort de ne pas avoir l'audience qu'ils méritent.

Il s'agit en fait d'autre chose. Qui croit encore aujourd'hui qu'un mouvement, que des idées naissent spontanément, sans lien direct avec la situation historique et économique d'une société ? Si des apprentis sorciers prétendent maintenant remettre en usage le romantisme, c'est que la voie de la régression est ouverte.

Possible dans une France en proie à une crise de société. Possible dans la France de 1978, où l'abandon des valeurs et la confusion des idées rendent facile une floraison éditoriale (réelle celle-là) sur la collaboration et ses affidés tandis que des résistants combattent avec leurs anciens adversaires devant des téléspectateurs ébahis par tant de courtisane.

Le romantisme ne réunit pas seulement une brochette d'artistes du siècle dernier, aussi différents les uns que les autres, mais regroupés sous un vocable commun pour la commodité des auteurs de manuels. Ce n'est pas seulement Michélet, Hölderlin, Novalis, Lamartine, Chateaubriand ; c'est aussi une imprécision, un « flou » artistique : à l'auberge espagnole du romantisme, chacun apporte ses obsessions. Les idéologues font la cuisine.

Le fond de l'air est romantique. « Aïe ! aïe ! aïe ! » une enquête du magazine féminin de grande diffusion, Elle (1). « Que veut dire être romantique quand on a dix-huit ans ? », était-il demandé à cinq jeunes gens. Voici ce qu'on pouvait relever parmi les réponses : « Les valeurs, nous ne les considérons plus d'un point de vue moral, mais esthétique » ; « Je pense souvent à la mort, presque comme à un soulagement » ; « En politique, tout le monde sait que les carottes sont cuites » ; « La politique le laisse à ceux qu'elle fait vivre : je suis un solitaire, un individualiste » ; « Et puis la société de consommation, il faut en profiter. On sait qu'elle est pourrie, pas besoin d'en faire une critique radicale, mieux vaut vivre dans une marginalité conciliante... s'éclater la plus vite possible, aller très loin, à fond... »

La France de 1978 connaît le chômage le plus important depuis qu'elle est industrialisée : voilà le réel. Son avenir est celui que lui laisse la division internationale du travail ; c'est-à-dire, celui que lui réservent les sociétés multinationales. Une partie de la jeunesse et de la population sont en voie de marginalisation.

Quand la réalité est déprimante, fuyons-la. « éolions-nous ». Que la diversion nous divertisse.

Le spectacle est prêt pour le bon peuple. Les « nouveaux » romantiques, trop pressés qui prennent le vieux pour du neuf, fournissent la claquette et le rideau de fumée. En coulisse, on se prépare à redistribuer les cartes.

Ne faut-il pas le dire avant que ne se déchaine une pseudo-bataille d'Hernani et que ne s'étende la grande confusion propice aux renoncements inavouables ? Le fond de l'air n'est pas romantique. Il est jaune.

BERNARD ALLIOT.

(1) Elle, numéro du 27 novembre 1978.

Histoire universelle de la musique

par Roland de Candé

La musique du monde entier, des origines à l'époque contemporaine

Une histoire : depuis la Préhistoire et l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, 6000 ans d'histoire de la musique, universelle : toute l'évolution de la musique occidentale, mais aussi toutes les musiques du monde (Chine, Inde, Sud-Est asiatique, Islam, Afrique). De la biographie à la musique (œuvres et musiciens). De la biographie à l'étude des langages musicaux : un panorama général.

Chaque volume relié toile sous jaquette 4 couleurs, pelliculée. Les deux volumes sous emboîtement en couleurs, T.1 : 656 pages 150 F T.2 : 528 pages 140 F



سكزامت الأصل

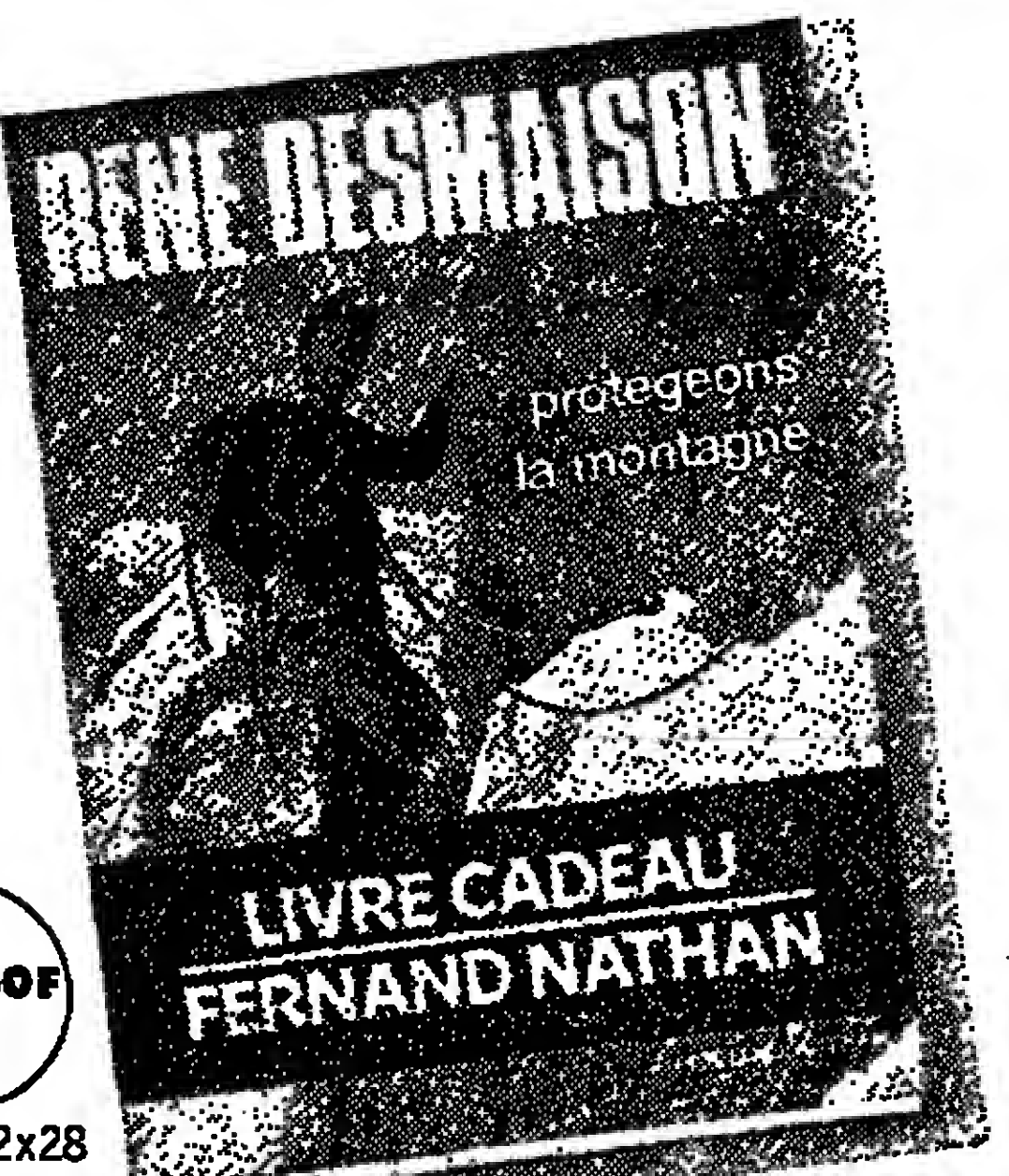
ص: زامن الاصل

OFFREZ AUX AUTRES CE QUE VOUS AIMERIEZ RECEVOIR



98F Relié Format 24x32

Le grand livre des montagnes: les grandes "premières" racontées par leurs auteurs: Frison-Roche, Bonatti, Herzog, Desmason, etc... et de merveilleuses photos.



49,50F Format 22x28

Protégeons la montagne: René Desmason crée son amour de la montagne à travers un réquisitoire contre les pollueurs.



49,50F Format 22x28

Protégeons la mer: la lutte acharnée d'Alain Bombard pour la défense de la mer.



49,50F Format 22x28

Protégeons l'eau: l'eau est menacée, l'eau se meurt. Paul-Émile Victor lance un cri d'alarme à tous les hommes de bonne volonté.

LIVRES CADEAUX FERNAND NATHAN

romantisme

Retour aux sources

Les frères Schlegel, précurseurs de notre modernité

En 1800, à Jéna, autour de la revue l'Athénæum, les frères Schlegel et leur groupe inventent la théorie du romantisme allemand. Jusqu'ici, leurs textes majeurs n'avaient pas été traduits. Deux professeurs de l'université de Strasbourg, Ph. Lacoue-Labarthe et J.-L. Nancy, nous les font découvrir en les assortissant d'un commentaire où ce premier romantisme apparaît comme le précurseur de la littérature moderne et de ses interrogations. Philippe Lacoue-Labarthe a bien voulu répondre à nos questions.

« Comment est né ce livre ?

— Jean-Luc Nancy et moi, nous sommes partis de cette constatation stupéfiante : voilà plus de cent cinquante ans qu'on emploie en France le mot « romantisme ». Or les textes essentiels de ceux qui ont inventé la chose : les romantiques d'Jéna n'ont, pour la plupart, jamais encore été traduits dans notre langue.

— Nous voulions d'abord tout traduire. Et puis, nous avons fini par nous limiter aux textes parus dans l'Athénæum, la revue des frères Schlegel, ou écrite parallèlement — par exemple, l'Introduction à la philosophie de l'art, de Schelling — par des collaborateurs de cette revue, en mettant l'accent sur tout ce qui touchait à la question littéraire. En même temps, nous nous sommes aperçus qu'il n'était pas possible de publier ces différents textes tels quels, et c'est pourquoi nous avons décidé de les accompagner d'introductions et de commentaires qui constituent à la fois un essai sur la théorie littéraire du romantisme allemand et une réflexion à notre usage sur notre travail et les motivations qui nous ont amenés à le faire.

— Le romantisme, c'est un peu l'Espagne espagnole. Tout le monde semble y mettre ce qui lui plaît. De quoi s'agit-il, pour vous ?

— Tel qu'on utilise le mot, même quand il désigne le monument du dix-neuvième siècle, le romantisme couvre en effet une période énorme, qui va de 1798 à 1850-1860. Il est vrai qu'il y a de tout là-dedans.

— En ce qui nous concerne, nous nous sommes intéressés à un moment très bref : l'Athénæum n'a duré que deux ans : (1798-1800), mais qui est essentiel. C'est celui où, pour la première fois dans l'histoire, s'invente à l'intérieur de l'idéalisme allemand, c'est-à-dire d'une pensée de l'absolu (d'où le titre de notre ouvrage l'Absolu littéraire), le concept même de littérature.

— Les deuxième, troisième, quatrième romantismes allemands, qui sont, eux, beaucoup plus littéraires, ont marqué de leurs idées (le fantastique, le culte du Moyen Âge, du lied...) notre propre école romantique. Mais, en France, on n'avait jamais connu directement les romantismes d'Jéna, sauf Novalis. Et encore, ce dernier nous semble-t-il (en tout cas, en tant que poète, romancier et dans ses derniers travaux théosophiques) quelque peu marginal par rapport au projet de l'Athénæum.

— Mais le paradoxe c'est que ce projet n'en a pas moins été, de façon souterraine, à travers toute notre culture et que c'est par l'Angleterre, et notamment grâce à Coleridge, qu'il a fini par rejoindre, de façon détournée, notre pays.

— Même s'il n'a pas été connu par les textes eux-mêmes, il n'en a pas moins programmé tout ce qui s'est fait en France après Baudelaire, et notamment le symbolisme (dont l'appellation même pourrait d'ailleurs fort bien s'appliquer au romantisme d'Jéna). Il y a là une sorte d'inconscient culturel de la modernité qui est véritablement fascinant.

Une formation de philosophes

— Et en quoi consiste ce projet des romantiques d'Jéna ?

— Ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est que, de formation, ils sont avant tout des philosophes. L'influence directe qu'ils subissent, c'est Winckelmann, c'est Schiller, c'est la découverte, qui est propre aux Allemands, et qui resurgira chez Nietzsche dans son essai sur les Origines de la tragédie d'une Grèce dyonisiaque opposée à la Grèce apollinienne classique.

— Leur théorie, c'est qu'il faut dépasser l'opposition entre la grande littérature grecque et cette autre littérature (débutant vers la fin du Moyen Âge, avec des figures comme Dante, Pétrarque, Cervantes, Shakespeare) que Lessing, en réaction contre le classicisme français, appelait « moderne » et qu'eux baptisent « romantique ». Une synthèse dialectique de ces deux littératures doit être construite, qui aura le caractère classique de la première, renforcé par tout ce que les modernes, Italiens, espagnols et anglais, ont découvert depuis lors.

— Tout cela est, comme vous le voyez, beaucoup plus proche de Hegel que des recherches sur le chant populaire prônées par les romantiques postérieurs.

qu'ils énonçaient étaient essentiellement rhétoriques et techniques. Avec les Romantiques d'Jéna, on voit apparaître pour la première fois un groupe homogène, fermé sur lui-même, se voulant purement artistique et dirigé de manière ferme par Friedrich Schlegel, un personnage très dynamique, qui est beaucoup moins d'ailleurs un créateur qu'un théoricien et un animateur. Lorsqu'on regarde fonctionner ce groupe, il me semble qu'on y découvre déjà toutes les caractéristiques de ce qu'on appellera plus tard les groupes d'avant-garde.

— L'autre nouveauté, c'est le fait qu'ils ont refusé de différencier la pratique de la théorie littéraire. C'est la fameuse phrase de Schlegel disant que eux roman-

connaît au moins une certaine partie de la philosophie romantique allemande, comment l'erreur de conférer au romantisme une valeur mystique.

— Ce que nous avons voulu faire est tout différent. Nous n'avons pas cherché à exhumer le romantisme pour le proposer comme une nouvelle mythologie, mais en parlant de ce mouvement, régler un compte avec notre préhistoire. Montrer qu'un certain nombre de choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord ont été, en fait, construites par les romantiques et qu'on ferait mieux de le savoir.

— Prenez les débats autour du surréalisme, du groupe Tel Quel ; s'ils ont perdu de leur force et de leur précision, cela est dû au fait que tout le monde ignorait



Les frères August et Friedrich Schlegel.

— Il s'agit d'une vision de l'histoire partagée entre deux grandes périodes : le moment grec antique et le moment européen moderne, en attendant le troisième, qui sera la synthèse des deux autres.

Une postérité inédite

— Nous voilà très loin des brumes nordiques auxquelles est attaché généralement chez nous le mot « romantisme ».

— C'est justement un mot que les romantiques d'Jéna n'emploient guère lorsqu'ils parlent d'eux. S'ils le font, c'est uniquement sous la forme adjectivale. Quant à la mode romantique qui sévit alors indubitablement en Allemagne, ils la méprisent, car elle joue trop, à leurs yeux, avec le sentiment, le fantastique, le mystère et un culte de la ruine qu'ils jugent facile et insuffisant. Ce sont, en fait, les adversaires du groupe d'Jéna qui, les premiers, les ont qualifiés de « romantiques ».

— Mais alors, que voulaient-ils au juste ?

— Eh bien, ils ne le savaient pas trop eux-mêmes. Ils n'ont d'ailleurs pas de nom pour définir leurs conceptions. Dans l'extrême rapidité avec laquelle ils ont travaillé, il faut reconnaître que celles-ci n'ont pas toujours été bien tirées au clair et que des contradictions existent. C'est par exemple Friedrich Schlegel affirmant, d'une part, que la poésie est « infinie et infiniment progressive » et n'obéissant pas à dire, par ailleurs, « le moindre fragment que nous écrivons est déjà romantique ».

— Vous avez d'ailleurs, c'est frappant, tout un côté dix-neuvième siècle, dans certains fragments de l'Athénæum, avec une morale, une mythologie que je rattrai directement aux Lumières, et une formulation qui rappelle les maximes de Chamfort.

— Tout cela n'empêche pas les romantiques d'Jéna d'avoir inventé quelque chose qui n'avait jamais vu le jour avant eux. Jusqu'alors, les groupes littéraires fonctionnaient de manière compartimentée (les Encyclopédistes eux-mêmes avaient chacun une spécialité), et les théories

doit être aussi une théorie du roman » et son rêve d'une union de la poésie et de la philosophie qui scandalisait tant Mme de Staël. Celle-ci ripostait en demandant si Homère, Dante ou Shakespeare avaient eu besoin de cette métaphysique pour être de grands écrivains ?

— Bref, vous voyez où cela mène. Il s'agit vraiment de la mise en place d'un type de littérature qui est peut-être celui-là même que nous connaissons aujourd'hui : à savoir, une littérature critique fonctionnant dans un échange perpétuel entre le discours intellectuel et le discours de fiction. Et là, vous avez manifestement toute une tradition que l'on aurait maintenant les moyens de reconstituer et qui passerait, en France, par les symbolistes, les surréalistes, Blanchot, Bataille et trait jusqu'au groupe Tel Quel.

S'arracher à l'idéalisme allemand

— Que pensez-vous de la vague néo-romantique à laquelle on assiste aujourd'hui, en France ?

— Je crains qu'il n'y ait là l'éternel malentendu. Une fois de plus on baptise romantique, dans le plus grand vague historique, votre théorie, une certaine sensibilité qui n'est autre, en définitive, qu'une idéologie du sujet. Certains déclarent qu'il faut chercher, derrière ce nouveau romantisme, le dégoût de la politique après l'échec de mai 1968. Je veux bien, mais n'oublions tout de même pas que les romantiques d'Jéna étaient au contraire des gens qui accédaient à la politique, par l'intermédiaire du bouleversement de la Révolution française. Les textes politiques, cités dans notre ouvrage, sont révélateurs. Que, plus tard, il y ait eu, chez certains, un refus et que Schlegel ait fini dans la peau d'un conseiller de Metternich, ne change rien à l'affaire et s'explique par le choc en retour qu'a été pour l'Europe l'invasion napoléonienne.

— Ce qui me fait peur dans le mode romantique actuel, c'est qu'au lieu d'avoir une attitude prudente et critique, on fait du romantisme un cheval de bataille contre autre chose, qui est d'ailleurs tout aussi vaguement défini. Même Michel Le Bris qui, lui,

cette histoire qui était enfouie là-dessous.

— L'espace philosophique à l'intérieur duquel est apparu le romantisme, à savoir celui de l'idéalisme allemand, n'a cessé de dominer toute l'Europe philosophique et intellectuelle depuis 1800, et c'est précisément, nous semble-t-il, ce dont nous devons nous arracher aujourd'hui.

— Voilà pourquoi, nous parlons de vigilance critique à l'égard du romantisme.

Propos recueillis par J.-L. DE RAMBURS.

* L'ABSOLU LITTÉRAIRE, de Ph. Lacoue-Labarthe et J.-L. Nancy. Le Seuil. Coll. « Poétique », 450 p. 65 F.

Ou lire les romantiques allemands ?

Une anthologie en deux volumes a été publiée dans la « Bibliothèque de la Pléiade ». Elle est encore disponible.

— Le premier tome, sous la direction de Maxime Alexandre, date de 1963 et contient des textes de Jean-Paul, Novalis, Friedrich, Schlegel, Tieck, Hoffmann, Kleist, La Motte-Fouquet (Gallimard, 1606 pages, 115 F.).

— Le deuxième tome a été publié en 1973 avec une introduction d'Erika Turner et des notes de Jean-Claude Schneider. Il présente des textes de Bonaventura, Brentano, Bettina et Achim von Arnim, Grimm, Chamisso, Kerner, Morike et Büchner (Gallimard, 1745 pages, 120 F.). Il existe aussi une anthologie en un volume présentée et, en partie, traduite par Armel Guerne chez Desclée de Brouwer, dans la collection « Bibliothèque européenne ». Publiée en 1958, rééditée en 1963, elle est épuisée, mais en cours de réimpression. Le renouveau d'intérêt pour le romantisme allemand, qui s'est manifesté notamment par l'exposition de l'Orangerie en 1976, a entraîné plusieurs publications importantes : Les Œuvres complètes de Novalis ont été publiées en deux volumes chez Gallimard en 1975 dans une traduction d'Armel Guerne (voir « Le Monde des livres » du 21 mars 1975), ainsi que la Correspondance de Kleist traduite par Jean-Claude Schneider. Du même Kleist, Armel Guerne a publié chez le jeune éditeur Phœbus l'intégrale des nouvelles en deux volumes.



Jamal Kadaré s'explique sur le réalisme



sciences humaines

Le cri d'alarme d'une psychanalyste

OYCE MAC DOUGALL, psychanalyste anglaise exerçant depuis vingt ans à Paris, ne ressemble en rien à ces psychotérapeutes qui, dans le train-train de leur pratique quotidienne et de leurs séminaires hebdomadaires, contribuent à faire de leurs patients des individus vêtus d'ennui, dévotement jusqu'aux entrailles, hochant la tête devant les mythes humains.

Bien au contraire, face à l'emprise croissante des thérapies normalisatrices, elle estime nécessaire de tirer la sonnette d'alarme. « Nous sommes des marginaux, écrit-elle, et nous nous occupons d'autres marginaux. Si l'on était plus aisé, si la psychanalyse cessait un jour d'être en marge des normes acceptées, ah bien ! elle ne remplirait plus sa fonction. »

La normalité, pour Joyce Mac Dougal, n'est pas, ne saurait être un concept analytique. Pas plus d'ailleurs que celui d'« adaptation » dont on sait qu'il est pratiquement inexistant dans l'œuvre de Freud.

Non, le terrain du psychanalyste, c'est celui de l'homme en quête de sa vérité, de son identité. Etre témoin de sa propre division, chercher un sens dans le non-sens du symptôme, douter de tout ce que l'on est : voilà par quoi l'on se dévoile comme candidat à une psychanalyse.

Joyce Mac Dougal parle admirablement de la maison d'une telle investigation. « Elle a pour but, écrit-elle, de nous faire découvrir tout ce que nous avons passé notre vie à ne pas savoir, de nous faire affronter tout ce qu'il y a de pénible, de plus scandaleux au fond de notre être — non seulement les souhaits sexuels interdits, mais aussi bien notre avidité pour tout ce que nous ne possédons pas, notre aversion insouvenante, notre narcissisme infantile, notre agressivité meurtrière... Ce qu'elle nous révèle, c'est non seulement que « je suis un autre », mais qu'il est plusieurs ; plus encore : que le « je » est capable de se dissoudre, laissant la place à une angélose sans nom.

En même temps qu'elle pour-

suit son plaidoyer pour une certaine anomalie, Joyce Mac Dougal se montre intriguée, presque fascinée, par ces individus bien dans leur peau, adaptés et parfois suradaptés à leur environnement, qui jamais ne s'égarent dans son cabinet. Elle se demande si, au fond, ce ne sont pas eux les « grands malades » et s'il n'exista pas une « normalité pathologique » tout aussi poignante sous ses couleurs fades que les chemins de la folie.

Elle observe fort pertinemment à ce propos que chaque être

humain crée toujours quelque chose dans l'espace qui le sépare de l'autre ; ce peut être une névrose, une perversion, une psychose, ou bien une œuvre d'art ou une production intellectuelle. L'enfant qui a trop vite et trop bien eu sa place au monde des grands, s'est créé, lui, une capsule qui le protège de tout éveil à ses conflits névrotiques et psychotiques. Il respecte les idées reçues, comme il respecte les règles de la société ; même en imagination, il ne les transgressera jamais.

La castration des sentiments

En lisant Joyce Mac Dougal, j'ai souvent pensé à un autre psychanalyste qui, lui aussi, parlait de ces individus trop bien adaptés en des termes presque identiques. Il s'agit d'Erich Fromm, dont vient de paraître *Avant ou être* (Laffont), réflexion sur le désastre psychologique et écologique sans précédent qui menace l'humanité. Il conseillait notamment à ses jeunes confrères de ne pas définir l'hygiène mentale comme la prévention des symptômes ni la santé comme leur éradication. « Les symptômes, disait-il, ne sont pas nos ennemis, mais nos amis ; ils existent, il y a conflit, et un conflit indique toujours que les forces de vie qui luttent pour l'autonomie et le bonheur résistent encore. »

Il ajoutait que les victimes

vraiment sans espoir se trouvent parmi ceux qui semblent les plus normaux. « S'ils ne se débattaient même plus, s'ils ne souffraient pas et ne présentent pas de symptômes comme le font les névrosés, c'est que, très tôt dans leur vie, leur voix humaine a été réduite au silence. »

Ne serait-ce pas dans l'acceptation résignée du sort, dans la castration des sentiments, dans la robotisation de l'être, que résiderait la véritable tragédie de l'humanité ? Joyce Mac Dougal comme Erich Fromm ne sont pas loin de le penser.

ROLAND JACCARD.

* PLAIDOYER POUR UNE CERTAINE ANORMALITÉ, de Joyce Mac Dougal, éd. Gallimard, coll. « Connaissance de l'inconscient », 222 p., 29 F.

Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essais théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Nos contrats d'édition sont régis par l'article 49, de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire



histoire

Le roman noir de Montségur

● Du catharisme au nazisme.

CHRISTIAN BERNADAC est un Ariégeois issu des montagnes du Sabarthe, non loin de Tarascon-sur-Ariège, qui est aussi le berceau de ma propre famille. Il publie ces temps-ci un ouvrage de près de cinq cents pages intitulé : *Le Mystère Otto Rahn*, et sous-titré : « Du catharisme au nazisme ». Tout un programme !

En tant qu'Ariégeois, mon premier réflexe est de dégager lâchement ma responsabilité pour tout ce qui touche à l'histoire locale de ce pays superbe et mystérieux : Niaux, Lombrières, Viadossos, Ussat, Miglos, Lardat, Montségur, et aux légendes qui s'y attachent. Car elles sont nombreuses à voler en éclats sous la plume aigüe et audacieuse de mon compatriote. Evidemment, j'ai mon idée. Mais je n'ai pas, comme lui et quelques autres, fouillé, gratté, vérifié, recoupé. Aussi, je me garderai de trancher et le laisserai seul face aux inévitables polémiques qu'il déclenchera chez nous. Nul doute qu'il saura se défendre.

Quant aux lecteurs qui ne sont ni Ariégeois ni membres des Amis de Montségur, je puis les rassurer : ce livre n'est point destiné à une poignée d'experts ou de fanatiques. Bien au contraire : tout en racontant l'aventure extravagante d'un des personnages les plus étranges de l'Allemagne hitlérienne, il retourne aux sources de la fascinante hérésie cathare, il met en évidence le lien que certains dignitaires nazis avaient cru déceler entre cette hérésie et leur vision démentie de l'Europe et du monde.

Pour suivre le fil de ce roman d'aventures et d'espionnage, pour pénétrer dans cette bouleversante épopée qui culmine et s'émoussaille autour du bécher de Montségur, nul n'est donc tenu de s'imposer la lecture de tel ou tel document, ou de la description des grottes de Lombrières. Mais sans doute l'historien a-t-il sacrifié au seul légitime de s'enfoncer du maximum et du monde.

Otto Rahn apparaît pour la première fois en Ariège durant l'été 1930. Plus exactement à Ussat-les-Bains, où les Bernadac tiennent une pension de famille. Il a vingt-six ans. Il s'est déclaré journaliste allemand et venant

de Genève pour recueillir des renseignements sur l'histoire de la période primitive cathare, en particulier aux grottes d'Ussat, puis à Lardat, Montségur, Niaux, Viadossos ». En dehors de quelques exceptions notables, Rahn sera plutôt bien accueilli par l'intelligentsia locale éprise de Montségur, de son histoire, de ses symboles. Certains lui ouvriront même largement leurs archives, et mettront à sa disposition les résultats de leurs travaux personnels.

Un agent de Himmler ?

Brusquement, à l'automne 1932, Otto Rahn disparaît, laissant derrière lui des dettes et des esprits troublés. On le revit à Paris, à Saint-Germain-en-Laye, à Fribourg, pour tenter de régulariser sa situation. Puis il retourne en Allemagne. En 1933, il publie un livre : *Croisades contre le Graal*. En 1937, un deuxième ouvrage : *La Cour de Lucifer*. On le retrouve ensuite dans la SS. Enfin, sa mort est officiellement annoncée par les bureaux de Himmler : elle aurait eu lieu, lors d'une tempête de neige, en mars 1939. Finalement, Otto Rahn, jusqu'aux découvertes inédites de Christian Bernadac, qui soulève plusieurs questions, et, du même coup, suggère de surprenantes réponses.

Otto Rahn était-il un jeune Allemand passionné par la quête du Graal, les croisades, l'épopée cathare, venu sur les lieux de cette épopée pour assouvir cette passion ? Ou au contraire, comme le démontre Bernadac, était-il envoyé là par Himmler, dans le but de fabriquer de toutes pièces les preuves que nazisme et catharisme avaient partie liée ? Cette mission s'intégrait-elle à la vaste opération d'intoxication menée en France à cette époque par les services spéciaux hitlériens dans le but de faciliter ultérieurement l'invasion et l'occupation ? Il y a encore plus : Bernadac avance une stupéfiante hypothèse et fournit pour l'étayer d'impressionnants arguments : Otto Rahn est-il vraiment mort en mars 1939 ou a-t-il terminé la guerre comme ambassadeur du III^e Reich à Rome ? Sa mère était-elle juive ?

Telle est donc la trame, telles sont les révélations et les hypothèses de ce livre qui, entre

Montségur et Berlin, effectue des plongées au fond d'un monde médiéval bardé de légendes éternelles. Qui frôle en permanence la provocation sans jamais y basculer. Du moins est-ce mon opinion. Car je connais des futurs lecteurs qui pourraient ne point la partager. C'est que l'entreprise de démythification conduite par Christian Bernadac s'avère impitoyable. Que d'excellents esprits bernés ! Que de tabous renversés ! Que de tabous renversés ! Otto Rahn aurait ainsi joué ses plus farouches partisans et administrateurs. Pis : il aurait pu même contribuer à dénaturer la révolte, la doctrine, les vertus cathares. A l'heure où Darquier de Pellepoix encombre soudain l'actualité, ce livre surgit à point pour éclairer sous un jour fort inhabituel le désordre, la confusion mentale de ceux qui voulaient imposer la nazisme à l'Europe.

RENÉ-VICTOR PILHES.
* LE MYSTÈRE OTTO RAHN, de Christian Bernadac. Editions France-Empire. 488 pages, 58 F.

19^e PRIX de POÉSIE
François VILLON
Tous renseignements contre enveloppe timbrée
14, rue Le Bus - Paris-20^e

J. Heran et coll.
guide pratique des études médicales
du PDEM I à la thèse (Internat)
comment organiser son travail, choisir ses livres et revues, ses stages, préparer ses concours, s'orienter vers une spécialité
2^e éd., revue et complétée 48 FF
Flammation médecine

APHRODITE CLASSIQUE
60 pages
12,00
pour les étudiantes et les hommes de la médecine
Gervaise de Lissacque Docteur en Égypte
Pierre Louis Médecin généraliste
Isidore Issou Apothicaire Roumain
eurédif
2 bis, rue de la Baume
75008 PARIS - 561 15 59
Nom _____
Adresse _____
BON POUR CATALOGUE GRATUIT

POUR VOS CADEAUX DE FIN D'ANNÉE
JOSEPH GIBERT VOUS CONSEILLE
une sélection de livres et jeux avec...

25 % DE REMISE (jusqu'au 6-1-79)

Table listing books and prices with 25% discount.

25 % DE REMISE PRIX LITTÉRAIRES (jusqu'au 31-3-79)

25 % DE REMISE BANDES DESSINÉES (adultes et enfants) (jusqu'au 31-3-79)

25 % DE REMISE COLLECTION PLEIADE (jusqu'au 31-3-79)

25 % DE REMISE ATLAS Historiques - Géographiques (jusqu'au 31-3-79)

25 % DE REMISE ASSIMIL Manuels - Disques - Cassettes (jusqu'au 31-3-79)

26-30, BOULEVARD St-Michel, Paris (6^e)
Métro : ODÉON - LUXEMBOURG
Magasin ouvert tous les jours de 9 h 15 à 19 h 15
Les 20, 21, 22 et 23 décembre de 9 h 15 à 22 h.

Éditions Hier et Demain
une anthologie de textes féministes du moyen âge à nos jours
le grief des femmes
un cri d'hier
un appel pour aujourd'hui
500 ans de griefs et de révolte de femmes
leurs témoignages, leurs visages.
en 2 volumes illustrés
idées reçues sur les femmes
Evelyn Laurent - Le Monde

ENFIN UNE REÉDITION de l'œuvre maîtresse de Viollet-Le-Duc. Un instrument de travail incomparable et indispensable pour l'historien de l'Art, l'archéologue ou l'architecte. Cette édition en dix volumes (soit plus de 8000 pages) avec de nombreuses illustrations est la reproduction de l'ouvrage original devenu introuvable de nos jours. Chaque mois vous recevrez un volume dans une élégante couverture en similicuir rouge, dorée à l'or fin. Le tirage étant très restreint, n'attendez pas pour retourner le bon ci-contre aux ÉDITIONS DE SANCEY - B.P. 16, 10800 SAINT-JULIEN

VIOLETT-LE-DUC BON D'EXAMEN à retourner aux ÉDITIONS DE SANCEY B.P. 16 - 10800 SAINT-JULIEN

صكنا من الأصل

صكنا من الاصل

BRASSAÏ

I-Henry Miller grandeur nature
II-Henry Miller rocher heureux



GALLIMARD

Fernand CATHALA

Professeur à l'Institut de Criminologie
de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse

PRATIQUES ET RÉACTIONS POLICIÈRES

Un livre courageux et nuancé sur un sujet explosif.
L'énumération des chapitres suffit à donner une idée très complète
du contenu et du vif intérêt de cet ouvrage :

L'exploitation des dénonciations anonymes - Le recours à l'Indicateur -
À l'écoute des confidences et des rumeurs - Russes et pièges - Con-
traintes et pressions - La provocation aux désordres - La provocation
aux délits - Les violences sur la voie publique - Les sévices en vue
de l'aveu.

Ce livre vient d'être couronné
par l'Académie française (Prix ANDRÉ BARRE).
288 pages, 39 francs - Franco : 44 francs.

En librairie et aux
EDITIONS DU CAMP-DE-MARS
05700 SAVERDUN
TEL. (01) 69-33-38

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Fernand CATHALA.
C.C.P. 2.992.83 N - TOULOUSE

Leonor Fini FÊTES SECRÈTES. DESSINS

Dessins « fac-similés » 145 pages, 300 F.

Editions du Regard



EDITIONS DE L'INSTITUT D'ETHNOLOGIE

vient de paraître :

Les Saints guérisseurs du Perche-Gouët

par Alban Benso

Les pèlerinages aux saints guérisseurs et les cultes populaires dans
une région bocagère de l'Ouest français.

Ouvrage 21x27, 301 p., VIII pl. : 128,40 F

Les guimbardes du musée de l'Homme

par Geneviève Doumon-Taurelle et John Wright

Un véritable traité universel de la guimbarde qui renouvelle
complètement nos vues sur cet instrument de musique.

Ouvrage 21x27, 150 p., 37 fig., 99 ph., XV pl. : 80,25 F

FNAC et Librairie du Musée de l'Homme
(Catalogue sur demande)

INSTITUT D'ETHNOLOGIE, Musée de l'Homme
Palais de Chaillot, 75116 Paris
Tél. : 553-82-15 et 727-48-37

critique littéraire

Règlement de comptes à « Sorbonne-City »

● René Pommier
casse la baraque sophis-
tiquée de la nouvelle
critique.

ENGLUES que nous sommes dans les complaisances parisiennes, les copinages de métier ou de maison, les accenseurs indéfiniment envoyés en rinvoyés, châtrés par les ménagements à prendre et les services à rendre ; amasculés par les diners en ville et les carrières à faire ; étouffés courtois, gavés de sirop, emmêlés de bienveillances fadasces, nous ne nous plaindrons certes pas de ce que René Pommier, au mépris de toutes ses prudences, casse à grands coups de gueule et de poing la baraque sophistiquée de la nouvelle critique.

Comme il y va ! Quel punch ! Quel cognon ! Et vian sur l'un, et bing sur l'autre ! A côté de ce pourfendeur, le plus pugnace de nos hommes politiques n'est qu'un blème chicaneur. Hélas ! du reste. Deux fois hélas !

Cuistres et jobards

La nouvelle critique ? *Sottise, galimatias, sottises, fariboles, étucubrations, divagations, balliverne et foutaises.* Ceux qui la font ? *Des cuistres, des faussaires, des trafiquants, des marionnettes, des obsédés et des exhibitionnistes.* Les lecteurs ? *Des jobards et des gogos.* L'entreprise elle-même ? *Elle est d'une outrance dérisoire, d'une exubérance ridicule, d'une stupidité fulgurante. C'est une suite hallucinante d'absurdités : tout cela à la fois, et rien que cela.*

Le cœur m'a manqué, je l'avoue, pour mener à bien le catalogue des mots doux et des noms d'oiseaux qui, pour la plus grande part, tiennent lieu d'argumentation et de réflexion à M. Pommier. Quelque lecteur le fera s'il en a le courage, et pourra dire que la maison insubstantielle de ces considérations recroquevillées toutes les quatre ou cinq lignes ; les plus basses étant, comme il est facile de le prévoir, réservées aux deux universitaires prises à partie par l'auteur, Mme Annie Ubersfeld et Mme Joséette Rey-Debove.

Ce ne sont là qu'esquisses, et M. René Pommier se propose, après avoir ridiculisé les disciples, de rétablir sa maîtrise et de régler définitivement son compte à Roland Barthes dans le premier volume à venir d'une collection « Cuistres de notre temps ».

Tout comprendre sans effort

Ce qui est excessif n'est pas nécessairement insignifiant, et l'ouvrage de M. René Pommier ne l'est pas. Le titre même, *Assez décodé*, en dit le projet avec un malice un peu lourde, et cinquante lignes de la première étude (pages 17 et 18), déjà agressives mais encore lisibles, en posent la thèse.

Celle-ci porte à la fois sur la forme et sur le fond de la nouvelle critique ; ou plus exactement de la nouvelle « lecture de textes », en gestation dès les années 1950 et inaugurée moins par le *Degré zéro de l'écriture*, réflexion théorique et médiologique, que par le *Michellet* (1954) de R. Barthes.

Sur la forme : « Il est légitime, écrit M. Pommier, que les linguistes, pour essayer de mieux cerner les mécanismes du fonctionnement des langues, aient recours à des termes techniques », « ceux qui les transposent sans nécessité de l'étude proprement linguistique aux études littéraires » ne font par là que « masquer l'insignifiance de ce qu'ils ont à dire (page 18) ».

Sur le fond : « la coteries des critiques de choc est profondément convaincue que jamais personne n'a su lire avant eux. Cela n'empêche pas qu'ils ne cessent de se contester réciproquement les résultats de leurs diverses lectures ».

« Quand on prétend donner une interprétation entièrement nouvelle de n'importe quel texte, même des plus clairs, des plus connus, des plus commentés, de ceux que tous les lecteurs, depuis des siècles, ont sans le moindre effort compris de la même façon, il n'est d'autre recours que le sophisme, d'autre ressource que la sottise, d'autre recette que la sottise (page 18) ».

En somme, ce qui provoque la

coïre de M. Pommier, c'est que l'on ose lire « autrement » les textes sacrés, et que cet « autrement » de l'interprétation passe par un « autrement » du vocabulaire. Encore, si cette curiosité sacrilège ne s'attaquait (puisqu'elle est étymologiquement « déliante ») qu'à des textes marginaux, eux-mêmes « déliants », on lui serait indulgent : que le fou comprenne le fou !

Mais non ! C'est à Proust (Ph. Lejeune, pages 20-28), à Flaubert (M. Picard, page 26-30), à Hugo (M. Caminade et Annie Ubersfeld, à Apollinaire (A. Rouvère et G. Zayed, pages 51-70), à Molière, enfin et surtout (pages 99 à 194), que s'en prennent ces gilets rouges. Comment M. Pommier ne les juge-t-il pas « outranciers » deux fois par page, ces pseudo-savants qui prétendent découvrir encore quelque chose, ou en faire l'effort, dans des textes si évidemment « clairs », si abondamment « commentés », et que des générations entières de lecteurs ont « compris » identiquement « sans le moindre effort » !

Si au moins leur irrespect des valeurs les plus cotées à la bourse universitaire n'allait qu'à des généralités, ne touchait que la tête ou le cœur ! Mais non, une fois de plus ! Leur curiosité doublement impertinente se porte aussi sur les « régions marécageuses du cul », l'empire souterrain des sens et de la raison.

La chatouilleuse Elmire

Profanation ! Alors que tout l'effort de la critique universitaire avait tendu, depuis un grand siècle, à réduire la lecture de ces textes à une pieuse paraphrase, à en éliminer tout l'« embarrassé incertain », à faire supposer également assésés l'auteur et ses contemporains, à éta-

blir du moins que le sexe, à supposé qu'il existât, ne pouvait apparaître (dans un texte honnête) que là où et comme il était convenable qu'il apparût, la nouvelle critique voit agir d'étranges structures dans le labyrinthe où Phèdre est descendue ; et ce sexe, refoulé et omniprésent, se mouvoit aussi bien dans la madeleine de Proust et sa tasse de thé que dans le clocher de Combray ; dans la jambe de bois offerte par Mme Bovary à Hippolyte comme dans la cravache offerte à Rodolphe ; et jusque dans le *Sonnet à la princesse Uranie sur sa fièvre, des Femmes savantes. Les voyous !*

Ce n'est pas le lieu de reprendre point par point les interprétations balayées d'un revers de main par M. Pommier, et que leurs auteurs n'ont d'ailleurs jamais présentées que comme l'une des lectures possibles d'un texte. Après tout, voir du sexe partout est moins déraisonnable (et plus conforme à la nature des choses) que de n'en voir nulle part ; et ce n'est pas se comporter en obsédé(e) que de se demander ce que signifiaient aussi (et vraiment ?) pour Molière et ses contemporains brûler, se pâmer, prendre le roman par la queue (de la Magdelon des *Précieuses ridicules*), ou les *repas friands* offerts à l'oreille de Béatrice ; de rappeler à ce propos l'ancienne et certaine ambiguïté de cette *oreille* par laquelle l'Agnes de *l'École des femmes* croit que se font les enfants ; de rechercher dans Furber et dans les textes de l'époque ce que veut vraiment dire Elmire quand elle se donne, parlant à Tartuffe, comme *fort chatouilleuse* ; ou quelles vertus autres qu'expectorantes le XVII^e siècle prêtait au *réglis* offert à la même pas le même.

Si ce n'est pas là de la critique littéraire enfin curieuse de lire,

qu'est donc la critique littéraire ? Quant à l'objection qu'il faudrait ne voir dans un texte que ce que l'auteur a explicitement voulu que l'on y vît, et que la tradition a établie, Paul Valéry y a répondu depuis longtemps en quelques phrases : « Il n'y a pas de vrai sens d'un texte, pas d'autorité de l'auteur. Quoi qu'il ait voulu dire, il a écrit ce qu'il a écrit. Une fois publié, un texte est comme un appareil dont chacun peut se servir à sa guise et selon ses moyens. » C'est ce que disait aussi Kafka à Max Brod, et c'est le bon sens.

L'arroseur arrosé

Car ce qui distingue à coup sûr un « grand » texte d'un texte médiocre ou banal, c'est précisément qu'il est sans cesse « lisible » autrement. A ces nouvelles lectures on n'est en droit de demander que ceci : qu'elles soient cohérentes ; qu'elles s'appuient sur une large connaissance du vocabulaire de l'époque et de ses mentalités ; enfin qu'elles soient elles-mêmes lisibles.

On donnera volontiers acte à René Pommier que cette dernière condition n'est pas souvent remplie ; qu'il y aurait encore à gagner sur la seconde, et quelquefois sur la première. Mais fallait-il jeter si rudement le bébé avec l'eau du bain ? L'entrée en force des linguistes dans le domaine de la critique littéraire, l'emploi systématique de l'analyse freudienne et des méthodes de la sémiotique à des fins qui sont effectivement de « décodage » des textes, ont au moins l'avantage de sortir ceux-ci d'un Panthéon déserté pour les ramener au tumulte des controverses. Qui s'en plaindrait ?

JACQUES CELLARD.

* ASSEZ DÉCODÉ, de René Pommier. Ed. Robert, 124 p., 45 F.

Une histoire qui n'en est pas une

(Suite de la page 17.)

Pourquoi faut-il qu'après toutes ces bonnes raisons de se réjouir, on ne fasse plus que déchanter à mesure que les écus défilent par paquets de quatre ou cinq, souvent bizarrement assemblés, et sans rapport les uns avec les autres ? Les regrouper, après avoir écarté le système des générations, tantôt d'après l'âge, tantôt d'après leur confession religieuse, ou le genre qu'ils ont choisi, ou leur situation dans l'espace (le coin de Paris), ou les écoles qu'ils forment quand bien même on se moque des écoles (« Hussards », « Nouveaux romanciers »), ou les thèmes qu'ils chantent (« Jeunesse et aventure »), ou leur sexe (oui, oui, il y a un groupe « femmes » composé de Mallet-Joris, Sagan, Rochefort, Rivoyre, qui sans doute ne sont que cela, puis-que Sarraute, Duras, Beck, Yourcenar et Beauvoir trouvent leur place ailleurs) ne semble pas troubler Brenner.

Il est vrai que la théorie littéraire, et le terrorisme qui lui est lié, n'est rien moins que sa bête noire. On ne s'en affligeait pas, vu la débauche pesante, et souvent inutile pour jauger les œuvres contemporaines, qui en a été faite, on se féliciterait même que, rappelant la querelle de la Nouvelle critique, il rende justice à l'excellent pamphlet de Raymond Picard, *Nouvelle critique, nouvelle imposture*, si ces refus, ces éloges et ces blâmes étaient accompagnés d'une réflexion rigoureuse et personnelle sur la littérature, et la critique définies-

saient son vocabulaire, si parlant, par exemple, de trois romans remarquables dans le « genre baroque », il précisait un peu ce qu'il entend par là, ce qu'elle est cette nouvelle « fable » où sans subtiles nuances voisinent Le Clesio, Tournier, Modiano, Didier Martin, Dominique Fernandez, Yves Berger, Christian Giudicelli, Yves Navarre et Angelo Rinaldi : on cherche en vain le principe littéraire qui organise ce dernier bataillon. Où sont les perspectives espérées, les critères établis ?

Comment voir une « histoire » de la littérature dans cette suite de monographies de dimensions variables où se mélange un peu de tout, la vie de l'écrivain et la trajectoire de son audience, des anecdotes pas toujours plaisantes, des mises en cause politiques et d'insipides résumés d'œuvres ?

Un curieux palmarès

La classification de Brenner était aussi incohérente mais moins amusante que celle citée par Foucault au début des *Mots et des Choses*, on a plutôt affaire à un dictionnaire qui ne respecterait pas l'ordre alphabétique. Mais les entrées ne retiennent pas non plus les goûts de l'auteur bien qu'il ne se fie qu'à son goût. Car plus d'un figure à l'index dont on se demande pourquoi, quand on lit la notice qui lui est consacrée : toute la recherche de Blanchot, toutes les palmodies de Solers

expédiées en une demi-page où rien n'est dit ; les romans, le théâtre, la poésie de Boris Vian comprimés en deux pages quand sont développés sur le même espace les romans de Roger Vignay ou ceux de Jean Freustié...

Accueillir ainsi tous ceux qu'on s'attend à trouver même si lui-même ne les aime pas plus qu'il ne les comprend, Jacques Brenner appelle cela son absence de parti pris, son « scientisme ». Il est vrai que fait peu sensible au travail formel du Nouveau Roman, où il voit moins un mouvement littéraire qu'un coup de publicité orchestré par Robbe-Grillet — il n'est pas chiche d'interprétations mesquines, — il avoue néanmoins son admiration pour Nathalie Sarraute. Mais c'est en la jetant en pleine psychologie et comédie sociale, au risque de manquer l'originalité profonde de cette romancière.

Voilà ce qui me semble le plus grave dans ce livre, outre l'ambition démesurée de son titre : à part quelques exceptions, comme Marcel Aymon, dont il parle bien, la plupart des auteurs que soutient Brenner ne sont pas mieux traités que ceux qu'il descend. Nous n'apercevons guère les rapports particuliers qu'ils entretiennent avec le langage, les sources personnelles de leurs images, les obsessions qui marquent leur univers et encore moins les techniques qui le font tenir debout. Si bien que devant un examen aussi réducteur « de la voix et de la sensibilité » originales des créateurs, on se demande si le mieux n'est pas encore d'avoir été oublié sur ce palmarès.

JACQUELINE PIATIER.

* HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE DE 1949 à N-O-J JOURS, par Jacques Brenner, Fayard, 582 p., 75 F.

LIBRAIRIE ART ET CULTURE

LIVRES D'ART
LIVRES RARES

Remises exceptionnelles de 20 à 50 % sur de nombreuses collections

A DES PRIX DE FÊTES

*Serpent, Cahier d'art
Vincent, Fruits, Cercle d'art
Tavernier, Office du livre, etc...*

90 RUE DE RENNES - 75006 PARIS
du lundi au samedi de 10 h à 23 h 30 - Métro Saint-Sulpice

EDITIONS A. PÉDONE
SÉRIE
AFRIQUE NOIRE
AUX URNES L'AFRIQUE!

Élections et pouvoirs en Afrique Noire

C.E.A.N.-C.E.R.I.
Un vol. 260 p., 64,20 F
rue Soufflot, PARIS (5^e)
13, rue Soufflot, PARIS (5^e)



pour
les jeunes

Albums et premières lectures

HANNA JANUSZEWSKA : « Les lions ». Texte français de Pierre Michel. La Farandole, 15 F. L'étonnant rêve en couleurs d'un enfant en colère. Seuls de farouches lions grondant, rampant sur le ventre peuvent apaiser sa révolte profonde. Un fantasme qui ne peut laisser insensible ni les enfants ni leurs parents. A mettre donc entre toutes les mains.

JEANNE BOUBERT : « Le Jardin de grand-père ». Le Centaure, Jeunesse, 29 F. Les quatre saisons dans un jardin, et dans la vraie tradition du livre d'images : l'histoire, ici, est presque sans paroles. Les

belles illustrations de style naïf, riches et précises, placent aux tout-petits, qui y trouveront matière à inventer, à rêver, et à raconter. A partir de 3 ans.

HELENE TERREAC : « Sans rime ni raison ». Illustrations de Pier Brouet. Editions de la Marelle, 58 F.

Merveilleux album au lyrisme débridé. Les vers, les mots, les images tournent, dansent, improvisent une musique poétique sur le seul rythme de l'imagination. « Sans rime ni raison ».

YVAN FONMAUX : « Tout ça, c'est des histoires ». L'École des loisirs, 32 F.

Chez les enfants, l'aventure est au bout... de la parole. « Si j'étais une trapéziste, un chasseur d'ours, une indienne, ou un bandit... » Et le jeu, le mystère, le rire, la suspense défient aussitôt la banalité du quotidien. Une semaine de gags et d'inventions vécue par trois copains et racontée en bande dessinée.

L'un des livres les plus nouveaux et les plus sympathiques de la « saison littéraire » enfantine.

Du même auteur : la *Dinde de Noël*. La Farandole, 16 F. Qui a mangé la bonne dinde farcie de M. Blanchet ? Un petit drame pour jour de fête.

ADELA TOURN ET SYLVIE SELIG : « Le temps des pommes ». Du côté des petites filles. Editions des Femmes, 30 F.

Au palais du roi Barbar, on n'avait plus idée de ce qu'étaient une pêche, un moineau, un chat tigré, un pot de confiture de myrtilles, un radis... Le roi Barbar faisait des plans grandioses pour la vingt et unième guerre. L'un de ces « infers d'hommes cruels et destructeurs (sic !), la reine Delphine et la princesse Philippine, qui, jusque-là, n'avaient jamais vu « ni une prune, ni une grappe de groseilles », ni... une pomme, trou-

vent la paix et le bonheur dans un univers féminin, culturel et fourré de révolutions... exception, les garçons y sont admis. On y fait son pain et ses confitures, on y trouve livres de poésie et dictionnaires. L'éternel féminisme des publications des « Femmes » ne manque vraiment pas de charme, cette fois-ci. Les illustrations inventives de Sylvia Selig y sont pour beaucoup.

FRAN-CLAUDE BRISVILLE : « Oies, la leopard des neiges ». Illustrations de Danthie Bour. Grasset, Jeunesse, 29 F.

Où l'on retrouve le duo écrivain-illustrateur, à qui l'on devait le très beau *Au fil des jours* (chez le même éditeur). Un récit un peu trop manichéen, mais drôle, sentimental et bien écrit. De belles images romantiques dans le plus pur style naïf, (sopon Douanier Rousseau. Le livre-cadeau par excellence.

DANIEL DE FOE : « Robinson Crusoe ». Illustrations d'Arsaud Laval. G.P., 16 F.

Adaptation pour les trois à six ans du Robinson de Daniel De Foe. Une mini-édition cartonnée, gaie, et « bien dans la main » que les tout-petits aimeront manipuler, et traiter partout avec eux. Une très bonne idée.

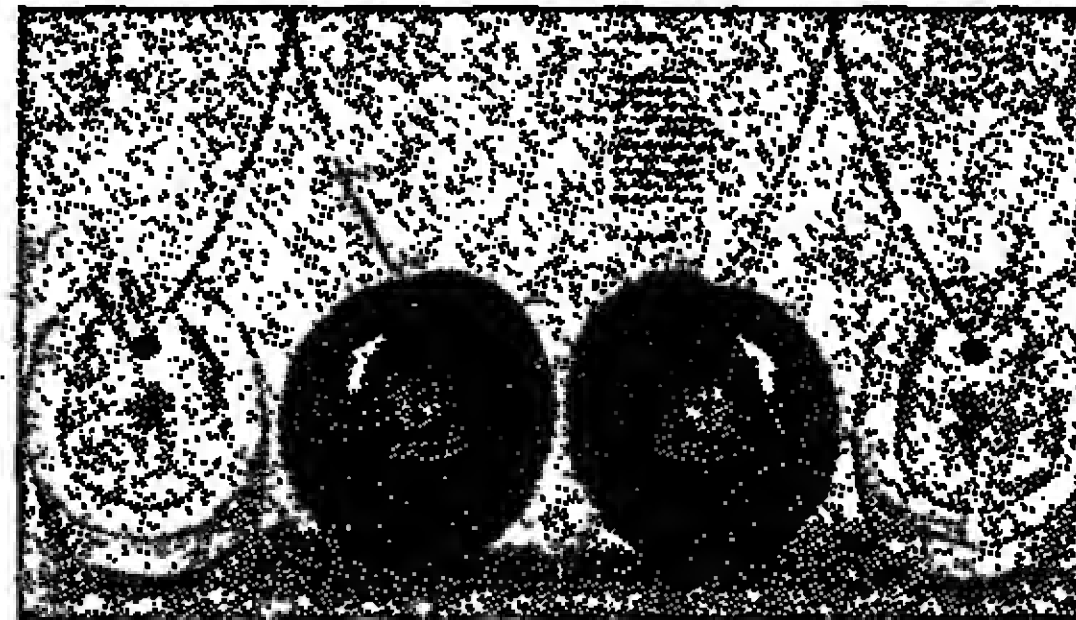
PEF : « Moi, ma grand-mère ». La Farandole, 28 F.

Mousquetaire, cosmonaute, exploratrice ou « grand-maman gâteau » ? Comment l'aimerez-vous, votre grand-mère, à vous ? Une trouvaille.

J.-B. BARUCQ : « La Copie magique de Berlioz ». Illustrations de Frédéric Clément. M.M. Magard, 28 F (6 à 8 ans).

Un roi ne voulait entendre que la vérité. Dans la tradition des frères Grimm, un conte philosophique pour les petits !

Topor,
maître chanteur



« J'ai perdu deux dents en mordant dedans... Les cerises sont grises, j'en remplis ma chemise... Voulez-vous chanter avec moi ? », demande Topor.

(Comptines mises en musique par Max Rongier. Livre-disque, 15 toms, Philips)

Enfantimages

Voilà la vraie trouvaille de l'année. Un petit livre résistant, beau, pas cher, maniable, avec un texte de vraie littérature, accessible dès l'âge de la lecture, avec des illustrations qui sont parfois de petits chefs-d'œuvre et qui font, inégalement, partie du texte.

Les douze premiers titres viennent de sortir. Il y en a pour tous les goûts : La poule a trouvé un citron, poèmes de Daniel Boulanger ; la Mésogérie de Tristan de Robert Desnos, écrite en 1932 pour la fille de Lisa Dahame ; Voyage au pays des arbres, de La Clézio ; le Petit Garçon qui avait envie d'espace, de Jean Giono ; Guignol, de Jacques Prévert ; Devinez l'alphabet, pour les

dessins fantastiques de Théophile Schuler, car le texte a considérablement vieilli. Les lettres étrangères n'ont pas été oubliées : la Petite Fille aux allumettes, d'Anderson ; les Sept Familles du lac Pippie-Popple, d'Edward Lear, tout plein de mots compliqués et drôles, qui ne sont pas dans les dictionnaires ; le Chat et le Diable, de James Joyce ; Babine le sol, de Léon Tolstoï ; Histoire du petit Stephen Girard, de Mark Twain, traduit par Alphonse Allais.

De grands petits livres...

« ENFANTIMAGES », Gallimard, de 12 F à 16 F.

Connaissez-vous la S.P.A. ?

C'est dès le plus jeune âge qu'on peut donner aux enfants l'amour des lettres, de l'alphabète et du bêtis. Mystérieuses, malicieuses ou amusantes, voyelles ou consonnes, ces vingt-six figures s'ordonnent ou se désordonnent dans des albums qui ne sont pas seulement pour les tout-petits, mais pour tous les membres de ce que Raymond Cosneau appelle la S.P.A., la Société protectrice de l'Alphabet.

des syllabes stylisées. La Touze, 28 F.

Jeux sur les sons et les lettres, devinettes et contre-pétées pour ceux qui savent déjà lire. Ils liront avec plaisir.

Le même auteur : « Drôle d'alphabet » ou les aventures d'une tarte aux pommes. 28 F.

Réellement drôle pour ceux qui commencent à lire.

Un papa : « Je serai soldat, alphabet militaire, illustré par L. Bombard. Gallimard, 35,50 F.

Rédaction en teo-similé d'un alphabet de la Belle Epoque, qui « décide l'enfant » à bien apprendre à lire et à écrire afin de devenir officier comme son papa, « et même général si c'est possible ».

JEAN DE BRUNHOFF : « A.B.C. de Babar ». Bachellette, 28 F.

A comme Arthur, B comme bretelles, C comme casquette, et Y comme yo-yo, ou comment trouver le mot juste, et apprendre l'alphabet en retrouvant Babar. Une vraie fête !

SONIA DELAUNAY : « ALPHABET ». L'École des loisirs, 43 F.

SIGRID HEUCK : « Le Poney, le Petit Ours et le Pomier ». Texte français de Micheline Bertrand. Nathan, 22 F.

Demeure la plus beau des classiques. Un hymne à la joie de la forme et de la couleur.

Les mots et les images se rencontrent dans un conte gai et coloré. Une nouvelle façon d'aborder le langage et d'enrichir un vocabulaire débutant. A partir de quatre ans.

AGNES ROSENTHAL : « L'alphabet feu ou le livre

NICOLE ZAND.

Arbres et bêtes

Les mots de la nature ont, auprès des enfants, un pouvoir magique. Dites rivière, ferme, traineau ou rhinocéros... et vole l'imagination vers les prés, la montagne ou les plaines désertiques de l'Afrique.

Pour une échappée belle vers le vert, le jaune ou le bleu, des livres qui permettent une « observation » en chambre, avant celle sur le terrain.

SOLANGE DUPOUX ET JEAN-LOUIS GRAILLE : « D'étangs en marais ». Hatier, 64,50 F. Les quatre saisons au pays des « lentes eaux », et la vie, palustre et secrète, de ce beau milieu naturel. Un voyage « en eaux troubles », pour tous les âges : chasseurs et pêcheurs y connaîtront mieux un monde qui leur est déjà familier.

FRANZ MOISEL : « Nous découvrons les animaux ». Illustrations de Wolfgang de Haën. Adaptation française de Claude Loyot Prévert et Lorraine Beuron. Centaure Jeunesse, 49 F. Ils vivent dans notre jardin, dans le pré, au bord de l'eau et dans la forêt, et ils nous sont étrangers ; et nous les ignorons ; et nous les maltraitons. Un portrait écologique, pédagogique, tendre et protecteur de trente-huit « inconnus » de notre environnement. Ils s'appellent chauve-souris, hamster, hérisson ou cochenille...

PAUL-HENRY PLANTAIN : « Guide expé de la montagne ». Bachellette, 28 F.

Faune, flore et minéraux en montagne. Un e préparation détaillée et complète à une future randonnée.

GISELE BARNAY : « Le Livre d'or du chat ». Dessins de Bémy Fellicier. Seghers, 28 F.

Aimer un animal, ce n'est pas seulement savoir le nourrir et le soigner. C'est aussi savoir pourquoi il veut est indispensable. « Pourquoi aime-t-on les chats ? », a donc demandé l'auteur à plusieurs enfants. Les réponses sont surprenantes et instructives. Une analyse intéressante du monde félin à l'usage des jeunes.

L'ANNÉE DES ARBRES, texte et illustrations de F. Lucet, L'École des loisirs, 32 F.

En janvier, les arbres se montrent tout nus afin qu'on reconnaisse plus aisément la silhouette d'un tilleul, d'un pommier ou d'un marronnier. Accordé au cycle des saisons, ce petit album bien documenté et illustré avec beaucoup de goût, se feuillette et se lit, et se relit, avec plaisir. C'est une ressource (à partir de 7-8 ans).

LA VIE SECRÈTE DES BÊTES : « Dans les montagnes », « Dans la savane », « Dans les lacs et rivières ». Bachellette, 27 F l'album.

Texte de Michèle Cuisin, attaché au Muséum d'histoire naturelle. Voir vivre un animal dans son milieu, l'observer lorsqu'il cherche sa nourriture, assister à sa naissance, découvrir ses mœurs, ses attitudes, connaître sa longévité, etc. Tel est l'objectif de cette nouvelle collection qui regroupe les animaux d'un même milieu et qui révèle leurs secrets grâce à une centaine d'illustrations en couleurs.



contes musicaux

à partir de 6 ans

- des contes à lire ou à raconter,
- des images à regarder,
- des disques à écouter.

- L'apprenti sorcier
- Le carnaval des animaux
- Coppélia
- Hansel et Gretel
- L'invitation à la valse
- Le lac des cygnes

tar. 39,00 F.



Anne Sylvestre :
deux séries de disques



• ABCdisques, dès 2 ans: "CHANSONS POUR" 18 titres. *
"LA PETITE JOSETTE" 2 albums d'aventures.

• MERCREDISQUES, dès 5 ans: LES "NOUVELLES FABLETTES" 12 titres. *
LA MER, LE SQUARE, L'ECOLE, NOEL.

distribution BARCLAY
Sylvestre
* 45, 33 t. + cassette

ILS DÉFIÈRENT LES OCÉANS!

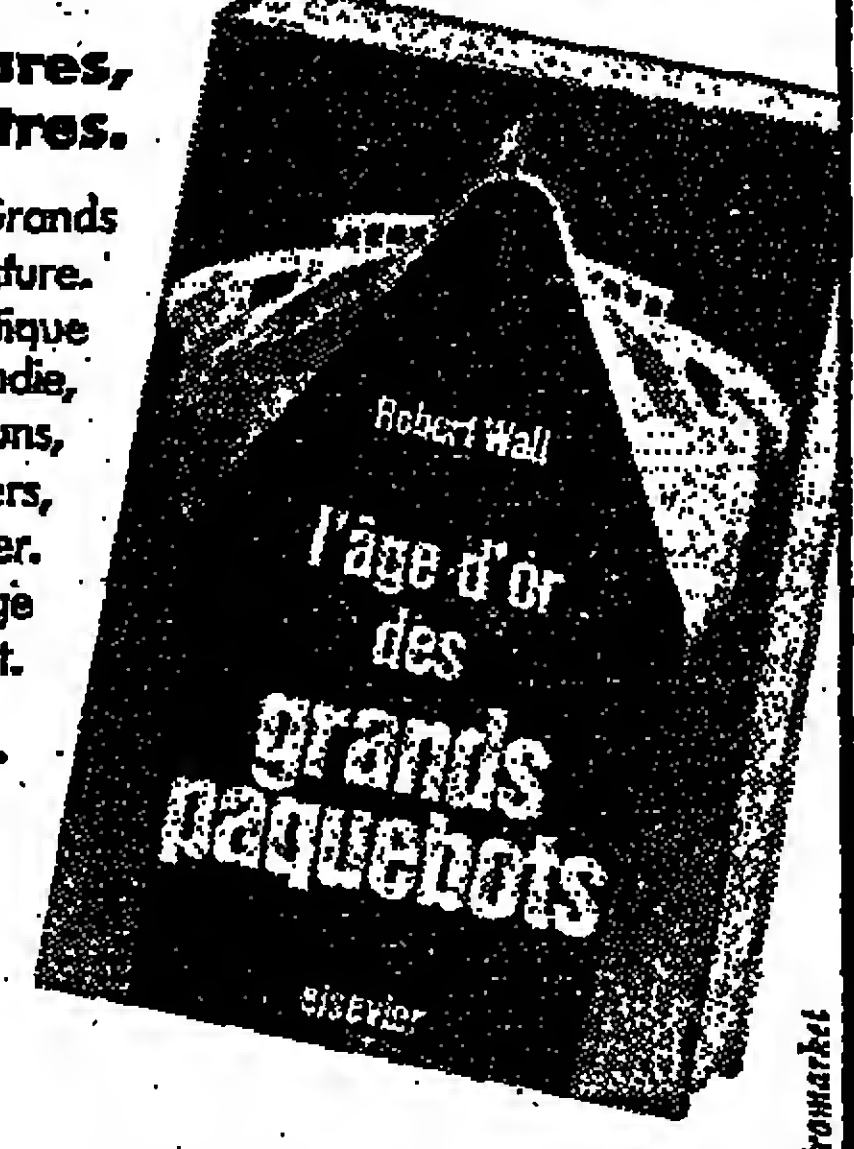
Luxe et naufrages, prestige et aventures, prouesses et brèves rencontres.

L'avion les a tués. Mais ils revivent dans l'Age d'Or des Grands Paquebots. Vous revivrez, vous aussi, la grande aventure. Depuis le Great Western qui, en 1938, traversait l'Atlantique jusqu'hélas à France, en passant par Titanic, Normandie, Queen Mary et Andréa Doria, vous humerez avec les embruns, avec les joies ou les angoisses des passagers, un certain parfum "rétro" qui vous fera rêver. Séduisant, précis, cet ouvrage constitue un véritable document.

Il fallait l'écrire. Elsevier l'a fait.

Préfacé par Jacques Mardol.
Écrit par Robert Wall.
23 x 30 cm - 256 pages -
500 photos et dessins
en couleurs et en noir.

elsevier
Chez tous les bons libraires.



libreria 10132A

D'ETRENNES

pour les jeunes

Le goût du romanesque

LAURA INGALLS WILDER : « La Petite Maison dans la prairie ». Huit volumes sont annoncés, quatre sont déjà parus. Éditions du « Chat perché ». Flammarion, 22 F le volume.

Cette saga familiale, rendue populaire par un médiateur félicite de télévision, gagne à être lue, car c'est la ton juste, sans misérabilisme et sans moralisme, qui est la marque de cette épopée de pionniers américains au siècle dernier. Le volume 4, *Un enfant de la terre*, narre avec un sens très vif du concret l'enfance d'Almanzo Wilder, le mari de l'auteur, dans la ferme familiale au nord de l'État de New-York.

L.R. SINGER : « Une histoire de paradis et autres contes », avec des illustrations de Maurice Sendak. Stock, 40 F.

Ces contes avaient obtenu en 1966 aux États-Unis le Prix du plus beau livre pour enfants. Ce mélange extraordinaire de fantastique, de merveilleux, de tendresse et de tragique est dans la meilleure veine du prix Nobel 1978, pour qui la littérature doit aider à retrouver le passé.

ISAAC ASIMOV : « Jim Spark et la cité sous la mer ». Texte français de Guy Abada. Illustrations de Claude Lacroix. « Bibliothèque verte seniors ». Hachette, 3 F.

Jim Spark, convoqué par les « représentants vénéniens du Grand Conseil scientifique », est en visite sur Vénus. Il descend à l'hôtel des Abysses, découvre la cité Aphrodite, se nourrit de levures qui évoquent le bœuf et le jus de tomate, et se trouve aux prises avec d'inquiétantes créatures qui ressemblent à des poissons-fiches. Le pire ennemi de l'homme n'est pas seulement l'homme... Jim Spark l'ignorait jusque-là. De la science-fiction dans la vraie tradition.

MARCEL AYMÉ : « Le Passé-Muraille et autres nouvelles ». Coll. « 1 900 Soletis ». Gallimard, 22 F.

Un recueil de nouvelles écrites pour les jeunes. Seule « Joss », la plus intéressante — et la plus difficile — permet de connaître l'auteur, le vrai Marcel Aymé. L'iconographie propose une excellente promenade photographique, en compagnie de l'auteur, dans un Paris des années 30. Une façon vivante et intelligente de découvrir aussi un écrivain par l'image.

MAX LUNDGREN : « L'Étrange Histoire de Miss Wilson ». « Bibliothèque de l'Amitié ». G.T. Egeest, 16 F.

Curieux « melting pot » que celui proposé par le romancier suédois. « Polar » satirique, conte de fées ou œuvre pédagogique ? Chacun trouvera de quoi satisfaire ses goûts, dans « l'étrange histoire » d'un petit garçon qui possède une « culotte d'or », et qui décide d'apporter sa contribution sonnante et trébuchante, aux pays du tiers-monde.

ASTRID LINDGREN : « Rasmus le vagabond ». Bibliothèque internationale, Fernand Nathan, 19,50 F.

Rasmus et Oscar font amitié et se lancent sur les chemins. Un très beau livre de l'écrivain suédois, prix de la Paix de la Foire de Francfort 1978.

ROALD DAHL : « Danny le champion du monde ». Stock, coll. « Mon bel ouvrage », 39 F.

Initié par son père, Danny va se révéler un braconnier hors pair avec pour complices des personnages trop respectables. Un livre plein de verve et de chaleur, avec le plus merveilleux, le plus épatant des pères !

ROBERT ESCOFFIER : « Les Reportages de Bonitabossa ». Manguard Fantasia, 16 F.

Dédiés à la « une » du *Monde* par un homme qui le connaît bien, ces « reportages » sont à la fois didactiques et humoristiques. Illustrés par l'auteur, ils constituent une sorte d'initiation aux mythes du journalisme : de l'I.R.S.S. aux États-Unis, de l'Inde au Mali, Bonitabossa ne connaît pas l'échec et ne rate ni un avion ni un reportage. Un tour du monde « en onze jours, une heure, cinq minutes et quarante-cinq secondes » et des faits dont l'auteur revendique toute ressemblance avec la réalité. (Dix à quinze ans.)

DJIBI THIAM : « Ma sœur la panthère ». LaFont, coll. « Petit Vent », 19 F.

Cette panthère, animal sacré de la tribu, est condamnée à mort. S'organise alors une sorte de chasse sacrée qui prendra une dimension tragique. Suspense.

JACQUELINE CERVON : « Le Fau aux poudres ». Éditions G.P., coll. « Grand Angle », 17 F.

La haine entre Grecs et Turcs à l'époque des événements de Chypre, en 1974. L'évocation de l'actualité avec un des plus beaux décors du monde : la mer Égée, d'Izmir à Bodrum.

De même auteur : « Djihan et l'oiseau de nuit ». Ed. G.P., « Bibliothèque rouge et or », 9 F.

Pour sept-dix ans, une nouvelle quête de l'Oïseau féérique dans le cadre des oasis du Sud tunisien. Un beau conte.

OFFRIR WILDE ET TOLSTOI

Offrir Oscar Wilde, Léon Tolstoï et Miguel Angel Asturias à la fois, c'est ce que permet la collection « Folio junior » (Gallimard), qui, après un an d'existence, poursuit son projet initial. Petit prix (chaque volume coûte de 8,50 F à 10,50 F), grands écrivains, et illustrateurs d'hier (Gustave Doré) ou contemporains (Georges Lemoine, Jacqueline Duhême, Etienne Delessert) lui ont déjà acquis une réputation méritée.

Parmi les douze derniers titres parus, signalons *Thomas et l'Infini*, de Michel Déon, *Maître et Serviteur*, de Tolstoï, *L'Annuaire saisi de l'enfance*, d'Oscar Wilde.

Le gai savoir

« Il est bien plus beau de savoir quelque chose de tout que de savoir tout d'une chose. » Les chemins de l'enfance et de l'adolescence empruntent volontiers le sentier gai et s'élevaient du savoir selon Pascal. Curieux plutôt qu'encyclopédique.

Les documentaires, de plus en plus nombreux dans l'édition enfantine — il est intéressant de noter que l'on en trouve cette année à l'usage des tout-petits, — peuvent satisfaire les curiosités multiples et capricieuses de la jeunesse, car ils proposent « de tout un peu » sur le passé, le présent et l'avenir.

« La vie dans un « jet », le mécanisme d'une voiture de course, la vérité sur un travelling de cinéma, les secrets de la télévision, le fonctionnement d'une capsule spatiale, ou... le travail sur site dans la Chine soviétique ? Si l'on vous pose une de ces questions, la réponse existe, nous l'avons rencontrée dans la production récente. Parmi les derniers documentaires parus, nous avons préféré :

HEINZ KURTH : « Je prends l'avion ». Premières découvertes. Deux cogs d'or, 5 F.

La radioscopie d'un avion. (Pour les cinq-huit ans.)

WENDY BOASE : « La Chine ancienne ». Traduction de Jean-Jacques Barley. Éditions du Chat perché. Flammarion, 15 F.

Un voyage dans la Chine de Confucius, pour y découvrir les moeurs, les arts et la philosophie de celle qui fut « l'Empire du Milieu », avant d'être la « Chine populaire ». (À partir de huit ans.)

LES SECRETS DE LA TELEVISION. Le temps de la découverte, Hachette, 35 F.

De l'autre côté de l'image, il y a des trucs, le montage, le bruitage et l'envers du décor : passionnant. (À partir de dix ans.)

LES SECRETS DU CINÉMA. Préface de Pierre Tchernia. Les Chemins du savoir, Castorama, 65 F.

Une encyclopédie pour les jeunes de douze à quatorze ans. Mais comme le dit Pierre Tchernia dans sa préface, on ne saura jamais comment Chaplin a pu frapper la Ruée vers l'or, ou Orson Welles Citizen Kane. Le cinéma heureusement, même mis en fiches, ne dévoilera jamais tout à fait son mystère ni sa magie.

À signaler aussi le Cinéma. La nouvelle encyclopédie Hachette : 37 francs, qui séduira, peut-être davantage, tous « les jeunes cinglés de cinéma ». (À partir de dix ans.)

FLORENCE THOMAS.

Pour fredonner

BENJAMIN BABIER : Chansons et comptines. Coll. « Fac Similés ». Garnier, 29,50 F.

Il pleut, d'Avignon, une douzaine de « succès » qui ont fait leurs preuves, avec les notes qu'on peut jouer d'un doigt au piano et les dessins d'il y a trois quarts de siècle. Une valeur sûre.

50 CHANSONS, 50 MUSIQUES, choisies par « Femme d'api » et illustrées par Arna Rosenzweig. Castorama Jeunesse, 52 F.

Un petit livre (11 x 16 cm) qui tient dans la main, bien illustré, résistant, avec les paroles et les notes. Un peu cher, cependant.

Trois albums-disques : **PAUL DUKAS** : « L'apprenti sorcier » ; **R. HUMPERDINGCK** : « Hansel et Gretel » ; **P. L. Tchaïkovski** : « Le Lac des cygnes ». Hatier, 33 F chaque album.

Un conte à lire ou à raconter, des images à regarder, un disque à écouter. Une très bonne approche de la musique descriptive.

ANNE SELVESTRE : « Fabalettes et chansons pour le mercredi ». Coll. « Enfants heureux », les Éditions ouvrières, 39 F.

Cinquante-trois chansons qui sont devenues des classiques de la chanson enfantine, avec les paroles intégrales, un accompagnement de piano et un chiffrage guitare assez simple pour être joués par de jeunes instrumentistes.

CLAUDE ROY : « Nouvelles enfantines ». Coll. « 1 900 Soletis ». Gallimard, 22 F.

Un merveilleux livre de poèmes et d'images pour les lecteurs entre quatre et cent quatre-vingt ans. À savourer à haute voix. Désopilant.

Un père qui voyage

WILHELM SCHLOTS : « Lettres à Sarah ». Texte d'Elizabeth Borchers. Traduction de Gilberte Lambrechts. Gallimard, 35 F.

On pense à Tolkien et à ses merveilleuses Lettres du Père Noël (!), car la magie poétique de la correspondance exerce ici le même attrait. Chacune des missives que reçoit Sarah d'un père voyageur et poète, qui parcourt l'Europe et préfère « la lune aux plus belles étoiles », transmet le message de l'imaginaire. L'enveloppe cachetée s'ouvre à chaque page sur un rêve nommé Amsterdam, Copenhague, Londres, Milan ou Paris. Les enfants aiment tous recevoir des lettres. Il faut leur en écrire de très vieilles lettres envoyées à Sarah : ils pourraient en être jaloux. — F. T.

(1) Ed. Christian Bourgois, 1977.

PH

Par l'auteur de **LITTLE NEMO**

Rêves éveillés

Albums B.D. déjà parus

WINSOR Mc CAY (Little Nemo - Les Cauchemars de l'armateur de fondue au cheddar) - **OUTCAULT** (Buster Brown) - **FENNINGER** (Kin-der-Kids) - **NOWLAN** (Calkins (Buck Rogers)) - **TÖPFFER** (Histoire en images) - **NADAR** (Mossieu Réoc) - **VERBEK** (Dessus-Dessous) - **FOREST** (Barbarella le Semblo-Lune, Tiroirs de poche et fonds de miroirs).

EDITIONS HORAY

Noël, l'enfant ne de la neige.

Une histoire de Noël, d'un enfant qui ne de la neige, d'un père qui ne de la neige, d'un monde qui ne de la neige. Une histoire de Noël, d'un enfant qui ne de la neige, d'un père qui ne de la neige, d'un monde qui ne de la neige. Une histoire de Noël, d'un enfant qui ne de la neige, d'un père qui ne de la neige, d'un monde qui ne de la neige.

casterman

Pour les enfants quatre grands écrivains

PREVERT
ELUARD
SUPERVIELLE
VERCORS

illustrés par Jacqueline Duhême

G.P. ROUGE ET OR

سكزامن الأهل

ص: زامن الاصل

LIVRES D'ETRENNES

pour les jeunes

nature et sciences

Le goût anglais

La « mode anglaise » ne cesse de progresser dans la production enfantine actuelle. Il est vrai que la tradition anglosaxonne est riche d'illustrateurs et d'auteurs qui savent traiter l'enfant comme une « petite personne » sans mépris, sans paternalisme et sans moralisme. Citons quelques « nouveautés » :



« L'Homme aux abeilles ». Dessin de Sendak.

peau, trouvé par les Brown à la gare de Paddington... (Avant sept ans.)

Coup d'œil sur l'histoire

On assiste actuellement à un regain dans la production d'albums d'histoire pour les jeunes, alors que, justement, la place de l'histoire dans l'enseignement se rétrécit.

Tous les aspects de l'aventure humaine

L'HOMME. Larousse, collection « Livres en couleurs », 309 pages, format 23,5 x 30,2, illustrations noir et couleurs, relié toile sous jaquette couleur, 129 F.

en bref

JACQUES-YVES COUSTEAU et YVES PACCALET : Saumon, saumon et saumon... Flammarion (collection « Odyssée »), 18,5 x 27, 288 pages, nombreuses photos en noir et en couleurs. Relié sous jaquette illustrée, 55 F.

histoire

Ces automobiles étonnantes et émouvantes

GRAHAM ROBSON : « Encyclopédie des voitures qui étonnent le monde ». Elsevier, 250 pages, format 22 x 29,5, 560 illustrations en couleurs, 129 F.

ATLAS DE L'HOMME — Robert Lafont, format 36,8 x 27, 208 pages, 176 en couleurs et 32 en bichromie, relié pleine toile sous jaquette en quadrichromie, 220 F.

histoire

« help », c'est-à-dire les alpes géants qui forment de véritables forêts sommitales.

Le nouvel album de Jan Effel

Advertisement for 'Le nouvel album de Jan Effel' featuring a cartoon of a pig and a donkey. Text: 'Au temps où les bêtes parlaient'.

Large advertisement for Braniff Airways featuring a stylized 'BRANIFF AIRWAYS' logo and various text elements.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,82
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

BRANIFF AIRWAYS Inc.

BRANIFF AIRWAYS Inc., known as BRANIFF INTERNATIONAL, is an international airline based at DALLAS-FORT WORTH, TEXAS, U.S.A. It operates to 70 cities within the USA, to 10 countries in Latin America and to London non-stop from Dallas. Soon we will be operating non-stop service between Dallas, Texas, and Paris, France. Non-stop service will also be operating from Boston, Mass, and Paris, France. We invite applications from qualified multi-lingual personnel with recent airline experience to work in the Paris area :

Sales Representatives
Secretary
Manager Reservations/Ticket Office
Reservations/CTO Agents/Computer qualified
Manager, Accounting
Accounting clerks
Manager Airport Passenger/Cargo Services
Ramp/Cargo Supervisor

Full-time and part-time
Airport Ticket Agents

Salary commensurate with background and experience. Preference given for multi-lingual abilities. Successful applicants meeting hiring requirements will be given specialized training and familiarisation.

Applications will be treated in confidence and forms should be requested from :

William D. KENT
Director Personnel-International
BRANIFF INTERNATIONAL
PARIS SHERATON
(1) 260-35-11
until 16th December

Case France S.A.
 recherche son

DIRECTEUR DE LA PROMOTION DES VENTES

- Il sera responsable des études commerciales, de l'analyse des prix et de la concurrence, de l'action publicitaire ainsi que de l'établissement des campagnes promotionnelles.
- Il gèrera l'ensemble de l'activité «Démonstrations».
- Il proposera les programmes de formation des vendeurs quant à la connaissance des produits et des arguments de vente.

Le poste devrait intéresser un collaborateur d'au moins 30 ans de formation supérieure disposant de quelques années d'expérience, et si possible chez un constructeur de matériels TP ou industriels, à un poste comparable.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Rémunération élevée, selon expérience du candidat. Discretion absolue.

Curriculum vitae à envoyer sous pli confidentiel à Mr le Directeur Commercial - CASE FRANCE S.A. - Route du Parc Ballainvilliers - BALLAINVILLIERS - 91160 LONGJUMEAU.

SOCIÉTÉ DE PRODUCTION DE CHALEUR
 région parisienne recherche

CADRE

susceptible d'assurer, après formation, la DIRECTION D'UN IMPORTANT SERVICE

Le candidat devra avoir une formation d'INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE et l'expérience des travaux neufs ou d'entretien.

Age 35-40 ans. SITUAT. STABLE. Possibilité de promotion. Salaire annuel 100 000 F à déb.

Envoyer lettre manuscrite et photo à O.S.P. serv. U. 25, bd des Laitiers, Paris-20, ou à la Société parisienne de vente en gros d'appareils d'éclairage.

DÉLÉGUÉ TECHNIQUE-COMMERCIAL

bien introduit dans les bureaux d'architecture, administrations et entreprises d'électricité. Préférence sera donnée à élément courageux ambitieux, ayant éprouvé à la vente et sans des responsabilités. Faire offre en joignant C.V. manuscrit à manuscrit à n° 866, «Le Monde» Publicité, 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7.

emploi régional

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
 recherche

pour une de ses unités située en Alsace

DES INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE E.C.P., A.M., MINES...

débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, pour leur confier des responsabilités dans un des domaines suivants :

- Etudes d'outillage Forge :
- mise au point des outillages, lancement de nouvelles séries de fabrication, étude de techniques avancées de production et d'outillages nouveaux (réf. X...);
- Méthodes générales Fonderie :
- étude, application et suivi des techniques nouvelles d'installations et d'outillages de fonderies sous pression et par gravité (réf. Y...).

Anglais fortement souhaité. Formation complémentaire assurée. Larges possibilités de carrière.

Prérez d'adresser C.V. manuscrit avec photo et prêt à n° 784.223 Régie-Pressa, 85 bis, rue Edouard, 75002 PARIS, en précisant le poste choisi.

SFENA-DSI

DIVISION SYSTEMES INFORMATIQUES RECHERCHE

dans le cadre de son expansion

1) INGÉNIEURS COMMERCIAUX

possédant expérience de 3 ou 4 ans dans le poste de terminaux et/ou de mini-ordinateurs

Formation : Ingénieur, HEC, ESSEC ou équivalent - Anglais souhaité.

2) INGÉNIEURS TECHNO-COMMERCIAUX

chargés de l'étude des cahiers des charges des utilisateurs et de la coordination du développement de grands projets.

Formation : Ingénieur Grande Ecole ou diplôme universitaire équivalent, Connaissance des Systèmes, des Langages de programmation, du Télétraitement et des Réseaux.

Expérience souhaitée : 2 à 3 ans d'expérience sur mini-ordinateurs.

Envoyer C.V. et photo à :
 S.F.E.N.A.
 B.P. 59 - 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY
 S/S Réf. C.101 - C.102

CAP SOGETI SYSTEMES

recherche pour participer A DE GRANDS PROJETS INFORMATIQUES

UNE QUARANTAINE D'INFORMATIENS pour divers niveaux de responsabilité :

analystes programmeurs
ingénieurs débutants
ingénieurs confirmés

Ainsi que plusieurs **ingénieurs consultants**

diplômés grandes écoles ayant de nombreuses années d'expérience et la sensibilité humaine pour des contacts au plus haut niveau.

Tous ces postes sont à pourvoir à PARIS. Notre société jeune, dynamique, en pleine expansion (+ 57 % de C.A. en 3 ans) offre des possibilités de carrière rapide et des niveaux de responsabilités parmi les plus importants de la profession.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence à :
 M. François BÉGIN
 CAP SOGETI SYSTEMES
 82, Bd de Montparnasse 75002 Paris Cedex 14

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE MATÉRIEL DE TRAVAUX PUBLICS ET DE CARRIÈRES

Offre situation intéressante à

INGÉNIEUR

E.S.T.P. ou A.M. ou équivalent

Anglais ou allemand couramment parlé. Il aura pour charge d'assurer les relations technico-commerciales aux niveaux exploitation, matériel et achats avec les Sociétés importantes de mines et de carrières ayant dans la plupart des cas leur siège social à Paris et leur exploitation en France ou à l'étranger.

Le poste nécessite un goût certain pour les relations publiques et les négociations commerciales et une expérience de quelques années dans la vie active.

Adresser C.V. sous réf. 4739 B à
 Société Française de PSYCHOTECHNIQUE
 21, rue Vivienne - 75002 PARIS.

S.C.I.E.-D.I.M.E.S.

recherche pour son département composants hyperfréquence

- UN INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL
- UN AGENT TECHNIQUE HYPERFRÉQUENCE

désireux de lancer dans la carrière commerciale.

Pour ces 2 postes, pratique de l'anglais et expériences en laboratoires U.T.A. et hyperfréquences indispensables.

Envoyer C.V. au siège : 21, rue George-Sand
 B.P. 23 - 91122 PALAISEAU CUREY

offre premier emploi

UNIVERSITÉ DE PARIS I
 IAE Département formation permanente
CYCLE DE FORMATION A L'AUDIT
 9 mois du 15 Janvier au 15 Juillet 1979

PUBLIC : Diplômés des grandes écoles supérieures de commerce ou titulaires de la maîtrise de gestion ou possédant une bonne expérience professionnelle.

soit demandeurs d'emploi pouvant bénéficier des indemnités de formation "ASEDIC" ou d'une rémunération versée par l'Etat, son salaire pouvant bénéficier d'un congé de formation accordé par leur employeur.

S'ADRESSER A : IFAPE 182, rue St-Charles 75015 Paris
 678.02.28 - 678.81.30 postes 327 et 325.
 Jusqu'au 22 décembre 1978 et du 4 au 13 janvier 1979.

demandes d'emploi

capitaux ou proposit. com.

autos-vente

5 à 7 C.V.

8 à 11 C.V.

secrétaires

Organisme administratif, culturel cherche

REPRÉSENTANT EXCLUSIF pour abonnements avec fixe et commission.

T.M. Jeudi et vendredi pr. V. 874-15-75 et 874-04-48.

ECLAIR COURRIER, 23-25, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS recherche

SECRETARIE DE DIRECTION TRES CONFIEE parfaitement bilingue français-anglais, connaissances allemand appréciées.

Ecrits ouverts aux techniques de traitement de textes sur machines à mémoire et bureautique. Lieu de travail Rond-Point-Champs-Élysées.

Ecr. avec C.V. + photo à :
 M. Rogalski
 ECLAIR COURRIER, 23-25, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, Tél. : 225-18-27.

représent. offre

Jeune Journal, bimensuel recherche

REPRÉSENTANT EXCLUSIF pour abonnements avec fixe et commission.

T.M. Jeudi et vendredi pr. V. 874-15-75 et 874-04-48.

COLLABORATEUR de QUALITE bien introduit, secteur Bijouteries et bijoux de luxe. Tél. heures de bureau au 782-05-50.

occasions

EN SOLDE moquette et revêtements muraux 1er et 2e choix, 50.000 m2 sur stock.

LIVRES, achat comptant à domicile. LAFFITTE, 13, rue de Becq, Paris-8^e. - 42-64-24.

L'ÉCOLE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE
 recherche

pour son Département INFORMATIQUE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

débutant ou avec quelques années d'expérience pour effectuer travaux dans le domaine :

GRAPHIQUE - TRAITEMENT D'IMAGES

— Connaissances en électronique digitale appréciées ;
 — Anglais obligatoire.

Poste libre immédiatement

Rémunér. annuelle : 60.000 F modulée suiv. client.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à :
 M. COUZEIGNOUX - E.N.S.-des-Mines
 158, cours Fauriel - 42023 ST-ÉTIENNE-Cedex.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
 recherche pour Service Production des Accidents du Travail

2 INGÉNIEURS

DIPLOMÉS (Grandes Ecoles, Ecoles Nationales ou Assimilées) 25 ans minimum, 3 années de références professionnelles

fonctions d'ingénieur d'études dans les de fabrication, d'entretien ou industries mécaniques, agricoles, chimiques ou parachimiques de transport.

Adresser C.V. détaillé à Mme le Chef de Personnel, 7928 Paris Cedex 19, avant le 30 décembre 1978. DISCRETION ASSURÉE.

SIA d'automatismes proche banlieue Nord-Est recherche pour travaux informatiques et leurs applications

UNE PERSONNE libérée O.A.L., niveau BAC C ou classe préparatoire aux Grandes Ecoles. Formation assurée. Tél. 829-21 21

M.M. Dupreux ou Castet.

SECRETARIE COMMERCIALE

chargée principalement de la prospection, par téléphone, de clients potentiels. Poste très intéressant. Flexibilité horaire nécessaire. Salaire très intéressant. Ecrire à n° 444, Publicité Rouille, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Société en pleine expansion recherche

STENOGRAPHE

expérimentée, de préférence bilingue français - anglais. Bon salaire. Avantages sociaux. Ecr. SETI INTERNATIONAL (à l'attention de Mme PICHON) 79, rue de Poissonnière (9^e).

COMPTABLE EXPÉR.

ANALYTIQUE et GESTION AINANT RESPONS. Un tenu, recherche emploi

GRENOBLE IMMÉDIATS
 Ecr. n° 785.566 M Régie-Pressa, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE ADMINISTRATIF
 homme expérimenté. Grande expérience polyvalente. Trilingue, franc, allem., angl. cherche responsabilité de P.M.E. Ecrire sous n° 725 60 HAVAS COLMAR.

CORRECTEUR très qualifié et ECRIVAIN, 38 ans, ch. trava par corresp. très déplaç. sur Paris. Ecr. n° 785.566 M Régie-Pressa, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.K.L.
 le QUENTIN-BAUCHART
 723-73-85
 723-91-62

INTERNAT.

GESTION 2000
 102, rue La Fayette, Paris-10^e
 POUR L'ÉTRANGER

INGÉNIEURS LOGICIELS

— Disponibles rapidement.
 — Formation grande Ecole
 — 5 ans d'expérience de réalisations sur mini-ordinateur.

Env. C.V., photo et prêt. à
 J.T.N. Provence,
 7, rue Louis-Armand, 21,
 92290 AIX-LES-MILLES.

INGÉNIEURS
 MAINTENANCE ELECTRONIQ.
 Tél. : 246-42-01.

INFORMATIS

INGÉNIEURS LOGICIELS

maîtrisant l'un des systèmes : SOLAR - MITRA - SIRIS 2, 3/4 ans expérience temps réel.

INGÉNIEURS SYSTÈMES

spécialiste de l'impose LTR 26, r. Deubenton, 5^e - 337-99-72

Centre National de Transfert de Sangline, 4, rue Alexandre-Cabanel, Paris-19^e, recherche

INFIRMIÈRE D.E.
 Salaire brut annuel : 48.900 F. Adresser C.V.

مكتبات الأمل

Le nouvel album

Jan

effel

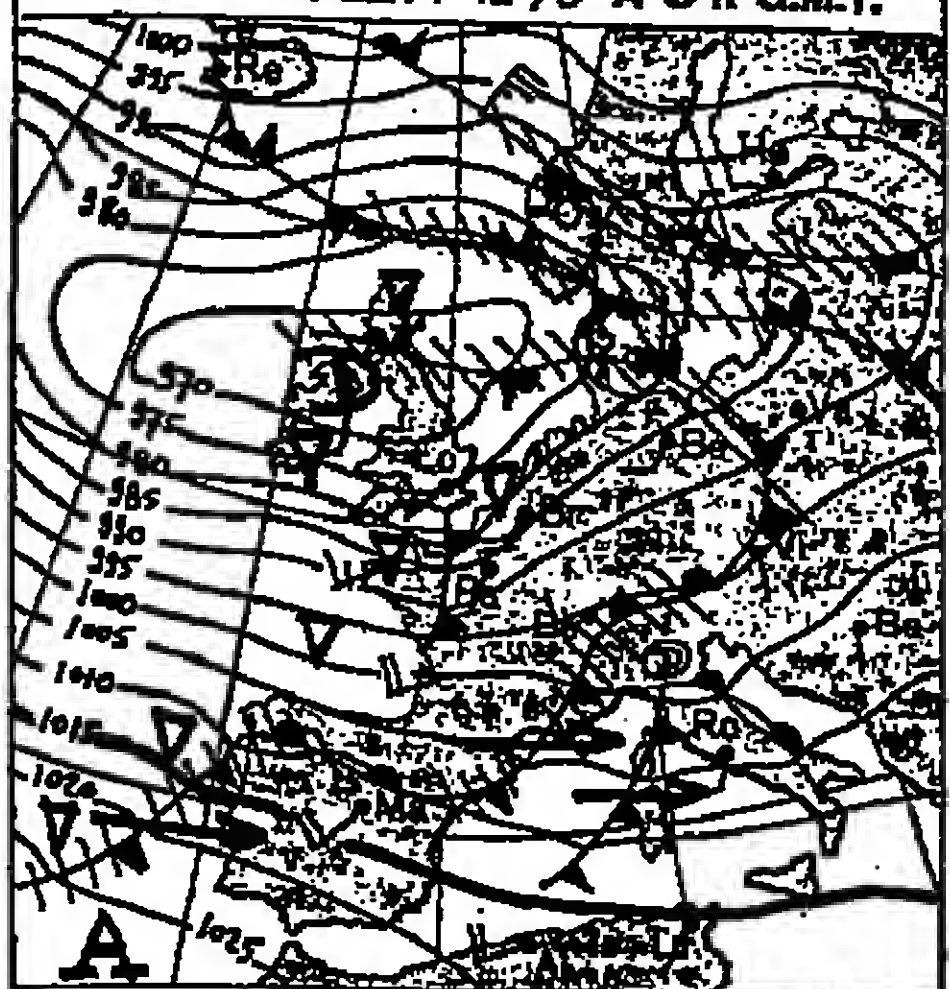
An temps et les bêtes parlent

AUJOUR'HUI

SPORTS

MÉTÉOROLOGIE MOTS CROISÉS

SITUATION LE 14-12-78 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 15-12-78 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige
Averses Orages Brouillard Vergles
Fleche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent 5 noeuds 10 noeuds 50 noeuds
Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 décembre à 9 heures et le vendredi 15 décembre à 24 heures:
L'Europe occidentale restera sous l'influence d'un rapide courant

d'ouest d'origine atlantique relativement doux, qui deviendra progressivement plus frais. Ce courant maintiendra sur la France un temps généralement instable.

9 et 4; Athènes, 17 et 11; Berlin, 7 et 4; Bonn, 10 et 6; Bruxelles, 10 et 8; Casablanca, 18 et 13; Copenhague, 7 et 5; Genève, 10 et 6; Lisbonne, 15 et 12; Londres, 9 et 6; Madrid, 18 et 13; Moscou, 10 et 6; New-York, 9 et 3; Palma-de-Majorque, 22 et 17; Rome, 19 et 15; Stockholm, 0 et -5.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 14 décembre 1978:
UNE LOI
autorisant l'approbation de l'avenant à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) et la République française du 23 novembre 1972, signé à Libreville le 12 avril 1975.
DES DECRETS
fixant le régime de rémunération des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service à Mayotte.
portant nomination et promotion dans les cadres des officiers de réserve.
UNE LISTE
des candidats ayant obtenu le diplôme de l'école supérieure de commerce de Paris.

Bourses

An Comité du rayonnement français. — A l'occasion d'un déjeuner dont M. Pierre Mazaud et l'équipe de l'Everest étaient les hôtes d'honneur, le Comité central du rayonnement français, qui préside M. Georges Riand, a annoncé que le nombre des bourses attribuées sous son égide sera, en 1979, plus que doublé par rapport à 1978. La dotation des bourses prévues est supérieure à 130 000 F.
Le Comité a attribué la bourse Ernest-Merlier 1978, dotée de 10 000 F par le groupe Total Compagnie française des pétroles, à M. Pierre Clabreton, docteur en océanographie. Ses travaux de recherches sur le plateau continental de la Tunisie apporteront de précieuses informations pour l'aménagement du littoral et la pisciculture.

Mots Croisés

PROBLEME N° 2258
HORIZONTALEMENT
I. Peuvent pousser à certaines extrémités. — II. Fonda un établissement très utile pour les futurs pères. — III. Adjectif qui évoque la correction. — IV. Qui fait donc partie des bagages? Fait partie des habitudes. — V. Qui ne marchent donc plus. — VI. Chaine de Grèce; Trou dans un mur. — VII. Avant l'heure; Vulgaire quand elle est juvénile. — VIII. De commencement; Note. — IX. Une jolie corbeille. — X. Celui des teinturiers, c'est la gaudie; Urle pour l'her. — XI. Préposition; Réceptif à orailles.
VERTICALEMENT
1. Qui n'a donc rien laissé. — 2. Mis dans l'ordre. — 3. Qui peut venir faire penser des fautes. — 4. Peut être redouté quand il y a une obstruction; Désormais, mais plus maintenant. — 5. En droit d'où l'on peut sauter; Qui demandent un peu plus de précipitation. — 6. Langue du groupe balte; Lâchal. — 7. Discours prononcé devant le feu. — 8. Se suivent en chantant; Pas des masses; Article éternel. — 9. On y trouve des mers; A contre, c'est un tout petit verre; Peut servir à faire du fromage.
Solution du problème n° 2255
Horizontalement
I. Bavardage. — II. Ruineuses. — III. Athènes. — IV. Cor. — V. Ocellé. — VI. Nu. — VII. Nu. — VIII. Nu. — IX. Nu. — X. Nu. — XI. Nu.
Verticalement
1. Braconnage. — 2. Auto-censure. — 3. Vitre. — 4. Duit. — 5. Rétablir. — 6. Duit. — 7. Asses; Furet. — 8. Gérantisme. — 9. Esal; El. — 10. GUY BROUTY.

Le rassemblement des moniteurs à Val-d'Isère

Les petits cadres de la neige

De notre envoyé spécial
Val-d'Isère. — Même la neige qu'on n'attendait plus à pareille fête était au rendez-vous, le mardi 12 décembre, les quelque cinq cents moniteurs venus suivre l'assemblée générale de leur Syndicat national (S.N.M.S.F.) (1), assemblée qui est en même temps une grande kermesse du ski. Car les fabricants de toutes les sortes de matériel, des chaussures aux bonnets, français comme étrangers, ainsi qu'une marque d'apéritif amabé et une firme automobile française les ont suivis et précédés, provoquant dans toute la vallée une agitation bruyante et mercantile.

Les moniteurs, plus peut-être que les champions, sont en effet les hommes-sandwiches des pistes. Leur équipement, autant que leur virtuosité skis aux pieds, impressionne leurs clients toujours sensibles à leurs bons conseils. Autant dire que les moniteurs sont d'excellents représentants pour les fabricants. Ces « demi-dieux » pressés, qui de 7 heures à 10 heures, les pistes neigeuses le jour et qui font un malheur la nuit sur les pistes de « boîtes », ont cependant des problèmes, parce que l'image de vie facile et luxueuse que l'on se fait souvent d'eux ne correspond guère à la réalité.

M. Bernard Chevallier, président du S.N.M.S.F., estime que pendant les cinq mois de la saison — de décembre à avril si les conditions le permettent — la plupart des moniteurs exerçant dans les deux cent cinquante stations françaises ne gagnent pas plus de 20 000 F. Une centaine, ceux qui ont la meilleure clientèle, peuvent dépasser les 30 000 F. Mais il ne s'agit pas d'un salaire, car les moniteurs sont des travailleurs indépendants, des artisans, même s'ils doivent être titulaires d'un diplôme national. Tous leurs déduites, il leur reste le revenu d'un petit cadre et... sept mois à vivre. En raison du faible prix imposé des leçons collectives, les moniteurs français sont contraints de beaucoup travailler pour en sortir: en moyenne, sur une saison, ils passent plus de six heures par jour sur les skis, allant du cours collectif au cours particulier, alors que leurs collègues suisses, par exemple, vivent mieux avec une moyenne de quatre heures par jour grâce à des tarifs de cours collectifs sensiblement plus élevés. Résultat: les clients grognent de plus en plus fréquemment

Concurrences

Au reste, les moniteurs français sont de plus en plus touchés par la concurrence. Concurrence des « indépendants » qui sont délogés des contraires de l'enseignement national et peuvent ainsi proposer aux skieurs les activités les plus attractives. Concurrence de certains étrangers — Ecossais, Néozélandais, Canadiens — qui, nantis d'un quelconque grade national, prétendent enseigner en France. Désormais ceux-ci seront tenus de passer un test technique équivalent au niveau de qualification le plus faible en France pour pouvoir pratiquer. Mais l'ingénuité des skieurs tient également à la réglementation du travail en Europe qui en instituant les équivalences de diplômes pourrait permettre à des Allemands « formés en salles » d'enseigner dans les Alpes ou les Pyrénées.

Les moniteurs font remarquer qu'à l'inverse leurs confrères suisses et autrichiens sont énergiquement protégés, aucune implantation étrangère n'étant permise dans ces pays. Enfin, il est une autre concurrence à laquelle les montagnards sont de plus en plus sensibles: celle des citadins. Il est, en effet, désormais plus facile pour eux, enfants de ville, de passer le week-end en baraque sur la route du mont-rain, barrage qualifié de culturel. Du coup, de plus en plus de citadins affichés par la réglementation des moniteurs, tentent l'expérience. Les responsables du S.N.M.S.F. font remarquer que cela revient à plonger des jeunes dans des situations inédites, au sein de la station, sans aucune formation préalable. Ils demandent que les emplois de moniteurs soient attribués en priorité aux enfants du pays. Bref, l'or blanc brille parfois de singuliers éclats.

ALAIN GIRAUDO.

PRESSE

LES JOURNALISTES F.O.: LUTTER CONTRE LA CONCENTRATION ILLÉGALE ET LES MONOPLES RÉGIONAUX

Le Syndicat général des journalistes Force ouvrière, dans un communiqué rendant compte du congrès qu'il a tenu à Ajaccio les 8, 9 et 10 décembre, souligne qu'il luttera contre la concentration illégale d'une grande partie de la presse écrite entre les mains de M. Robert Hersant et contre les monopoles régionaux restreignant le pluralisme de l'information. Face au chômage, poursuit le S.G.J.F.O., le congrès a décidé de faire respecter la priorité de l'embauche des professionnels, d'obtenir la suppression de l'augmentation de 30 % des indemnités de chômage, d'exiger la jonction permanente de la commission paritaire de l'emploi, d'assurer une formation professionnelle efficace. Le congrès a lancé enfin un appel aux journalistes pour qu'ils rejoignent les rangs d'un « syndicatisme libre, responsable et efficace pour la défense d'une information pluraliste soustraite aux pressions du pouvoir, de l'argent et de la publicité ». Le S.G.J.F.O. a élu, au terme de ses travaux, son nouveau bureau: président: M. Roger Michaud; secrétaire général: M. Max Rolland; secrétaires généraux adjoints: MM. François Bousset et Louis-Georges Hélier.

M. GEORGES VEDEL NOMMÉ RAPPORTEUR DE L'ÉTUDE SUR LA GESTION DES ENTREPRISES DE PRESSE

M. Georges Vedel a été désigné mercredi 13 décembre par la section des finances du conseil économique et social comme rapporteur de l'étude demandée au conseil par le gouvernement sur les conditions de gestion des entreprises de presse. Le doyen Vedel siège au Conseil économique et social à titre de personnalité choisie en fonction de leurs compétences. Il est membre de la section des finances de cette assemblée à laquelle le bureau du Conseil a confié l'étude demandée par le gouvernement. Ce rapport, estimé-t-on, pourrait être présenté au printemps 1979.

Le Prix Pierre-Mille 1978 de grand reportage, décerné chaque année par un jury de journalistes, a été attribué à M. Abdolaziz Dahmani, de nationalité tunisienne, grand reporter à l'hebdomadaire Jeune Afrique. Le prix a été acquis à la majorité absolue au deuxième tour de scrutin.

PARIS LA ROCHELLE 55 minutes en jet de 65 places

LOTTO Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi. 9

loterie nationale Liste Officielle
Zodiaque de Decembre
TIRAGE DU 13 DECEMBRE 1978
lots à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers
Tous les billets entiers terminés par 4 gagnent 140 F
Tous les billets entiers terminés par 064 gagnent 7 140 F
Tous les billets entiers terminés par 2589 gagnent 35 000 F
et avec le signe Balance 250 000 F
Tous les billets entiers terminés par 25 877 gagnent 300 000 F
et avec le signe Vierge 3 000 000 F
prochain tirage
Tranche des Cyclamens
LE 20 DECEMBRE à Meru (oise)
7 15 25 31 42 48
tirage n° 50
numéro complémentaire 12
Prochain tirage le 20 décembre 1978 validation jusqu'au 19 décembre après-midi

سكزامن الأصيل

Le Monde

régions



Ile-de-France

BUDGET 1979: une priorité moins affirmée pour les transports en commun

Le conseil régional d'Ile-de-France a adopté le 12 et 13 décembre le projet de budget...

En 1979, la construction de la ligne de la S.N.C.F. Ermont-Perreux, le prolongement de la ligne de métro n° 7...

Bretagne

LA LUTTE CONTRE LA MARÉE NOIRE A CÔTÉ 460 MILLIONS DE FRANCS

Au cours d'une réunion organisée par l'association des cadres bretons, mercredi 13 décembre...

Le jour, l'ensemble des dépenses engagées pour lutter contre la marée noire et ses conséquences...

« Ce sont les producteurs d'hydrocarbures qui ont le plus intérêt à ce que les collectifs aient été engagés de poursuivre devant plusieurs tribunaux américains... »

« Ce que la population bretonne attendait de vous, c'était de sauver la mer et de protéger les populations du littoral... »

« Ce que la population bretonne attendait de vous, c'était de sauver la mer et de protéger les populations du littoral... »

cernant l'interconnexion, la ligne 10 (Arleuil - Gare d'Austerlitz), 13 bis (La Fourche-Porte de Cluichy)...

Si le budget de 1979 ressemble beaucoup au budget précédent: 1,7 milliard d'autorisations de programme, 2 milliards de crédits de paiement...

Au cours de la discussion, M. Michel Giraud (R.P.R.), président du conseil régional...

M. Alain Griotteray (P.R.), rapporteur général du budget, a pour sa part regretté qu'aucune action de soutien à l'économie ne soit proposée aux élus par l'administration...

M. Gilbert Bonnemaïson (P.S.) a remarqué que les élus de l'opposition n'avaient pas participé à l'élaboration du budget...

« Limoges-Clermont en priorité. — Le projet de budget 1979 de la région Limousin, examiné par le Comité économique et social... »

Centre

Massacre archéologique à Orléans

Orléans — Les archéologues avaient conçu un ambitieux programme de fouilles autour de la cathédrale d'Orléans...

Le projet de budget a donc été adopté par les élus de la majorité sans grandes modifications...

ERRATUM. — Une erreur s'est glissée dans l'article publié dans le Monde du 12 décembre...

De notre correspondant

à la célèbre nécropole du Campo-Santo, autrefois appelée le « Marroy aux corps »...

Une unique fouille d'un mois a été réalisée, par une équipe réduite de chercheurs...

cause, ne pourra même pas allumer le traditionnel rapport de fouilles, alors que le vieux cimetière, qui a été utilisé au moins pendant sept cent cinquante ans...

Une destruction inexplicable

A une époque où l'histoire de la mort attire plus particulièrement l'attention des chercheurs français...

Au début du siècle, le Campo-Santo d'Orléans avait été sauvé in extremis de la pioche des démolisseurs...

A quelques mètres du Campo-Santo, au sud de la cathédrale, les archéologues battent également en retraite...

Ici, comme ailleurs, on n'aura pu arrêter le gaspillage du patrimoine archéologique...

Référendum nucléaire en Italie? — M. Aurelio Pecorei, président du Club de Rome...

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Des braconniers qui chassaient dans la réserve de Camargue sont condamnés à de lourdes amendes

Par un arrêt du 8 décembre, la cour d'appel d'Aix-en-Provence a infligé de lourdes sanctions à un groupe de braconniers...

L'affaire, déjà peu banale par la sévérité des sanctions...

L'étang de Vaccarès et les marais voisins (13117 ha) ont été acquis par l'Etat en 1972 et classés en réserve naturelle le 24 avril 1975...

Tout naturellement, l'Etat a confié à la S.N.P.N. la gestion de la réserve devenue officielle...

lités fort connues dans la région, et tout spécialement à Montpellier: des commerçants, neuf médecins, trois architectes...

Des personnalités fort connues dans la région

Les gardes de la S.N.P.N. dressèrent des procès-verbaux à vingt-deux chasseurs...

Dès le début de 1977, ils étaient renforcés à leurs postes dans les marais d'Empelme...

« l'obstination des chasseurs », estimait qu'ils avaient été « mal conseillés », que « le conflit aurait pu être réglé dans de meilleures conditions »...

Les juges d'Aix ont pourtant renforcé les amendes déjà infligées par ceux d'Arles et ne se sont donc pas laissés influencer par cette « intervention » ministérielle...

Un magasin spectacle

Du sous-sol au 6^e étage, tout est fête aux Galeries Lafayette. Des centaines d'idées cadeaux scintillent dans une boutique blanche et or...

Galeries Lafayette



la Seine-Saint-Denis

VINGT-SEPT VILLES AUX ÉLUS COMMUNISTES

Le P.C. maître chez lui

BANLIEUE populaire et très industrialisée, aussi célèbre aujourd'hui par ses villes-dortoirs que naguère par ses bidonvilles, haut lieu historique du mouvement ouvrier où se mêlent depuis la fin du dix-neuvième siècle, tous les courants socialistes et libertaires, la Seine-Saint-Denis est devenue le département le plus communiste de France.

Les élections législatives de mars 1978 ont confirmé la position dominante du P.C., position que, même à son apogée, le mouvement gaulliste n'est jamais parvenu à enlever. Au premier tour du scrutin, le 12 mars, les candidats communistes ont recueilli au total, dans les neuf circonscriptions, 57,98 % des suffrages exprimés, soit presque le double du potentiel des candidats socialistes (19,45 %), tandis que le R.P.R. n'en obtenait que 17,83 % et l'U.D.F. 15,80 %.

Grâce à la victoire de Mme Marie-Thérèse Goussard, maître de Noisy-le-Grand, sur le député sortant, M. Raymond Valmet (R.P.R.), ancien maire de Gagny — succès affirmé par l'élection partielle des 16 et 23 juillet rendue nécessaire par l'annulation des résultats de mars, — le parti communiste a d'ailleurs conquis le seul siège de député qui manquait à son palmarès, celui de la deuxième circonscription. Il compte désormais treize parlementaires sur quinze : neuf députés sur neuf et quatre sénateurs sur six, les deux autres étant socialistes. Il dispose aussi de la majorité absolue du conseil général avec vingt-huit conseillers sur quarante contre six socialistes, trois gaullistes, un giscardien et deux modérés. Le P.C. a conquis son vingt-huitième siège cantonal à Sevran, où le maire de la localité, M. Bernard Vergnaud, a été élu sans difficulté à l'occasion de l'élection partielle des 19 et 26 novembre, succédant ainsi à André Toussaint, récemment décédé, qui avait été exclu du P.S. en 1977 pour avoir rompu l'union de la gauche en s'alliant aux centristes pour les municipales.

La prédominance communiste s'exerce aussi dans la plupart des communes puisque le parti de M. Georges Marchais dirige vingt-sept villes, dont les plus importantes : Bobigny, le Chelles, Saint-Denis, Montreuil, Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, La Courneuve, Drancy, Saint-Ouen, Pantin, Bagnolet, Sevran, Stains, Noisy-le-Grand, Noisy-le-Sec, Gagny, Clichy-sous-Bois, Dugny, Le Blanc-Mesnil, Romainville, Neuilly-Plaisance, Rosny-sous-Bois, Montfermeil, Villetaneuse. Le P.S. en contrôle sept (Bondy, Epinay-sur-Seine, Livry-Gargan, Neuilly-sur-Marne, Pavillons-sous-Bois, Le Pré-Saint-Gervais, Villemonble) et la majorité six (Le Bourget, Courcouronnes, Gournay-sur-Marne, Les Lilas, Le Raincy, Vanjoux).

Lors de l'élection présidentielle de 1974, c'est en Seine-Saint-Denis que M. François Mitterrand avait réalisé l'un de ses meilleurs scores en recueillant 81,59 % des suffrages exprimés contre 38,41 % à M. Valéry Giscard d'Estaing. Au total, le P.C. compte près de cinq cents élus dans le département.

C'est ici notamment que Waldeck-Rochet et Jacques Duclos se taillèrent leurs fiels avant de laisser une succession facile à leurs héritiers, MM. Jack Ralite et Louis Odru. C'est ici aussi que le P.C. aguerri ses jeunes troupes, en lançant, par exemple, dans l'année parlementaire M. Pierre Zarka et Mme Paulette Fost.

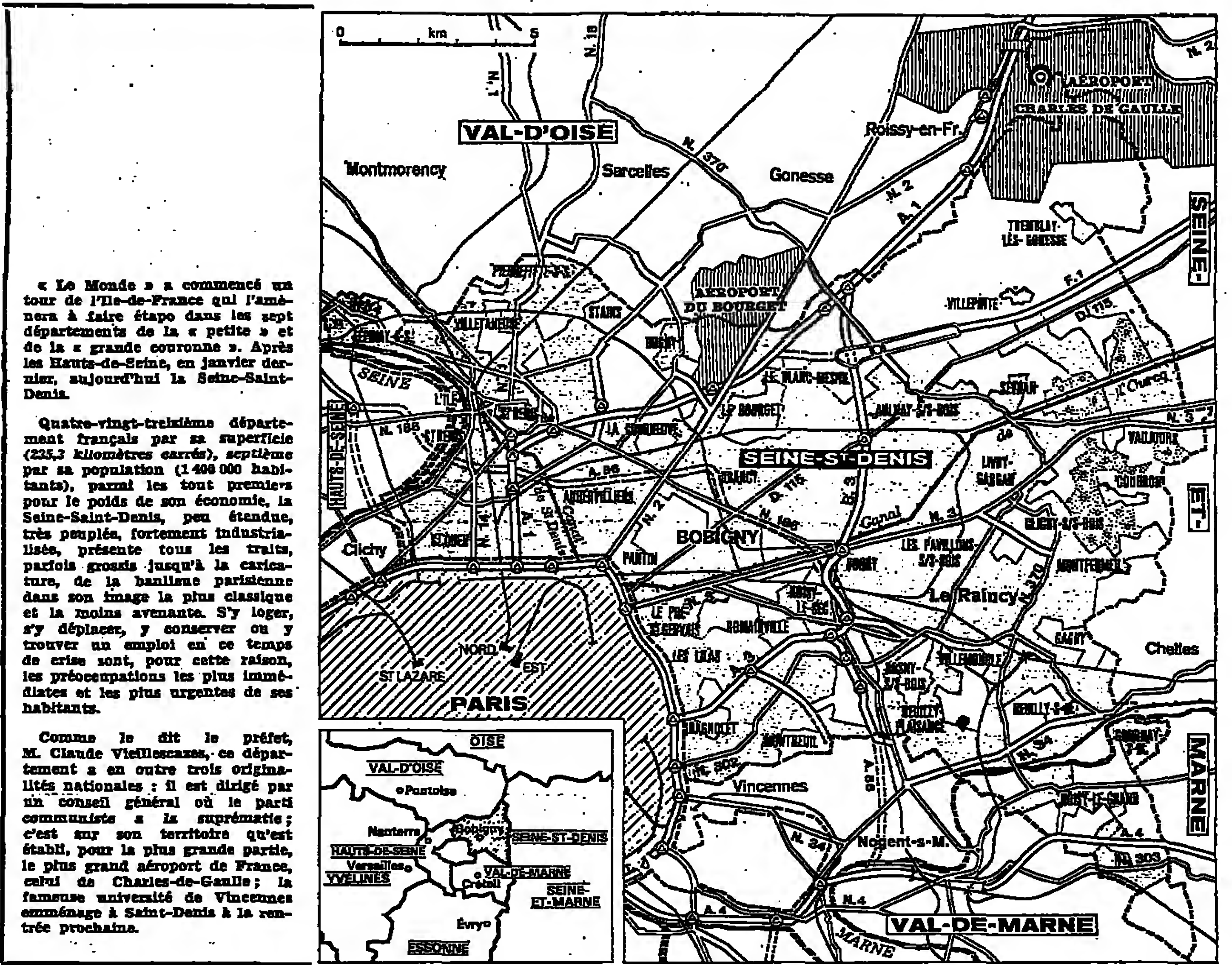
Le zèle des militants

Cette suprématie dispose d'assises solides. Dirigée par M. Jean Garcia, sénateur, la fédération communiste ne revendique pas moins de 30 400 adhérents au 1^{er} décembre 1978, dont 7 788 ont pris la carte du parti depuis le début de l'année, l'appareil militant anime 1 373 cellules dont 636 cellules d'entreprises, 41 ayant été créées en 1978. Après le choc de la rupture de l'union et l'insuccès des législatives, le rythme des adhésions a fléchi, mais on assiste à une « reprise » depuis le mois de septembre. « On constate aussi en ce moment une amélioration du paiement des cotisations qui est de l'ordre de 20 % par rapport à l'an dernier, indique M. Garcia. En novembre, le montant des cotisations encaissées a atteint 18 millions de centimes au lieu de 13 millions en 1977, ce qui démontre que notre campagne d'explication a porté... »

Disposant de moyens financiers non négligeables, la fédération communiste s'est forgée un remarquable instrument de propagande en éditant notamment un hebdomadaire d'informations politiques et générales — 93 Actusités, — dont les six éditions locales sont tirées à près de trente mille exemplaires et touchent environ quatre-vingt mille lecteurs chaque semaine. L'activité des militants fait le reste en trouvant un terrain favorable au prosélytisme dans un département où la crise économique se traduit aujourd'hui par un nombre important de chômeurs (cinquante mille selon les parités de gauche).

Toutte la politique du P.C. se résume, dans les communes qu'il dirige, à quatre objectifs essentiels : accorder la priorité à la réalisation des équipements collectifs souhaités par la population, développer au maximum l'information des habitants, multiplier les actions d'animation dans chaque quartier et manifester constamment la présence des élus et des militants communistes auprès de leurs concitoyens.

ALAIN ROLLAT. (Lire la suite page 35.)



GRANDES BANLIEUES

Orgemont l'ancienne, Noisy-le-Grand la nouvelle

Le cité en cité à travers la Seine-Saint-Denis... De la gare des Chemins de fer du Nord on rejoint en quelques minutes la cité d'Orgemont, construite dans les années 60 ; ville dans la ville puisqu'un habitant d'Épinay sur trois y réside. Les immeubles aux façades claires ont, à quelques exceptions près, peu d'étages. Pelouses embrassées et galeries couvertes. Le plus longue façade mesure 250 mètres. Un récent ravalement donne à l'ensemble un air coquet que n'ont pas toujours d'autres cités conçues à la même époque. Mais trains et autobus sont rares. Trop rares. « Aller à Paris est difficile. Alors on reste au bas des escaliers pour discuter et passer le temps... » C'est adolescent vivant chez ses parents regrette, comme beaucoup d'autres, l'absence de salles de loisirs et d'un terrain de football. Le maire (union de la gauche) conseille, faute de mieux pour le moment, d'utiliser les terrains de sport municipaux. Mais, situés à l'autre bout de la ville, réservés à des activités aux horaires fixes, ils n'attirent guère, pas plus que la Maison des Jeunes et de la culture, trop excentrique.

Pas de cinéma, si ce n'est la salle d'art, et d'essai ouverte en septembre dernier par la M.J.C. La jeunesse d'Orgemont se contente donc de pelouses et de entrées, au grand dam des adultes, exaspérés par les rodéos bruyants des motos, effrayés par la force, contents entre quatre murs, de ces groupes luttant contre l'ennui. La surveillance policière est tenace, tatillonne. Les contrôles d'identité se finissent souvent au commissariat. « Ce qui n'était pas le cas avant. Ils nous contrôlaient pourtant... » Les petits enfants d'Orgemont ont le relais de la S.C.I.C. même d'œuvre, dans la gestion de l'UNASCO.

Elle tente aussi de rénover certains appartements à la limite de l'insalubrité. Mais ses moyens sont limités. Ayant hérité sans

avoir été réellement consultée d'une énorme cité-dortoir, elle n'y a pas gagné d'emplois. Epinay est une des communes les moins industrialisées de la Seine-Saint-Denis. Les recettes de l'impôt local s'en ressentent. Ainsi que l'équipement en dehors du centre-ville. « Nous habitons à Orgemont, pas à Epinay. Si Orgemont était une vraie ville, tout irait mieux », regrette un jeune. Et leurs aînés, leurs parents, rêvent depuis leur arrivée de quitter l'É.L.M. pour un pavillon, des arbres, des fleurs, un potager.

DANIELLE ROUARD. (Lire la suite page 35.)

ENTRETIEN AVEC M. GEORGES VALBON PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

Toujours rien pour l'Est...

Ancien ouvrier typographe, cinquante-quatre ans, assuré, affable, Georges Valbon est entré dans la vie politique au lendemain de la guerre comme conseiller communiste de Bagnolet. Maire de Bobigny depuis 1966, il fut l'un des deux présidents de conseils généraux communistes élus en octobre 1977. Il a, depuis, conservé ces deux responsabilités. Il est en outre membre du comité central du parti communiste depuis 1970.

— Président communiste d'un conseil général où les communistes ont la majorité, comment concevez-vous, en fonction de vos convictions et de vos besoins, l'aménagement du département ?

— Depuis la mise en place, en 1967 du premier conseil général de la Seine-Saint-Denis, notre assemblée départementale a affirmé son originalité, à travers l'orientation qu'elle s'était donnée et qui demeure saine aujourd'hui : gérer pour et avec la population, toute la population.

« Je ne reviendrais pas sur l'héritage — c'est un bien grand mot pour caractériser le sous-équipement, le retard considérable accumulé dans tous les domaines (logement, équipements sanitaires et sociaux, culturels, espaces verts...) — que nous avons reçu, si ce n'est pour souligner l'importance du retard que nous avons eu à rattraper.

Propos recueillis par MARIE-CHRISTINE ROBERT et KIM LAROUSS. (Lire la suite page 37.)

CRÉDIT AGRICOLE LE BON SENS PRÈS DE CHEZ VOUS

165 Agences à Paris et région Parisienne dont 10 en Seine-St-Denis. AULNAY-SOUS-BOIS, BOBIGNY, LIVRY-GARGAN, MONTREUIL, NEUILLY-SUR-MARNE, RAINCY, ROSNY-SOUS-BOIS, SAINT-DENIS, ST-OUEN-SUR-SEINE, STAINS.

Archaeological site in Orléans. Spectacle. Nouvelle. Pour voir pourquoi les choses ont changé.

صكزا من الأصل

(PUBLICITE)

Seine-Saint-Denis : un Conseil général au service de toute une population

MON propos ne sera pas de faire un exposé diptychique sur la Seine-Saint-Denis mais de contribuer à faire mieux comprendre cette réalité que nous aimons.

La Seine-Saint-Denis, ce n'est pas « le plus mauvais département de la région parisienne », avec les fumes de ses usines, le béton sale et gris, les pollutions de toutes sortes, la délinquance, la peur. Cela existe certes, comme partout ailleurs en France, « tribut » d'une société en crise. La Seine-Saint-Denis, c'est autre chose. Elle n'existera peut-être pas le jour où, quelque bien des monuments témoignent d'un passé et d'un présent prestigieux. Elle gagne pourtant à être connue.

La Seine-Saint-Denis, un des plus petits départements de France par sa superficie, un des plus importants par sa population, joue un grand rôle dans le domaine économique, social et politique d'Ile-de-France, mais aussi du pays. Pays de salariés, de gens modestes, la Seine-Saint-Denis voit ouvriers, employés, ingénieurs, cadres, techniciens, enseignants, travailleurs indépendants, se côtoyer.

En octobre 1967, notre Conseil général a pris ses fonctions. Nous avons avec ces hommes, ces femmes, onze ans de vie commune, d'histoire partagée. Nous avons avec eux et pour eux fait de cette banlieue, que d'autres avaient voulu défavorisée, un département

équipé; alors qu'elle n'avait que Paris comme unique visée, nous lui avons donné un cœur, une identité.

La Seine-Saint-Denis s'organise, se crée, devient une entité attachante du territoire national. Nous l'avons fait, nous le faisons sans nager dans l'utopie, sans oublier ce qu'est le monde de contraintes dans lequel nous vivons. Tout n'a pas été et n'est pas des plus faciles. Des difficultés majeures persistent qui sont le lot de toutes les régions de France : ces plaies engendrées, cultivées par et pour la crise. Et la Seine-Saint-Denis est parfois plus touchée, plus vulnérable que d'autres, frappée dans son cœur le plus profond par les méfaits de la politique de casse, d'abandon, de déclin menée en haut lieu.

Mais la Seine-Saint-Denis, c'est aussi plus qu'ailleurs une banlieue de combat. Il n'y a pas de secret pour surmonter tous ces obstacles, mais une volonté démocratique profonde : nous gérons pour et avec la population sans exclusive, avec une priorité et non pas une exclusive, l'aide aux plus démunis, aux plus modestes, à ceux qui sont le plus touchés par les méfaits de la politique d'austérité. Nous associons la population à toutes nos actions et la réciproque existe : fait symptomatique, la Préfecture est devenue un lieu de rencontre, parce que

l'Assemblée départementale y siège, une assemblée où des hommes, des femmes (le Conseil général de la Seine-Saint-Denis est le plus féminin de France par sa composition), sont prêts à écouter, à aider, à agir avec eux.

Aussi, ne soyons pas étonnés de voir que ces hommes, ces femmes, à travers des sensibilités diverses, des opinions, des idées différentes, refusent avec nous le démantèlement de nos richesses matérielles et humaines, œuvrent avec nous à faire de la Seine-Saint-Denis un havre de vie enfin harmonieux.

C'est ainsi que notre Conseil général se veut porteur des opinions, des propositions, des expériences sans exclusives, parce que le pluralisme n'est pas, pour nous autres, dirigeants de ce département, une question de circonstance, mais de principe. Nous rejetons toute mesure autoritaire, bureaucratique. Nous pensons qu'il n'y aura jamais trop de libertés dans un moment de l'histoire du pays où ce dont souffre notre peuple, c'est du manque de démocratie. Nous essayons de dire ici ce qu'ont été ces onze années d'action, de gestion au service de tous les habitants de ce département, conformément à l'orientation que nous nous étions donnée dès l'origine et que peu à peu nous faisons entrer dans la vie.

GEORGES VALBON,
Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis.



Il y a huit ans, le Parc paysager départemental de La Courneuve était ouvert aux promeneurs avides de verdure, de calme. Un coin de verdure avec des arbres fragiles, de jeunes pousses, dans un coin de banlieue qui en avait tant besoin. Aujourd'hui, c'est bien autre chose : un parc créé de main d'homme pour les hommes dont on vient d'ouvrir 69 nouveaux hectares de détente et de loisir. Au parc de La Courneuve, pas d'héritage, pas de clôture, la nature et les équipements sont au service et sous la protection des visiteurs du parc. C'est toute une nature façonnée qui s'offre à eux, une nature venue accueillir, une nature inventée, dessinée, créée pour répondre aux besoins de l'enfant, du sportif, du retraité ou du rêveur, une nature qui n'a rien d'hostile à l'être humain. Il n'était que justice que ce parc dédote ses aires de verdure et d'arbres tous près des cités populaires en plein cœur de ce département. C'est une grande victoire pour tous ceux qui ont à cœur de préserver la vie naturelle de bâtir une ville qui ne soit plus ressentie comme un lieu d'oppression, de pollution, pour ceux, enfin, qui font du bien-être de l'homme l'objectif de leurs actions.

départementale pour freiner la désindustrialisation, concourir au développement économique de la Seine-Saint-Denis avec tous ceux qui y sont intéressés : toutes les organisations socio-professionnelles sans exclusive, syndicats, Chambres de Commerce, de Métiers, Petites et Moyennes Industries, etc. La dernière de ces décisions étant la création d'un Comité de sauvegarde et de développement du potentiel économique du département.

FAIRE DE CE DÉPARTEMENT...

Mais, il y a aussi les transports, la circulation. Maintenant le métro à Saint-Denis, bientôt à Aubervilliers. Certains prolongements sont attendus depuis des décennies : Bobigny est la seule ville chef-lieu de la région parisienne à en être dépourvue. La Seine-Saint-Denis est encore mal desservie par les autobus, les autocars. Parmi les travaux d'importance réalisés, signalons la mise en service de certaines autoroutes, comme A1, B3, l'élargissement, l'aménagement de nombreuses routes.

Séances du Conseil général, travaux des commissions, concertation avec l'administration, dialogue avec les techniciens, la population ont permis à l'Assemblée départementale de formuler des propositions conformes aux intérêts des habitants de la Seine-Saint-Denis. Outre le prolongement des lignes de métro, l'amélioration des réseaux d'autobus, l'entretien, la rénovation, l'aménagement de carrefours, etc., le Conseil général demande l'achèvement de l'autoroute de rocade A88 sans nuisances pour les populations riveraines, et sans destruction de site, l'abandon du principe même de la création de nouvelles autoroutes urbaines ; il demande un programme de protection efficace contre les nuisances pour les autoroutes déjà réalisées, notamment déjà des mesures prises le long de l'autoroute B3 : limitations de vitesse, isolations phoniques, buttes de terre, plantations, etc.

Puisqu'il est question des nuisances, comment ne pas évoquer les inondations dont sont victimes, par grandes pluies, trop souvent de nombreux habitants. Des moyens modernes d'assainissement existant. De gros efforts ont été engagés : 25 milliards d'anciens francs par le Conseil général depuis dix ans, qui décide de nombreux travaux, trouve des palliatifs, étend le champ des indemnisations. Mais cela est insuffisant, l'Etat refusant de prendre là encore ses responsabilités.

Dans le domaine de la santé, le département est doté d'un réseau de centres municipaux de santé important, permettant une politique de prévention et de médecine sociale. Le Conseil général a, pour sa part, contribué à son développement. Il a également participé aux efforts de rénovation et d'humanisation des hôpitaux existants. Mais il reste encore beaucoup à faire. Ce département est toujours celui de la région parisienne le moins doté en lits d'hospitalisation publique. S'ajoute à cela une insuffisance, parfois une inexistence d'équipements en certains services spécialisés.

Aussi, l'Assemblée départementale exige-t-elle le financement d'un hôpital de haute technicité, permettant de répondre à tous les besoins : le C.H.U. d'Aubervilliers. Prévu depuis quinze ans, le projet est accepté... Il reste à obtenir là aussi son financement... d'Etat.

Dans ce département, du berceau jusqu'à la retraite, la femme, l'homme, c'est le premier souci. Aussi, le Conseil général participe-t-il au financement de maisons de retraite, de foyers, il aide les communes pour leurs activités en faveur du troisième âge. Il a pris en charge la gratuité des transports en commun sur le réseau R.A.T.P. et S.N.C.F. banlieue. Il reste qu'il est grand temps que soient données à tous ceux qui ont travaillé toute leur vie de meilleures conditions sur le plan des revenus, mais aussi des avantages sociaux. Ce droit à la justice sociale, au mieux-être, ils l'ont gagné.

... UN HAVRE HARMONIEUX

Voilà! Beaucoup a déjà été fait pour que l'existence soit meilleure, pour satisfaire les immenses besoins de la population. Et le souci constant des élus de ce département a toujours été atteint à leur pouvoir d'achat en essayant de limiter au maximum la pression fiscale. Sacré dilemme!

Faire plus, et surtout en direction des plus défavorisés, des hommes, des femmes les plus touchés par la crise, faire plus mais on le sait avec des moyens financiers de plus en plus réduits. L'Assemblée départementale a tenu cette gageure : la fiscalité départementale est celle qui a le moins progressé depuis la réorganisation de la région.

C'est aussi un département — et le Conseil général s'efforce de faire des émules — où l'on refuse de se substituer à l'Etat, voire où l'on exige, et obtient, que l'Etat, que chacun prenne ses responsabilités. Pour illustrer ce propos, abordons ensemble le problème des espaces verts dans le département. Des sa création, en 1967, le Conseil général a pris en considération les besoins. Ils étaient immenses. Conserver, créer un environnement, lutter contre les nuisances, contre la pollution de l'eau, de l'air, aller vers une véritable qualité de la vie pour les familles de ce département. Dans le domaine des espaces verts, son objectif : aménager 10 % de la superficie du département. Ambitieux ? Oui, mais réalisable. Et cela en refusant que la population fasse les frais de ce qui n'était que justice. L'Etat a pris en charge la financer de certaines opérations comme la poudrière de Sevran aménagée aujourd'hui en parc national, alors qu'il souhaitait vendre les 118 hectares au département, les lui faire aménager ! Et puis, la réalisation du parc de La Courneuve : un ouvrage exceptionnel, création de toutes pièces d'un parc de plus de 450 hectares à partir d'une plaine. Efforts aujourd'hui couronnés de succès : un financement sur les enveloppes nationale et régionale intervient maintenant ; 60 nouveaux hectares de détente et de loisir : aux aires de jeux et de repos s'ajoutent un lac de 12 hectares, le belvédère et son jardin alpin, la roseraie, la vallée des fleurs, le jardin des sens, le piazza... bientôt deux autres lacs, une ferme, un village, un zoo, un restaurant, des serres d'exposition, au service et sous la protection des visiteurs du parc. D'autres parcs existent, d'autres projets sont en cours d'étude ou de réalisation : Villeneuve, l'Île-Saint-Denis, le Marne, des anciens carrières de gypse, du site de Courbron... L'objectif est de couvrir 10 % de la superficie du département en espaces verts... Le Conseil général est sur la bonne voie.

Parler de l'action du Conseil général de la Seine-Saint-Denis au service de tous les habitants de ce département, c'est aborder un chapitre important de son activité : les affaires sociales. Il faut savoir que, en 1978, l'Assemblée départementale consacra près de 78 % de son budget de fonctionnement au social.

Avant que l'enfant naisse et pour qu'il naisse dans les meilleures conditions, il y a les centres de planification et d'éducation familiale. La Seine-Saint-Denis est le département de France qui en possède le plus grand nombre (plus de 70 centres spécifiques et assistés).

Lorsqu'il ou elle est là c'est la protection maternelle et infantile. Le département a la réputation de faire une bonne P.M.I., 108 centres ouverts à toute la population ayant pour tâche de préserver la vie, de lutter contre les maladies de la mère et de l'enfant.

Puis vient la crèche : 108 crèches dont 100 départementales et communales, la plupart ayant été réalisées sans l'aide de l'Etat. Chacune de ces crèches a une nécessité, mais la gestion est très lourde. En dehors des participations des familles et de la Caisse d'allocation familiale, les crèches ont coûté en 1977 au département 6 milliards de centimes. La crèche, cette nécessité sociale, économique, pédagogique doit vivre. Le Conseil général œuvre pour que l'Etat et le patronat prennent leur responsabilité dans le domaine du financement.

POUR L'ENFANT...

L'enfance pose parfois de difficiles problèmes. Le Conseil général consacre des sommes importantes pour ces enfants en difficulté : 13 000 mineurs ont bénéficié de l'aide à l'enfance dont 5 000 sont des pupilles. Un foyer départemental les accueille ainsi que plusieurs agences. Plusieurs écoles, équipes de protection ont Les mineurs en difficulté. Pour l'enfance handicapée, le Conseil général participe au financement des C.M.P.P. — Centres médico-psychopédagogiques — des I.M.P. — Instituts médico-pédagogiques —, des I.M.Pro — Instituts médico-professionnels — réalisés par les communes ou les associations de parents. Pour cette question commune pour tant d'autres, mais sans doute la première à pratiquer de la sorte, l'Assemblée départementale a, avec les intéressés, les associations de parents, après de larges consultations, élaboré une charte des droits des handicapés, soulignant que ce problème concerne la société tout entière et que l'Etat doit assumer sa propre responsabilité, faire en sorte que les handicapés soient considérés dans leur différence comme des êtres à part entière.

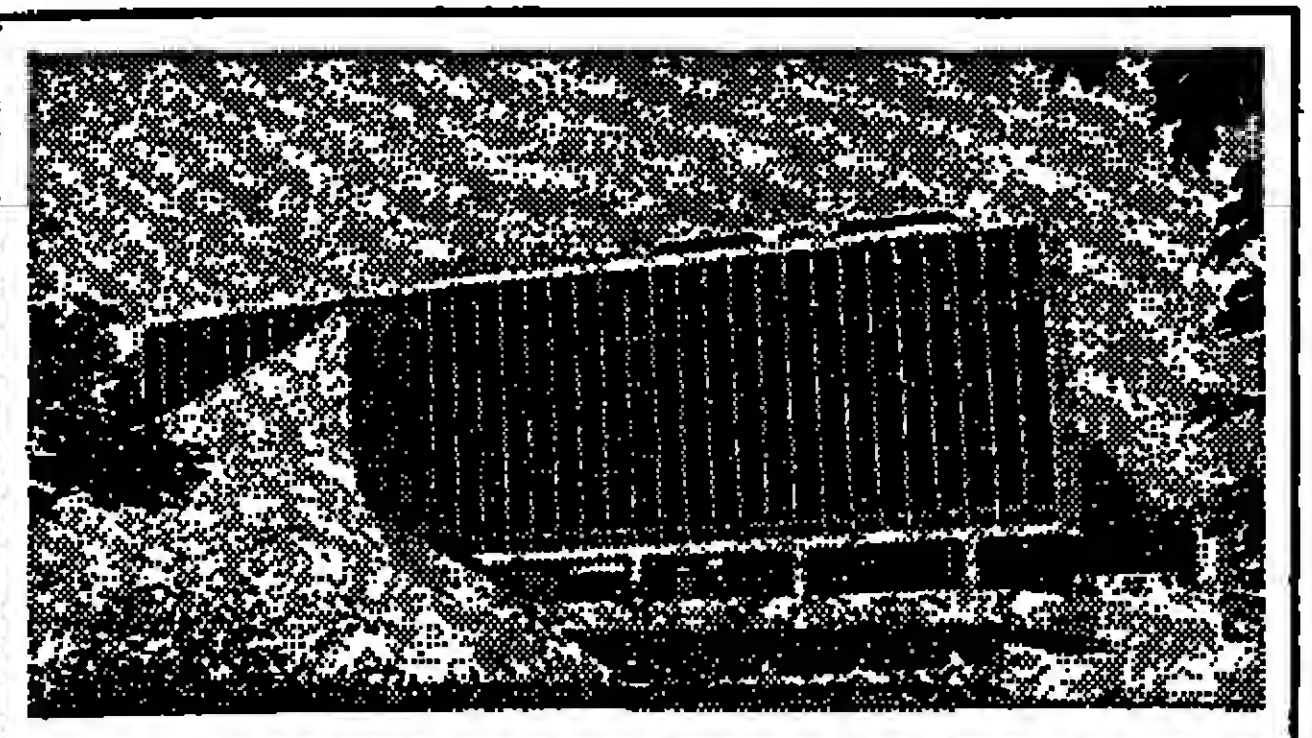
Dans l'immédiat le Conseil général a décidé la mise en place au niveau départemental d'une coordination afin que tout ce qui pouvait se créer dans le département en faveur des handicapés puisse être discuté avec toutes les parties concernées et mieux maîtrisé.

Parler de l'enfance c'est parler aussi de ses loisirs. Centres de loisirs, centres aérés, colonies de vacances, sont subventionnés. C'est aussi la création de la base nautique et de plein air de Champ-sur-Marne, base mise à la disposition de tous les centres aérés du département.

Quant à l'école, la politique d'austérité dans ce domaine a de graves conséquences : les jeunes en sont les premières victimes. Le Conseil général soutient les revendications des enseignants, des parents, des élèves, des étudiants, pour un enseignement de qualité, une véritable formation professionnelle. Des succès partiels ont été obtenus en cette rentrée.

Notons que le Conseil général est à l'origine de la création d'une Ecole normale à Livry-Gargan, fait unique en France depuis un siècle ; qu'une Université expérimentale, celle de Paris-XII a vu le jour dans ce département où la place était aussi pour Paris-VIII que le maire de Paris veut chasser et que le gouvernement veut liquider.

La Seine-Saint-Denis c'est aussi une intense vie culturelle et sportive : le Conseil général la favorise en aidant les villes pour leurs activités culturelles, les conservatoires (premier département de France pour les Ecoles de musique), les théâtres et musées, les bibliothèques, les gymnases, les piscines, les stades, les associations sportives. Une originalité encore, seul département où a été



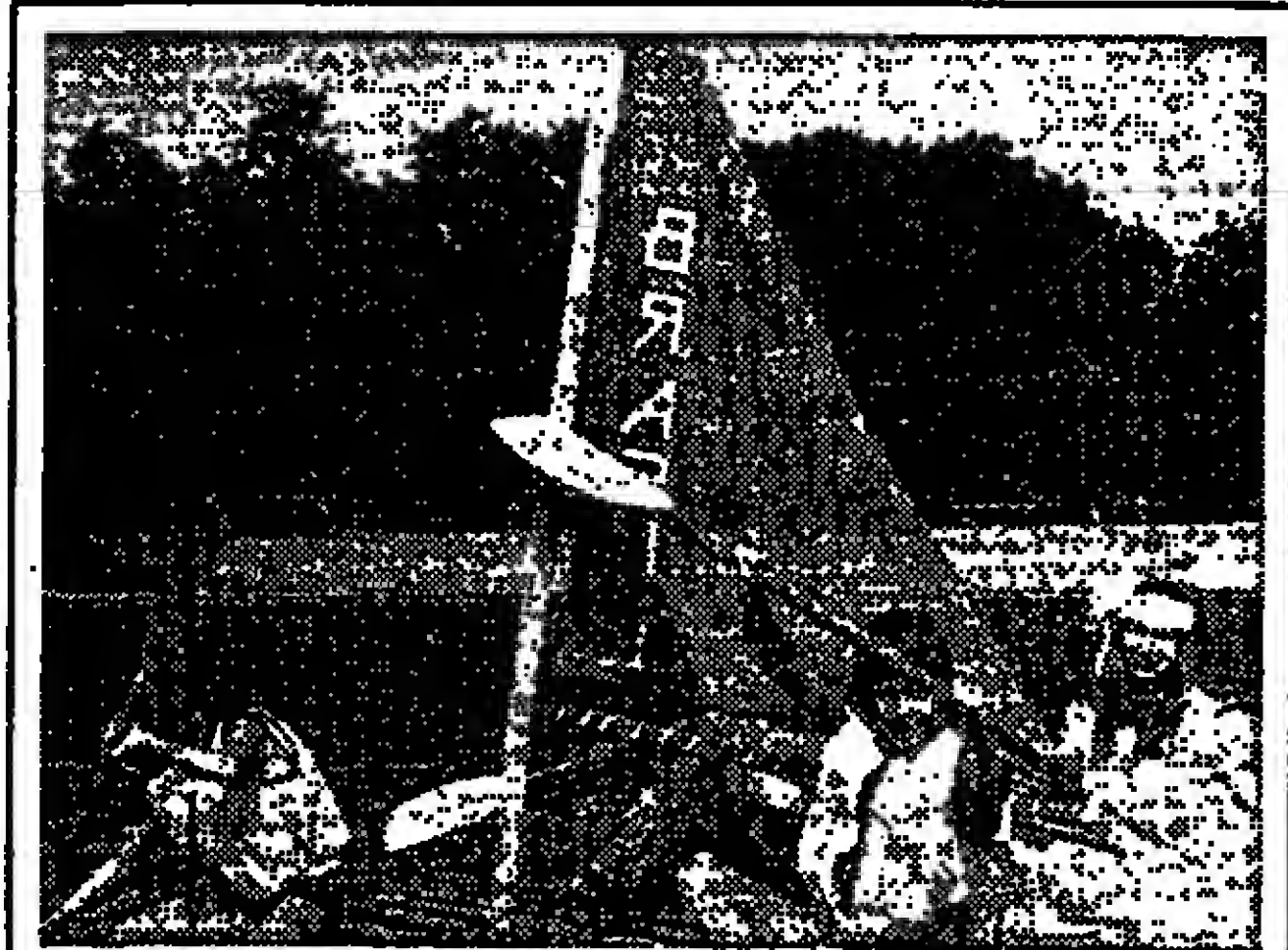
Congès et dessiné par Oscar Niemeyer, l'architecte de Brasilia, la Bourse du travail de la Seine-Saint-Denis constitue une première. Notre département est en effet le seul en France à offrir aux syndicats et aux associations un tel équipement.

Une solution simple a été retenue pour le bloc de bureaux, une solution typique pour le grand auditoire. Profondément attaché à l'indépendance des syndicats et à la démocratie, l'Assemblée départementale a laissé aux intéressés, aux organisations syndicales, le soin de gérer eux-mêmes les bureaux.

La salle de congrès et ses annexes étant mises à la disposition de toutes les formes associatives de la Seine-Saint-Denis.

créée une Maison de la culture à structure éolée, fruit d'une lutte intense des hommes de culture, des élus, des habitants, pour sa création, son financement par l'Etat à 50 % et aujourd'hui pour son développement. Mais avant de pouvoir accéder aux loisirs, à la culture, à une véritable détente morale et physique, il faut beaucoup d'autres choses.

Malgré l'effort de beaucoup de municipalités, du Conseil général, il reste encore de mauvais logements sans confort, surpeuplés, ou des logements aux loyers trop chers. 40 000 demandeurs de logements, 13 000 familles prioritaires, les ressources modestes de ce département, les solutions ne peuvent être trouvées que dans le développement du secteur social ; or les financements d'Etat diminuent.



A quelques kilomètres de Bobigny, Champ-sur-Marne, une propriété de 25 hectares acquise par le Conseil général en 1972. C'est une base de pleine nature destinée aux enfants du département qui s'y ébattaient, s'y délassaient en toute liberté, en toute quiétude, dans la forêt, le parc, sur le plan d'eau (12 hectares), s'y livraient aux joies de la natation, des sports nautiques.

Chaque mercredi, chaque jour de vacances scolaires, de Pâques ou d'été, y sont accueillies les familles des centres de loisirs des communes du département.

Aujourd'hui, le bien est important. Des dizaines de milliers d'enfants (plus de cinq cents par jour) y sont allés. Ils ont profité de cadre magnifique de la base, mais aussi des qualités de l'équipe d'animation d'activités éducatives et distrayantes variées. A cet accueil s'ajoutent l'organisation des stages annuels que l'accueil d'enfants handicapés. Notons que c'est le Conseil général qui, après avoir aménagé la base, assure à 91 % le budget de l'association qui anime et gère Champ-sur-Marne. Quant à l'Etat, jusqu'à présent, il s'en est désintéressé : les quelques subventions allouées sont bien vite récupérées et dépensées par la T.V.A. et d'autres taxes !

En 1970, le Conseil général a pu se doter d'un outil efficace, l'Office départemental I.L.M., dont la mission est de réaliser et de gérer des logements sociaux. Il a créé la SOEDAT 93, Société d'équipement et d'aménagement, qui a pour objet d'aménager le département, d'apporter à toutes les villes sa contribution à l'étude et à la réalisation d'opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de réorption de l'habitat insalubre.

... L'HOMME ET LA FEMME...

La Seine-Saint-Denis possède un puissant et complexe ensemble industriel qui accueille tous les types d'industries jusqu'aux plus techniquement élaborés. Cette base productive, l'existence de travailleurs d'un haut niveau de qualification, représentent un atout déterminant de l'économie régionale et aussi nationale. Or, aujourd'hui, le département connaît un intense mouvement de désindustrialisation dont les conséquences sont graves et multiples : remise en cause du propre essor du département mais aussi de celui de la région et du pays ; retombées humaines particulièrement dramatiques et génératrices de misère : 60 000 chômeurs, dont près de la moitié sont des jeunes ; insécurité de l'emploi ; gâchis matériels immenses ; usines abandonnées, machines à la casse, gigantesques « friches industrielles » comme la Plaine-Saint-Denis.

Depuis son existence, plus particulièrement ces dernières années, avec le développement sans précédent des difficultés économiques, le Conseil général a fait des questions de l'emploi et de l'activité économique une de ses préoccupations essentielles : soutien, solidarité aux travailleurs privés ou menacés dans leur emploi, aux travailleurs en lutte. Aide concrète pour trouver des solutions aux graves conflits : interventions auprès des différents ministères, du gouvernement, aides matérielles pour les familles, secours attribués par l'intermédiaire des B.A.S. — Bureaux d'aide sociale — des villes ou versés aux différents fonds de solidarité. Mise en œuvre de mesures susceptibles d'aider à une amélioration de la situation de l'emploi, soutien aux revendications telles que retraite à 60 ans, 40 heures, pas de fermetures d'entreprise, pas de licenciement sans reclassement augmentation des allocations de chômage, mais aussi vote de crédits spécifiques pour l'aide apportée par le département aux travailleurs sans emploi.

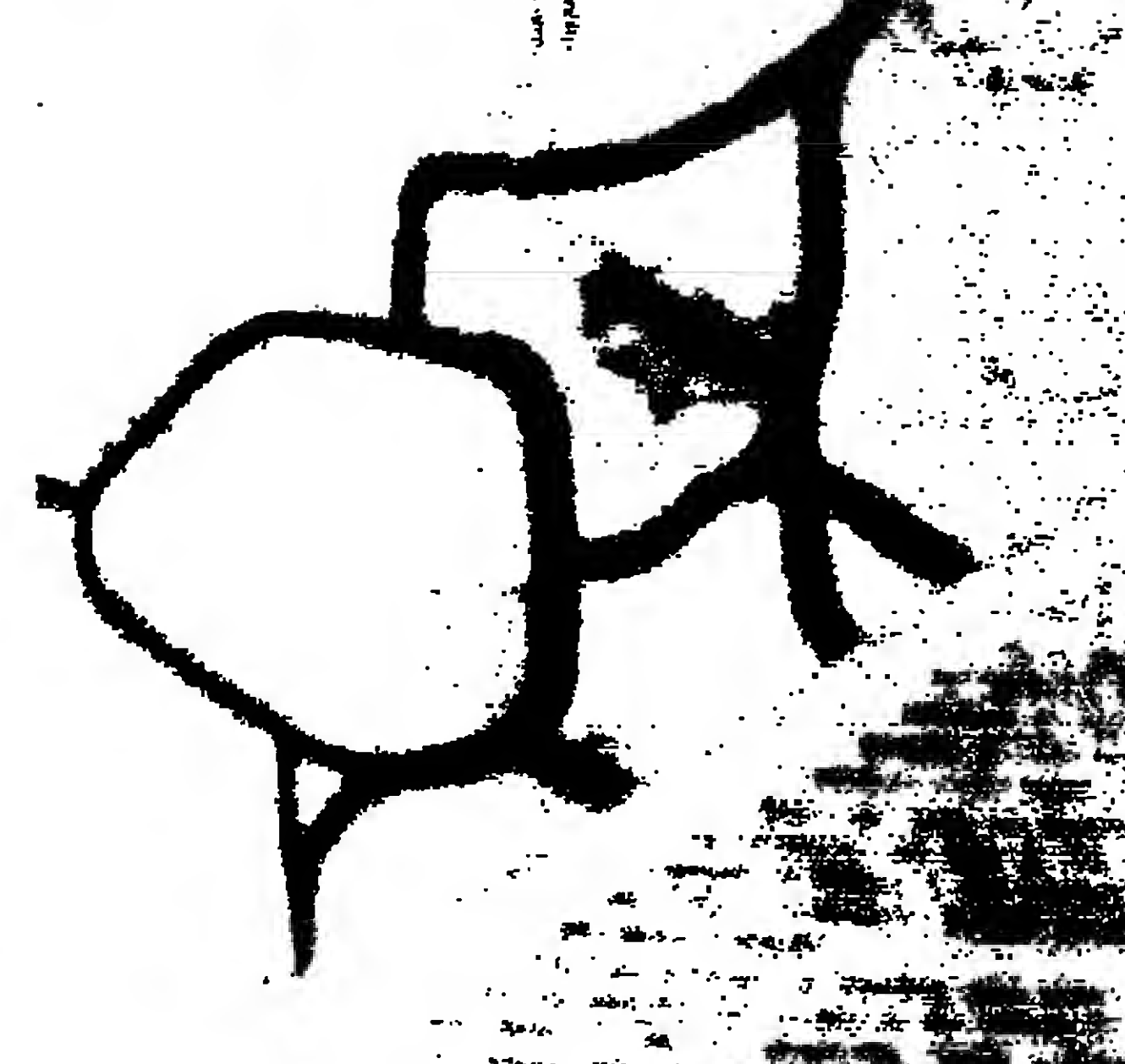
Ce bref panorama de l'action économique et sociale du Conseil général serait incomplet si nous ne disions les efforts de l'Assemblée

سكان من الأهل

veut sauver

Toujour

Bobigny
c'est Paris



DANS LA TOURMENTE

Montreuil veut sauver ses P.M.I.

Avec plus de quatre-vingt-dix mille habitants, Montreuil est l'une des deux plus importantes agglomérations du département; quarante mille salariés, dont trente mille dans le secteur privé; l'industrie, à elle seule, procure vingt-trois mille emplois. Plus de quatre mille cinq cents patentes: Montreuil, réservoir de petites et moyennes entreprises; Montreuil en plein cœur de la crise économique.

Pour M. Jean-Pierre Perillaud (P.C.), conseiller municipal de Montreuil, conseiller général, le phénomène de déconcentration n'a pas démarré en 1974. C'est dès 1960 et jusqu'en 1973 que l'industrie a commencé à péricliter: « Il y a eu, d'une part, les primes à la déconcentration et les opérations immobilières résultant du départ des entreprises qui se sont adaptées; d'autre part, la recherche de l'exploitation d'une main-d'œuvre moins qualifiée mais surtout bon marché. Les gouvernements, d'autre part, sous le couvert d'une politique d'aménagement du territoire, ont encouragé et suscité le déclin de la région parisienne. »

Mais c'est depuis 1974 que la situation devient préoccupante. Les filiales du groupe Thomson (Grandin, L.C.O.-CIGÉ) sont les premières à disparaître de Montreuil pour investir en Asie du Sud-Est, suivies par de nombreuses petites entreprises.

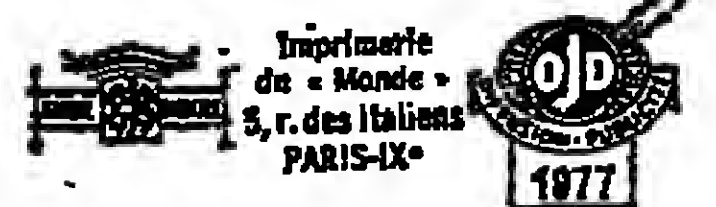
Une conséquence du redéploiement industriel

Cette mutation vers le tertiaire a pris soudainement fin en 1977, remarque M. Perillaud. « C'est ainsi qu'un visiteur de la place de la Mairie peut constater une diminution de 30 000 mètres carrés entièrement vides. Jouissant est imminente, il y a actuellement la construction d'un ensemble qui recevra dans deux ans le siège social de l'URSSAF. »

« L'URSSAF, indique M. René Henri, nous promet une création de six cents emplois, mais les syndicats n'y croient pas, car Montreuil ne veut pas installer ici nous ont fait les mêmes propositions, mais celles-ci s'imposent avec leur propre personnel. De plus, elles profitent de l'opération de déconcentration pour procéder à des resserments d'effectifs; les départs à la retraite ainsi que les départs volontaires, par exemple, ne sont pas remplacés. » Les inéquidités de M. René Minguet, délégué général du GIREP (Groupe interprofessionnel des industries de la région parisienne), ajoutent au tableau déjà sombre: « L'état d'esprit du petit patron est très inquiétant. Sa dépendance des grandes sociétés, qui imposent leurs prix à la sous-traitance, ses carnets de commandes affaiblis, le manque de fonds propres, le manque de banques de plus en plus rare, l'imposition de la commune très lourde et le climat politique particulier de la Seine-Saint-Denis ne l'incitent ni à investir ni à embaucher. »

L'affaiblissement du tissu industriel montreuillois, ancien mais vivant parce qu'il est modifié et le peut encore, est dû aux conséquences de la politique de redéploiement industriel, appliqué en substance M. Perillaud. L'avenir des P.M.I., qui produisent des biens de consommation, est lié au développement de la croissance et de la consommation populaire. La chute de l'emploi est un phénomène qui risque de s'accroître à Montreuil. Aujourd'hui, on craint pour l'entreprise Dufour (machines-outils) qui envisage un redéploiement. Autre crainte exprimée par M. Perillaud: « La rétrocession des petites industries mécaniques à Montreuil comme ateliers souffrira du fait de l'élargissement du marché commun, et notamment vers l'Espagne. Le nouveau coup de frein à la construction des équipements socio-éducatifs aggravera la situation. Maintenir et accroître le développement du potentiel économique de la commune est une tâche de la municipalité, qui est dotée de moyens d'investigation et d'intervention. Soutenir à la fois les travailleurs et les P.M.I. est notre préoccupation permanente. »

Édité par la S.A.S.I., le Monde. Gérante: Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Depuis 1977, souligne M. Perillaud, une aggravation brutale s'est opérée: cent vingt et une entreprises ont licencié tout leur personnel, soit trois mille emplois supprimés en vingt et un mois. Ce phénomène boule de neige était dû, notamment, aux interférences, qui existent entre les entreprises, explique M. René Henri, secrétaire général de l'Union C.G.T., les petites entreprises étant souvent dépendantes pécuniaires spécialisées de la sous-traitance ou de la petite mécanique. Ainsi, avant 1974, on enregistrait un nombre de demandeurs d'emploi qui oscillait entre deux mille huit cents et trois mille deux cents, selon les sources et les calculs du B.I.T. (Bureau international du travail). En 1976, ce nombre saute à trois mille cinq cents. Depuis, il se situe entre quatre mille deux cents et quatre mille cinq cents, soit 8 % de la population active.

En cela, Montreuil est le reflet de la situation nationale. En outre, les principales catégories touchées par cette hémorragie sont les jeunes et les femmes, précise M. René Henri. Mais Montreuil a, dans le même temps (1974-1976), opéré une mutation dans le secteur tertiaire — des emplois dans les bureaux, hôpitaux, centres commerciaux, banques et l'AFPA (Association de formation des adultes) dont le siège social se trouve à Montreuil — qui a compensé la perte des emplois industriels.

La municipalité n'hésite pas à faire des démarches pour faciliter aux chefs d'entreprise l'obtention de moyens qui permettent de rechercher des solutions positives. C'est le cas de cette entreprise — la S.C.O. — spécialisée dans les balances automatiques que nous avons aidé à sauver. Montreuil a les moyens de répondre à la création de zones d'activités. Aussi est-il nécessaire que l'Etat, pour permettre le maintien ou l'installation de P.M.I. intégrées dans le milieu urbain, prenne deux mesures: d'abord, la levée de la redondance au mètre carré et les obstacles créés par la DATAR; ensuite, créer un fonds spécial de soutien de l'activité et de l'emploi industriels. Ce fonds pourrait être alimenté par l'affectation obligatoire des ressources financières des banques et des réserves des compagnies d'assurances; il fournirait des crédits bonifiés et des aides pour le développement des activités des P.M.I. en liaison avec la garantie et la création des emplois. »

KIM LAROUSS.

Kodak et les emplois « variables »

« 93270 Sevran ». Combien sont les photographes amateurs ou occasionnels à avoir remarqué cette adresse au bas de l'enveloppe contenant la pellicule destinée au développement? A Sevran, l'importante usine de la compagnie Kodak a été créée en 1923 par Georges Eastman, fondateur américain de Kodak. L'actuelle société Kodak-Pathé est née en 1927 de la fusion de la société Kodak et de la société Pathé-Cinéma, qui doit son nom à Charles Pathé. L'usine de Sevran, devenue opérationnelle en 1929, s'étend sur 25 hectares et emploie en permanence mille cinq cents personnes, dont deux tiers de personnel féminin, et mille neuf cents en période de pointe.

Plus particulièrement tournée vers les travaux d'amateur, elle a trois fonctions principales: le traitement des films photo et ciné, la réparation et la vérification des appareils photographiques et des caméras qui s'effectuent dans ses ateliers spécialisés et d'autre part la distribution et le stockage des produits finis provenant de Vincennes ou importés d'autres centres de fabrication. La vocation de l'usine de Sevran répond aux besoins de la région Ile-de-France et des départements du Nord.

L'établissement développe chaque jour en période de pointe 1 600 000 diapositives. Chaque

année, l'usine reçoit, traite et réexpédie plus de onze millions de bobines et chargeurs de toutes émulsions et de tous formats. En un an, les films d'amateur traités dans cette usine mis bout à bout feraient deux fois le tour de la Terre. Cette usine, dotée de moyens techniques hautement sophistiqués, répond parfaitement à une très forte demande en période de pointe, mais elle se trouve confrontée à des problèmes de baisse d'activité en période de creux.

Les périodes de creux

« Pour faire face à ces périodes de creux, explique le directeur de l'établissement M. Rolland, et éviter le débouçage, les employés sont dirigés vers les services tels que le secrétariat et la réparation. Le personnel de Kodak-Pathé ajoute M. Rolland, a la possibilité de travailler sa formation grâce à nos services spécialisés chargés de cette question et installés au sein même de l'usine. » A priori cette entreprise ne souffre pas de problèmes majeurs. « Pour appréhender d'éventuels besoins, explique M. Jean Ganot, adm-

nistrateur, nous avons mis au point un système d'informations téléphoniques qui permet à chacun des employés, d'une façon anonyme s'il le désire, de poser des questions concernant la vie de la société, de critiquer, de suggérer... Le cadre de vie de l'entreprise par exemple est un besoin que le personnel n'a pas encore exprimé. Dans ce domaine, la société prend les devants en élaborant un programme paysagiste qui sera bientôt exécuté. L'usine de Sevran, par la nature de ses activités, se trouvait jusqu'à l'an dernier confrontée à un problème de grande consommation d'énergie (chauffage et eau). Grâce à un programme hard de reconversion, nous avons réussi dans le cadre des économies d'énergie à baisser de moitié notre consommation. »

K. L.

Toujours rien pour l'est...

(Suite de la page 35.)

« Nous avons l'habitude d'assumer nos responsabilités en fonction de la réalité sociale de notre département — une population en majorité de condition modeste, composée pour 72 % d'ouvriers et d'employés — sans retard à combler, des besoins nouveaux qui émergent. Aussi, la priorité, je dirais bien priorité, non pas exclusivement de votre gestion départementale, est-elle dirigée vers l'aide aux plus démunis. »

C'est ainsi que, pour 1978, 72 % du budget départemental ont été consacrés à l'action sanitaire et sociale, et notamment à l'aide aux plus démunis. En matière d'équipements sanitaires et sociaux, quelques chiffres feront bien sentir l'ampleur de l'effort accompli dans ce domaine: sur 110 crèches actuellement existantes, 50 ont été construites depuis 1968. Sur 96 centres de protection maternelle et infantile du secteur public, 60 ont été réalisés depuis 1968. L'essentiel des charges supportées par ces équipements (orchestres et P.M.I.) l'est par le conseil général. Nous avons voulu en effet réduire les charges des communes en prenant à notre compte le maximum prévu par la loi.

« Gestion sociale, cela ne signifie pas que ce que l'on classe sous les expressions de « cadre de vie » ou de « qualité de la vie » soit négligé. Cela en fait partie. Nous pensons que la population de la Seine-Saint-Denis a droit à des logements de qualité, aux loyers abordables dans un environnement agréable, aussi agencés qu'il se peut. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que le parc départemental de La Courneuve, par exemple,

créé de toutes pièces, est une des plus belles illustrations concrètes de notre souci de construire cet environnement agréable qui faisait tant défaut en Seine-Saint-Denis.

D'autre part, et nous sommes largement majoritaires, nous ne voulons pas pratiquer l'hégémonie, et, dans les commissions, les élus de la majorité, qui sont ici notre opposition, sont représentés dans une proportion non négligeable. En conclusion, mettant nos actes en conformité avec nos paroles, nous appliquons la démocratie. Ainsi, chaque groupe politique est représenté, à la proportionnelle, dans toutes les commissions de l'assemblée. Par ailleurs, chaque groupe politique siège, participe, au bureau du conseil général.

« La Seine-Saint-Denis est un des départements les plus industrialisés de la banlieue parisienne. Comment résister à son industrie; en quel état est-elle aujourd'hui? »

D'abord, je voudrais rappeler que la Seine-Saint-Denis a toujours vu l'essentiel de son activité orientée vers la production industrielle, plaçant le département en cinquième ou sixième position nationale. Sa population — 40 % d'ouvriers — vit pour l'essentiel de ce secteur. Cette situation explique que le conseil général soit particulièrement attentif à la préservation et au développement d'un potentiel productif qui conditionne directement la prospérité du département et la vie de ses habitants.

« La désindustrialisation qui touche l'ensemble des régions, particulièrement la région parisienne, du fait de son rôle primordial dans la production du pays, c'est une réalité qui entraîne de graves conséquences en Seine-Saint-Denis: fermeture d'entreprises, mise à la casse de machines modernes, capacités de production partiellement inutilisées, difficultés de plus en plus accentuées pour les petites et moyennes entreprises, tels sont les aspects du gâchis matériel que représente cette orientation.

« Qu'on n'aille pas prétendre que les conditions sociales et politiques du département seraient à l'origine de cette situation. Si cela était, ainsi, pour qu'on constate dans les Hauts-de-Seine, dans le Nord, dans les Bouches-du-Rhône ou dans le Rhône? »

« La multiplication du potentiel industriel se double d'un gâchis humain considérable: le chômage touche plus de cinquante mille personnes dans notre département; à cela il faut ajouter le chômage partiel. Les licenciements touchent chaque année des milliers de travailleurs (dix mille en 1977). Je voudrais citer quelques chiffres qui font apparaître l'ampleur de la désindustrialisation en Seine-Saint-Denis: entre 1971 et 1977, vingt-quatre mille emplois ont disparu dans l'industrie.

« Depuis 1974, l'augmentation des emplois dans les transports, le commerce et les services ne compense plus la perte des emplois industriels (de 351 788 emplois en 1973, on arrive ainsi au chiffre de 345 849 emplois existants en 1977). Ainsi, les branches les plus fondamentales sont remises en cause, les productions les plus en pointe menacées. Dans la période présente, la menace pèse surtout sur les industries de biens d'équipement, principalement les industries d'outillage, l'équipement industriel et sur le bâtiment et les travaux publics. » L'évolution des licenciements collectifs illustre le drame humain que représente la désindustrialisation dans notre département. En 1976: 6 449 licenciements col-

lectifs; 951 entreprises ont été touchées. En 1977: 10 297 licenciements collectifs; 1 927 entreprises ont été touchées. Sur ces 1 927 entreprises, 448 ont licencié tout leur personnel, soit 3 907 emplois.

« Les pouvoirs publics responsables de la région parisienne ont lancé depuis quelques années ce que l'on a appelé une politique « de rééquilibrage à l'est », c'est-à-dire ont voulu adjoindre à la région traditionnellement désavantagée par rapport à l'ouest. Comment résister à ces effets de cette démarche? »

« Les exemples que je viens de citer, concernant la désindustrialisation de la Seine-Saint-Denis, prouvent déjà par eux-mêmes que la politique dite de rééquilibrage à l'est n'a pas eu d'effets positifs quant à l'emploi dans l'industrie. S'agissant des emplois de bureau, certes, des surfaces de bureau ont été réalisées, mais le taux d'occupation reste très faible (40 % pour les superficies de bureaux en « blanc » mis sur le marché depuis 1974, c'est-à-dire les bureaux construits par des promoteurs et destinés à la vente ou à la location).

« Parallèlement, le gouvernement continue à favoriser la création de bureaux à l'ouest, notamment à La Défense. C'est, dans ce domaine encore, les banques et les grandes sociétés, les multinationales précisément qui imposent leurs vues, qui imposent leur propre choix d'implantation, notamment de leurs sièges sociaux selon l'unique critère de leur propre profit au détriment d'un aménagement régional équilibré. » Bobigny, Saint-Denis et Rosny-sous-Bois devaient, selon le schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, être des pôles restructurateurs renforçant l'attraction de la banlieue. Or, ce qui caractérise ces pôles, c'est plus les fermetures d'entreprises (Gammacore à Saint-Denis, France Glaces, l'Européenne d'Entreprise à Bobigny) que le renforcement de leur rôle.

« Qui plus est, par son refus de financer le prolongement du métro à Bobigny, par le retard dans l'autoroute A-86, le gouvernement freine le développement de ces pôles et, par là même, retarde les moyens nécessaires au rééquilibrage.

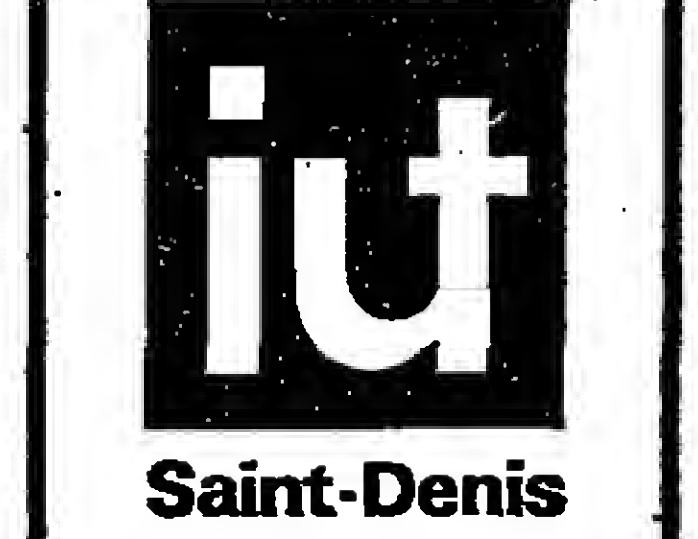
« C'est la même orientation encore, appliquée par le biais de la redondance, qui empêche des entreprises de s'installer ou de s'étendre en Seine-Saint-Denis. La DATAR joue dans le même sens en refusant l'agrément. » Un véritable rééquilibrage supposerait que l'Etat manifeste une réelle volonté allant dans ce sens. Le conseil général estime qu'une politique active est nécessaire pour rénover le tissu industriel ancien qui a besoin d'être modernisé. Cela va d'ailleurs dans le sens des aspirations des petites et moyennes entreprises (P.M.I.), et implique une aide de l'Etat.

« Les zones industrielles (La Plaine-Saint-Denis, Paris-Nord...) constituent un autre moyen de rééquilibrage, freiné par la politique du gouvernement et des grandes sociétés (désindustrialisation, redondance, agrément). » Ainsi, la promesse de rééquilibrage à l'est n'a pas été suivie d'effets positifs, alors que les régions ont besoin d'une région parisienne dynamique. »

Propos recueillis par MARIE-CHRISTINE ROBERT et KIM LAROUSS.

Pour nous, connaître l'entreprise n'est pas une compromission c'est une nécessité

Notre objectif: apporter une réponse concrète et adaptée à l'UN de vos problèmes de formation



DOMAINES D'INTERVENTION

Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) Hygiène et Sécurité Génie mécanique Gestion des entreprises Techniques de commercialisation

Formation sur mesure Sécurité Mécanique Electronique Mesures physiques

Gestion Commercialisation Relations humaines Formations de formateurs Langues

Formation continue

Place du 8 Mai 1945 93200 Saint-Denis 821.61.55

LE MONDE et chaque jour à la disposition de ses lecteurs des publications d'Appareils Imprimés. Vous souhaitez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

Advertisement for Bobigny, featuring a map and text: 'Bobigny c'est Paris... Semarbo 830 23 32 16, avenue Paul-Eluard 93000 Bobigny'.

FAIRE DE

UN MA

مركز من الأصل

صك: زامن الأصل

< VIVRE MIEUX ET ENSEMBLE >

Le plus jeune maire combat à Villemomble

Villemomblois depuis plus d'un quart de siècle, M. Jean-Paul Matras, à l'âge de trente-deux ans, est le plus jeune maire de la Seine-Saint-Denis. Sa ville, il la connaît bien pour l'avoir parcourue dans tous les sens étant enfant.

D'origine sociale très modeste — le père était ouvrier menuisier — Jean-Paul Matras, qui est l'aîné d'une famille de cinq enfants, prend conscience très tôt du combat qu'il doit mener pour « en sortir ». Bachelier, diplômé des sciences politiques, licencié en sciences économiques, il suit également les cours du centre des Communautés européennes avant de devenir chargé de mission au Crédit lyonnais.

L'éducation politique de Jean-Paul Matras se situe tout naturellement au niveau du vécu. L'aspiration socialiste se concrétise par l'adhésion au P.S. après le congrès d'Épinay. Peu enclin à parler de lui-même, Jean-Paul Matras s'explique en revanche volontiers sur les préoccupations des Villemomblois. Le combat qu'il mène avec sa ville l'amène à se présenter aux municipales de 1977. Avec treize autres socialistes, ses amis villemomblois, il part à l'assaut de cette mairie détenue depuis treize ans par M. Robert Calmeiane, R.P.R. « Dans toutes les démarches du candidat Matras, puis du maire Matras, se dégage l'esprit d'équipe », disent de lui ses adjoints. Sur les vingt-sept conseillers municipaux élus, quatorze sont socialistes, les treize autres formant une liste hétérogène d'où sont absents les communistes.

« Je ne suis que l'animateur d'une équipe qui m'a choisi », dit Jean-Paul Matras. Villemomble est une petite ville, 404 hectares de vingt-neuf mille habitants où il n'y a pas de problèmes sociaux comme il en existe dans le nord du département. Elle compte néanmoins neuf cent quatre-vingt-dix chômeurs. Peu d'industries sont installées sur la commune : « La plus grosse entreprise de Villemomble, Bébé-Confort, deux cent quarante emplois, a pillé bagasse en 1974 sans pratiquement susciter de remous ». Préoccupation majeure du nouveau maire : le taux de fiscalité à Villemomble le plus important du départe-

ment : « Nous avons réussi pour cette année à alléger l'augmentation des impôts locaux, à 9% seulement, la moins forte augmentation de la Seine-Saint-Denis. Il nous faut nous contenter d'assumer les tâches au jour le jour », ajoute-t-il. « L'objectif majeur de mon équipe est aussi de prévoir ».

Pour corriger la politique menée par son prédécesseur, le maire et son équipe tentent aujourd'hui de créer des zones artisanales qui permettraient de résoudre la difficulté que soulève la forte pression fiscale. Tout jeune Villemomblois, il regrette de voir sa ville se contenter d'être une cité dortoir.

« En un an, nous avons redonné une vie à cette ville. Les énergies existaient, il a suffi de donner les moyens pour que naisse une association artistique et culturelle. L'impulsion donnée, elle rayonne aujourd'hui, c'est le théâtre dans la ville, des spectacles, un conservatoire de musique, des conférences-débats, etc. »

Profondément attaché à l'esprit de démocratie, Jean-Paul Matras décentralise parfois son conseil municipal. Cinquante à soixante personnes assistent à chaque séance. Il se souvient : « Il y a encore deux ans, nous étions trois à nos amis et moi-même à suivre les débats ». En quelques mois, il associe les habitants aux activités de leur cité en favorisant la création de six commissions extra-municipales (sports, culture, urbanisme, sociale et santé, commerce, enseignement). Elu président de l'Office d'H.L.M. de la ville, il prend l'initiative d'introduire deux représentants des amicales de locataires à titre consultatif. Et ce bien avant que le gouvernement ait décidé d'associer les locataires à la gestion de l'Office. Autre initiative de caractère politique. Il signe un protocole d'accord avec les syndicats du personnel communal.

« Ce sont là des réalités qui traduisent notre volonté dans cette marche lente, mais irréversible vers le changement pour vivre mieux et ensemble », conclut ce benjamin des responsables municipaux du département.

K. L.

Le P. C. maître chez lui

(Suite de la page 35.)

Qu'il s'agisse des activités sportives, culturelles ou sociales, il en résulte un peu partout des initiatives multiples : distribution de tracts, débats hebdomadaires, création d'associations de défense, contacts avec les demandeurs d'emploi dans les bureaux de chômage, bals pour les adolescents, goûters et voyages pour les personnes âgées, jeux pour les enfants, visites de chantiers par les élus, séances extraordinaires des conseils municipaux tenues en plein air, etc. Ce foisonnement d'activités, par lesquelles le P.C. œuvre à consolider ses conquêtes électorales, ne laisse pas insensible la population même si celle-ci juge parfois envahissant le zèle des militants communistes et irritante la politisation de tous les problèmes de la vie quotidienne.

« Electoralisme ! », rétorquent les adversaires du P.C., qui dénoncent son « impérialisme totalitaire ». « Totalitaires, nous ? Nous sommes favorables à la représentation proportionnelle dans tout le pays, y compris, bien entendu en Seine-Saint-Denis », souligne M. Jean Garcia. « Mais je voudrais bien que dans tous les départements il y ait le même vie démocratique que dans le nôtre ».

Un signe avant-coureur ?

Jusqu'à présent, les relations des communistes avec les socialistes avaient été bonnes, malgré quelques accrocs locaux aux élections municipales de mars 1977 et lors de l'élection cantonale partielle de Noisy-le-Grand, en juin 1978, au cours de laquelle Mme Marie-Thérèse Goutmann avait été battue par M. Roger Morel (U.D.F.) à la suite d'un report imparfait des voix socialistes. Les fédérations du P.C. et du P.S. avaient d'ailleurs consacré l'union de la gauche bien avant la signature du programme commun de gouvernement, au point que la Seine-Saint-Denis fut considérée pendant longtemps comme la « vitrine » de l'alliance entre les deux partis. Aujourd'hui encore elles affirment leur volonté unitaire.

C'est ainsi qu'au sein des municipalités les conseillers communistes et socialistes, suivant les consignes de leurs élus-majors, s'efforcent de continuer à cohabiter. « Les différends politiques qui existent au plan national ne doivent pas se transposer au plan municipal », déclare M. Garcia. Mais, depuis la rupture, le cœur n'y est plus, le dialogue devient difficile, la « vitrine » est ternie. La façade unitaire connaît

quelques craquements, notamment à Villepinte, où le P.C. reproche à un adjoint socialiste de rompre le contrat communal conclu il y a deux ans. Une lézarde vient même d'y apparaître à l'occasion de l'élection cantonale partielle de Gagny qui a en lieu les 19 et 20 novembre afin de pourvoir au remplacement de Raymond Valenet, décédé le 21 septembre.

Son candidat, M. Claude Favretto, maire de Gagny, ayant été battu au deuxième tour par M. Michel Teulet (R.P.R.), ancien suppléant de Raymond Valenet, alors que le total des voix obtenues au premier tour par les candidats de gauche représentait 58,51 % des suffrages exprimés (le Monde du 28 novembre), le P.C. a violemment attaqué le P.S. M. Jean Garcia a accusé les socialistes gabiniens d'avoir « organisé le boycottage » de M. Favretto tandis que l'« humanité » faisait porter la responsabilité de l'échec à l'attitude de M. François Mitterrand à l'égard de M. Georges Marchais. « Grâce au P.S., la droite conserve son siège à Gagny », a titré 93 Actualités le 30 novembre. La section communiste locale a surenchéri en dénonçant le « comportement douteux » du candidat socialiste, M. Claude Barbare, bien que celui-ci se soit officiellement désisté en faveur de M. Favretto. Elle a aussi stigmatisé la « politique nationale du P.S., dont la volonté affichée est d'affaiblir le parti communiste, de liquider toute perspective d'union et de changement ». La fédération socialiste a protesté vigoureusement contre les « contre-vérités » et la « manœuvre de sang-froid » de la fédération communiste.

La querelle laissera des traces. « J'ai fait une déclaration volontairement brutale », dit M. Garcia. « Il fallait marquer le coup afin que cela ne se reproduise aux cantonales de mars prochain ». « C'est de bonne guerre que le P.C. essaie de nous faire porter la responsabilité de la défaite », déclare, pour sa part, Mme Françoise Farré, premier secrétaire de la fédération socialiste, mais nous ne romprons pas le dialogue avec le P.C. qui demeure pour nous fondamentalement, car nous restons fidèles à la stratégie de l'union ».

Deuxième force politique du département (près de deux cent cinquante élus, plus de deux mille adhérents), stimulé par ses progrès constants depuis plusieurs années, le P.S. n'éprouve pas de complexité au sein du souverain P.C. L'évolution des rapports entre les deux formations au plan national et ses conséquences sur le compor-

tement du corps électoral inquiète toutefois ses dirigeants fédéraux autant que ceux du P.C. « Pour la première fois, à Gagny, beaucoup d'électeurs de gauche ont préféré s'abstenir au deuxième tour plutôt que de voter communiste, en dépit de nos consignes », dit Mme Farré. « Je crains que ce ne soit le signe du début de la distorsion de l'électorat de gauche, ce qui serait dramatique. Mais le P.C. ne peut pas continuellement dire que le P.S. vise à droite et l'attaquer sans s'étonner que les électeurs socialistes ne votent plus pour lui. C'est la logique de démission que le P.C. a employée contre le P.S. qui s'est retournée contre lui à Gagny ».

Maire du Pré-Saint-Gervais, localité socialiste depuis soixante-quatorze ans, où demeure vivace le souvenir des discours prononcés par Jean Jaurès sur la place locale, M. Marcel Debarge, sénateur, tient exactement le même langage. « Nous restons unitaires, mais pas question de pratiquer l'unité béniéte ! ».

Dans ce contexte, les résultats des prochaines élections cantonales pourraient revêtir une importance capitale pour l'avenir de la gauche en Seine-Saint-Denis, où tous les scrutins sont très politisés et où, plus qu'ailleurs, on vote

sur tout pour les étiquettes politiques.

Réduits à la portion congrue et abandonnés à eux-mêmes par leurs élus-majors qui refusent d'investir à fonds perdus, les représentants de la majorité espèrent évidemment bénéficier de la défection de la gauche. Le succès de M. Michel Teulet, à Gagny, a redonné confiance aux militants gaullistes : « Il y a une dynamique de victoire qui se recrée », affirme le nouveau conseiller général, mais à cause du manque de moyens financiers.

« Nous est difficile de trouver des candidats qui acceptent de mener campagne à leurs frais ». L'U.D.F., embryonnaire, s'efforce de s'organiser. La mise en place d'une structure départementale a été confiée à un député, M. Ernest Cartigny, dont le travail « extra-parlementaire » a été critiqué par Mme Marie-Thérèse Goutmann, le 22 novembre, à l'Assemblée nationale. L'ambition modeste des formations de la majorité rejoint finalement celle des socialistes : réduire l'influence du P.C. de façon significative à défaut de pouvoir la contrebalancer. Les cantonales diront s'il s'agit encore d'une ambition illusoire.

ALAIN ROLLAT.

< SANS OPINION PUBLIQUE >

Vie tranquille au Raincy

Le Raincy, quinze mille habitants, a deux particularités : la banlieue et la commune y sont nées d'un des premiers lotissements de l'Île-de-France au milieu du dix-neuvième siècle. Sorte de Neuilly de l'Est, Le Raincy a depuis toujours voté pour la majorité. « L'explication en est simple », affirme son maire, M. Raymond Mège (mod. maj.), « Méridional, installé ici depuis 1902. La population active est pour 52% formée de cadres ». Autre motif, Le Raincy porte encore aujourd'hui les stigmates de son passé : c'est une ancienne propriété du duc d'Orléans, qui a loti le parc de son château sous la condition expresse qu'aucune industrie ne viendrait s'y installer. Si bien qu'aujourd'hui, hormis les commerçants et quelques artisans, aucun habitant du Raincy ne travaille au Raincy.

« Nous désirons rééquilibrer la ville », affirme M. Mège, et nous multiplions pour cela nos efforts dans deux directions : la cons-

truction en centre ville de quelques dizaines de logements à loyer modeste et l'accueil de nouveaux artisans ou petits ateliers ».

Conséquences de sa nonchalance : Le Raincy devait, au début des années 60, affronter, comme les autres, la délinquance naissante de sa jeune population. Ainsi naquirent des terrains de sport (la ville ne consacra pas moins de 27 % de son budget à la pratique sportive), une maison de la culture et une école de musique destinées à mobiliser sagement les énergies.

Le Raincy, ses gros pavillons carrés entourés de grilles, c'est la banlieue paradoxale : une gare dont le trafic dépasse celui des métropoles régionales, un passage obligé de l'autoroute A3 vers l'est du département et une population qui vit au rythme tranquille et individualiste des lotissements... « C'est, avoue M. Mège, une ville sans opinion publique. — M. C. R.

DES IDÉES ET DU

Une maison de la culture

La culture en Seine-Saint-Denis a un visage particulier. La Maison de la culture rayonne sur l'ensemble du département. Un département, on le sait, fortement industrialisé et qui compte un million quatre cent mille habitants, dont 72 % sont des ouvriers ou des employés. Créée en 1974, sur l'initiative du conseil général et du département, dirigée actuellement par Claude-Olivier Stern, cette Maison de la culture n'est pas une, indivisible et centralisée. Les pouvoirs publics ont en effet souhaité que ses structures soient éclatées. Le département dispose donc de quatre pôles culturels : deux théâtres, celui de la Commune, à Aubervilliers, et le Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis. A ces structures, qui existent depuis douze ans, sont venues se joindre, quand la Maison de la culture est née, deux autres unités : celle de Bobigny, spécialisée dans l'audiovisuel, et celle d'Aulnay-sous-Bois, qui se consacre à l'enfance-jeunesse.

Diffusion, animation, création, sont les grandes lignes de l'action culturelle, telle que la définissent les statuts. Comment y répondent les responsables des unités « audiovisuel » et « enfance-jeunesse » ?

C'est par le biais classique de l'activité cinématographique que Jean-Patrick Lebel, chargé depuis un an de l'unité « audiovisuel » de Bobigny, entend aller vers le public et nouer des relations régulières avec lui. Mais pour ce professionnel du cinéma, qui fut assistant-réalisateur dans une quinzaine de films, il s'agit d'une activité bien déterminée. Pour lui, en effet, la culture n'est pas un monde à part, isolé, sacralisé. La culture doit aller le plus possible à la rencontre de l'actualité.

Ses choix se portent donc sur des films récents que les habitants de Bobigny n'auraient pas l'occasion de voir autrement. Mais la nouveauté n'est pas son seul critère. Les films que le cinéaste retient sont des films qui traitent de préoccupations contemporaines susceptibles de concerner le spectateur isolé, comme les adhérents des associations locales, aussi diverses que le groupement des immigrés antillais, du foyer P.T.T. ou des maisons de jeunes et de la culture.

La programmation reflète ce souci d'actualité. Les films sont en effet projetés dans des conditions proches de celles d'une salle « normale ». Ils restent à l'affiche deux semaines par mois.

Le public a donc plusieurs chances de les voir.

Mais Jean-Patrick Lebel ne se contente pas de montrer des images. Il veut les faire comprendre et susciter entre le spectateur et elles une familiarité plus grande. Le cinéma lui sert de tremplin pour les animations. *Padre Padrone* a été copié en vidéo et projeté dans les écoles aux classes de troisième. Le film des frères Taviani a été analysé du point de vue littéraire — les élèves l'ont comparé au roman — et du point de vue du langage cinématographique. On est allé plus loin que le classique débat de ciné-club.

Cette démarche analytique s'applique aussi à la vidéo. Pour Jean-Patrick Lebel, en effet, la « socialisation » de l'audiovisuel est le phénomène capital de notre temps. Du fait de l'évolution des techniques et des rapports sociaux, les images et les sons entrent de plus en plus dans notre vie. De plus en plus, le « petit écran » est utilisé pour de nouvelles fonctions : formateur professionnelle, enseignement dans les auto-écoles, communications entre les individus et les groupes, archipel, surveillance. Il importe donc de



Pour le prix d'un excellent 24x36, vous pouvez avoir un excellent 24x36 et une semaine de soleil.

Les sports d'hiver approchent. C'est le moment de faire des photos. Dé préférence réussies. Pour cela, rien ne vaut un appareil 24x36. Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/5000ème.

Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de 800F, et surtout, il est extrêmement simple à utiliser.

Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manoeuvres pour prendre une photo. Une seule manette à bouger pour avancer, armer et même rembobiner le film, le déclencheur « sensor » qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : lorsque le signal placé dans le viseur est vert, vous pouvez prendre votre photo; lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied. C'est tout.

En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher.

Agfa Optima electronic : la perfection du 24x36 dans son plus simple appareil.

Agfa Optima 535 electronic, moins de 800 F.



AGFA-GEVAERT

ROSNY 2

Le plus grand centre commercial de l'Est parisien

BHV. SAMARITAINE

160 MAGASINS SPECIALISES

6 CINEMAS - RESTAURANTS

Ouvert en nocturne jusqu'à 22 h du mardi au vendredi

Parking gratuit 6.000 places

architectes au bout de leurs la

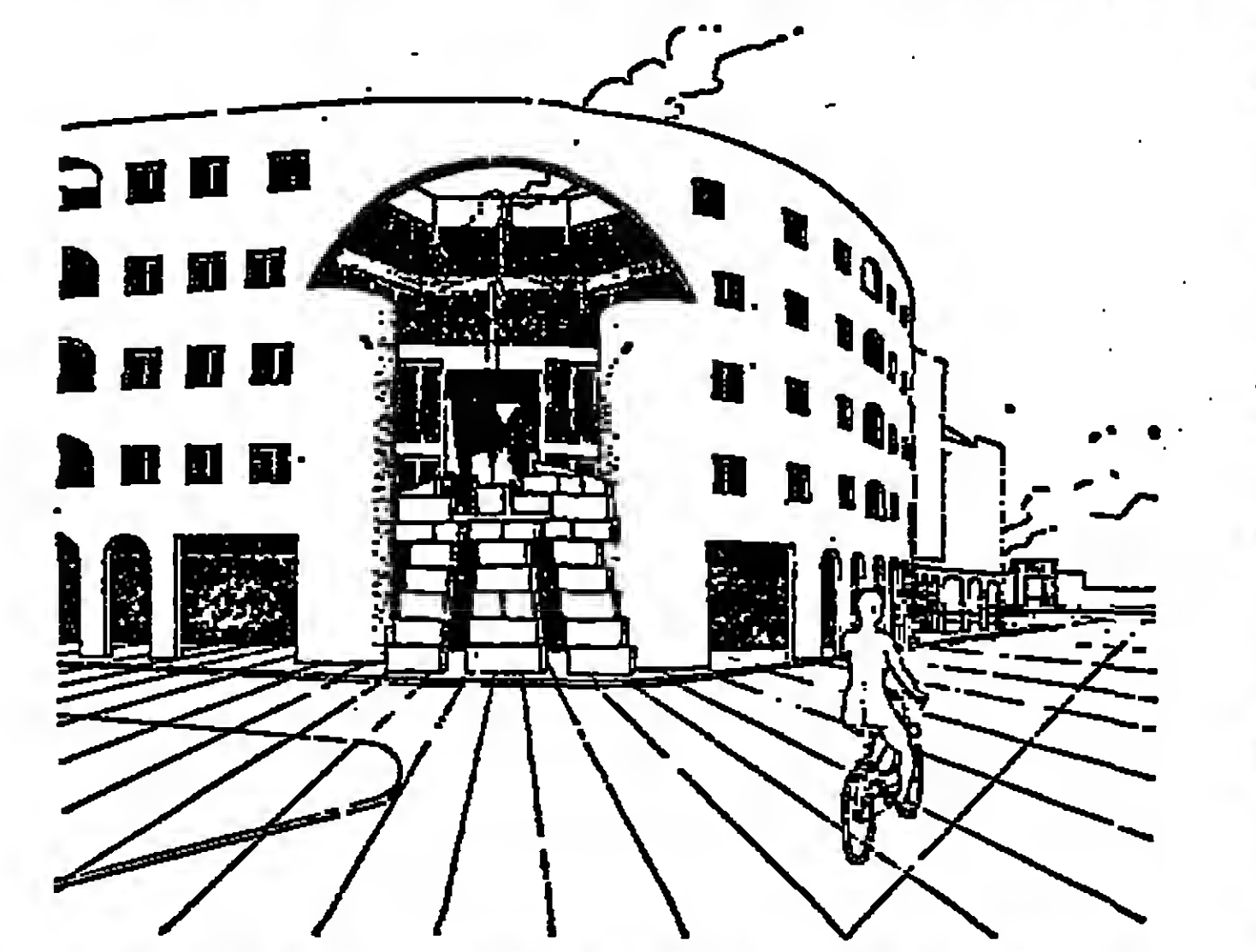
meuble

RÉNOVATION A SAINT-DENIS

Des architectes jusqu'au bout de leurs idées

SAINT-DENIS-BASILIQUE. Une station de métro à l'échelle discrète, froide et même. Des fenêtres qui privilégient la vue sur le monument voisin. Dehors, c'est autre chose. Un bistrot est resté planté au coin d'une rue, adossé au vide. L'image de la ville bombardée serait trop facile et même fautive. Pas de ruines ici. Tout est propre, balayé, rasé de près. C'est de barrières nettes, les terrains « libérés » accueillent des voitures. Provisoirement, depuis huit ans...

« toujours ». En 1953, le conseil municipal prend position sur le sujet. Quartier insalubre, trop dense, vétuste. On trace des plans au carré : lumière et hygiène d'abord. Passant dans les moules des législations successives, l'opération débouche... vingt ans plus tard, en 1972, avec la création d'une zone d'aménagement concerté : 13 hectares, dix-neuf hôtels pour migrants, mille neuf cents logements, dont une bonne moitié d'insalubres, 80% même dans certains foyers. La ville avait déjà commencé à acheter les immeubles, et, à la fin de 1976, les deux tiers des bâtiments lui appartenaient et sont, pour la moitié des terrains, démolis.



éviter à la ville une « perte de mémoire », ont essayé d'aménager les vides. Autour du métro, on a posé un kiosque à journaux, des abris à vélos et de gros blocs pavés emprisonnés dans du grillage, en attente de pierres plus habitables. Depuis quelques jours, espoir. On bat des pieux du côté de la rue Jean-Jaures. Un premier chantier de logements démarre. Mais beaucoup d'incertitudes restent encore sur d'autres flots de ce projet ambitieux. Le centre de Saint-Denis est promis à la rénovation, c'est-à-dire à la démolition-reconstruction, de puis

neuf cent trente logements, dont 50 % d'H.L.M., 28 000 mètres carrés de bureaux, ainsi que des services publics et de nombreuses places de parking. Saint-Denis est un centre important d'attraction commerciale pour la banlieue nord : marché forain sur la place de l'Hôtel-de-Ville, grande halle métallique, et les nombreuses boutiques des rues de la République et Canard-Pesé. L'idée des aménageurs et de la municipalité a été de conforter ce rôle commercial en installant dans

le quartier rénové un grand magasin. Un projet de centre commercial régional qui aurait fait de l'ombre au centre-ville avait d'ailleurs été refusé en son temps. Mais les négociations n'ont pas abouti assez tôt, et la conjoncture n'est plus du tout favorable à la création en banlieue d'un vrai grand magasin. Les propositions portent plutôt sur des hypermarchés : comment intégrer, en pleine ville, un hypermarché, son parking, ses camions, son architecture, sa philosophie. Par impossible. De nouvelles études sont donc engagées.

Quand il s'agit de reconstruire le centre d'une ville, d'une vraie ville comme Saint-Denis, la lenteur a du bon. Au fil des ans, les schémas d'urbanisme pour le nouveau quartier ont évolué. Chargée de l'opération en 1976, la SODEDAT (Société d'équipement et d'aménagement du territoire du département de la Seine-Saint-Denis), où le conseil général est majoritaire, la Caisse des dépôts détient 20 % des parts, a mis plusieurs équipes d'architectes au travail, tout en maintenant comme coordonnateurs les auteurs des premiers plans, MM. Lana et Maghien. Des avant-projets ont été établis, l'un par l'at par René Galhouet et Jean et Marie Deroche, Jacques Barret, Roland Simonnet, architectes qui ont prouvé ailleurs leur talent et peu enclins à répéter l'architecture banale et monotone qui a sévi dans certains centres-villes rénovés à la manière des grands ensembles. On voulait un urbanisme de rue, d'alignement, même s'il effaçait certains tracés anciens. On risquait toutefois, on risque toujours, que des architectures très différentes soient juxtaposées un peu brutalement. « Nous voulons éviter que ce ne soit un habit d'arlequin », précise M. Soucheyre, adjoint à l'urbanisme de la ville de Saint-Denis. Les nouvelles études en cours permettront peut-être d'obtenir une meilleure imbrication des styles.

Pour sa modeste part (soixante logements), le premier immeuble en chantier, celui du jeune architecte Bernard Paard, affirme nettement son caractère urbain. Coupé de passages et marqué par des portements, l'immeuble est organisé autour de cages d'escaliers savamment dessinées. La rue est soulignée d'une ligne d'arcades étroites, derrière lesquelles s'ouvrent des boutiques. Une grande « porte » marque l'angle des rues (dessin ci-contre). Un portique de pierre fait le lien, dans l'esprit de l'architecture, « entre le tombeau des rois de France et, plus loin, le temple des simples habitants de Saint-Denis ». Pour le reste, les façades sont plates, et leur relative pauvreté risque d'être accentuée par les matériaux modernes. A voir.

MICHELE CHAMPENOIS.

TRAVAIL MAIS... encore mal meublée

sensibiliser le public à ce nouveau mode d'expression. Deux films vidéo ont été fabriqués spécialement à l'intention des adultes et des enfants pour leur expliquer comment fonctionne ce nouveau langage des images et des sons. Avec *Plurielles*, enfin, un long métrage qui doit sortir prochainement, l'unité « audiovisuelle » a réalisé une œuvre significative. Le film est une œuvre composite, un mélange de genres : reportage en vidéo, théâtre filmé, fonction cinématographique. Seconde caractéristique importante: *Plurielles* a été réalisé en coproduction avec les films de l'Archebuse. Le film passera donc aussi dans les salles. Une des grandes idées de Jean-Pierre Lebel, en effet, est de désacraliser la création audiovisuelle en jetant un pont entre le secteur culturel et le secteur commercial.

« Trois animateurs pour une population de 400 000 jeunes, c'est dire combien nos moyens sont dérisoires », déclare Bruno Casseau, qui dirige l'unité « enfance-jeunesse » d'Aulnay-sous-Bois. L'essentiel de son action se concentre donc sur le primaire. Spectacles qu'il fait venir et qu'il cherche à diversifier au maximum. Les programmes ont affiché tour à tour des ballets, des concerts, du théâtre, du cinéma. Animations réalisées dans le cadre des classes et destinées à sensibiliser les enfants aux divers moyens d'expression : musique, arts plastiques, image télévisuelle, image théâtrale.

Ces activités sont donc caractérisées par la pluridisciplinarité et par une ouverture toujours plus grande comme en témoigne la récente initiative du responsable de l'unité. Ce dernier est à l'origine de la création d'une section chorégraphique pour le jeune public dans le cadre des Ballets pour demain. Ce concours international est organisé tous les ans par la Ville de Bagnolet. Mais Bruno Casseau est metteur en scène et c'est surtout dans son travail de création qu'il faut le suivre. Cinq créations en cinq

ans lui ont permis, objet après objet, de définir sa démarche sans toutefois vouloir l'arrêter définitivement. La musique a, dès sa première mise en scène « T + O = TO », joué un rôle important. Bruno Casseau la considère en effet comme un élément dramatique essentiel, intégré au spectacle et qui « joue » au même titre que l'acteur. Avec des pupes, des masques et des ombres, *Soièl blanc*, sa seconde production, faisait appel à plusieurs modes de représentation. La culture en Seine-Saint-Denis a donc une personnalité riche et complexe. Riche n'est pourtant pas tout à fait le mot juste. Et, depuis 1974, la Mal on de la culture a produit ou coproduit quarante créations et réalisé quatre mille manifestations qui ont fait venir cinq cent mille personnes, tout ce travail dynamique s'est effectué dans des conditions précaires. La M.C. 93 fonctionne avec des effectifs réduits — au plus juste trente-deux personnes — et sans équipements spécifiques. Les activités se dispersent là où les villes peuvent les loger.

Deux bâtiments sont malgré tout en construction. Celui de Bobigny abritera l'unité « audiovisuelle » et le siège de la Maison de la culture, et celui d'Aulnay la création théâtrale. Ces équipements importants, qui abriteront plusieurs salles de spectacles, devaient être inaugurés en avril 1978. Faute de crédits de fonctionnement suffisants, leur ouverture est ajournée.

L'Etat, qui s'était engagé à soutenir financièrement le projet, n'a augmenté que de 8 % seulement sa subvention pour 1979. Celle-ci s'élève à 2 619 000 francs. Cette somme, à laquelle s'ajoute une subvention du même montant versée par le conseil général et les collectivités locales, ne permet pas d'utiliser les locaux. Les choses en sont là. Les travaux malgré tout se poursuivent. Quand la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis méritera-t-elle pleinement son nom ? FLORENCE BRETON.

Grandes banlieues

(Suite de la page 35.)

Noisy-le-Grand - Mont-d'Est. 7 heures, 18 heures : des centaines de voyageurs jaillissent des autobus, se précipitent dans les profondeurs qui mènent au réseau express régional. A contre-courant, d'autres tentent de remonter à la surface. « La ville nouvelle pour moi c'est ça », commente narquois un conducteur d'autobus habitant la vieille ville de Noisy-le-Grand — vingt-huit mille habitants — où il est conseiller municipal. « Les gens sont transportés comme des cochons. » Les premiers habitants sont arrivés fin 1974. Ils sont aujourd'hui 7 000 environ. Les locations sont en rupture de stock : le centre de la capitale n'est qu'à vingt minutes de trajet par le R.E.R. Les quartiers de la ville nouvelle qui auront plus tard chacun leur quartier sont plus denses, d'un urbanisme moins original en Seine-Saint-Denis que dans le reste de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Ils regroupent

quelques pavillons dans le quartier coloré des Richardets, mais surtout des immeubles collectifs. Ainsi dans le quartier des Hauts Bâtons ou celui de la Butte Verte avec son terrain d'aventure, le « cratère » où jouent les enfants. Le centre urbain régional est ouvert depuis mars dernier : dans les magasins des Arcades les clients sont encore rares, de l'avis des commerçants récemment installés. Des équipements collectifs sont programmés : crèches, maternités, centres de loisirs, de commerce, etc. Seront-ils tous un jour réalisés ? A l'établissement public de la ville nouvelle, on en est aujourd'hui moins sûr. Les appartements sont accablants, mais ont quelques défauts. Ainsi, le « trou électrique » imposé partout contre les arbres. Le chauffage est irrégulier. Le refus de paiement des charges par les tiers des locataires groupés en amicale vient de se terminer par un accord avec l'organisme. Les familles de jeunes cadres ou d'employés dont les enfants sont

en bas âge ont choisi d'habiter la ville nouvelle, car on y loge à moindre frais dans de bonnes conditions. Mais les difficultés de transport, bien que passagères, sont réelles. Trop d'équipements sont encore en chantier. La ville nouvelle ne devrait-elle pas assurer un meilleur cadre de vie ? Les associations pullulent : une centaine déjà, du club de colombophilie à celui de spéléologie en passant par les centres de culture ou les amicales. L'établissement public a, en effet, dès son installation créé l'Association technique pour le développement de l'animation. Des locaux collectifs ont été mis à la disposition des diverses associations. Et dans les quartiers tout proches de la ville nouvelle situés en Val-de-Marne, traversés de larges allées forestières, on attend avec impatience l'ouverture du centre de vie enfantine qui regroupera une maison de l'enfance, un hôpital de jour pour enfants handicapés, une crèche... DANIELLE ROUARD.

(Publicité)

SEVRAN ET VILLEPINTE

Ces deux communes de Seine-Saint-Denis ont vu, ces dernières années, leur urbanisation s'accroître et leur paysage se modifier profondément.

UNE SITUATION QUI A FAVORISÉ LEUR DÉVELOPPEMENT : à 15 km de la place de la République, à proximité immédiate des aéroports de BOURGET et de ROISSY, de GARONOR et de la grande zone industrielle de PARIS-NORD.

UNE DESSERTE EXCEPTIONNELLE : — Par l'autoroute B3 qui relie PARIS à ROISSY. — Par l'autoroute F2 qui file vers SOISSONS et qui sera reliée à l'autoroute du Nord (A1) dès 1979. — Par la voie ferrée PARIS-SOISSONS. — Par la nouvelle voie ferrée PARIS-ROISSY : cette dernière ligne, totalement en souterrain dans sa traversée de SEVRAN, permet d'atteindre le gare du Nord en 15 mn et l'aéroport de ROISSY en 6 mn.

UN ENVIRONNEMENT DE QUALITÉ : le parc de l'ancienne poudrerie de SEVRAN, un merveilleux espace vert de plus de 100 ha est en cours d'aménagement par l'Office National des Forêts et une première tranche de 20 ha est déjà ouverte au public. C'est pourquoi ces deux communes ont connu un développement remarquable attesté par leur croissance démographique :

VILLEPINTE : 12 000 habitants en 1968, 18 000 en 1975, 20 000 aujourd'hui. SEVRAN : 20 000 habitants en 1968, 34 000 en 1975, 40 000 aujourd'hui.

MAIS UN DÉVELOPPEMENT MAÎTRISÉ ET COHÉRENT. Réalisées par la S.A.E.S., les opérations de SEVRAN et de VILLEPINTE couvrent 300 ha et porteront 10 000 logements

S. A. E. S.

Société d'Aménagement Economique et Social des villes d'AULNAY - SEVRAN et VILLEPINTE 16, avenue du Général-Leclerc - 93270 SEVRAN Téléphone : 383-81-32

(Publicité)

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE D'ÉQUIPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS 8 à 22, rue du Chemin-Vert, 93000 BOBIGNY - Tél. : 830-35-33

La SODEDAT - 93 :

une pratique nouvelle de l'aménagement, au service des quarante communes du département.



Née, il a tout juste quatre ans, à l'initiative du Conseil général, la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement de la Seine-Saint-Denis - SODEDAT-93 - s'est efforcée de traduire « sur le terrain » les orientations que lui a fixées l'Assemblée départementale et qui peuvent se résumer de la façon suivante : « Promouvoir un urbanisme et une architecture de valeur pour des logements et des équipements sociaux de qualité ; contribuer à maîtriser, voire à développer l'emploi ; participer à l'effort du département dans le domaine de l'amélioration de l'environnement. »

La SODEDAT-93 est dirigée par un Conseil d'Administration, présidé par M. Jean-Pierre FERILLAUD, président de la Commission départementale du Conseil général, comprenant, à côté de élus des représentants du secteur privé (comme la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ou l'OCCE) et de conseillers par-quilte (comme la Caisse des Dépôts et Consignations).

Si la SODEDAT-93 intervient, à ce jour, pour plus de la moitié des 40 communes du département, elle a traité d'opérations (zones d'habitation, rénovations urbaines, réceptions de quartiers insalubres — malheureusement, encore nombreux en Seine-Saint-Denis, — restaurations immobilières, zones d'activités industrielles ou artisanales) qui ont été confiées, à plusieurs centaines de logements sont déjà habités, ou en chantier, et plusieurs autres en cours d'installation sur les zones industrielles qu'elle aménage, la méritent en revient un soutien que lui a apporté le département, et à la confiance que lui ont manifestées les villes « clientes ».

Ces résultats — appréciables — tiennent également à une pratique nouvelle de l'aménagement que, non sans difficultés de tous ordres, la SODEDAT-93 est parvenue à mettre en œuvre. La tâche n'était pas simple : dans un contexte économique marqué par la crise, un marché foncier s'échappant pas — du fait de la proximité de Paris — à la spéculation, un tissu urbain hétérogène, parfois vétuste et souvent médiocre, il fallait néanmoins penser une architecture et un urbanisme, certes novateurs, mais aussi respectueux de la mémoire collective des habitants que de leur « droit à la ville ».

Sur la suggestion de la SODEDAT-93, les villes ont fait appel à une grande variété d'architectes, d'écoles, de conceptions et de générations les plus variées, mais ayant tous en commun le souci du quartier. C'est ainsi qu'interveniront (sans que la liste soit exhaustive) CREMOT, à Romainville ; Jean RENAUDIE, à Villepinte ; René GAILLOUSTET et Christian DEVILLERRE, à Bobigny ; René ORSINI et Byron MOYSA, à Stains ; AUTHEMAN et SUEBEMER, à Pierrefitte ; SCALABRE, à Aulnay-sous-Bois ; HUIDEBRO et MARCOUCCI, à Drancy ; A. Saint-Denis, la rénovation de l'Îlot Basilique a été confiée à une large équipe comprenant aux côtés de LANA et MAGHIEU, Bernard PAARD, SIMONNET, DEROCHE, BARDET, Guy NAIZOT. L'intervention d'urbanistes appréciés comme PLANAOUBAGNE,

MELISSIMOS et BOUZEBERG a été déterminante sur diverses opérations. Non moins de huit jeunes architectes construisent, avec la SODEDAT-93, leurs premiers immeubles !

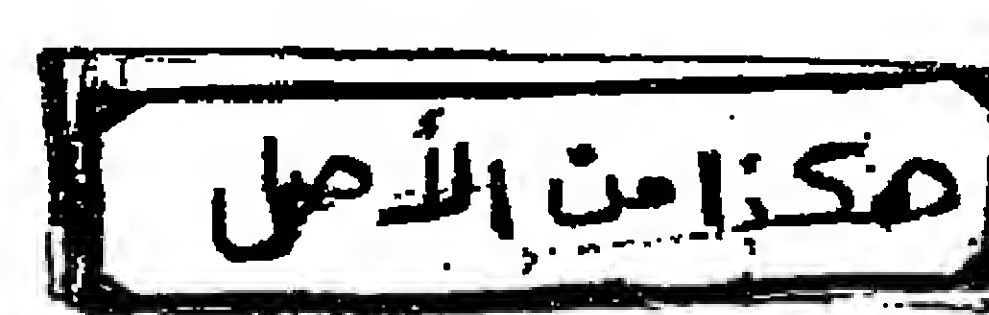
Dans ces conditions, la mission de l'aménageur n'a plus seulement été celle d'être le « bras armé » de la collectivité foncière, mais à impliquer une responsabilité vis-à-vis des villes : celle de proposer un cadre bâti nouveau et non plus seulement un programme de volumes. Proposer, et non bien sûr imposer, ce qui, à chaque décision, s'est traduit par la concertation la plus large avec les habitants à travers expositions, réunions, débats, articles dans la presse, ainsi que par des études détaillées sur les implications financières des projets.

Créer des emplois secondaires ou tertiaires au moment où les fermatures d'usines se multiplient, et où le « stock » de bureaux est largement fourni, n'a pas été chose aisée. À ce contexte s'ajoutait le handicap représenté par le coût d'acquisition élevé des terrains. Néanmoins, pour répondre au souci des élus essentiellement résidentiels comme Cligny-sous-Bois, Tremblay-lès-Gonesse, Stains ou Montfermeil, d'améliorer le taux d'emploi sur place, la SODEDAT-93 a « entrepris l'aménagement de diverses zones industrielles, celles-ci sont « en cours de livraison » et des terrains ont déjà été vendus à des acquéreurs. La SODEDAT-93 s'efforce, par ailleurs, de promouvoir des formules permettant à des artisans ou à des P.M.E. de s'installer dans des bâtiments susceptibles d'être agencés en fonction de leurs besoins.

En outre, la SODEDAT-93, à la demande de la ville d'Aulnay-sous-Bois étudie les possibilités de reconstruction de l'ancienne usine IDEAL STANDARD, qui couvre une superficie de 16 hectares. L'expérience qu'elle recueillera à travers cette intervention pourra servir des prochains projets. Toutefois, non content de pareil extrêmement important d'activités fermées et désaffectées dans le département.

Enfin, autre volet de l'activité de la SODEDAT-93 : celui de l'écologie. Le Conseil général a, effectivement, confié à sa société le soin d'étudier et d'aménager le vaste parc départemental du SAUSSET. Cet ensemble, qui couvrira une superficie de 300 hectares, à cheval sur les communes d'Aulnay-sous-Bois et de Villepinte, est destiné à prendre le « relais » du Parc de la Courneuve dans la perspective que le département s'est fixé, à savoir 10 % de sa superficie en espaces verts.

Le président, Jean-Pierre FERILLAUD, lors d'une visite récente des opérations, a rappelé que la jeune société d'équipement du département avait engagé son activité au pire moment. La politique d'austérité du gouvernement ne traduisait, entre autres, par une diminution importante des investissements à caractère social. Mais, grâce au soutien que lui ont apportés les élus, la SODEDAT-93 a pu, malgré tout, commencer à réaliser la mission qui lui a été confiée : celle de donner aux populations de la Seine-Saint-Denis, le cadre de vie auquel elles aspirent et auquel elles ont droit.



Une maison de la...

ROSNY... M. SAMARITAINE... MAGASINS... SCENAS

سكزامن الامم

Le Monde

économie

L'accroissement des cotisations sociales va réduire de 1 à 2 % le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé

• Vives critiques des syndicats, des partis de gauche et du R.P.R.

Tous les syndicats, avec ici et là des nuances, ont vivement critiqué les mesures adoptées le 13 décembre par le conseil des ministres pour combler le déficit de la Sécurité sociale. Ils dénoncent le choix des pouvoirs publics, qui vont se traduire par une diminution du pouvoir d'achat de 1 à 2 % des salariés du secteur privé, à qui incombent les deux tiers des charges nouvelles (11 milliards de francs sur 17). Les travailleurs du secteur public sont moins touchés. Les partis politiques ne sont pas moins sévères, notamment le R.P.R., qui reproche vigoureusement au gouvernement de ne pas avoir respecté les promesses de Blois.

Après le conseil des ministres, Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la famille, a déclaré qu'un effort non négligeable était demandé aux salariés et elle s'est longuement étendue sur les justifications de la politique adoptée. Après avoir rappelé qu'aucune atteinte n'était portée aux prestations et déclaré que « les seules dispositions possibles concernaient les cotisations », Mme Veil a énuméré les « quatre principes qui ont guidé le gouvernement » : « L'effort essentiel est demandé aux ménages » afin de ne « pas mettre en péril la capacité des entreprises à investir » ; « les régimes de retraites complémentaires, et notamment ceux des cadres, seront préservés » ; « les mesures de financement retenues font appel à la solidarité des Français » ; « le quatrième principe est d'alléger au maximum l'effort qui

sera demandé aux entreprises de main-d'œuvre », les cotisations nouvelles en assurance-maladie s'appliquant aux salariés supérieurs à 4 470 francs par mois. « Le gouvernement, a-t-elle ajouté, est conscient de l'effort ainsi demandé aux ménages et aux entreprises » et que l'augmentation de la cotisation vieillesse « constitue une dérogation au programme de Blois. Il lui est cependant apparu que cette solution était la seule compatible avec la sauvegarde de nos régimes de retraite ». Mme Veil a également estimé que les mesures adoptées « doivent permettre de rétablir,

sur des bases stables, le financement de la Sécurité sociale pour les trois prochaines années », mais elle a ensuite insisté sur la nécessité de mieux maîtriser l'accroissement des dépenses et analysé les mesures de freinage que son ministère a retenues. Elle a lancé un appel à la discipline et indiqué que « le gouvernement veillera à ce que les entreprises n'acceptent pas d'accroître les charges qu'elles supportent au titre des régimes complémentaires ». Elle a enfin rejeté les propositions qui tendent à rétablir les assurances individuelles ou à modifier l'assiette des cotisations en affirmant que les adeptes de « la grande réforme de la Sécurité sociale ne font qu'agiter un mythe ». « Il n'y a pas de remède miracle », a-t-elle conclu.

Les mesures adoptées par le gouvernement

Contre l'augmentation annuelle et traditionnelle du salaire-plafond servant au calcul de certaines cotisations (4 470 F par mois au lieu de 4 000 F), les mesures suivantes ont été décidées :

ASSURANCE VIEILLESSE :
• Augmentation au 1^{er} janvier 1979 de 1,75 point de la cotisation qui passe de 11,15 % à 12,90 % sans plafond. Cette augmentation incombe pour 0,80 point aux entreprises et 1,25 point aux salariés (voir tableau).

Le rendement attendu s'élève à 8,65 milliards de francs en 1979 et 9,45 milliards de francs en 1980.

ASSURANCE MALADIE :
• Déplacement au 1^{er} janvier 1979 de 4 points de cotisation d'assurance maladie des salariés dont 2 points à la charge des entreprises et 2 points à la charge des assurés ayant un revenu supérieur au plafond. En outre, le déplacement d'un point supplémentaire est prévu au 1^{er} janvier 1980 de telle sorte que la cotisation des salariés sera alors calculée sur la totalité des rémunérations (voir tableau).

Recettes supplémentaires : 4,16 milliards de francs en 1979 et 6,33 milliards de francs en 1980.

• Le déplacement de 3 points de cotisations des travailleurs indépendants, la date n'étant pas arrêtée en raison des difficultés de mise en place du

nouveau conseil d'administration de ce régime.

• Inscription d'une cotisation d'assurance-maladie sur les retraites, vraisemblablement à partir du 1^{er} juillet 1979. Un projet de loi doit en effet être déposé ; il ne sera examiné au Parlement que lors de la session de printemps. Le gouvernement prévoit un taux de 1 % sur les pensions du régime général, avec exonération pour les allocations les plus basses, et de 2 % sur les retraites complémentaires.

RECETTES ANNEXES :
• Doublement, le 1^{er} janvier 1979, de la taxe additionnelle sur les primes d'assurance automobile.

Recettes prévisibles : 648 millions de francs en année pleine par l'alcool ; aucun chiffre n'a été donné pour le tabac.

• Augmentation des droits sur l'alcool et le tabac dans le courant de l'année 1979. Un projet de loi de finances rectificative augmentant de 10 % les droits sur l'alcool sera déposé au Parlement à la session de printemps. L'effort envisagé tient sur l'alcool que sur le tabac sera prolongé de 1980 à 1983.

Recettes prévisibles : 600 millions de francs en 1979 et 1,2 milliard de francs en 1980.

FREINAGE ET CONTROLE DES DEPENSES :
• Hospitalisation : le gouvernement se fixe pour objectif d'in-

fléchir la courbe de croissance des dépenses de 3 % en trois ans par la révision des programmes de construction de lits et par la création d'une « mission d'assistance technique » auprès du directeur des hôpitaux.

• Sélection accrue des étudiants en médecine de 10 % pour les trois prochaines années.

• Relance de l'autodiscipline au sein du corps médical. Mme Veil devant envoyer une recommandation aux caisses d'assurance-maladie et aux syndicats médicaux.

• Mise en place d'une « mission de sages » sur la recherche de moyen pour freiner les consommations excessives et d'une « commission de contrôle des comptes de la Sécurité sociale ».

DANS LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISÉ : l'augmentation de la cotisation d'assurance-maladie ne vise que les fonctionnaires, les agents des collectivités locales, les ouvriers de l'état et les agents de l'É.C.F.P. en sont exclus les mineurs, cheminots et employés de la R.A.T.P. Quant à la forte majoration de la cotisation d'assurance-vieillesse, elle ne concerne pas les employés du secteur public et nationalisé, mais pour ce qui est des fonctionnaires, le taux de cotisation, qui déterminait le montant de leur droit au nouveau taux appliqué aux salariés (8 % sur le traitement indiciaire au lieu de 4,70 %).

Solidarité à sens unique

Le gouvernement a choisi la grosse artillerie pour combler le déficit de la Sécurité sociale et les profits les plus élevés des entreprises ont été touchés : les salariés du secteur privé.

Mme Veil a souligné mercredi les aspects positifs du train de mesures qu'elle a fait adopter. Les pouvoirs publics ont renoncé à toute diminution des prestations. Ils ont admis, sans recourir aux traditionnelles hypocrisies, qu'une entorse, et de taille, était portée au programme électoral de Blois qui promettait qu'aucune augmentation de cotisations n'aurait lieu en 1979. Ils ont décidé de moduler les sacrifices, en faisant supporter une partie non négligeable des charges supplémentaires à tous ceux — salariés, cadres et même travailleurs indépendants (mais dans une moindre mesure) (1) — qui ont un revenu supérieur à 4 470 francs par mois ; la diminution du pouvoir d'achat provoquée par les nouvelles cotisations sera de 1,25 % en bas de la hiérarchie mais de plus de 1,70 % à l'autre extrémité de l'éventail.

Le gouvernement, qui procède en apparence d'un soulagement de justice est aussi empreint de logique. Si une large majorité de l'opinion est d'accord pour maintenir la couverture sociale contre les risques de la maladie et de la vieillesse, il lui faut admettre que « les prestations, ce sa pain », M. Bergeron affirmait d'ailleurs, il y a quelques semaines, « que mieux vaut payer qu'être moins remboursé ». Logique encore est le soul de ne pas trop pénaliser les entreprises : dans le passé, les employeurs ont supporté la majeure partie des accroissements de cotisations, de sorte qu'aujourd'hui les charges sociales des entreprises françaises sont plus élevées que celles des firmes européennes. Il faudrait pourtant rappeler à ce propos que si l'on retient le coût total de la main-d'œuvre (cotisations et salaires) les firmes françaises se trouvent en queue de peloton, vu la faiblesse des rémunérations de notre pays.

En décidant de frapper en priorité les revenus les plus faciles à appréhender — ceux des salariés du secteur privé qui supportent les deux tiers des charges nouvelles, et en espérant que ces derniers, traumatisés par la crise et le chômage, feront le gros dos, — le gouvernement a tout de même choisi la voie de la facilité. Les solutions « réalistes » et « courageuses » — les pouvoirs publics ne font pas souvent appel à ce vertus ? — auraient dû mieux tenir compte des quatre causes principales du déficit du régime général des salariés.

D'abord des abus de consommation, des prescriptions médicales excessives, des gaspillages dans la gestion des hôpitaux, de l'anarchie dans la fabrication des médicaments. Des mesures d'économie ont certes été annoncées, mais certaines, comme l'appel à l'autodiscipline des médecins par la mise en place de « profils d'activité » des praticiens (nombre de consultations et montant des prescriptions), sont évanescentes depuis plusieurs années.

Seconde cause : le coût croissant des maladies provoquées par l'alcool et le tabac. Quatre-vingt-cinq pour cent des cancers du poumon sont dus au tabac ; l'alcoolisme a une influence certaine dans 60 % des accidents de la route. Au total, ces deux fléaux coûtent 20 milliards de francs par an à la Sécurité sociale. Or, le gouvernement s'est contenté d'annoncer pour plus tard des relèvements de taxes ou de prix en la matière, sans communes mesures avec l'importance des risques encourus. Mme Veil reconnaît pourtant que le prix du paquet de cigarettes est, en France, l'un des plus faibles au monde. Troisième origine du déficit du régime général : le financement par les salariés d'une partie du déficit d'autres régimes sociaux — dits spéciaux et autonomes — au nom de la « compensation démographique ». L'état subventionne de son côté à concurrence de 30 à 80 % ces régimes dont les bénéficiaires cotisent souvent à des taux plus faibles que les salariés et sur des revenus nettement inférieurs à la réalité. Dernières causes du déficit :

cit : les dettes des entreprises en difficulté et les pertes de ressources dues au nombre croissant de chômeurs ; on les évalue, au total, à plus de 20 milliards de francs.

Pourquoi faire supporter pratiquement aux seuls salariés du secteur privé les conséquences de ces quatre séries de causes, qui sont de caractère national ? Les solutions devraient elles aussi être d'ampleur nationale. Elles devraient manifester un effort de tous les Français, en fonction de leurs revenus réels. N'a-t-on pas insisté, lors d'une récente calamité nationale, un impôt de solidarité nationale, un impôt de solidarité nationale ? Les solutions devraient elles aussi être d'ampleur nationale. Elles devraient manifester un effort de tous les Français, en fonction de leurs revenus réels.

N'a-t-on pas insisté, lors d'une récente calamité nationale, un impôt de solidarité nationale, un impôt de solidarité nationale ? Les solutions devraient elles aussi être d'ampleur nationale. Elles devraient manifester un effort de tous les Français, en fonction de leurs revenus réels.

Revient alors l'habituelle excuse : vous savez bien que cela suppose une réforme préalable de la fiscalité, et une meilleure connaissance des revenus ! Ne sait-on pas depuis des années — et des enquêtes en cours ne le confirment-elles pas — que de nombreux travailleurs indépendants, des membres de professions libérales, des commerçants, des exploitants agricoles, ne déclarent au fisc que 40 à 60 % de leurs ressources ? Continuera-t-on longtemps à rejeter — pour ne pas déplaire à des clientèles électorales — qu'un effort contributif par recours à l'impôt progressif est trop difficile à assurer ?

En amorçant une politique de solidarité entre les salariés dévalorisés et les cadres, le gouvernement n'a finalement réalisé qu'une pseudo-solidarité, ne s'attaquant pas aux véritables racines du mal français : l'existence d'une catégorie privilégiée de Français qui profitent d'une relative socialisation des risques sans payer la facture qui serait équitable ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

Les taux de cotisations

	Taux anciens	Changement	Taux nouveaux
A LA CHARGE DES SALARIÉS :			
Assurance vieillesse sous plafond	11,15 %	+ 1,75 %	12,90 %
Assurance maladie :			
— sous plafond	3 %	+ 2 %	5 %
— sur totalité rémunération	1,58 %	+ 2 %	3,58 %
A LA CHARGE DES EMPLOYEURS :			
Assurance vieillesse sous plafond	7,70 %	+ 0,50 %	8,20 %
Assurance maladie :			
— sous plafond	10,95 %	+ 2 %	12,95 %
— sur totalité rémunération	2,50 %	+ 2 %	4,50 %

Un effort plus grand est demandé aux cadres

SALARIÉS QUANT PAR MOIS	Cotisations supplémentaires pour la vieillesse (en francs, par mois)				
	2 000 F	4 000 F	4 470 F (nouveau sal. plafond)	8 000 F	12 000 F
Cotisations supplémentaires pour la vieillesse	25 F	50 F	55,87 F	85,87 F	115,87 F
Cotisations supplémentaires pour la maladie (en francs, par mois)	0 F	0 F	0 F	70,00 F	150,00 F
Total des cotisations supplémentaires (en francs par mois)	25 F	50 F	55,87 F	155,87 F	265,87 F
Augmentation des cotisations (en % du salaire)	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,95 %	2,21 %

« LA LETTRE DE LA NATION » : le programme de Blois n'est pas respecté.

Dans la Lettre de la Nation, organe du R.P.R., M. Charry écrit que, « ayant toute remarqué, il faut noter la contradiction entre les décisions prises (...) et le programme de Blois (...). Cet engagement n'est pas tenu. (...) Il y avait-il pas d'autre moyen que la simple augmentation des taux pour couvrir le déficit ? On pouvait espérer qu'une réflexion approfondie avait été conduite au sein du gouvernement, comme elle l'a été ailleurs, et notamment au sein du R.P.R. (...) »

« L'HUMANITÉ » : la stratégie du déclin.

Dans l'Humanité, Mme Mireille Bertrand, membre du bureau du P.C.F., écrit que les mesures annoncées « sont une nouvelle étape dans la réalisation par le gouvernement des souhaits émis par le grand patron et de sa volonté de réduire par tous les moyens la consommation populaire. Partie intégrante de la stratégie du déclin de la France, ces mesures enfonceraient encore plus le pays dans la crise. (...) Nous espérons les travailleurs à refuser les mesures annoncées ».

M. DEBRÉ : l'effet d'allègement des coûts des entreprises va être annulé.

Souhaitant qu'il avait, en 1967, freiné par ordonnances la croissance des dépenses sociales, M. Michel Debré a déclaré jeudi 14 décembre à France-Inter : « Je suis assez réservé sur ce que l'on nous propose aujourd'hui : le prix de revient de beaucoup d'activités industrielles et agricoles est trop élevé. (...) On va faire peser sur les entreprises des charges qui, en quelques semaines ou en quelques mois, vont pratiquement annuler tout l'effort fait au cours de ces derniers mois pour alléger par ailleurs les prix de revient. »

M. FABRE : des mesures de facilité.

M. Robert Fabre, député de l'Aveyron, ancien président du M.R.G., a déclaré mercredi 13 décembre au micro de Radio-Montecarlo : « Le gouvernement ne prend que des mesures de facilité et n'envisage pas de réformes de fond de la Sécurité sociale. Ce qu'il faut faire, c'est un transfert : faire passer les charges sociales des entreprises dans un autre secteur dans le budget de la nation. »

Les syndicats : le gouvernement a reporté la charge sur les salariés

Les organisations syndicales protestent toutes avec grande vigueur contre les décisions prises par le gouvernement. Toutes lui reprochent d'avoir fait supporter par les salariés le poids de la solidarité.

• La C.G.T. appelle à une « riposte nationale de grande envergure » contre le « nouveau coup porté » à la Sécurité sociale. « La consommation populaire, donc à la production et à l'emploi ». Le gouvernement a accédé aux volontés du C.N.P.F.

• Le C.F.D.T. « prend acte » que les prestations sociales ne seront pas réduites. Une conférence tripartite est nécessaire pour déterminer clairement ce qui relève de la solidarité nationale et de la solidarité des salariés entre eux.

• F.O. revendiquera une majoration salariale en 1979 pour compenser la réduction du pouvoir d'achat des assurés sociaux. Elle critique le comportement « pas toujours responsable » de certains praticiens et veut reprendre contact avec les médecins et les dentistes.

Le C.N.P.F. : compétitivité réduite

Le C.N.P.F. proteste contre l'augmentation des cotisations sociales et les entreprises qui se voient appliquer une charge nouvelle de plus de 5 milliards de francs. La surcharge nuira à la compétitivité internationale et à l'emploi.

Pour l'Union professionnelle artisanale le « relèvement mensuel » des cotisations est « très mal accepté ». Elle réclame une réforme du financement qui ne pénalisait pas les activités de main-d'œuvre.

Le C.I.D.-UNATI ajoute que les charges sociales étaient déjà « à la limite du possible » et que « l'impossible est dépassé ».

pièdes larges ou grands ou 38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSURE
39, av. de la République
75011 Paris Tél. : 357.45.92
Catalogue gratuit - Parking

ENOE
Ecole Nouvelle d'Organisation Économique et Sociale
Établissement privé d'enseignement Technique et Supérieur

EXPERTISE COMPTABLE
Préparation sur place et à distance
CERTIFICATS SUPÉRIEURS
de Janvier à Juin 1979

- Révision comptable.
- Juridique et fiscal.
- Organisation et gestion des entreprises.

Dans un centre d'Études reconnu par l'État.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.

ENOE
62 r. Mironneuil 75008 Paris
622.53.56 (ligne groupée)

A VENDRE
FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS DÉSFFECTÉ
Construit en 1972 - Pourrait être transformé en :

- GROUPE DE BUREAUX
- EN HOTEL

MACON 45 000 habitants
CHEF-LIEU DE DÉPARTEMENT DE SAONE-ET-LOIRE
déjà remarquablement desservi sur le plan des liaisons routières

R.N. 6 - Autoroute A. 6 - Route Centre-Europe-Atlantique sera dès 1981 :

- à 1 h 43 de PARIS (Gare de Lyon) ;
- à 1/4 h de LYON (La Part-Dieu) ;
- à 1 h 36 de GENEVE

avec la mise en service du T.G.V.

A moyen terme, son port fluvial sera au cœur de la Région MER DU NORD/MÉDITERRANÉE

Son cadre de vie agréable :
Plan d'eau de la Saône, arrière-pays touristique, gastronomie réputée. Proximité du Jura et des Alpes.

Fait de Macdon une ville où il fait bon vivre.

Tous renseignements avec plans et photographies peuvent être demandés à :

MAIRIE DE (71018) MACON
Tél. : (85) 38-18-90 - Téléc. : MACONOT 800762 F.

SOCIAL

Très légère baisse des demandes d'emploi en novembre

Une très faible diminution des demandes d'emploi...

tion de l'UNEDIC, réuni, mercredi 14 décembre...

Commentant les statistiques de novembre, le ministre du travail...

Le projet de loi, qui a été approuvé au conseil des ministres...

Enfin, le conseil d'administration de Peugeot-Loire...

Les licenciements dans la sidérurgie

- Réunion extraordinaire lundi du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais
• Grève générale à Longwy mardi

L'annonce de la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans la sidérurgie...

toutes les professions du bassin à cesser le travail pour vingt-quatre heures...

A Paris, M. Paul Marchetti, président de la fédération de la métallurgie C.G.C.

La C.F.D.T., pour sa part, va se mobiliser afin d'obtenir dans la sidérurgie la création d'une cinquième équipe...

sept puis trente-cinq heures, a déclaré mercredi M. Jacques Chérèque...

De notre correspondant

sombre et les plus inquiétants des plans sidérurgiques successifs qu'on a vu s'élaborer en une dizaine d'années...

de dix années. Car c'est bien Usinor qui, dans son plan de modernisation, annonçait encore en 1975...

tant marché de l'acier existant dans des secteurs géographiques proches du Valenciennois...

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Barre annonce un programme prioritaire d'implantations industrielles dans le Nord

M. PRINGALLÉ, député R.P.R. du Nord, a évoqué mercredi 13 décembre à l'Assemblée nationale la fermeture de l'acier à Denain...

des multinationales qui font la loi à Bruxelles. « Vous allez, affirme-t-il, transformer en désert le Nord et la Lorraine... »

M. BARRE, premier ministre, déclare que le gouvernement mesure les difficultés sociales et régionales qui résultent des décisions « indispensables » prises par les entreprises sidérurgiques du Nord et de la Lorraine...

M. GIRAUD, ministre de l'Industrie, déclare que le gouvernement mesure les difficultés sociales et régionales qui résultent des décisions « indispensables » prises par les entreprises sidérurgiques du Nord et de la Lorraine...

« Pour la vallée de la Moselle, la plus touchée en 1977, il a entrepris un effort exceptionnel de conversion qui conduit à d'importantes décisions d'implantations industrielles assurant la création de neuf mille emplois...

M. MITTERRAND (P.S. Lorraine) évoque à son tour « la Lorraine et le Nord, aujourd'hui ». Si le gouvernement a attendu le premier ministre pour une convention sociale...

M. TONDON (P.S. Moselle-et-Meuse), ancien ouvrier de la sidérurgie, estime que « l'acceptation » des mesures annoncées par Usinor et Sacilor...

Le ministre ayant renvoyé le député à ses précédentes réponses, M. BOCQUET (Nord) dénonce le mauvais coup du gouvernement et du patronat, aux ordres

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., £ S.A., etc.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, \$ E.-U., £ S.A., etc. Rows show interest rates for various currencies.

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BIASI ING. LEOPOLDO & C. SPA. Via della Perla, 1 VERONA - ITALIE. SOCIETE PRODUCTRICE DE: Chaudières en acier à usage civil et industriel...

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE. Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'urgence du projet de construction de la Section de l'Autoroute A 61...

les va réduire de 1... du secteur privé... pieds larges grands 38 au 50... A VENDRE

صك زمان الأصل

la guerre des communications

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 DÉCEMBRE

Nouvelle baisse modérée

Pour la quatrième séance consécutive, les valeurs françaises ont, par suite, modérément fléchi...

Sur le marché de l'or, le lingot a retrouvé une partie du terrain...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Date (13/12, 14/12) and Rate (186.80, 186.75)

LONDRES

Dans l'attente des résultats du commerce extérieur pour novembre...

Table with 3 columns: Valeurs, Cloture 13/12, Cours 14/12

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

AKZO. Le groupe chimique néerlandais a décidé de ne pas verser de dividende...

Sur le marché de l'or, le lingot a retrouvé une partie du terrain...

Taux du marché monétaire

Table with 2 columns: Taux (6.34%) and Échéance (12 déc. 1977)

NEW-YORK

Nouveau repli

Le recul des cours s'est poursuivi mercredi à Wall Street dans un marché toujours assez peu actif...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 3 columns: Valeurs, Cours 12/12, Cours 13/12

VALEURS

Main financial table with multiple columns for various stock values and exchange rates.

BOURSE DE PARIS - 13 DÉCEMBRE - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Cours, Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Dernier cours

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Dernier cours

MARCHÉ LIBRE D'OR

Table with 4 columns: Valeurs, Précéd., Dernier, Dernier cours

Large advertisement on the left side of the page, featuring a large question mark and the text 'Exp 803 70/4'.

مركزنا الأصلي

صك زامن الأهل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- JEUNESSE : « Chantage subi, chantage choisi », par Henri Lepage ; Réplique à... Denise Bloquet, par François Comet.
- 3. ÉTRANGER
- La crise en Iran.
- 4. PROCHE-ORIENT
- ASIE
- CHINE : la chasse aux partisans de la « bande des quatre » toucherait à son terme.
- 5. DIPLOMATIE
- 6-7. EUROPE
- GRANDE-BRETAGNE : mis en minorité aux Communes, M. Callaghan pose la question de confiance.
- La Belgique retourne aux urnes (11), par Bernard Brigeolet.
- 8. LE DÉBAT EUROPÉEN
- 9-10. POLITIQUE
- 11. SOCIÉTÉ
- EDUCATION
- 12. JUSTICE
- L'auteur de deux meurtres devant les assises du Nord.
- 12-13. SCIENCES
- La budget de l'Agence spatiale européenne pour 1979.
- 14 à 16. CULTURE
- CINÉMA : Le ciel peut attendre.
- DANSE : de Nancy à Angers, deux expériences.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 17 à 27

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ; le Romantisme absolu, de Georges Saint-Bris. Autobiographie : Les Mémoires de R.P. Bruckberger. Roman : Le jeu de l'ois au féminin.

Les livres étrangers : Journal de la vie sociale, de Jean-Pierre Montaigne. Histoire : Le roman noir de Montaigne. Critique littéraire : Régiments de « corps » et « Sorbonne-City ».

- 28 à 30. LIVRES D'ÉTRENNES
- Pour les jeunes.
- 33. SPORTS
- 34. RÉGIONS
- 35 à 38. SEINE-SAINT-DENIS
- 40 à 42. ÉCONOMIE
- L'accroissement des cotisations sociales va réduire de 1 à 2 % le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé.
- Les licenciements dans la sidérurgie.
- « Les États-Unis et la guerre des communications » (11), par Yves Stourdzé.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (15)
Annonces classées (31 et 32) ; Aujourd'hui (33) ; Carnet (13) ; « Journal officiel » (33) ; Loterie nationale, Loto (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Souise (43).

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1978 a été tiré à 567 585 exemplaires.

1200 mach. à écrire en discount/Duriez

— 200 électriques portables

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Erma, Smith-Corona, etc. Simplicity (212 F) en noir, blanc ou poids plume. Si styles de caractères. Signes spéciaux. Duriez vend en direct et est direct sans représentant. Duriez vous dit la vérité sur toutes les machines. Quantités limitées, 182, bd Saint-Germain. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement. Satisfait ses 8 ans ou remboursé.

SUR TF 1 ET ANTENNE 2

En dix ans, la durée des émissions publicitaires est passée de deux à trente-deux minutes par jour

Le « matraquage » publicitaire à la télévision, plus spectaculaire que jamais à l'approche des fêtes de Noël, vient d'être dénoncé par M. René Monory, ministre de l'économie, au cours de l'émission « Cartes sur table ». Ce « matraquage » est spectaculaire en dix ans, la durée moyenne de la publicité télévisée est passée de deux à trente-deux minutes par jour.

Estimant que les spots consacrés en cette période à la promotion des jouets peuvent aller jusqu'à provoquer des conflits dans les familles, le ministre a décidé de créer un

groupe de réflexion sur la publicité et particulièrement celle visant les enfants, dont il a confié la présidence à Mme Christiane Scrivener, ancienne secrétaire d'Etat à la consommation.

Curieusement, la direction d'Antenne 2 a décidé le vendredi 8 décembre la suppression de l'émission « D'accord, pas d'accord » du lendemain, que l'Institut national de la consommation consacrait aux problèmes de l'utilisation des enfants dans la publicité des jouets. La direction de l'I.N.C. a protesté « contre l'arbitraire de cette décision ».

Aidant le dossier de l'introduction de la publicité de marques à la télévision française, en 1968, Georges Pompidou promettait que ce « surplus » de recettes permettrait à l'O.R.T.F. d'améliorer les programmes et de développer les émissions à destination de l'étranger. On sait ce qu'il est advenu de ce double engagement d'un premier ministre, en l'espace de dix ans.

Les poids de la publicité commerciale sur le fonctionnement des deux premières chaînes de télévision, en durée quotidienne comme en ressources financières, après un décennie d'expérience, a sensiblement évolué.

Les modalités de l'introduction de la publicité en 1968 étaient les suivantes : « Le temps réservé à la publicité a été fixé à deux minutes par jour (au 1^{er} octobre). A partir du 1^{er} janvier 1969, les émissions publicitaires seront portées à quatre minutes (...). Les annonces sont bloquées à une heure fixe, en l'occurrence 20 heures. »

Cinq ans passent. Le statut de l'O.R.T.F., déjà modifié en 1973,

est de nouveau en août 1974. Conformément aux engagements pris par le premier ministre, M. Jacques Chirac, lors du vote de la loi par le Sénat : « Le temps consacré à la publicité de marques ne peut excéder dix-huit minutes par jour en moyenne annuelle et, pour une seule journée, vingt-quatre minutes. »

Cinq ans passent encore et l'on apprend, lors du débat sur le budget 1979 de la radiotélévision française au Sénat, que la durée totale de la publicité télévisée sera de deux cents heures, soit

22 heures.

En 1979, le budget de la radiotélévision française au Sénat, que la durée totale de la publicité télévisée sera de deux cents heures, soit

ÉVOLUTION DES RECETTES PUBLICITAIRES DE LA TÉLÉVISION DEPUIS 1968 (hors T.V.A.)

ANNÉE	MONTANT (en millions de francs)	POURCENTAGE des ressources de la R.T.F.
1968	26	1,9
1969	195	14,3
1970	318	24,1
1971	387,5	29,9
1972	435,1	33,4
1973	497,5	37,8
1974	669	51,1
1975	826	63,6
1976	820	62,5
1977	940,3	72,1
1978	1 065,2	81,1
1979	1 255	96,1

supérieur à ce qu'était le budget total de l'O.R.T.F. en 1969, c'est-à-dire 1 288 millions de francs. Combien paraît dérisoire aujourd'hui cette notion de « ressource d'appoint » qui figurait en bonne place, il y a dix ans, dans le plaidoyer des partisans de la publicité commerciale à la télévision : elle représente maintenant 60 % du budget de T.F.1 et 50 % de celui d'Antenne 2.

La progression de la courbe des recettes publicitaires est à la mesure de celle de la durée des « spots » quotidiens, même si, avec un « plafond » de 25 % des ressources totales de la R.T.F., elle reste dans les limites fixées par la loi. Le tableau ci-dessus est éloquent.

Mais les ressources publicitaires ne sont réparties, depuis l'éclatement de l'O.R.T.F., qu'entre les deux premières chaînes de télévision. A cet égard, l'évolution du rapport publicité-redevance n'est pas sans signification dans l'équilibre du budget de chacune d'elles.

En 1968, la publicité entrait pour 121 millions de francs dans un budget total de 1 493 millions. En 1978, la publicité représentait 497,5 millions de francs sur un total de 2 197 millions. Après l'éclatement de l'O.R.T.F., la publicité de marques entrant, en 1978, pour 410 millions de francs dans le budget de T.F.1, qui rece-

ANNULÉE PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

L'aide au retour des immigrés fait l'objet d'un projet de loi

M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, a déposé à l'Assemblée nationale le projet de loi instituant une « aide au retour » aux travailleurs immigrés qu'avait adopté le conseil des ministres le 6 décembre dernier. Ce texte reprend les principales dispositions de la circulaire gouvernementale de juin 1977, qui avait été annulée le 10 novembre dernier par un arrêt du Conseil d'Etat, saisi d'un recours émanant du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) et de la C.G.T. (Le Monde des 28 novembre et 1^{er} décembre).

Le Conseil d'Etat avait rejeté cette circulaire parce que le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, ainsi que le ministre de l'intérieur, n'étaient pas compétents pour prendre sous leur signature des mesures qui relèvent du décret ou de la loi.

Ce texte avait pour effet, en échange d'un pécule de 10 000 F, de priver les immigrés repartant dans leur pays de droits sociaux qu'ils tenaient de la législation française et de leur interdire de revenir exercer un emploi en France. A cet égard, il semble que le projet de loi déposé aille au moins aussi loin que la circulaire annulée, puisqu'il stipule qu'une aide au retour peut être accordée sous forme de crédits disponibles, aux ressortissants en situation régulière originaires de pays avec lesquels la France est liée par un accord de main-d'œuvre, « s'ils quittent la France définitivement avec leur famille, pour regagner leur pays d'origine ».

Des décrets en Conseil d'Etat, indique le projet, préciseront les règles de fixation du montant de l'aide au retour, les conditions de son attribution et les modalités de son versement, ainsi que les conditions d'application de la loi dans les DOM.

Un autre projet de loi, déjà examiné par le Conseil d'Etat, sera déposé incessamment à l'Assemblée

nationale : il concerne la suppression de l'obligation, pour les immigrés venus en France au titre de réfugiés ou d'apatrides, d'avoir une carte de travail. La commission des lois sur le logement prépare actuellement une série de textes qui concerneront les immigrés.

D'autre part, M. Jean Le Garrec, secrétaire national du P.S. aux travailleurs immigrés, a annoncé mercredi 13 décembre le dépôt d'un projet de loi du groupe parlementaire socialistes visant à interdire les expulsions — mais non les retournements — d'étrangers.

Un sondage de la SOFRES

47 % DES FRANÇAIS FAVORABLES AU DÉVELOPPEMENT DES CENTRALES NUCLÉAIRES

Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour le Figaro, 47 % des Français interrogés (un échantillon de mille personnes) se sont déclarés favorables au développement des centrales nucléaires, 42 % se sont prononcés contre, 11 % se sont déclarés sans opinion ; 54 % des dix-huit à vingt-quatre ans et 55 % des vingt-cinq à trente-quatre ans sont contre les centrales. Même lorsqu'elles sont directement concernées, la moitié des personnes interrogées ne s'opposeraient pas à l'installation d'une centrale dans leur région (40 % de réponses négatives, 10 % sans opinion).

Enfin, 67 % des personnes interrogées approuvent l'idée d'organiser un référendum analogue à celui qui vient d'être réalisé en Autriche afin de donner leur opinion sur l'opportunité d'installer une centrale nucléaire ; 81 % ont déclaré que dans ce cas ils participeraient à une telle consultation.

Chaumet - Joaillier depuis 1780

Des bijoux et des objets d'art de notre temps.

L'Arcade Chaumet
12 place Vendôme Paris TEL. 260.32.82

MIP Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli Colombes 65, rue Saint-Denis

GRATUIT CATALOGUE COULEUR TEL. : 260.31.44

Le Directeur *Hevring*

« Diamants, émeraudes, saphirs, rubis je suis exigeant sur la qualité des pierres mais souple sur les facilités de paiement »

« CRÉDIT DIAMANT » 6 MOIS sans frais après acceptation du dossier et comptant légal

mon premier est **UNE CALCULATRICE**
mon deuxième est **UNE MONTRE**
mon troisième est **UN REVEIL...**

mon tout est une **CASIO CQ-81**

offrez-la en cadeau!

20 AUTRES MODELES

- simples
- scientifiques
- combinés
- chronométriques
- à quartz

Importateur exclusif NOBLET-PARIS

LE TEMPS PRÉCIEUX
JAEGER-LECOULTRE

PRÉSENTÉ PAR **JACQUES TOUR**
VOTRE AMI JOAILLIER

9 BD DES CAPUCINES
PLACE DE L'OPÉRA - 266.55.38

HUPFELD construction robuste large choix de modèles Revendeur exclusif **hamm**

5 étages d'exposition
135/139 rue de Rennes
75006 Paris Tél. 544.38.66
Exportateur : Demusa Berlin RDA.

un piano de qualité à un prix très étudié

A B C D F G H

La Guinée vint

La fin de

JULIE dans